

DIRECTOIRE DE L'ÉGLISE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG.

ARRÊTÉ.

LE DIRECTOIRE DE L'ÉGLISE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG.

Vu le rapport général présenté par lui, le 20 Octobre 1855, dans la première séance de la session du Consistoire supérieur;

Vu spécialement la partie de ce rapport concernant les attaques dirigées, par le moyen de la presse, contre les fondations protestantes et surtout contre celles qui sont administrées par le Séminaire de la Confession d'Augsbourg;

Vu, dans les procès-verbaux de ladite session du Consistoire supérieur, la discussion qui a eu lieu sur cette partie du rapport général présenté par le Directoire.

Vu la décision prise par le Consistoire supérieur, dans sa séance du 25 Octobre 1855, et portant, que le Directoire aurait à préparer, sur les fondations protestantes, et à présenter au Consistoire supérieur, un mémoire complet destiné à éclairer l'autorité partout où besoin serait;

Vu la lettre en date du 28 Février 1854, par laquelle le Directoire invite le Séminaire à nommer une Commission chargée de préparer les matériaux du susdit mémoire;

Vu la lettre en date du 25 Avril 1854, par laquelle le Séminaire informe le Directoire de la nomination de cette Commission, composée de MM. les professeurs Jung, Schmidt et Christian Bartholmèss;

Vu les notes et documents fournis au Directoire par ladite Commission;

Où le rapport fait en séance du Directoire et le projet de mémoire;

ARRÊTE :

Le rapport dont la teneur suit sera imprimé en exécution de la décision du Consistoire supérieur susrelatée.

Fait à Strasbourg, en séance du Directoire le 20 Juin 1854.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire.

TH. BRAUN.

NOTICE

SUR LES FONDATIONS

ADMINISTRÉES

PAR LE SÉMINAIRE PROTESTANT DE STRASBOURG.

NOTICE

SUR LES FONDATIONS

ADMINISTRÉES

PAR LE SÉMINAIRE PROTESTANT DE STRASBOURG.



STRASBOURG,
DE L'IMPRIMERIE DE FRÉDÉRIC CHARLES HEITZ.
IMPRIMEUR DU DIRECTOIRE.

1854.

BIBLIOTHEQUE S. J.

Les Fontaines



BIBLIOTHEQUE S. J.

Les Fontaines
60 - CHANDELIER

NOTICE
SUR LES FONDATIONS
ADMINISTRÉES
PAR LE SÉMINAIRE PROTESTANT DE STRASBOURG.

INTRODUCTION.

Dans les discussions récentes sur la nature de ces fondations, sur leur origine ou sur leur destination, on a oublié quelquefois que l'ancien *Magistrat* de Strasbourg réunissait deux pouvoirs; et que, comme toute autorité souveraine, il joignait la suprématie territoriale aux droits d'une administration municipale. Il suffit cependant, pour prévenir toute confusion, de rappeler comment était organisé le gouvernement de cette *Ville libre*, qui comptait dans ses domaines des seigneuries très importantes, situées dans la province d'Alsace. Le *Grand-Sénat*, les *Stædtmeistres* et les *XXI*, la *Chambre des XIII*,¹⁾ formaient le Gouvernement proprement dit, le Souverain; tandis que la Chambre des *XV* et un grand nombre de Collèges subordonnés étaient chargés de l'administration municipale. Le Gouvernement, le Souverain représente la Ville dans les Diètes, comme État de l'Empire, traite avec les puissances étrangères, possède enfin toutes les attributions d'un Souverain. Il a fait constater et confirmer cette vaste autorité dans la capitulation de 1681, par laquelle le Roi de France pre-

¹⁾ Les *XIII* étaient spécialement chargés des affaires extérieures, des négociations avec les puissances étrangères et de tout ce qui concernait la guerre.

naît à Strasbourg la place qu'y avaient tenue l'Empereur et la Diète d'Allemagne. « Le Roi, y dit Louis XIV, reçoit la Ville en sa protection, *comme les autres Princes* qui ont des possessions en Alsace. » Cette souveraineté, d'ailleurs, avait été singulièrement agrandie par la Réforme. De même que dans tous les États protestants, le gouvernement de la Cité libre de Strasbourg avait ajouté à sa suprématie politique une suprématie religieuse, le *pouvoir épiscopal*, les *jura episcopalia*.

C'est à ce Souverain, investi des *droits épiscopaux* qu'appartenait le règlement des affaires de culte et de haut enseignement.

Mais ce Souverain cessa d'exister à la Révolution. La Ville elle-même y renonça, son Magistrat fut dissous.¹⁾ Jamais les administrations municipales, créées par la constitution nouvelle de la France, n'ont pu prétendre à l'exercice de droits, qui dès lors avaient été dévolus au Souverain moderne du pays. C'est ce Souverain définitif qui exempta de la vente les biens des protestants, qui l'an XI constitua l'Église, qui établit l'enseignement de l'*Académie protestante*, transformée par lui en *Séminaire*; qui fixa le caractère du *Gymnase*, et qui affecta des revenus à l'une et à l'autre institution. Tout cela, il le fit après avoir organisé l'instruction supérieure laïque.

Un second point, qui mérite dès à présent de fixer l'attention du lecteur, concerne le principe qui régit la propriété des biens ecclésiastiques dans l'Église protestante. Ce principe est une innovation introduite par la Réforme, une innovation obscurcie par bien des opinions erronées, et qu'il importe d'éclaircir, comme un élément essentiel de notre exposé.

Selon l'institution de l'Église catholique, c'est le clergé qui constitue proprement l'Église; et en vertu de cette définition, il est le véritable et unique propriétaire des biens ecclésiastiques. En France, la législation a constamment désigné les biens de ce genre *biens du clergé*. Au fond, c'é-

¹⁾ De même que la suprématie territoriale de la Ville, celle de l'Evêque a été transportée au Souverain du pays, qui décréta la création des Séminaires épiscopaux, etc. etc.

tail l'épiscopat qui représentait le propriétaire. Durant le moyen âge, l'évêque conférait les bénéfices, compris dans le diocèse. Il y avait encore d'autres biens, les Saints, dont les revenus étaient affectés au service du culte; mais la communauté des fidèles était aussi exclue de cette administration. Les baux étaient faits par le curé, ou par l'administration épiscopale.

Il est vrai, de nos jours, les jurisconsultes catholiques de l'Allemagne veulent que la Commune ecclésiastique ait des droits à cette sorte de propriété. Il suffirait de citer à ce sujet l'ouvrage de M. Walter, professeur à Bonn, que l'on ne saurait soupçonner de condescendance pour ses adversaires, et qui jouit d'une grande autorité parmi ses coreligionnaires. Mais au XVI^e siècle on était loin de reconnaître cette prétention.

La Réforme effaça une distinction si absolue entre le clergé et les laïques. Elle n'admit d'autre différence que celle qui résulte de la vocation aux fonctions spéciales du ministère ecclésiastique. Le temporel fut remis à la communauté des fidèles. En se séparant de l'épiscopat et du pape, elle partagea les droits épiscopaux entre le Gouvernement et la communauté. Le droit canonique des protestants ignore la qualité d'objets sacrés, dont l'ancien droit revêtait les biens d'Eglise. Ces biens ne sont ecclésiastiques, aux yeux du protestantisme, que parce qu'ils sont destinés à l'entretien du culte. Leur administration, devenue laïque, fut conférée aux autorités constituées par la société, aux Consistoires, ou à d'autres Corps administratifs, selon les différentes organisations que nos églises s'étaient données. La surveillance de cette administration fut réservée au Souverain (*Hoheitsrecht*), ou à des Corps auxquels le Souverain délègue son autorité. Elle embrasse en général la conservation et l'affectation des propriétés ecclésiastiques et de leurs revenus.

Ajoutons que ce n'est pas là ce qu'on a proprement appelé la *sécularisation des biens ecclésiastiques*. Cette désignation s'applique à la transformation de certains biens destinés à des usages laïques, et à leur assimilation au domaine de l'Etat. Pareille transformation fut opérée en grand, à une époque récente, par le traité de Lunéville. Elle s'était faite de même au

XVI^e siècle, principalement là où la suprématie territoriale de l'Eglise avait été abolie, et où des Corps ecclésiastiques avaient cessé d'exister, soit par extinction, soit par dissolution. Les monastères, les abbayes et d'autres institutions analogues avaient subi ce sort.

Toutes les communautés qui continuèrent d'exister, après avoir adopté la Réforme, conservèrent aussi leurs propriétés. Leur droit de possession fut respecté, non seulement en ce qui regarde les paroisses, mais aussi en ce qui touchait d'autres associations portant plus ou moins nettement le caractère de Sociétés religieuses. Encore aujourd'hui, quelques pays protestants comptent plusieurs institutions de cet ordre tout spécial, étroitement rattachées et appartenant même à l'Eglise protestante.

Ce principe, emprunté aux institutions de l'Eglise primitive, fut une des grandes nouveautés du XVI^e siècle; mais une nouveauté adoptée et consacrée par les traités les plus solennels, par la paix de religion de 1555, et par le traité de Westphalie (1648). En garantissant ce dernier traité, la France à son tour sanctionna cette partie du droit ecclésiastique des protestants.

Cependant, hormis la province d'Alsace, particulièrement convertie par le traité de Westphalie, la France n'appliqua point ce droit. Qui pourrait ignorer l'état auquel les églises réformées de France furent réduites par la révocation de l'Édit de Nantes? Pouvaient-elles seulement songer à réclamer un droit quelconque? Elles n'avaient plus d'existence légale.

La Révolution, à son début, posa en faveur des croyances religieuses deux principes immuables : la liberté d'un côté, et le contrôle de l'État de l'autre. Des victoires glorieuses vinrent étendre la France au delà de ses anciennes limites. Des populations protestantes furent soumises à la loi française. Quelquefois leurs droits furent méconnus par les autorités locales; et cela ne peut surprendre personne : ces droits étaient ignorés des légistes, comme des administrateurs. Un conflit de cette nature se produisit dans le département de la Sarre. Le Ministre des Cultes d'alors, l'homme d'État qui contribua tant à la réalisation des idées vastes et élevées du Pre-

mier Consul, M. Portalis, se vit obligé lui-même d'étudier les problèmes qu'impliquait le droit canonique du protestantisme. Il convient, ce nous semble, de citer un passage de l'instruction qu'il donna, le 17 Mai 1806, au Préfet de la Sarre. Ce passage résume parfaitement l'état de la question, et peut servir à décider le différend actuel.)

« La matière, dit M. Portalis, m'a déterminé à faire un mémoire historique, pour établir les droits de propriété des églises protestantes, de l'une et de l'autre communion, dans les départements conquis ou réunis à l'Empire français, et tout à la fois ceux qu'ont les Consistoires de les administrer.»

«J'ai établi dans ce mémoire, que tous les biens ecclésiastiques dont les protestants de la communion luthérienne et calviniste des quatre départements réunis étaient *en possession en l'année normale 1624*, leur appartiendraient à toute perpétuité, que cette propriété avait été reconnue et garantie, jusqu'aujourd'hui, non seulement par les traités, les capitulations, les lois de l'assemblée constituante, la loi du 18 Germinal an X, mais encore par les décrets que S. M. a rendus sur ces matières.

«Sans remonter aux traités je me bornerai à vous faire observer que, par une loi du 17 Août 1790, fondée sur le traité de paix de Westphalie, et d'après la règle de l'année normale 1624 que je vous ai fait connaître par ma lettre du 3 Mars dernier, il fut dit que les protestants continueraient de jouir des mêmes droits dont ils avaient eu droit de jouir, et que les atteintes qui pourraient y avoir été portées seraient considérées comme nulles et non avenues.»

«Cette loi n'était alors applicable qu'à la ci-devant Alsace, mais depuis la réunion des quatre départements à l'empire français; réunion qui n'a produit aucune innovation à cet égard aux anciens traités, ces quatre départements ont été rangés dans la même catégorie.»

«La loi du 18 Germinal an X, basée sur les traités et sur la loi du 17

1) La correspondance entre le Ministre et le Préfet sera reproduite en entier dans la collection de Documents, qui accompagne cette Notice.

»Août 1790, article 20, dispose que les Consistoires veilleront à l'administration des biens de l'église et à celles des deniers provenant des aumônes.»

»Or, par *biens d'église*, il faut entendre d'après les traités : les *monastères*, *fondations*, *académies*, *collèges*, *écoles*, *hôpitaux*, *rentes*, *droits de patronage* et autres choses semblables, toutes garanties de la manière la plus authentique par la France et par les autres puissances contractantes.»

»Conformément à ces principes, S. M. I. et R. a rendu, dans sa justice, divers décrets, dont les uns sont conservatoires de ces droits, et dont les autres ont annulé divers arrêtés de préfets, lesquels y portaient atteinte.»

»Par un décret du 23 Floréal an XI S. M. a établi l'académie protestante à Strasbourg, à laquelle est attaché un Gymnase, ou école de première instruction.

»Les professeurs de cette académie et de ce Gymnase sont dotés du produit de fondations faites en faveur des églises protestantes; fondations QUI ONT ÉTÉ CONSERVÉES, CONFIRMÉES ET RESPECTÉES DEPUIS LA PAIX DITE DE RELIGION DE 1555.

»Par un autre décret, le Conseil d'Etat entendu, S. M. a cassé un arrêté, rendu le 22 Brumaire an XIII, par le Conseiller d'Etat, Préfet du Bas-Rhin, et a maintenu le Consistoire de Brumath, dans la jouissance des revenus des fabriques, aumônes, bourses ou écoles de l'église protestante.»

»En effet, les écoles des protestants sont des établissements purement religieux, absolument relatifs à l'instruction évangélique; et les aumônes ne sont proprement chez eux, que ce que les fabriques sont chez les catholiques; elles sont moins destinées à des actes de charité qu'aux frais du Culte etc.»

Le Mémoire dicté par l'éminent Ministre des Cultes convainquit pleinement le Gouvernement des droits des Protestants. Un décret de Sa Majesté Impériale, du 11 Juin 1806, confirma l'arrêté du Préfet pris conformément au Mémoire. Ajoutons que M. Portalis adressa ces pièces importantes au Directoire de la Confession d'Augsbourg, établi à Strasbourg, afin qu'elle lui servissent de guide pour une question de droit, qui dès lors devait être résolue uniformément, dans le sens indiqué, par toutes les administrations françaises.

PARTIE PREMIÈRE.

I. État ecclésiastique de Strasbourg, au commencement du XVI. siècle.

L'état ecclésiastique de Strasbourg, à l'époque de la Réformation, se composait de l'Évêque, des Chapitres, des Paroisses et de Couvents appartenant à divers ordres et à d'autres associations religieuses.

L'Évêque avait perdu tout pouvoir territorial sur la Ville de Strasbourg. A la suite de longues luttes, parfois sanglantes, les prétentions de l'Épiscopat ayant été annulées, la Ville était devenue Ville libre, État immédiat de l'Empire germanique. L'Évêque ne résidait que rarement à Strasbourg. La prestation du serment, que lui imposait la Ville, et qu'il exigeait à son tour du Magistrat, diminuait les pouvoirs de l'Évêque et du Magistrat à la fois. Cette diminution était cause que Saverne et Molsheim étaient préférés comme résidences épiscopales.

Les Chapitres jouissaient, à l'égard de l'Épiscopat, d'une indépendance complète pour l'administration de leurs revenus. La manière dont ils se recrutaient était diverse. Le principe général était l'élection : elle avait même lieu pour celles des prébendes qui dépendaient de Patrons. Le Patron ecclésiastique ou laïque avait le droit de *présentation*. Le Chapitre vérifiait les conditions du présenté, et peu à peu cette vérification avait été réduite aux titres de noblesse, ou à d'autres qualités accessoires dans l'origine.

Les membres des Chapitres ne vivaient plus ensemble dans un même édifice, mais ils occupaient séparément chacun une maison canoniale, dont l'usufruit leur était concédé par le Chapitre, avec toutes les conditions qu'y attachait la législation en vigueur.

Chaque chanoine jouissait d'une prébende, dont la perception lui était abandonnée, et qu'il touchait des fermiers de propriétés rurales appartenant à la dotation. Plusieurs siècles avant l'époque dont il s'agit, ces dotations avaient été fixées par une espèce de partage. De plus,

elles avaient été augmentées, mais inégalement, au moyen de legs spécialement faits en faveur de telle ou telle prébende. Le Chapitre n'intervenait que rarement, pour des cas très graves, dans la gestion des prébendes.

Mais le Chapitre *in pleno* administrait un fonds commun, destiné à faire face aux dépenses générales, telles qu'entretien de l'église et du culte, traitement de clercs subalternes, entretien des maisons curiales etc. etc. Ce fonds commun, le Chapitre l'augmentait par toutes sortes d'acquisitions, sans intervention de l'Evêque. Il contractait de même des dettes. Il n'invoquait cette intervention qu'à la dernière extrémité, c'est-à-dire, dans des contestations où l'appui de l'autorité épiscopale lui était avantageux.

Les *Paroisses* de la Ville, tout en dépendant des Chapitres, leurs patrons, avaient néanmoins certains droits, notamment celui de gérer les fabriques. Ces fabriques, plus ou moins riches, subventionnaient le culte et le curé attaché à la paroisse (*Leutpriester*) ; car les chanoines ne se chargeaient pas des fonctions de prédicateur. Mais le Chapitre, qui nommait le curé, lui donnait son logement, celui du vicaire, s'il en avait un, et celui du sacristain. Il fournissait les traitements attachés à ces fonctions, traitements qu'il réglait lors de la nomination. Ces frais étaient à la charge du Chapitre, aussi bien que l'entretien de certaines parties de la nef de l'église, dont disposait la paroisse. Le chœur appartenant au Chapitre exclusivement, il était juste que celui-ci pourvût à sa conservation. Quant à l'étendue de ces charges, elle variait selon les différentes églises, et n'était fixée que par les usages.

Enfin, les *Couvents* dépendaient des supérieurs de leur ordre. Dans les villes ils formaient des associations presque indépendantes. Ils n'avaient rien à démêler avec la bourgeoisie, parce qu'ils n'avaient ni paroisse, ni cure d'âmes. Comme habitants de la ville, ils avaient à supporter certaines charges que le Magistrat leur imposait en faveur de l'État. Plusieurs de ces couvents avaient profité de la faculté d'ouvrir des écoles, mais nulle obligation ne les astreignait à en ouvrir.

II. La Réformation.

La Ville de Strasbourg comptait parmi ses savants et ses théologiens plusieurs hommes distingués, activement mêlés au mouvement littéraire de la Renaissance. La bourgeoisie strasbourgeoise, participant aux affaires politiques de la république, et pratiquant sur une grande échelle le commerce et l'industrie, était singulièrement accessible aux graves problèmes concernant la religion et l'Eglise, soulevés ou résolus par le réformateur de Wittenberg. Dès 1518, nous voyons les prédicateurs des paroisses entrer dans la voie nouvelle, et leurs paroissiens les y suivre avec un intérêt toujours croissant. Appuyés d'un assentiment si général, les prédicateurs achevèrent de réformer le culte et l'organisation de la société religieuse. L'union à cet égard devient si étroite entre la paroisse et le prédicateur, qu'elle brave les hésitations

du Magistrat, ainsi que les mesures des Chapitres-patrons, dont la majorité croit pouvoir arrêter le mouvement, en destituant les prédicateurs. Au surplus la paroisse, c'est la bourgeoisie, et celle-ci ne se prononce pas seulement comme paroisse; elle vote dans le même sens dans les tribus. Le Magistrat est obligé de consulter ces assemblées politiques, et les vœux qu'elles lui adressent ne diffèrent pas de ceux qu'avaient exprimés les paroissiens.

Enfin, ce Magistrat, dominé par des hommes formés dans les écoles de la Renaissance, composé en grande majorité de la bourgeoisie ou d'une aristocratie bourgeoise, était également convaincu de la nécessité de réformer l'Eglise et le culte. S'il hésitait, c'était par des considérations politiques, fondées tantôt sur l'état de l'Empire, tantôt sur la crainte que de telles innovations ne fissent naître des troubles capables de mettre en danger la paix publique et la constitution de la Ville. Toutefois, en 1528, il crut devoir se décider, et, fort du vote unanime de toutes les tribus, il consentit à l'abolition solennelle de l'ancienne forme de religion.

C'est là tout ce que fit le Magistrat dans ce mémorable événement. Loin de toucher à l'organisation des paroisses, il se borna à reconnaître le changement de culte. Aucune des anciennes paroisses, au nombre de sept, ne fut dissoute, aucune nouvelle ne fut formée.¹⁾ Elles restèrent ce qu'elles avaient été, elles nommèrent des prédicateurs, indépendamment des Chapitres, et conservèrent leurs droits et leurs revenus. Ces revenus se composaient en partie de charges supportées par les Chapitres; quelques églises pouvaient même être regardées comme propriété mixte.²⁾ Pour obtenir que ces patrons reconnussent de pareilles charges, la paroisse s'adressait au Magistrat, qui, par des négociations et des traités, maintenait les anciens droits en faveur de la communauté.

L'église de Strasbourg comptait quatre grands Chapitres :

celui de la Cathédrale,
celui de St-Pierre-le-Vieux,
celui de St-Pierre-le-Jeune,
et celui de St-Thomas.

Il y avait encore plusieurs institutions, qui se rapprochaient de la condition des Chapitres, mais qui n'avaient aucune importance, et qui ne possédaient pas de patrons dans la ville.³⁾

Les trois premiers chapitres étaient réservés à la noblesse. On connaît les conditions dif-

¹⁾ Paroisses de la Cathédrale,
de St-Pierre-le-Vieux,
de St-Pierre-le-Jeune,
de St-Thomas,
de St-Audé,
de St-Nicolas,
de St-Guillaume.

²⁾ Par exemple, l'église de St-Pierre-le-Vieux était la propriété de la paroisse. Le Chapitre de Rhinau a été associé à la paroisse par suite d'une transaction.

³⁾ Les Toussaints, St-Étienne (femmes), St-Guillaume.

sciles prescrites aux candidats pour un canonicat de la cathédrale. Les membres de ces chapitres étaient généralement étrangers à la carrière des études. On y rencontrait à peine un juriconsulte, ayant étudié à Bologne, afin de se mettre en état de défendre les droits de l'institution à laquelle il appartenait.

Le Chapitre de St-Thomas avait conservé plus fidèlement les traditions des moines venus de la Grande-Bretagne.¹⁾ Ses prébendes ne se donnaient pas exclusivement aux nobles; les titres de noblesse n'étaient pas exigés. Les prébendes étaient conférées à des membres distingués de la bourgeoisie. La liste de ces chanoines, durant les temps antérieurs au XVI^e siècle, offre un certain nombre de littérateurs et de savants.

La Réformation devait trouver plus de sympathie dans ce corps que dans les autres. Ses partisans y prédominèrent depuis la nomination de *Capiton*, que le pape avait présenté à une prébende vacante dans le mois réservé à la nomination du siège de Rome (1521).²⁾ Cependant elle y trouva aussi des adversaires. L'attitude, de jour en jour plus nette et plus franche, que prirent les uns, excita la contradiction des autres, et finit par rompre la fraternité qui liait les Chanoines. La minorité se sépara, et, craignant peut-être l'irritation de la paroisse, elle sortit de la ville et se retira à Offenbourg, emportant avec elle les ornements en or et en argent, et les documents relatifs aux propriétés. Ceux qui restaient étaient appuyés par la paroisse, laquelle dès le commencement s'était prononcée pour la Réformation et avait gardé son prédicateur.

Ce regrettable désaccord et l'enlèvement des documents pouvaient avoir des suites fâcheuses : il fallut trouver les moyens de conserver l'institution. Ce fut l'effet d'un traité entre les deux fractions de la Collégiale, signé en 1528.³⁾ Les opinions religieuses restaient libres, chacun continuait à toucher sa prébende; mais les documents devaient être restitués, et tous les chanoines reconnaître également la protection souveraine de la Ville.

Ce traité fut réglé définitivement par une convention, faite à Sélestadt le 21 Janvier 1529,⁴⁾ sous la médiation de Balthasar, Evêque de Malte, et Evêque désigné de Hildesheim, chancelier et commissaire de l'Empereur. Les parties contractantes sont, d'un côté les Chapitres de St-Thomas et des deux St-Pierre, de l'autre le Magistrat de Strasbourg.

¹⁾ Ou de l'Irlande. On les nommait généralement Ecossais. Le mot *Scotia* servait alors aussi à désigner l'Irlande.

²⁾ Ce qu'on appelait le *Mois papal*. Les chances de mortalité, plus ou moins probables selon les saisons, ont donné à ces restrictions, simples dans l'origine, une grande importance, comme on le voit encore dans les négociations récentes sur les concordats accordés à l'Allemagne. Le siège de Rome, les gouvernements et les chapitres se disputent, non seulement le nombre des mois pour lesquels ils auront chacun le droit de nommer en remplacement de chanoines décédés, mais encore l'époque de l'année à laquelle appartiennent ces mois.

³⁾ Convention entre les Chanoines protestants et les Chanoines catholiques du Chapitre de St-Thomas, signée le 27 mars 1528. Document N. I.

⁴⁾ Traité entre le Magistrat et les Chapitres de St-Thomas, de St-Pierre-le-vieux et de St-Pierre-le-jeune, conclu à Sélestat le 21 janvier 1529. Document N. II.

Ce dernier s'engage, (art. 1^{er}) : à ne pas troubler les chapitres dans leur culte, jusqu'à la solution arrêtée, soit par un concile général, soit par une assemblée nationale. Les objets précieux, les propriétés mobilières et immobilières, et les documents possédés par les chapitres seront inscrits dans un inventaire déposé entre les mains du Magistrat. Les chapitres s'engagent à n'aliéner aucune de ces propriétés. En retour, *le Magistrat promet de leur laisser la libre administration de leurs propriétés, telle qu'ils l'avaient exercée dans les temps passés* (art. 2.). Dans le troisième article, il est stipulé que les chanoines ont la faculté de se loger dans la ville, ou en dehors, et que dans les deux cas ils toucheront leurs revenus. Dans le quatrième article les chapitres fixent la *compétence* (le traitement), qu'ils ont à payer aux prédicateurs et à leurs vicaires, ainsi qu'aux sacristains; ils cèdent les maisons et habitations à ces fonctionnaires et à leurs successeurs; et afin de prévenir tout conflit, ces *compétences* sont versées entre les mains du Magistrat, pour être transmises aux prédicateurs. Ces *compétences* seront invariables, et ne pourront être désormais ni augmentées ni diminuées.

Parmi les articles contenant des stipulations transitoires, nous ferons remarquer le neuvième. Il prescrit aux chapitres de restituer au Magistrat les avances que celui-ci avait faites en traitements assignés aux prédicateurs des paroisses pendant les dernières années.)

Cette intervention du Magistrat avait pour motif, moins encore un intérêt général, le rétablissement de la tranquillité dans la Ville, que le droit de cité accordé aux chapitres. Ce droit de protection (*Schirmrecht*), dont jouissaient les corps ecclésiastiques, avait été souvent invoqué, dans les siècles précédents. A des époques difficiles, principalement pendant les guerres avec les Evêques, les Chapitres imploraient la protection de la ville, dans le domaine de laquelle étaient situées leurs principales propriétés. C'était à la fois une question d'intérêt public et une question d'argent. Les corps ecclésiastiques qui profitaient si largement de cette protection, parce qu'ils étaient les plus riches, ne contribuaient en rien à la défense de la ville : ils n'étaient tenus à payer la contribution réglée sur les revenus, qu'autant qu'ils avaient reconnu expressément, par traité, la protection de la Ville.) Ce fut donc en cette même année 1529 qu'ils acceptèrent la protection du Magistrat, renouvelée plus tard de période en période.

Ainsi, nous voyons, par ces deux traités :

1^{er}) Que les paroisses sont maintenues dans leurs droits, après les changements introduits dans le culte, lequel, en vertu des résolutions prises par la diète de Spire (1526), est désormais libre.

1) La Ville avait avancé ces traitements pendant deux ou trois ans. Les Chapitres, ne reconnaissant plus les prédicateurs, avaient cessé de les payer. Quant au Magistrat, il fit ces avances pour ôter aux paroisses tout motif de troubler l'ordre.

2) Le droit ecclésiastique prohibait toute espèce d'impôt levé par le gouvernement temporel sur les biens de l'Eglise.

2°) Que les Chapitres sont liés à la Ville par le droit de protection, par l'inventaire de leurs propriétés, et par les engagements pris en suite de cet inventaire.

3°) Que l'administration et la propriété leur sont en même temps conservées, pleines et entières, ou *protégées*, là même où le Chapitre adhère en majorité à la Réformation.

Les événements qui suivirent la diète tenue à Augsbourg en 1550 sont connus. La ville de Strasbourg compléta l'œuvre de la Réforme, en faveur de laquelle s'était déclarée la cité tout entière. Ses délégués se rencontrent dans toutes les réunions des Protestants, signant des traités, des alliances, et prenant une part active à toutes les affaires publiques, à la levée des troupes, comme aux négociations avec les puissances. Le culte catholique avait disparu de ses églises. Les Chapitres de la Cathédrale et des deux S'-Pierre s'étaient retirés, sous le bénéfice du traité de Sélestadt de 1529, c'est-à-dire en conservant leurs propriétés; tandis que celui de S'-Thomas, hormis deux ou trois chanoines, s'était prononcé pour le changement. Il ne se disait plus de messe, sinon dans un seul couvent de femmes, où elle était célébrée à côté de la prédication protestante.

L'instruction marchait de pair avec cette prédication. Des écoles paroissiales s'organisèrent, une école secondaire fut fondée, et l'enseignement supérieur d'abord libre, plus tard officiel, réunit des étudiants venus de toutes les contrées de l'Allemagne et des pays voisins.

L'accord intime qui unissait les membres éminents du Magistrat et les savants appelés successivement à la collégiale de S'-Thomas, conduisit à la création d'un double enseignement.

Dès les premières années du mouvement, dès 1525, Capiton et ses collaborateurs, Hédion Bucer, Fagius, avaient ouvert des leçons de théologie. Le Magistrat, auquel ils rendaient ce service, leur assigna pour salles de cours celles du couvent des dominicains. Bientôt on se convainquit qu'il serait facile et avantageux d'ajouter encore d'autres branches d'études à cet enseignement théologique. L'État surtout en retirerait des hommes fort utiles aux carrières publiques. Après en avoir délibéré avec les savants en crédit, on chargea de cette instruction élevée des légistes, des médecins, des mathématiciens, des littérateurs. Ceux-ci entrent, à mesure qu'il se fait des vacances par décès, dans le Chapitre de S'-Thomas, et en touchent les prébendes à titre de traitement. Les personnes éclairées de cette époque se souvenaient encore de l'enseignement que la Renaissance avait souvent créé en dehors des Académies. Une institution libre, sans titre officiel, n'était pas étrangère à leur façon de penser.

Pour l'érection d'une Académie, il n'y avait alors ni assez d'éléments convenables, ni la faveur nécessaire des circonstances. Les privilèges universitaires ne s'accordaient que par le chef de l'État, ou par celui de l'Église; et Strasbourg protestant ne pouvait encore compter ni sur l'un, ni sur l'autre. Paul III, en donnant la bulle : *Benedictus deus et pater Domini* (1548, *pridie calend. Sept.*); en envoyant en Allemagne trois délégués, Pierre, Evêque de Fava, Aloyse, Evêque de Vérone, et Sébastien, Evêque de Ferento, leur avait conféré, il est vrai, le pouvoir de faire des concessions, notamment sur les biens ecclésiastiques, consacrés depuis le

commencement de la Réformation soit à des hospices, soit à des établissements d'instruction ;¹⁾ et les légats avaient même transmis ce pouvoir à l'Évêque de Strasbourg. Mais il était peut-être imprudent de négocier sur cette base, avant que la Réformation eût été formellement reconnue par un traité solennel.

L'institution d'une école secondaire rencontrait moins de difficultés. Après avoir appelé Jean Sturm, originaire de Sleiden, dans les Pays-Bas, et savant célèbre, établi à Paris, le Magistrat lui confia l'organisation d'un établissement semblable (1538). Sous sa direction, cette école devint une des plus connues. En préparant des élèves à l'enseignement supérieur, elle préparait elle-même la formation des Facultés.

III. Examen des candidats pour les Chapitres.

L'esprit où marchait le Magistrat lui fit accepter aussi la proposition de sanctionner une mesure qui devait changer en fonctions utiles les sinécures des prébendes. L'institution d'un examen scientifique, *Examen canonicum*, que devaient subir les candidats pour ces prébendes, date de 1538. Ce *statut* qui, à cause de la sanction donnée par le Magistrat, est appelé Statut municipal, prescrit que chaque Chapitre forme une Commission de cinq examinateurs, choisis parmi les membres du Chapitre. L'examen se fait d'abord en présence d'un délégué du Magistrat, qui assiste pour contrôler l'exacte observation des conditions. L'admission du candidat, son élection après l'examen et son introduction dans le sein du Chapitre, appartiennent au Chapitre même; le Magistrat n'y intervient en aucune manière.

A cette époque se compléta aussi l'organisation des églises paroissiales et leur constitution en société religieuse, sous la direction d'un synode ou d'un *convent*, qui exerçait quelques-uns des droits épiscopaux, en réservant le reste de ces droits au Souverain, c'est-à-dire au Magistrat, et en se conformant ainsi au droit ecclésiastique des Protestants, tel que les événements l'avaient établi dans toute l'Allemagne.

Les couvents n'avaient plus de place dans un tel ordre de choses. La plupart des moines et des religieuses quittèrent leurs maisons, pour rentrer dans la vie civile. D'autres, incapables de pourvoir à leur subsistance, obtinrent du Magistrat une pension sur les revenus des établissements auxquels ils avaient appartenu. La dissolution de ces associations laissa des propriétés, qui, comme biens vacants, tombèrent dans le domaine public.²⁾ Ce sont les seuls

¹⁾ «*Seu studio universali, vel scholis literariis.*»

²⁾ Au XVI^e siècle Strasbourg, en vertu de sa souveraineté, avait la faculté de réunir à son domaine ces biens vacants. En 1789 les propriétés des associations religieuses dans la ville furent confisquées au profit du souverain qui avait remplacé celui de la cité.

biens dont le Magistrat hérita par la Réformation, à la suite de cessation d'existence. Tous les corps ecclésiastiques qui continuèrent leur existence, soit en subissant la transformation, soit en restant fidèles à l'ancien culte, conservèrent leurs propriétés. C'était, ainsi qu'il a été dit déjà, le cas des paroisses, et aussi la condition des Chapitres. S'-Thomas, devenu protestant, fut maintenu intact dans ses propriétés, comme les trois autres Chapitres qui étaient demeurés catholiques.

Le Magistrat disait vrai, quand, en 1549 (27 Avril), dans une lettre à l'Evêque de Strasbourg, il s'exprimait en ces termes :

« Nous n'avons jamais eu la pensée de nous emparer des biens des églises, ou de leur donner une destination différente de celle qui se concilie avec l'intérêt de l'Eglise, et qui est justifiée par le droit canonique. Considérant les intrigues qui avaient lieu pour les élections aux Chapitres, nous avons maintenu la libre election et collation, mais sous la condition de l'examen canonique. Nous ne les avons dépouillés d'aucun bien, d'aucun revenu, ainsi que l'attestera toute autorité loyale. En ce qui concerne spécialement la collégiale de S'-Thomas, nous ne lui avons jamais imposé aucun chanoine; tous y sont arrivés après examen canonique et par election. Conformément à leur serment, ils consacrent leurs services à l'instruction de la jeunesse, et à une école qui jouit d'une grande célébrité. Avant cette réforme, l'administration du Chapitre s'était trouvée dans un grand désordre, et en perte: depuis elle a été améliorée par ces hommes instruits et se trouve dans un état prospère. »

Le Magistrat, en recommandant l'examen canonique, déclarait également :

« qu'il n'avait nullement l'intention de gêner les chanoines dans leurs élections et leurs nominations, ni de porter la main sur l'administration de leurs biens, mais qu'il entendait les maintenir dans tous leurs droits, conformément au traité conclu. »

C'est contrairement aux faits et aux traités qu'on a prétendu que ces biens avaient été au pouvoir du Magistrat, et que c'était lui qui les avait affectés, soit aux paroisses, soit à la collégiale de S'-Thomas.

L'Interim de Charles-Quint, que la ville fut forcée d'accepter en 1549, ne changea rien, ni à la position des paroisses, ni à celle de S'-Thomas. La convention conclue à cet effet, le 25 Novembre 1549, avec l'Evêque,¹⁾ ne porte que sur le rétablissement de la messe dans la cathédrale et dans les deux églises de S'-Pierre. Dans toutes les autres églises le service protestant continua sans interruption. Il n'y avait plus de catholiques dans la ville, et les officiants qui étaient obligés de venir du dehors, n'avaient pour assistants que des personnes dépendantes des chapitres et étrangères à la ville. Aussi ce service ne tarda-t-il pas à cesser dans les deux églises. Il dura davantage à la cathédrale. Les troubles qu'il excita parmi la bourgeoisie compromirent parfois le Magistrat auprès de l'Empereur. Au bout de deux ans il fut complètement interrompu. Au début des négociations, l'Evêque avait voulu soumettre à l'In-

¹⁾ Document N. III.

térin la Collégiale de S'-Thomas. Mais les protestations des chanoines et l'intervention du Magistrat finirent par faire exempter cette collégiale, déjà exclusivement vouée à l'instruction.

Dans l'année même où ce traité fut conclu entre le Magistrat et l'Évêque, le 23 Novembre 1549, le Magistrat renouvela ses *lettres de protection* en faveur de la collégiale de S'-Thomas. Il entend prendre sous sa protection « les personnes du Chapitre, tous et chacun, leurs successeurs, leurs propriétés et leurs droits, et il s'engage à les défendre contre toute agression. »¹⁾

IV. Traité de Passau et d'Augsbourg. Paix de Westphalie.

Le régime absolu que Charles-Quint avait imposé à l'Empire germanique fut brisé par la guerre qu'entreprirent Maurice de Saxe et ses alliés. L'Empereur se vit forcé d'accorder le traité de Passau (1552),²⁾ dont l'article III garantit de toute violence les États de la Confession d'Augsbourg. L'article IV donne les mêmes gages aux États de l'ancienne religion.

Les articles de cet important traité de paix furent sanctionnés par une diète de l'Empire, réunie à Augsbourg en 1555, et devinrent par là droit public en Allemagne. Les articles VIII, IX, X et XVI de cet acte,³⁾ justement appelé *Paix de religion*, consacrent tout ce qui s'était accompli jusqu'alors, la sécularisation des biens, comme toute autre destination consommée ou seulement ordonnée. Ces changements, y est-il dit, ne pourront jamais être discutés devant les tribunaux; toute disposition prise jusque là est reconnue, et cette reconnaissance doit garantir la paix entre les États.

De part et d'autre on viola souvent ce traité, qui avait l'inconvénient de ne point entrer assez dans les détails. La Réformation et la réaction travaillaient en sens inverse, amenaient des lésions, et occasionnaient des plaintes plus d'une fois portées devant les diètes.⁴⁾ La guerre de trente ans fut la suite de ces conflits nombreux, incessants.

Le traité de Münster, ou de Westphalie,⁵⁾ fut le fruit d'une longue discussion de détails,

¹⁾ Document N. IV.

²⁾ Ordonnances d'Alsace, T. I. p. XXXVII. Document N. V.

³⁾ Ib. T. I. p. XL et XLI. Document N. VI.

⁴⁾ L'Évêché de Strasbourg fut un des principaux théâtres de ces empiètements réciproques. A l'époque de la mort de l'Évêque Jean IV de Manderscheid, successeur d'Érasme, le Grand Chapitre compta 17 Chanoines protestants et seulement 8 catholiques. Les premiers procédèrent à l'élection d'un Evêque (1592), et nommèrent un protestant, Jean George de Brandebourg, qui prit le titre d'Administrateur de l'Évêché. Les chanoines catholiques lui opposèrent le cardinal de Lorraine. Le traité de Haguenau (1604), qui termina la guerre née de cette double élection, contient dans l'article VI une stipulation générale, conçue dans le sens de la paix religieuse. L'Évêque et le Grand Chapitre garantissent à la ville tous les droits et possessions, qu'elle avait eus du vivant de l'Évêque Jean IV. Document N. VII.

⁵⁾ Ordonnances d'Alsace, T. I. p. XXII. Document N. VIII.

qu'il décida sous la médiation et la sanction des principales puissances de l'Europe. Les chances de la guerre ayant été favorables tantôt aux Catholiques, tantôt aux Protestants, chaque parti en avait profité pour s'étendre aux dépens de l'autre. A la fin on tomba d'accord que les positions réciproques, telles qu'elles avaient existé le 1^{er} Janvier 1624, seraient adoptées comme état normal, comme base de la paix. Toutes violences et voies de faits qui tendraient à changer ces positions, étaient pour jamais prohibées (Art. 1^{er}). Le rétablissement ou la restitution générale des positions réciproques au terme normal, c'est-à-dire, au 1^{er} Janvier 1624, devait se faire dans les possessions des Princes, de la Noblesse immédiate et des communes de l'Empire (Art. 2.). Chaque parti conserverait ses églises ou temples, ainsi que les écoles (Art. 3.); et posséderait les biens ecclésiastiques quelle qu'en eût été la provenance, et il ne serait permis à aucun parti de troubler l'autre dans cette possession (Art. 14.). L'article 25 stipule cette possession principalement pour les monastères, collèges, fondations, écoles et hôpitaux, et sanctionne la destination que ces biens avaient reçue. L'article 26 est remarquable en ce qu'il règle l'avenir d'après le Droit commun : il y est dit que, dans le cas de conversion des possesseurs d'un monastère ou autre établissement catholique, compris dans un pays protestant, après le présent traité, leurs biens cesseront de leur appartenir, et adviendront à l'ordre religieux dont ils avaient fait partie.

(Voyez les articles 7, 12, 19, 25, 33, 34, 35, 42, qui contiennent des détails sur les concessions réciproques.)

Chacun des traités de paix conclus sous Louis XIV et sous ses successeurs a répété celui de Münster, en le déclarant le fondement du droit public de l'Europe.

Voyez le traité des Pyrénées, 1659;

celui de Nimègues, 1679, art. 2.;

celui de Ryswick, 1697, art. 3.;

celui de Bade, 1714, art. 5.;

et le traité de Versailles, 1765.

Tels sont les actes solennels qui consacrent ce qu'on avait établi dans Strasbourg à l'égard des églises et de l'instruction publique. En 1624 tout était en effet consommé, tout était réglé et organisé.

L'enseignement supérieur même avait atteint son dernier développement. La prédilection que l'Empereur Maximilien II marquait pour les études, et son rare esprit de tolérance sont suffisamment connus. C'est à lui que s'adressèrent les savants de Strasbourg, secondés par le Magistrat, pour obtenir l'autorisation de changer leur école en Académie, avec tous les privilèges attachés à pareille institution. On comprend l'importance de cette demande : les élèves, leurs études faites à Strasbourg, avaient été, pour acquérir des grades, obligés de se présenter à des Universités étrangères, parce que les professeurs de Strasbourg n'avaient pas le droit d'accorder des diplômes. L'Empereur répondit gracieusement à la requête, et, par la

Charte du 30 Mai 1566, il créa l'*Académie*, avec pouvoir de conférer les grades de Maîtres et de Bacheliers. Les considérations qui décidèrent l'Empereur étaient « les services rendus aux études et à la société par l'École des Dix classes, et le grand nombre d'hommes utiles de tous les rangs qui étaient sortis de cette école. » L'Académie nouvelle, il la plaça sous la direction des *Scolarques*, du Recteur et des Professeurs, formant ensemble le Sénat académique. Les Facultés devaient être au nombre de quatre, Théologie, Droit, Médecine et Philosophie.

Les *Scolarques*, représentant le Magistrat, l'État souverain, avaient le titre spécial de *patrons* du chapitre de S'-Thomas. C'est cette qualification qu'ils portent dans l'Annuaire officiel de l'ancien gouvernement de Strasbourg (*Die Herren Scholarchen bey der Universitaet und Patronen des Stifts S. Thomae.*)

Le 5 Février 1621 Ferdinand II éleva l'Académie au rang d'Université, avec droit de créer des Docteurs, des Licenciés, des Poètes lauréats, des Maîtres et des Bacheliers dans chacune des quatre Facultés.

Les deux Chartes se trouvent dans *Linnaei Jus publicum Imperii romano-germanici*, t. III. lib. VII. cap. 3.

Cette double élévation de l'École n'en modifia pas l'organisation intérieure. Les titulaires des chaires continuèrent à jouir chacun d'une prébende. L'ensemble portait le titre officiel de *Chapitre* ou de *Collégiale*, les professeurs celui de *Chanoines*. Le corps des professeurs administrait le fonds commun. Chacun percevait sa prébende, et passait les actes de conservation des biens qui y étaient affectés. Le compte du fonds commun était rendu annuellement par le receveur en séance plénière du Sénat académique. A l'audition de ce compte-rendu assistaient le Chancelier de l'Université et les *Scolarques*.

Tout cela était si bien acquis à l'Église protestante dès 1624, que personne ne songea à le contester; à revendiquer pour l'Église catholique, soit l'ensemble, soit la copropriété.

La raison en est très simple: il n'y avait point de catholiques à Strasbourg, point d'églises, ni même de chapelle, où ce culte fût célébré. Jamais l'Université n'eut de Professeur appartenant à la confession catholique.

V. Capitulation de la ville.

Strasbourg se donne à la France.

Le traité de Westphalie ayant donné l'Alsace à la France, la position de la capitale de cette province, comme ville de l'Empire germanique, était devenue insoutenable. Une capitulation régla son sort pour toujours. C'était une tradition en grande partie spontanée. De là le privilège accordé à la ville de fixer les conditions, sous lesquelles elle se donnait. Il

ne faut pas oublier que le Magistrat prenait l'initiative, en déterminant ces conditions; et que c'était un Magistrat protestant qui stipulait au nom d'une ville toute protestante.

En effet, le premier article réserve au Magistrat une certaine souveraineté, analogue à celle dont jouissaient les Princes qui avaient des possessions en Alsace. Aussi le Roi répond en déclarant qu'il prend la ville sous sa *royale protection*.

L'article 2. maintient expressément ses privilèges, et notamment l'état ecclésiastique, conformément à ce qui avait été stipulé dans le traité de Westphalie.

Ces réserves sont spécifiées dans l'article 3., où le Magistrat demande le libre exercice de la religion, avec les églises et les écoles, tout l'ordre de choses qui existait en 1624. Il demande de plus qu'il soit défendu de former des prétentions aux biens ecclésiastiques, couvents et fondations, et nommément à l'abbaye de S'-Etienne, au Chapitre de S'-Thomas, à l'aumônerie de S'-Marc, à S'-Guillaume, aux Toussaints et autres. Le roi accorde tout cela en rappelant le traité de Munster, et en n'en exceptant que le bâtiment de la cathédrale, dans laquelle le culte catholique doit être rétabli.

Enfin, dans le quatrième article, le Magistrat revient sur plusieurs institutions civiles, sur le *Convent* ecclésiastique et sur l'Université, avec ses privilèges; et le roi accorde encore toutes ces prérogatives et les garantit, suivant l'apostille mise au bas de l'acte, *par la foi et parole de Roi*.

Il y aurait grande erreur à conclure de ces mots de l'article 3 : » les institutions ainsi » réservées, seront conservées à perpétuité à la ville et ses habitants, » que ce n'étaient pas exclusivement les Protestants qu'avaient en vue les stipulants et le Roi; et à supposer qu'une population mixte pourrait un jour se prévaloir de ces réserves. Que signifieraient donc alors toutes les citations du traité de Münster et de l'année normale, (1624) lesquelles sanctionnent précisément les droits des Protestants? Et pourquoi le Magistrat n'aurait-il pas également compris dans ces stipulations son domaine et les grandes propriétés de la ville?

C'est en même temps supposer fort ignorant le gouvernement des successeurs de Louis XIV et ceux qui ont suivi depuis 1789, que de croire qu'ils n'auraient pas vu dans la capitulation ce que l'on veut y voir aujourd'hui. C'est surtout flétrir la loyauté avec laquelle Louis XIV lui-même et tous ses successeurs n'ont pas cessé d'observer les articles de cet acte.

Louis XIV n'a-t-il pas montré lui-même, de la façon la plus évidente, quel sens il attachait à l'article 3, lorsqu'en établissant le Séminaire épiscopal dans la ville, (Lettres-Patentes du mois de Septembre 1681,¹⁾ le Collège Royal (Lettres-Patentes du mois d'Avril 1685 et 1692),²⁾ et enfin en transférant dans la ville l'Université catholique de Molsheim (Lettres-Patentes de 1701 et 1702),³⁾ il dota toutes ces écoles, créées uniquement pour contrebalancer l'Université

¹⁾ Ordonnances d'Alsace, T. I. p. 132. Document N. XIII.

²⁾ Ib. T. I. p. 151, 203. Documents N. XIV et XV.

³⁾ Ib. T. I. p. 326, 331. Documents N. XVI et XVII.

protestante; et les dota de ses propres revenus, et non par un partage des biens garantis aux Protestants?

On a cité, comme lésion des droits confirmés, une instruction donnée au Préteur royal le 21 Mai 1685;¹⁾ celle qui porte ce titre officiel: «Lettres-Patentes pour le rétablissement et «maintien des droits, privilèges et immunités de l'Université de Strasbourg.»²⁾ Elle n'est que le complément des instructions générales du mois de Mars de la même année, portant la création de la charge de Préteur même. Dans ces premières instructions, où le Roi avait prévu et décrété tous les détails du gouvernement et de l'administration exercés par le Magistrat, et où intervenait le Préteur, l'Université avait été seule oubliée. Il s'agissait de combler cette lacune, en joignant aux fonctions du Préteur celle de surveiller les affaires touchant l'Université, comme représentant du Souverain. Aussi y est-il dit expressément «que «le Préteur doit veiller au maintien des droits de l'Université, de ses privilèges et ses immunités; il doit pourvoir, *pour cette fin*, à l'administration des biens et revenus *qui lui appartiennent*, c'est à dire, empêcher que lesdits biens et revenus, aussi bien que les *fondations, bourses et bénéfices*, institués pour l'entretien des étudiants, ne soient employés, ni «divertis à d'autres usages.»

Toutes ces recommandations ne font qu'exprimer le contrôle du Souverain, et il serait difficile de trouver dans ces mots: *qui lui appartient*, un sens, qui permit d'attaquer les propriétés de l'Université.

L'observation consciencieuse de tous les points de la capitulation était chose bien arrêtée dans l'esprit du Roi. Lorsque, immédiatement après le traité de Ryswick, des malveillants, se fondant sur la cession définitive de l'Alsace par l'Empire, prétendaient qu'un acte général abolissait la transaction spéciale avec la Ville de Strasbourg, Louis XIV, averti des craintes que ces bruits avaient répandues dans la bourgeoisie, fit écrire par le Marquis de Barbezieux, Ministre d'Etat, au Marquis d'Huxelles, Commandant en chef en Alsace (25 Avril 1699), une lettre propre à dissiper les moindres alarmes. S. M. trouve inutile de renouveler la capitulation, puisque l'observation n'en doit pas être mise en question; mais il charge le Ministre d'écrire au Commandant en chef: «que l'intention de Sa Majesté est, qu'il les assure de Sa «part, qu'Elle ne veut point les troubler en rien de ce qui est porté par la dite capitulation.» Cette lettre devait être rendue publique, et, d'après la volonté du Roi et du Ministre, elle fut publiée dans les deux langues.³⁾

Les premières années de la Régence semblant menacer de nouvelles oppressions les protestants de France, les habitants de Strasbourg furent alarmés à leur tour. Louis XV, dans une déclaration solennelle, ajoutée à la capitulation le 29 Juillet 1716, s'empresse de les tranquilliser sur ses intentions. Pour repousser toute crainte sur des tentatives contre une capitulation garantie par la foi et la parole de son bisaïeul, il déclare qu'il maintiendra tous les

¹⁾ Ordonnances d'Alsace, T. I. p. 149. Document N. XVIII.

²⁾ Ib. T. I. p. 146.

³⁾ Document N. XIX.

droits, prérogatives, immunités, franchises, exemptions et privilèges portés par ladite capitulation. Cette déclaration fut enregistrée dans les Registres du Conseil souverain d'Alsace, le 20 Août 1716.¹⁾

Sous la garantie de ces traités et de la déclaration du Roi, l'Université protestante continue à vivre tranquillement, sans éprouver d'attaques sérieuses.²⁾

Il est vrai qu'en 1731 une réclamation fut présentée au gouvernement par quelques membres catholiques du Magistrat, avec cette demande spécieuse de conférer la chaire de droit canonique à un professeur de leur culte. Ils y avaient même joint la menace de solliciter l'établissement de l'alternative pour toutes les chaires. Leur demande était fondée sur la convenance de charger un professeur catholique du cours de droit ecclésiastique, parce qu'un grand nombre d'élèves de l'Université étaient catholiques. Cependant l'illustre Schœpflin n'eut qu'à rappeler les stipulations royales, pour que le gouvernement repoussât la réclamation.

Elle dut s'évanouir complètement, lorsqu'en 1776 le gouvernement créa lui-même, par Lettres-Patentes, une chaire de droit canonique dans l'*Université épiscopale*.

Quelquefois, ce semble, on ignore l'existence de cette Université épiscopale, qui avait un Collège secondaire, et que Louis XIV avait transférée de Molsheim à Strasbourg. Cependant elle vécut jusqu'à la Révolution. Dans les dernières années elle fit même des efforts louables pour égaler dans la science l'école plus ancienne, sa rivale. Elle avait alors un Recteur justement célèbre, l'abbé *Jeanjean*, dont les *Sermons* sont encore imprimés et lus en Allemagne. Quoiqu'il existe une longue série d'actes publics faits par cette Université, elle n'a jamais été bien complète. Pendant une grande partie du XVIII^e siècle, elle ne jouissait pas de l'indépendance nécessaire au développement des hautes études; et plus tard l'abolition de la Compagnie de Jésus lui porta un coup fatal.

La conséquence naturelle de la translation de l'*Université catholique* dans la ville de Strasbourg, le but même indiqué par le Roi dans l'acte qui ordonna cette translation, fut une union plus intime entre l'*Académie protestante* et l'Eglise protestante, et par conséquent pour l'Académie un caractère plus confessionnel. L'Université et l'Eglise protestantes étaient confondues dès lors, sans que cette fusion nuisît à l'indépendance de l'enseignement scientifique.

Les Actes constitutifs de notre fondation renferment un règlement concernant la comptabilité, règlement arrêté le 5 Mars 1762 par le Préteur royal, en qualité de protecteur de l'Université, par le Chancelier de l'Université, Charles de Bock, et par les scolarches Faber et Faust.³⁾ L'impôt du vingtième avait été la cause d'un déficit, et, pour le combler, le Souverain inter-

¹⁾ Ordonnances d'Alsace, T. I. p. 478. Document N. XX.

²⁾ Constituant les fondements du gouvernement de la province et de sa juridiction, tous ces actes ont été inscrits dans les *Ordonnances d'Alsace* citées ci-dessus, qui portent aussi le titre de «*Recueil des Édits, déclarations, lettres-patentes, arrêts du Conseil d'État et du Conseil souverain d'Alsace, ordonnances et règlements concernant cette province*,» ouvrage de M. de Boug, premier président du Conseil souverain d'Alsace. Colmar, 1775. 2 vol. fol.

³⁾ Document N. XXXVIII.

vint et dégagea le fonds commun de plusieurs dépenses. La teneur de ce règlement constate, de la manière la plus précise, que l'administration appartenait au Chapitre seul.

Ainsi, lorsqu'éclata la Révolution de 1789, la fondation possédait tous les caractères d'une propriété protestante, et par son origine, et par sa destination. Le législateur, en décrétant la vente des propriétés de l'Eglise catholique au profit de l'Etat, devait se demander, si son décret s'étendrait aussi aux biens des Eglises protestantes. Quelques députés de l'Eglise Réformée réclamèrent pour celle-ci pareille mesure. Mais le Comité de constitution et celui des affaires ecclésiastiques, après longues discussions, résolurent la question négativement. Par cette confiscation l'Etat n'aurait fait que perdre. Il eût fallu qu'il inscrivit au budget les Eglises protestantes pour une somme hors de proportion avec le produit de la vente de leurs biens.

Ce fut à la suite des débats qui avaient eu lieu au sein des deux Comités, que l'Assemblée nationale rendit le décret du 17-24 Août, et le décret du 1^{er}-10 Décembre 1790.¹⁾ Le premier déclare, «que les protestants des deux Confessions d'Autbourg et Helvétique, habitant l'Alsace, continueront à jouir des mêmes droits, libertés et avantages, dont ils ont joui et ont droit de jouir, et que les atteintes qui peuvent y avoir été portées seront considérées comme nulles et non avenues.»

Cet article est fondé sur ce considérant «que les protestants des deux Confessions ont tous-jours joui en Alsace de l'exercice du culte public, avec églises, Consistoires, Universités, Collèges, fondations, fabriques, paiements des ministres et des maîtres d'école, et que ces droits et autres leur ont été confirmés à l'époque de leur réunion à la France.»

C'est bien là l'interprétation la plus authentique et la plus précise de l'article 3 de la capitulation.

Dans la loi du 1^{er}-10 Décembre 1790 l'Assemblée nationale «sur le rapport qui lui a été fait de la part de ses Comités de constitution et des affaires ecclésiastiques,» décrète :

«Art. 1^{er}. Les biens, possédés actuellement par les établissements des protestants des deux Confessions d'Autbourg et Helvétique, habitants de la ci-devant province d'Alsace et des terres de Blamont, Clermont, Héricourt et Châtelet, sont exceptés de la vente des biens nationaux, et continueront d'être administrés comme par le passé.»

Les articles suivants de cette loi se rapportent aux dîmes féodales abolies, à l'indemnité due aux églises par suite de cette abolition, et aux charges qui continueront à être supportées par ces établissements.

Cette dernière partie de la loi a constamment été exécutée par les administrations protestantes. Les comptes des fabriques contiennent un grand nombre de dépenses pour frais de culte et traitements payés, aujourd'hui encore, aux églises catholiques. Ceux de la fondation de S-Thomas, par exemple, comprennent même un traitement annuel payé, depuis la Réformation, à un soumissaire de la cathédrale.

¹⁾ Voy. Documents N. XXI-XXXV.

L'un et l'autre décrets concernent spécialement les propriétés protestantes en Alsace. Ils n'ont jamais été révoqués, et il serait superflu de citer des textes qui parlent de réserves faites pour des biens ecclésiastiques, ou destinés aux études en général, et qui s'appliquent principalement à des propriétés de l'Eglise catholique, d'ordres religieux ou d'institutions liées à cette Eglise.

Cependant, malgré le texte formel des lois de 1790, il se trouva dans Strasbourg même des hommes qui, poussés par différents motifs, inutiles à rappeler à cette occasion, se proposèrent la spoliation de leurs concitoyens. Il suffit de constater que de telles motions, faites dans les clubs ou dans les Corps administratifs du Département et de la Ville, appartenaient à l'époque que l'histoire désigne par le règne de la Terreur. Tantôt on invoqua des lois rendues pour les biens compris dans les exemptions du 25-28 Octobre 1790, ou d'autres lois postérieures; tantôt on alla jusqu'à la calomnie, en représentant certains citoyens protestants de Strasbourg comme dénués d'attachement à la France. On demanda au gouvernement de les soumettre aux certificats de civisme, certificats qui naturellement eussent été refusés par les autorités du sein desquelles la dénonciation était partie.

Mais ces propositions, de comprendre les propriétés protestantes dans la vente des biens nationaux, prouvent du moins que ceux qui les faisaient étaient loin de partager une opinion avancée de nos jours. Au lieu de les revendiquer pour la Ville, ils partageaient du principe, bien arrêté, que c'étaient des biens ecclésiastiques, et que, comme tels, ils ne devaient pas être exemptés. Pour faire voir que l'opinion contraire, récemment jetée dans le public, était alors complètement étrangère aux esprits, nous citerons, parmi les documents de cette période, la *déclaration du Maire et des Officiers municipaux de la Commune de Strasbourg*, du 18 Ventôse III, et celle du *Président de l'administration municipale de Strasbourg*, du cinquième jour complémentaire de l'an IV. Ces actes, rédigés par des hommes qui avaient une connaissance si parfaite de la constitution de la Cité avant 1789, établissent, de la manière la plus péremptoire, que les biens de la Haute-École, de la bourse Maurice et du Corps des Pensions étaient depuis plusieurs siècles la propriété des Protestants de la Confession d'Augsbourg.

Aussi le Gouvernement central, élevé au-dessus de toutes ces rancunes locales, et devinant vraisemblablement les motifs secrets des proposants, rejeta-t-il toutes les pétitions. A ce sujet, le Ministre des Contributions publiques, Clavière, adressa au Directoire du Département du Bas-Rhin, le 14 Mai 1793, une explication précise. Une seconde réponse, dans le même sens, fut envoyée par le Ministre des Finances à la même autorité, le 3 Messidor IV. Ce Ministre y déclare nettement qu'il ne peut point partager les opinions du Directoire du Département, parce qu'aucune des lois postérieures, de 1791 (50 Juillet et 26 Septembre), de 1792, 1793 et de l'an III, n'avait abrogé le texte des lois de 1790. Quant à la question de civisme, la Convention nationale se chargea elle-même d'en affranchir toutes les personnes qui ne touchaient pas de traitement sur le Trésor. (Procès-verbal de la séance du 21 Mai 1792.)

Le Ministre, dans sa réponse au Directoire du Département du Bas-Rhin, aurait pu alléguer aussi un décret de la Convention nationale du 8 Mars 1793, qui ordonnait la vente des

«biens formant la dotation des collèges, des bourses et de tous autres établissements d'instruction publique;» mais qui, dans l'article 14, ajoutait :

«Sur la proposition d'un membre, la Convention nationale décrète, que, les possessions affectées à l'entretien des établissements d'instruction publique des protestants des Départements du Haut- et Bas-Rhin leur étant provisoirement conservées par la loi du 5 Mai (10 Décembre) 1790, elle passe à l'ordre du jour motivé sur la loi même.»

Ne pourrait-on pas supposer que cet article 14 fut provoqué par l'acte arbitraire de deux Commissaires de la Convention à Strasbourg, Denzel et Couturier, qui, le 27 Février 1792, avaient ordonné la vente des biens possédés par différentes institutions du culte protestant, notamment par le Chapitre de S-Thomas? Ils avaient bien voulu laisser encore aux églises les propriétés affectées au culte et garanties par les lois, mais ils avaient déclaré que les propriétés dont les revenus sont destinés à l'instruction, appartenaient à la nation, puisque la nation était chargée de l'instruction publique.

C'est là que s'arrêtèrent les entreprises dictées par la passion, peut-être aussi par un ignoble esprit de spéculation, de la part de personnes qui comptaient sur les profits de commission. L'an V commença de sauver, de reconstituer les débris qui avaient survécu. Il est inutile de citer les lois du Conseil des Cinq Cents, du 25 Fructidor, du 25 Messidor an V, ou d'autres lois inspirées par des sentiments de conservation : elles ne s'adressaient pas spécialement aux protestants, qui avaient gardé tout ce qui ne portait pas le caractère féodal.

Néanmoins, les pertes ont été fortes; car les dîmes constituaient un revenu considérable, et le Trésor ne paya qu'une seule fois, et en assignats; le dédommagement de ce grand sacrifice. On comprend aussi que, dans l'anarchie où se trouvait l'Eglise protestante, durant cette époque et jusqu'à sa reconstitution, beaucoup de propriétés furent perdues, des baux furent transformés en rentes, et des rentes confondues avec les redevances féodales. Le dommage le plus sensible, pour plusieurs de nos fondations et de nos églises, fut causé par l'abandon des propriétés sises au-delà du Rhin, à la suite du traité de Lunéville. Jamais elles n'ont reçu aucune indemnité pour ces cessions, quoique le Trésor ait acquis la propriété des biens possédés par les Etats étrangers sur la rive gauche du Rhin.

VI. Loi du 18 Germinal an X.

L'Eglise protestante, dans l'ancienne Alsace, était divisée comme la province elle-même. Chaque seigneurie avait son église, avec un gouvernement spécial. Les principes de l'organisation protestante étaient seuls les mêmes partout. Tel était le principe de la surveillance par des autorités supérieures aux Consistoires, et instituées par le Souverain. Après les change-

ments opérés dans la constitution politique, ce fractionnement devait cesser; et le Premier Consul, en organisant l'Eglise catholique, procéda également à celle de l'Eglise protestante. Elle est l'objet de la loi du 18 Germinal an X.¹⁾

L'article 7 du Titre 1^{er} décide de l'emploi des propriétés conservées à nos Eglises. Il contient, ainsi que l'article 8, la reconnaissance de *leur droit de propriété*. Le 9^{me} décrète la création de deux Académies ou Séminaires dans l'Est de la France, pour l'instruction des ministres de la Confession d'Augsbourg. La loi ne statue rien sur l'entretien de ces Séminaires; mais quand on consulte l'article 8 de la loi du 14 Mars 1804 (11 Prairial XII), portant qu'il sera pourvu par des réglemens d'administration publique à l'exécution de cette loi, (qui crée les Séminaires épiscopaux), on retrouve la pensée qui, à-peu-près une année auparavant, avait dicté les *Articles organiques de l'Académie des protestants de la Confession d'Augsbourg, dont le Premier Consul a approuvé l'établissement à Strasbourg, le 30 Floréal an XI*.

L'article 2 de cet acte constitutif arrête, «que les fondations de l'Académie, du Gymnase, des *bourses*, Bibliothèque et bâtimens de l'ancienne Académie seront affectées à cette Académie.»

C'est un véritable règlement concernant les propriétés réservées aux protestants par les traités et par les lois de 1790 et de 1793. Ces propriétés sont affectées au haut enseignement théologique des Protestants, sous la surveillance de l'autorité à laquelle le Souverain a délégué ses pouvoirs sur l'Eglise. En cela il y a toute l'action du Souverain, qui ne conteste pas le droit de propriété, mais qui le protège, et qui intervient pour en régler l'usage.

Le décret consulaire, auquel se rapportent ces articles organiques, fut exécuté par le gouvernement même, qui ne douta jamais de l'existence légale du Séminaire, puisqu'il en nomma les professeurs, par des décrets spéciaux, et aussi longtemps qu'il eut pour règle de nommer les professeurs des Séminaires épiscopaux.²⁾

Il est inutile de rappeler que l'institution, désignée dans cette constitution, par le terme d'*Académie protestante*, reçut plus tard, après que Strasbourg eut été doté d'une *Académie*

¹⁾ Voy. Documents N. XXXVI et XXXVII.

²⁾ Nous citons, pour exemple, un décret du 28 Mars 1807, donné au camp impérial d'Osterode:

Napoléon, Empereur des Français et Roi d'Italie,

Sur le rapport de Notre Ministre des Cultes, Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1^{er}. Les Sieurs Jean-George Dahler, Jean Frantz et Charles-Maximilien Frits sont nommés professeurs suppléans près l'*Académie luthérienne de Strasbourg*.

Art. 2. Notre Ministre des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : NAPOLEON.

Par l'Empereur : Le Secrétaire d'Etat,

Signé : HUGUES B. MARET.

Pour expédition conforme : Le Ministre des Cultes,

Signé : PORTALIS.

universitaire, le nom de *Séminaire protestant*, titre qui se trouve d'ailleurs aussi dans la loi organique de l'an X.

Depuis lors cette législation n'a jamais varié, et personne ne s'est avisé de réclamer contre son exécution. Elle a été consolidée notamment par le décret du 26 Mars 1832, dont l'article 11 détermine les rapports entre le Séminaire et l'autorité supérieure, le *Directoire*; conformément à la législation qui régit également les relations existantes entre l'Épiscopat et les Séminaires de l'Église catholique.

Avant de terminer cet article, citons encore deux faits, propres à constater que le gouvernement et les autorités locales ont toujours partagé notre conviction, à l'égard des droits des propriétés protestantes.

Un conflit s'était élevé en 1806, dans quelques communes du département de la Sarre, entre les Conseils municipaux et les Consistoires sur le droit de gérer certains biens, principalement ceux dont les revenus étaient affectés à l'instruction. Le Préfet, dans un premier arrêté, hésitant à se prononcer, avait maintenu provisoirement les administrations qui, en-dehors des Consistoires, s'étaient emparées de la gestion de ces biens.

Comme nous l'avons rappelé dans l'Introduction à cette Notice, M. Portalis, Ministre des Cultes, après avoir étudié spécialement cette matière, plaida alors la cause de nos églises, dans un mémoire adressé à son collègue, le Ministre de l'Intérieur. Le point dont il y part, c'est la possession dans l'année normale 1624, et la paix de Westphalie. Il allégué ensuite la loi du 17 Août 1790, fondée sur ce même traité de paix, stipulant « que les Protestants continueraient à jouir des mêmes droits dont ils avaient eu droit de jouir, et que les atteintes qui pourraient s'y avoir été portées seraient considérées comme nulles et non-avenues. »

Le Ministre ajoute : « Conformément à ces principes, Sa Majesté Impériale et Royale a rendu dans sa justice divers décrets, dont les uns sont conservatoires de ces droits, et dont les autres ont annulé divers arrêtés de préfets, lesquels y portaient atteinte. »

« Ce sont, » c'est ainsi qu'il termine, « des propriétés qui appartiennent aux Églises protestantes, et dont l'administration est exclusivement attribuée aux Consistoires, par l'article 20, section 2, titre II de la loi du 18 Germinal an 10. » Et en vertu de ce principe, il déclare l'arrêté du Préfet nul et non-avenu, et le prie d'ordonner que l'administration soit remise aux Consistoires. L'arrêté pris dans ce sens devait être envoyé au Ministre, pour qu'il pût en solliciter la confirmation de Sa Majesté.

Cet arrêté fut en effet pris par le Préfet; et l'Empereur le confirma par le décret suivant :

« Napoléon, Empereur des Français et Roi d'Italie,

Sur le rapport de notre Ministre des Cultes nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}.

L'Arrêté du Préfet de la Sarre du 17 Avril 1806, relatif à l'administration des biens et revenus des fondations ecclésiastiques et scolastiques des églises protestantes de ce département, est confirmé dans toutes ses dispositions et sera exécuté suivant sa forme et teneur.

ART. 2.

Notre Ministre des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Secrétaire d'État,

Signé : HUGUES B. MARET.

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire général attaché au Ministère.

Signé : PORTALIS, fils. ¹⁾

Le second fait qu'il nous reste à citer, démontre qu'en 1818 l'administration de la Ville considérait la fondation protestante de St-Thomas comme un propriétaire parfaitement distinct de la commune, et aussi indépendant que légitime. D'après de très anciennes stipulations, la Ville payait à cette fondation des rentes assises sur des biens faisant partie du domaine communal. Ces biens avaient été cédés à la caisse d'amortissement, en vertu de la loi du 20 Mars 1815. La possession de ces rentes avait été reconnue, en faveur de la fondation, par un Arrêté du Maire, M. de Wangen, pris le 10 Février 1810. Cependant, depuis 1813, la ville avait hésité à la payer, parce que d'un côté elle avait cédé les biens, et que de l'autre son droit sur la rente collongère dans la banlieue d'Ittenheim lui était contesté par les fermiers. Enfin en 1816 un autre Maire, M. de Kentzinger, ayant obtenu un jugement favorable sur le litige avec Ittenheim, proposa aux administrateurs de la fondation de St-Thomas l'échange de ces rentes, contre d'autres que la Ville possédait à Ittenheim sur des biens qui appartenaient à la fondation. L'échange fut fait moyennant la transmission à ladite fondation de la propriété des rentes qu'elle (la Ville) possède dans la banlieue d'Ittenheim. Cet arrêté du Conseil municipal, daté du 7 Février 1818, fut approuvé par le Préfet, comte de Bouthillier, le 21 Février suivant. ²⁾

¹⁾ Documents N. XXXIX-XLI. Ces pièces, destinées à fixer la jurisprudence sur la question, ont été communiquées officiellement au Directoire de la Confession d'Augsbourg.

²⁾ Voy. Documents N. XLII et XLIII. On trouvera à la suite de ces arrêtés deux contrats passés entre le Magistrat et le Chapitre de St-Thomas pour des emprunts faits par le premier à la caisse de la Collégiale en 1675 et en 1693, qui ne laissent subsister aucun doute sur la reconnaissance d'un propriétaire indépendant de la commune. Quiconque voudrait avoir une idée nette de ce que la Ville appelait sa *caisse patrimoniale* n'aurait qu'à consulter une publication officielle, qui a paru en 1789 in-4°, sous le titre : *État de la situation des finances de la Ville de Strasbourg à la fin de l'année 1789*. On y peut voir que cette situation financière avait alors des chapitres distincts comprenant, les uns les rentes foncières de la ville, et les autres les rentes de la fondation de la Chartreuse et celles de St-Nicolas-aux-ondes.

VII. Caractère ecclésiastique de l'ancienne Université protestante.

L'ancienne Collégiale avait été transformée en Université, avec Facultés de Théologie, de Droit, de Médecine et de Philosophie, mais sans jamais quitter son caractère primitif, c'est-à-dire, sans se détacher de l'Eglise. Les termes de *Chapitre* et de *Chanoines*, la collation de *Prébendes* n'étaient pas des mots pris dans un sens figuré. Le titulaire entraînait réellement au service de l'Eglise. Qu'on se rappelle l'*examen canonique*, établi dès 1558 : il a été maintenu jusqu'à la Révolution. Il comprenait une série de questions, qui se rapportaient toutes au dogme et aux institutions de l'Eglise protestante.

«Reconnaissez-vous, telle est une de ces questions, reconnaissez-vous notre Eglise de Strasbourg, pour la véritable Eglise de Jésus-Christ, notre Seigneur, et la Confession d'Augsbourg pour le sommaire de la véritable doctrine chrétienne?»

«Êtes-vous sincèrement décidé à vous vouer au service de l'Eglise du Christ à Strasbourg. à celui de cette institution, à l'édification du règne de Dieu, selon les prescriptions des saintes Ecritures, de la Confession d'Augsbourg et de nos statuts?»

Et le candidat, après avoir prêté serment sur l'Evangile selon S'-Jean, et après avoir signé un exemplaire de la *Formule de Concorde*, était solennellement installé dans son siège, au fond du chœur de l'église de S'-Thomas.

Parcelles conditions, imposées aujourd'hui à un professeur en droit ou en médecine, paraissent tout au moins étranges. Mais en se reportant au milieu des agitations religieuses des derniers siècles, et en réfléchissant que les chaires des universités catholiques étaient également occupées par des religieux, nul ne s'étonnera de voir les églises protestantes s'attacher, par des liens aussi étroits, les membres de leurs universités.

Toutes les réceptions, principalement les élections du doyen et des autres dignitaires, étaient inspirées, dominées par cet esprit tout ecclésiastique. Un seul exemple peut suffire. Ce sont les formalités et les cérémonies qui accompagnèrent l'élection du célèbre Schœpflin, comme doyen, le 25 Juin 1762. Tous les pasteurs et les diacres des trois églises y assistent, prononçant des prières à l'ouverture et des actions de grâces à la clôture; le nouveau doyen est conduit, avec le cérémonial usité, à son siège spécial, dans le chœur de l'église. Dans le *sénat académique* même, il faut l'ajouter, les élections des fonctionnaires ressemblent davantage à des actes purement universitaires.

Administration de la Fondation.

Le droit d'administrer les revenus de la Collégiale appartenait de tout temps au Chapitre, à cet égard indépendant de l'Evêque lui-même. Cette indépendance primitivement absolue, fut

modifiée par les principes du droit protestant. Le Magistrat s'était chargé de contrôler l'administration, tout en la laissant en entier au Chapitre. Elle était l'objet des délibérations des séances ordinaires, où l'on décidait de toutes les parties de la gestion, sans que les résolutions prises fussent jamais soumises à aucune autorité étrangère. Les baux, ainsi que tous les autres actes administratifs étaient faits par le Doyen et au nom du Chapitre. Le receveur nommé par le Chapitre seul, présentait ses comptes; et le Chapitre les faisait examiner par plusieurs de ses membres. Ce travail achevé, on fixait le jour de la réunion *extraordinaire* (*Capitulum extraordinarium*), réunion où était présenté le rapport sommaire en présence du chancelier de l'Université et des deux scolarches. Après avoir reçu l'approbation de l'assemblée, le Prieur ou Prévôt était autorisé à signer les comptes, en ajoutant que »l'approbation avait été donnée »en présence des Patrons,« qui pour leur part ne signaient point. Ces patrons restaient totalement étrangers aux délibérations. Nous trouvons même que telles séances ordinaires, destinées à des affaires administratives, se transformaient en séances extraordinaires par la seule arrivée des Patrons; ou bien telles autres séances, qui devenaient ordinaires, immédiatement après la sortie des Patrons.

Les plus anciens comptes qui se soient conservés, et qui remontent au XV^e siècle, sont en langue latine, mais très-sommaires. Peu à peu la comptabilité devient plus régulière, plus explicite. Les corps de revenus sont inscrits en tête, avec tous les détails, et la recette jointe aux arrérages répond au total des corps de revenus. Il ne paraît pas qu'anciennement on ait eu des colligendes, le compte de l'année précédente en tenait lieu. Ces registres si utiles ne datent que du dix-septième siècle. On avait encore moins des sommiers contenant la description exacte des biens. Mais on avait les cartulaires, où étaient inscrits les baux et les contrats. Les livres terriers des communes remplaçaient les sommiers; et l'on sait quelle autorité avaient ces registres, dressés sous le contrôle des Seigneurs territoriaux.

Le budget des dépenses était presque constamment le même. Les traitements formaient une dépense invariable; les frais d'entretien des bâtiments étaient réduits au strict nécessaire, et quelquefois des dépenses extraordinaires et considérables étaient réparties entre plusieurs exercices.

Nous avons déjà mentionné le règlement d'administration qu'en 1762 arrêta une Commission composée du Préteur royal, du Chancelier de l'Université, des deux scolarches et de deux professeurs.¹⁾ Après avoir été débattu par cette Commission, ce règlement fut présenté au Chapitre, qui s'y conforma sans son administration. Les prescriptions de ce même règlement restaient, d'ailleurs, renfermées dans les attributions du Magistrat souverain, lequel avait le droit de veiller à la conservation des biens de l'institution. Il y intervenait, comme le Préteur lui-même, en vertu de la prérogative du Souverain, et de la même manière qu'aujourd'hui le Gouvernement fixe les règlements de toute comptabilité publique, sans que cette intervention touche à la question de propriété même. L'administration proprement dite restait entre les

¹⁾ Voy. Document N. XXXVIII.

main du Chapitre. Le Chapitre fait les baux (art. 5), décide des constructions et des réparations (art. 9), et nomme le receveur, qui est son comptable à lui seul (art. 11).

Il nous semble inutile d'instituer une comparaison entre les revenus et les dépenses d'avant 1790 et ceux d'aujourd'hui. Il suffira de dire que les économies faites depuis le commencement de ce siècle, et la plus-value des propriétés ont rétabli la recette à peu près telle qu'elle était en 1789, et ont ainsi compensé les pertes causées successivement par l'abolition des dîmes et d'autres redevances féodales, par l'annulation de capitaux et par les remboursements en assignats. Ce qui contribua puissamment à cette amélioration, ce fut la fusion des prébendes avec la caisse commune. Elle recueillit tous les bénéfices de la plus-value des biens des prébendes, et des rachats de rentes. L'ancien régime aurait en effet attribué ces bénéfices aux titulaires des prébendes; tandis que le traitement de ces titulaires est resté invariable depuis la fusion des prébendes.

	froment.	seigle.	orge.
	40 réaux.	40 réaux.	4 réaux.
et de la prébende environ	12 —	16 —	6 —
	52 réaux	56 réaux	10 réaux
en hectolitres	60,50	64,50	11,50.

Aujourd'hui cette partie du traitement des professeurs est fixée à une moyenne de 125 hectol. de froment. Dans cette allocation sont comprises plusieurs redevances en argent, en vins, etc. En évaluant l'hectolitre à 16 fr., le traitement en grains d'un titulaire actuel est d'environ 2000 fr.

à quoi il faut ajouter en argent 1200 »

Total 3200 fr., plus maison pour logement.

La réduction des revenus de la collégiale et l'organisation de l'*Académie protestante*,¹⁾ concertée avec le Ministre des Cultes, sont cause que le nombre des anciens titulaires fut réduit de seize à quatorze. En 1789 il y avait, en jouissance de prébendes, treize professeurs, y compris le doyen, et trois pasteurs. Les titulaires actuels sont le Président du Directoire, dix professeurs et trois pasteurs. Ainsi l'ordonne la loi de Floréal.

Le troisième des *Articles organiques de l'Académie des Protestants de la Confession d'Augsbourg* dit que « les charges dont les fondations affectées à cette académie étaient grevées précédemment, continueraient à être acquittées. »

Avec cet actif l'administration solde des dépenses qui se présentent dans le courant de l'année, et dont chacune est soumise à l'examen et à l'approbation de l'autorité supérieure.

A cette autorité, d'ailleurs, sont soumises toutes les délibérations du Séminaire, celles qui

¹⁾ Comparez l'article 5 des *Articles organiques* du 30 Floréal an XI.

concernent la discipline et les programmes des cours, aussi bien que celles qui se rapportent à l'administration.

Cette organisation définitive du Séminaire, jusqu'à un certain point, annula l'ancienne *Collégiale*, et avec elle l'ancienne *Université protestante*. C'est qu'une institution, telle que l'avait été celle-ci, ne s'accordait plus avec les principes qui, depuis 1789, régissent l'instruction publique en France. Néanmoins la seule désignation d'*Académie protestante* révèle chez le législateur de 1802 le dessein de faire donner aux futurs ministres de nos églises une instruction vraiment profonde et étendue, en d'autres termes, d'ériger dans le sein du Séminaire, à côté des chaires de théologie, d'autres chaires encore pour la philosophie, la littérature ancienne et l'histoire. Ce qui dictait ce dessein même, c'est la nécessité d'enseigner aux jeunes théologiens ces diverses sciences dans une liaison directe avec les études spécialement théologiques. Cette nécessité avait été sentie et satisfaite de même pour les Séminaires épiscopaux, ainsi que pour la Faculté Réformée de Montauban. Voilà pourquoi les dix chaires se partagent en deux sections, l'une *préparatoire*, l'autre *purement théologique*. Les cours de théologie faits au Séminaire sont le complément de ceux que donne la Faculté, dont le programme présente des lacunes considérables. On y cherche en vain des chaires d'Exégèse du Nouveau-Testament, d'Archéologie chrétienne, de théologie biblique, d'encyclopédie des études théologiques, de catéchétique, de théologie symbolique, etc. Or, tous ces cours qui manquent à la Faculté, c'est le Séminaire qui les fait pendant un cycle de trois années.¹⁾

Le Séminaire succéda seul à l'ancienne Université. La dissolution de celle-ci fit disparaître certaines particularités, comme la qualité de chanoine qu'avaient eue jusque là les trois premiers pasteurs. Ces pasteurs conservèrent leur traitement intégral, ainsi que ceux de leurs collègues qui touchaient des subventions sur les revenus de la fondation. Ce sont là en partie les *charges* que maintenait le troisième des *Articles organiques*; ce sont des paiements faits à la décharge du trésor de l'État, lequel ne paie rien aux premiers pasteurs, et porte en décompte ce que reçoivent les autres.

D'autres charges, supportées par le Séminaire, devraient être imposées à la caisse de la ville. Telles sont les subventions accordées aux instituteurs des trois églises, l'entretien des maisons curiales, celui de l'église et de la maison d'école de St-Thomas.

Si les Protestants étaient privés de ces ressources, ils seraient obligés de demander à l'État une subvention pour le Séminaire et des traitements pour les pasteurs; et à la Ville l'entretien de l'église, des presbytères, et des subventions plus considérables pour les écoles.

Le budget de la fondation pour l'exercice de 1834, qui se trouve parmi les documents. N°

¹⁾ Personne ne réclamera contre ces cours variés, en les taxant de luxe d'instruction. Ils ne coûtent en effet rien à personne. Ne serait-il pas plutôt à désirer que d'autres branches de l'enseignement public fussent également pourvues d'un plus grand nombre de cours? Le besoin en a été senti. Déjà l'on a augmenté considérablement les chaires des Facultés de Médecine, et un commencement analogue a été fait pour les Facultés de Droit.

XLVI, fera voir que toutes les ressources de la fondation sont employées à des services publics, qu'ainsi le moindre gaspillage est impossible. Il montrera de plus combien est fautive l'opinion qui attribue à notre fondation des richesses presque fabuleuses. Il constatera que sur la recette nette en grains de

	froment hect.	seigle. hect.	orge. hect.	avoine. hect.
	5788,11,48.	167,74,20.	96,99,97.	0,20,00.
il est dépensé en grains de :				froment.
1. Traitements du Président du Directoire et des dix professeurs				hect. 1444
2. Traitements de pasteurs				468
3. id. des Instituteurs				30
4. Personnes attachées à l'église de St-Thomas, sacristain, organiste, horloger, etc.				39
5. Une contre-rente				9,29,44. hect. 9,29,44.
6. Receveur et commis				76
7. Pensions de veuves de professeurs et pasteurs				52
				2098,29,44. 9,29,44.

Le reste a été vendu.

La recette en argent est fixée à fermages, loyers et intérêts de capitaux . . .	fr. c. 56,661 57
et le produit des grains vendus est évalué à	27,272 40
	Total 63,955 77

La dépense est :

	fr. c.
1. Traitements du Président du Directoire et des dix professeurs.	14,000 —
2. id. de pasteurs	5,645 —
3. id. de l'instituteur et chauffage de l'école	500 —
4. Frais de culte à l'église de St-Thomas	1,043 20
5. Entretien et assurance de l'église de St-Thomas, de sept presbytères, de l'école de St-Thomas, de la maison du sacristain et des autres bâtiments de la fondation	10,250 —
6. Allocation due à la fabrique de la Cathédrale	256 75
7. Frais d'administration ¹⁾	6,872 —
8. Contributions	9,000 —
9. Dépenses diverses.	1,450 —
	49,018 95

il reste disponible 14,914 82

¹⁾ La fondation de St-Thomas supporte en très grande partie les frais généraux de l'administration, qui dessert aussi les autres fondations.

Sur ce reliquat disponible l'administration a voté les allocations suivantes :

	fr.	c.
1. Traitement d'un professeur agrégé et d'un cours de littérature allemande	1,900	—
2. Diverses gratifications à des employés subalternes	400	—
3. Secours accordé à un pasteur pour son vicaire	400	—
4. Subvention au Gymnase	5,000	—
5. id. au Collège de S'-Guillaume	2,000	—
	9,700	—
L'actif prévu est de	5,214	82



PARTIE DEUXIÈME.

I. Le Gymnase protestant ou Collège mixte.

Nous avons montré comment la Réformation fonda l'enseignement secondaire à Strasbourg. L'école, appelée *Gymnase*, fut inaugurée en 1538 sous la direction de Jean Sturm. Pendant près d'un quart de siècle, cet enseignement se confondait avec la haute instruction, et les cours publics étaient si étroitement unis aux classes du Gymnase, que l'Édit de Maximilien II, donné en 1566, pouvait présenter la création de l'*Académie* comme une transformation partielle des classes supérieures du Gymnase :

» Et ideo, Scholam Argentinensem jam pridem erectam, et in decem classes distributam, a quarta classe inclusive, in studium generale, seu *Gymnasium* ereximus, atque » sic erectæ ac institutæ *Academiæ*, nec non illius Professoribus..... hoc privilegium, » hancque gratiam concessimus, ut iis aequiparentur, qui in aliis Universitatibus Germaniæ, maxime Heidelbergensi..... liberalibus studiis operam navarunt.«

Ce lien ne fut jamais rompu : il y eut toujours entre les deux établissements action directe, intime et réciproque, soit à l'égard des méthodes d'enseignement et de la nomination des professeurs, soit à l'égard de la force des études du Gymnase, et de la portée des examens qui ouvraient à ses élèves les cours de l'Académie.

Conformément à la Charte impériale, le Sénat académique administrait ces deux écoles comme deux sections d'une même institution, hormis la gestion de la Collégiale de S-Thomas, qui appartenait au seul Chapitre.

La surveillance du Gymnase, ainsi que des écoles primaires, avait d'abord été confiée à une Commission, où siégeaient trois membres du Magistrat, avec le titre de *scolarques*, le Recteur du Gymnase et trois professeurs de l'enseignement supérieur, avec le titre d'Inspecteurs,

ou de *Visitatores*. Les réunions de cette commission datent de l'année 1555. Les professeurs et les maîtres des écoles paroissiales faisaient des rapports sur leurs classes, sur l'enseignement et sur le nombre des élèves. Les membres de l'enseignement supérieur proposaient les candidats pour les fonctions de régents, ou *précepteurs* attachés aux classes, et concouraient à leur élection.

Vers la fin du XVI^e siècle, cette Commission ne s'occupait plus que de l'Académie, de son enseignement, des cas de discipline, et du Gymnase. Les écoles élémentaires se trouvaient placées sous la direction des églises paroissiales. Ce n'était qu'exceptionnellement, et pour des cas graves, que les scolares et la Commission s'en occupaient. L'Édit impérial avait chargé le Sénat académique de surveiller l'enseignement supérieur et secondaire.

Le Gymnase était une création nouvelle. N'ayant pas existé avant la Réformation, il n'avait pas de propriétés. Les professeurs des classes supérieures jouissaient le plus souvent de prébendes, ceux des classes inférieures vivaient de la rétribution scolaire et de quelques subventions extraordinaires et bénévoles, que leur accordaient S^t-Thomas ou d'autres institutions. Cette position ne pouvait durer. Il fallait consolider l'établissement. Aussi le Magistrat désigna-t-il, comme patrimoine du Gymnase, plusieurs corps de revenus, qu'il avait trouvés parmi les *bona vacantia*, c'est à dire parmi les biens qu'avaient délaissés les couvents, lors de leur dissolution.

La principale partie de cette dotation était formée du corps de biens des Récollets, ou Franciscaïns (*Barfüsser*.) Dans les premières années qui suivirent cette cession, ce corps de revenus avait encore à supporter des charges en faveur de quelques moines, puis l'entretien des bâtiments, enfin d'autres dépenses analogues. Mais la majeure partie des grains et des rentes en argent était consacrée aux traitements des professeurs et à certaines nécessités de la Haute-École.

D'autres corps de revenus, celui de Sainte-Hélène, des Augustins, de Sainte-Barbe,¹⁾ qui avaient encore des administrateurs particuliers versèrent ce qui leur restait, (après avoir fait face aux subventions des moines rentrés dans la condition civile, et autres), dans la caisse de la Haute-École, dans son *Économat*, afin de former un fonds commun qui payât les frais de cette institution. Dans le cours du dix-huitième siècle, la plupart de ces gestions furent remises au receveur de la Haute-École. Le compte de 1775 présente pour la première fois la fusion des différents corps, désignés ci-dessus, en une seule recette.²⁾

¹⁾ Au commencement du XVIII^e siècle, les biens de S^t-Barbe furent restitués aux Hospices civils, comme ayant servi primitivement à l'entretien d'un Hospice. Mais le Magistrat donna en compensation à la Haute-École le corps de biens de Sainte-Hélène.

²⁾ On a parlé des biens de S^t-Nicolas-aux-ondes comme ayant été donnés à la Haute-École. Ceci est évidemment une erreur. Ce corps de biens, dont l'administration fut fondue en 1761 dans celle de la Chartreuse, a toujours été dans le domaine de la Ville, et les archives municipales en possèdent les nombreux titres. D'ailleurs, avant la Révolution, ces corps de biens avaient pour receveurs des membres du culte catholique.

Comme il a été dit, les nominations des professeurs, la fixation de leurs traitements et quelques autres dépenses étaient discutées dans la Commission des Scolasques, composée de trois membres du Magistrat, et des professeurs qui remplissaient les fonctions de Recteur, d'Inspecteurs et d'Examineurs. Le compte annuel était rendu à cette Commission, et examiné par les Scolasques; après lequel examen il était entendu par deux délégués, désignés chaque année dans le sein du Magistrat, et qui y mettaient leur approbation.

Cette surveillance et ce contrôle exact, qu'exerçait le Magistrat Souverain sur la Haute-École et sur l'administration de son patrimoine, ne différaient en rien de son intervention dans les autres institutions protestantes. C'est ainsi que les délégués du Magistrat assistaient aux Conseils des Anciens des sept paroisses, au *Convent* ecclésiastique, à l'administration du Collège de St-Guillaume, des legs et fondations de Marc Oton, de Schenckhecher, de Maurice Ueberheu, de Gottesheim etc. etc.

La non-intervention du Magistrat aurait constitué une anomalie dans l'ancienne constitution, une existence endehors de la loi, qui ne pouvait convenir à des institutions formellement reconnues. Cette intervention du Souverain se voit aujourd'hui dans l'Empire français pour toutes les institutions légalement reconnues, et a été déléguée par ce Souverain au Synodale protestant, sous le contrôle du Directoire.

Il faut faire observer encore que cette administration fut toujours complètement séparée de celle des reveus de la Ville. L'École était obligée de vivre de sa dotation; et, depuis son organisation, le Trésor de la Ville ne lui accordait aucune subvention. Elle formait un Corps spécial, compris de tout temps parmi les institutions exclusivement protestantes, où n'ont jamais fonctionné des professeurs catholiques.

C'est aussi ce que comprenait Louis XIV; et voilà pourquoi, en maintenant le caractère confessionnel, il fonda dans la ville, et moyennant ses propres deniers, le *Collège royal*, à son tour exclusivement confessionnel, catholique, et dirigé par les Jésuites.

Il suffit, par conséquent, de rappeler ce fait, que la Haute-École, avec ses dotations, étant protestante dans l'année normale de 1624, était à son tour protégée par la capitulation. C'est dans cette situation assurée qu'elle fut maintenue par les lois de 1790 et de 1795, en vertu desquelles les articles organiques du 30 Floréal an XI en réglèrent la destination.

C'est principalement aux fondations destinées à l'entretien de la Haute-École, que se rapportent les arrêtés de la municipalité du 18 Ventose an III et du cinquième jour complémentaire an IV, dont il a été parlé dans la première partie de cette Notice.¹⁾

¹⁾ Voyez Document N. XLVII, le budget de la Haute-École pour l'exercice de 1854.

II. Le Corps des Pensions.

Cette fondation provient de la réunion de quatre maisons de béguines, ou congrégations, transformées par la Réformation. Ces maisons avaient subsisté jusqu'au milieu du XVII^e siècle, avec cette différence que le logement et les revenus en étaient accordés à des veuves protestantes.

En 1650, le 5 Juin, fut présenté au Magistrat (*Räth* et *XXI*) au nom du *Convent* académique, un rapport sur l'insuffisance des ressources de la recette de la Haute-École et sur l'arriéré des traitements des professeurs, avec la proposition d'affecter à la Haute-École les revenus de ces quatre maisons, et d'éviter ainsi de mettre à contribution l'*Aerarium publicum*, c'est-à-dire, le Trésor de la Ville. Le receveur des congrégations, par suite de cette proposition adoptée par le Magistrat, reçut l'ordre de ne plus admettre de femmes dans ces maisons, et de verser les revenus, au fur et à mesure des extinctions, dans la caisse de la Haute-École.

En 1655, cette incorporation fut décrétée de nouveau, et en 1681 furent ordonnées la vente des maisons et la suppression totale de cet ancien établissement. L'administration de ce fonds, Nouveaux Revenus de la Haute-École, (*Neue Gefälle der Hohen-Schule*), fut confiée au receveur de la Haute-École; et elle le fut même sur la proposition du Préteur, qui s'opposa formellement à ce que ledit fonds fût réuni à l'administration du Trésor de la ville, afin de prévenir toute fusion ou confusion.

Cependant la fondation n'avait pas entièrement renoncé à ses traditions, et elle accorda toujours quelques subventions à d'anciens fonctionnaires, ainsi qu'à des veuves. Comme il arrive fréquemment, la bienfaisance exercée à l'aide de ce fonds public devint trop large; et en 1781 la caisse, chargée de soutenir la Haute-École, se trouva en déficit. Le Magistrat fut encore une fois obligé d'intervenir, pour corriger et proscrire l'abus des secours ou pensions trop considérables, donnés même à des personnes qui avaient d'autres moyens de subsistance; pour réduire enfin les subventions des nécessiteux à 6 florins par an.

Cette mesure définitive concernait deux délégués pris dans le sein du Magistrat, auxquels on voulait lier les mains, sans cependant trop restreindre leurs largesses. Les dernières subventions ne s'éteignirent qu'au commencement de notre siècle.

Les traitements des membres de l'ancien Magistrat de Strasbourg n'étaient pas considérables. Ils trouvèrent une indemnité dans les honoraires ou droits de présence, dont ils jouissaient comme députés ou *directeurs*, comme surveillants des administrations des différents établissements, institutions et fondations. Grâce à l'intervention du Préteur royal, M. de Régemorte, le Magistrat adopta un règlement concernant l'alternative entre les membres protestants et les membres catholiques, introduite dans ces *Directions*; règlement où l'on parlait

du principe que la direction des administrations affectées spécialement au culte protestant et à ses institutions, et garanties par la capitulation, fût exclusivement réservée aux magistrats protestants. Quant à la fondation du *Corps des Pensions*, il paraît que l'on ignorait les décrets de 1630 et 1633, et on se fonda sur celui de 1686, par conséquent sur un arrêté pris depuis la capitulation, pour la faire entrer dans la catégorie des Directions soumises à l'alternative.

Au moment de la dissolution de l'ancien Magistrat et des Directions (*Pflegereyen*), la Direction du *Corps des pensions* se trouvait entre les mains de deux catholiques, dont l'un avait succédé à un protestant, dès 1771, et l'autre à un autre protestant, en 1781.

Ces Directeurs n'exerçaient la surveillance que sur l'administration et sur l'accomplissement des anciennes prescriptions. Le receveur avait toujours été protestant; c'était, depuis 1697, celui de la Haute-École : il recevait du Sénat académique sa nomination pour l'une et pour l'autre des deux gestions.

Il résulte de ces faits que, par les décrets du Magistrat de 1630 et 1633, le corps de revenus, appelé *Nouveaux revenus de la Haute-École*, ou *Corps des Pensions*, a été intégralement incorporé à la Haute-École. Cette propriété protestante fut consacrée par la capitulation (art. 3). Sans y être spécialement mentionnée, elle se trouve parmi celles qui sont désignées par les termes : *compris et non compris*.

Comme propriété affectée à l'Université protestante, elle fut maintenue à notre culte par les lois de 1790 et par les lois organiques.¹⁾

En 1809 se présenta un incident assez grave, qui amena dans le sein du Conseil municipal des discussions sur le caractère de cette fondation. Voici de quoi il s'agissait.

La Ville de Strasbourg payait anciennement une subvention de 19 réaux de seigle au pasteur de Schiltigheim. Dans le cours du XVIII^e siècle on n'a pu décider si, dans l'origine, cette subvention était un traitement payé par la Ville en qualité de seigneur de Schiltigheim, ou si elle formait une redevance du bien qu'elle possédait dans la banlieue de cette commune. (*Huebengut*). Le Magistrat s'arrêta à la première explication, et, considérant la subvention comme frais de culte, il l'imposa aux fondations protestantes. Le Corps des Pensions eut à fournir, pour sa part à cette charge, une contribution annuelle de 9 réaux.

Lorsque la Révolution affranchit Schiltigheim de la dépendance de la Ville, ou cessa de payer le traitement du pasteur, puisqu'on le croyait imposé par suite de cette dépendance. La paroisse s'adressa alors au Préfet, et représenta la charge comme une redevance due par le *Huebengut*. Un procès entre cette Commune et la Ville, sur la nature de la rente du *Huebengut*, procès décidé en faveur de Strasbourg, motiva un arrêté du Préfet, qui mit à la charge de la Ville la subvention due au pasteur. (Arrêté du 22 Juillet 1809.)

¹⁾ Conseil municipal. An III — an IV. Voy. Documents N. XXIX et XXX.

Il semblait alors équitable de supprimer une charge égale que la Ville payait à la Haute-Ecole, à titre de redevance due par le *Hubengut*. Pour éclaircir l'origine de ces redevances réciproques, un arrêté du Préfet prescrivit à la Ville de lui rendre compte des fondations de la Haute-Ecole et du Corps des Pensions, de leur destination et des revenus dont elles se composaient.

Un rapport très partiel fut présenté au Maire, par un de ses employés, et le Conseil municipal, auquel ce rapport fut soumis, arrêta, le 5 Février 1811, que les biens de cette fondation étant une propriété de la Ville, l'administration et la jouissance de ses revenus seraient retirées au Consistoire de la Confession d'Augsbourg, et que la gestion de ces corps de biens serait réunie à celle des revenus de la Ville. Cet arrêté fut soumis à la sanction du Préfet.

Il était juste d'entendre également les autorités protestantes, qui adressèrent à leur tour un rapport au Maire et au Préfet. Les erreurs du rapport de la Mairie furent ainsi vérifiées, les faits importants que ce dernier rapport avait oubliés furent soigneusement exposés, et l'arrêté prématuré, pris en 1811, fut mis au néant.

III. Bourse Maurice.

Le 5 Mars 1595 se présenta devant l'assemblée, composée du Recteur, du Doyen et des Inspecteurs de l'Académie de Strasbourg, un vénérable chanoine du Chapitre de St-Pierre-le-jeune, *Maurice Ueberheu*,¹⁾ pour leur transmettre un acte de donation entre vifs (*Donatio inter vivos*). Il y légua à l'Académie la somme de 8000 florins, ou 4000 livres deniers, dont les intérêts devaient être donnés en subventions annuelles à huit élèves pauvres des classes du Gymnase, depuis la sixième jusqu'à la seconde. L'assemblée qui avait reçu ce document, et qui est appelée Convent privé de la Haute-Ecole (*Conventus privatus Scholæ*),²⁾ était priée de faire un rapport au Convent en séance plénière. Ce rapport fut fait le 5 Mars suivant. Le testament, écrit en latin, fut lu dans le texte et dans une traduction allemande.

La donateur y dit, qu'il constitue une fondation perpétuelle de bienfaisance (*Beneficium perpetuum*) sous la sanction du Magistrat, c'est-à-dire, du Sénat et des XXI, et sous la condition de l'acceptation de l'Université ou Académie de la Ville de Strasbourg; et qu'il destine à cette

¹⁾ Il est inutile de rappeler que Maurice Ueberheu, plus tard élevé à la prévôté, était protestant. Vers la fin du XVI^e siècle, la Réformation comptait aussi des partisans dans les Chapitres de la Cathédrale et des deux églises de St-Pierre. A la Cathédrale ils étaient assez nombreux pour procéder, en 1592, à l'élection d'un Evêque protestant.

²⁾ Ce Convent privé se composait des professeurs *in officio*, du Recteur, du Doyen, des trois Inspecteurs et des deux Examineurs. Il préparait les affaires et soignait le courant; car le Grand-Sénat académique ne se réunissait que quatre ou six fois par an.

œuvre les biens, capitaux et rentes consignés dans un état joint à l'acte. La fondation est faite au profit du Convent des professeurs de l'Académie de Strasbourg, auquel le donateur transmet tous ses droits.

Cette fondation, qui portera le nom de *Bourse Maurice*, est instituée pour donner des secours à huit écoliers ou étudiants, *fils de citoyens pauvres de Strasbourg* (les étrangers en sont exclus); à la condition qu'ils se vouent aux études et se recommandent par leur assiduité, leurs talents et une bonne conduite. Ils en jouiront jusqu'à ce qu'ils auront acquis le grade de Maître en philosophie, après laquelle promotion ils sont libres d'entrer en théologie, ou dans une autre Faculté. Entrés dans une Faculté, ils pourront encore toucher la bourse pendant trois années. Ils s'engageront seulement à se vouer leur vie durant au service de la Ville ou de l'Eglise de Strasbourg; à moins que les professeurs de l'Université ne les dispensent de cet engagement.

Le donateur se réserve la nomination aux bourses, tant qu'il vivra. Après sa mort cette collation appartiendra au Convent public des professeurs de l'Académie de Strasbourg. Il devra nommer, dans l'espace d'un mois, aux bourses devenues vacantes, à dater du jour de la vacance, et le nombre de huit boursiers devra toujours être complet. S'il néglige de faire la nomination dans l'espace d'un mois après la vacance, le droit de nommer sera dévolu aux députés du Magistrat auprès du Convent, aux Scolaques; et si les Scolaques laissent expirer le second mois, la nomination appartiendra au Magistrat lui-même.

Le Convent des professeurs est chargé de surveiller les boursiers; il a le droit de priver de la subvention ceux qui s'en sont rendus indignes.

Les documents concernant les propriétés de la fondation sont déposés entre les mains du Convent académique, lequel est chargé de placer les capitaux rentrés et les épargnes, afin d'augmenter le fonds.

Le donateur institue le Magistrat de la Ville pour inspecteur, exécuteur et surveillant suprême de sa fondation; et le Magistrat, s'étant chargé de cette surveillance, comme signe de son approbation, attacha au titre de donation le sceau de la Ville, à côté du sceau de l'Université.

Cet acte de donation est l'expression la plus exacte du rapport qui existait entre le Convent académique et le Magistrat souverain, ou, comme s'exprimait le fondateur, dans une allocation faite au Convent le 6 Mars: Le Convent est collateur et exécuteur, les Scolaques, représentants du Souverain, sont les exécuteurs supérieurs. La donation est faite à l'Académie. Celle-ci administre, nomme les boursiers, se fait rendre les comptes par le receveur. lequel est celui de la Haute-École, et elle place enfin les fonds disponibles.

Il paraît que le donateur ne fut pas administrateur exact de son bien, avant de le léguer. La spécification des revenus légués offre un grand nombre d'arrérages. La créance qui en présentait les plus considérables (de quatorze années), était celle du Duc Jean de Deux-Ponts, qui était débiteur de 1200 florins, et de 440 florins d'intérêts cumulés. Le Magistrat, ou plutôt, les avocats de la Ville furent obligés d'intervenir, pour arriver au règlement de cet ar-

riéré. Les soins assidus du premier receveur ne parvinrent qu'au bout de sept ans à établir un corps de revenus complet, qui permettait de nommer des boursiers et de fixer le montant des bourses. Maurice Ueberheu vivait encore, lorsque, dans la séance du Convent du 16 Mars 1602, les premiers boursiers (*stipendiarii*) furent désignés. Cinq furent nommés par lui; les trois autres par les professeurs. Le montant de la subvention pour chacun fut fixé à 56 florins. En 1607, il put être porté à 40 florins, ainsi que l'avait stipulé l'acte de donation.

Maurice Ueberheu, dont le nom se trouve inscrit dans d'autres institutions de bienfaisance de notre ville, notamment à St-Marc, est mort en 1608. Il n'a plus assisté aux actions de grâces des deux premiers boursiers, arrivés au terme de leurs études, et remplacés par d'autres que nommèrent les professeurs de l'Université.

Pendant deux siècles cette fondation a rendu de grands services à la Ville et à l'Eglise. Un grand nombre de savants, de pasteurs, de juriconsultes, de médecins, ont pu se préparer à leur carrière, au moyen de cette bourse qui, plus tard, fut élevée à 48 florins, ou à 96 francs.

La Révolution interrompt le cours de ces bienfaits. En trouvant les premiers comptes du receveur, rendus au commencement de notre siècle, et ne présentant que quelques débris de ce fonds si considérable; en voyant qu'il y avait, non plus des boursiers, mais un déficit, nous devons chercher les causes de cette décadence.

Elles se trouvent uniquement dans les pertes causées par la Révolution. La Ville de Strasbourg, quoique si riche en revenus, empruntait quelquefois de l'argent aux différentes caisses publiques. Or, les créances sur la *Tour-aux-Pfennigs* (*Deniers*), c'est-à-dire, sur le Trésor de la Ville, furent annulées par la Révolution; et la fondation de Maurice Ueberheu se trouvait inscrite parmi ces créances annulées :

	liv.	s.	d.
1 ^{re}) Sur la Tour-aux-Pfennigs, pour	25,392	7	
2 ^{re}) Sur la caisse du Magasin de sel, pour	5,600	—	
3 ^{re}) Sur la caisse dite des Bourgeois, pour	1,400	—	
Total en capitaux	28,092	7	
et en intérêts cumulés	4,781	19	2

Il y avait en outre deux capitaux placés à Kork, Grand-Duché de Bade, ensemble : 1000 livres, et un bien à Willstædt, loué pour 21 livres 12 sols. Après la paix de Lunéville, en 1798, les Gouvernements étrangers avaient mis le séquestre sur ces biens, qui furent perdus avec les intérêts arriérés.

	liv.	s.	d.
Après cette perte en capitaux de	52,874	6	2
et en intérêts annuels de	1,195	15	4
la fondation ne possédait plus en capitaux que	4,800		fr.
et en intérêts annuels	240		

Il fallut supprimer les bourses et toutes les autres subventions, à l'exception de celle qui concerne les prix donnés au Gymnase (45 fr. par an). Par l'effet d'une stricte économie, et en cumulant les intérêts, la fondation put être rétablie. Aujourd'hui la mémoire du généreux donateur est bénie de nouveau par huit élèves du Gymnase, qui reçoivent chacun 52 fr. par an, ou plutôt, pour lesquels la fondation paye cette somme, afin de leur faire donner gratuitement l'instruction classique, conformément à la volonté du fondateur.

Elle fait face à cette dépense par un revenu de 13 hect. 45 lit. 26 cent. de froment, et par	fr. c.	101 —
qu'elle perçoit de quelques corps de biens, acquis dès les premières années de la reconstitution, et par des intérêts de capitaux (3,150 fr.) qui montent à		157 50
En ajoutant le montant des grains, à 16 fr. l'hectolitre		274 10
le revenu annuel peut être évalué à		552 60
Les dépenses sont :	fr. c.	
1 ^{re}) Prix du Gymnase	45	20
2 ^{re}) Huit bourses, à 52 fr.	416	—
3 ^{re}) Contributions de main-morte	19	77
4 ^{re}) Frais d'administration, etc.	27	90
		506 87
Il reste par conséquent un actif de		25 75
qui sert à augmenter le capital.		

IV. Fondation de Marc Otton, natif d'Ulm, Conseil et Avocat de la Ville de Strasbourg.

Dans un testament, fait en 1652, Otton et son épouse Marguerite, née Saladin, avaient légué leur fortune en général à des œuvres de charité, *ad pias causas*. Par un acte spécial, du 19 Octobre 1673, le mari précisa sa volonté à l'égard de sa part : il la destine à l'éducation de jeunes gens ayant du talent, mais manquant de moyens pécuniaires pour le développer, et qui, sans le secours de la fondation, resteraient ainsi dans l'ignorance et dans l'impossibilité de rendre des services à leur patrie.

Le Magistrat de la Ville de Strasbourg est institué comme conservateur de sa fondation, en vertu des *droits épiscopaux que lui a reconnus la paix de Westphalie*.¹⁾ C'est le Souverain qui est appelé à protéger la donation. L'administration est formée à-peu-près comme celle de la fondation Schenckbecher, à laquelle le donateur avait d'abord eu l'intention de joindre son

¹⁾ »Dem Meister und Rath der freien Stadt Strassburg, denen vermöge des Westphälischen Friedens die JURA EPISCOPALIA althier undisputirlich zustehen.«

legs. Plus tard il avait préféré instituer un Collège administratif distinct pour la *Fondation Ottonienne, Stipendium Ottonianum*.

Cette administration se compose du plus ancien des Ammeister, qui est Scolarque, d'un membre du Collège des Inspecteurs des bâtiments (*Ober-Bauherrn*), du Syndic ou Secrétaire de la Ville, du Président du Convent ecclésiastique, des deux plus anciens professeurs des Facultés de droit et de médecine, enfin, du Notaire académique, qui rédigea les procès-verbaux.

En sa qualité de conservateur, le Magistrat n'intervient que dans les cas graves, là où l'intervention du Souverain est indispensable. Le protocole de la seconde moitié du XVIII^e siècle ne nous présente que trois cas de cette nature. L'administration s'adresse à lui pour faire décider la question de savoir si un homme au-dessous de 25 ans pourrait être nommé receveur. Le candidat était le fils de Nicolaï, de la Chambre des XIII, qui, par son influence, fit répondre affirmativement; ce qui n'empêcha pas l'administration de nommer une autre personne. Les autres questions concernent la vente d'une maison appartenant à la fondation, et l'acquisition d'un immeuble grevé d'une hypothèque en faveur de la fondation, qui risquait de perdre une partie de son capital, si elle n'était pas autorisée à intervenir dans l'enchère.

La présence de l'inspecteur des bâtiments pouvait être utile à l'administration, parce que le testateur lui avait laissé plusieurs maisons sises dans la Ville. Celle du Syndic avait pour motif les relations avec le Magistrat : en effet, le Syndic rédigeait et présentait les rapports sur les affaires où le gouvernement intervenait.¹⁾ Le véritable représentant du Magistrat était l'Ammeister, qui présidait le Conseil d'administration. Les trois autres membres représentaient les Facultés dont les élèves recevaient des bourses.

Ce Collège devait se réunir, soit dans une salle du collège des Prêcheurs, c'est-à-dire, de l'ancien couvent des Dominicains, soit dans la salle du Chapitre de S-Thomas. Il nomme le receveur et fixe son traitement; il choisit aussi les boursiers et alloue à chacun une subvention annuelle, qui peut varier selon les besoins des études : entre 50 et 100 Rixdalers.²⁾

Les boursiers, à titre égal, doivent être nommés parmi les Strasbourgeois; en cas de supériorité, les étrangers sont préférés aux candidats de notre ville. Outre les conditions de talent et d'études, l'administration doit avoir égard à la pauvreté.³⁾ Les descendants de la famille du donateur ont un privilège, lors même que la supériorité ne fût pas de leur côté. On peut ac-

¹⁾ Après la capitulation, le Syndic recevait sa commission du Roi. Il portait le titre de Syndic royal. Sa présence dans l'administration de cette fondation fut souvent interrompue. Sa place fut vacante de 1740 à 1759. M. le Baron de Spohn assista en cette qualité entre 1760 et 1775. Son successeur, M. de Gérard, n'assista que de 1777 à 1781; après cette date nous ne trouvons plus de Syndic dans l'administration. Les fonctions de Syndic royal et de Directeur de la Chancellerie avaient cessé à cette époque.

²⁾ Le fondateur recommande à l'administration de ne pas donner des bourses trop petites : il vaut mieux donner beaucoup à un petit nombre, que peu à un grand nombre.

³⁾ *Quorum virtutibus obstat res angusta domus.*

corder des bourses à des fils de parents riches, mais avarés : les boursiers de cette classe s'engagent à la restitution. Afin de constater les mérites, les administrateurs pourront soumettre à un examen les candidats qui se présentent. Les boursiers doivent être pris dans les quatre Facultés. L'administration peut aussi accorder des subventions aux jeunes gens qui se vouent aux beaux-arts, à l'architecture, à la science de la fortification ; car la Ville a besoin d'hommes distingués dans toutes ces branches. Elle peut également donner des secours aux élèves du Gymnase.

Tous les boursiers, ceux même qui seraient présentés par des patrons étrangers, déclarent se vouer au service de la Ville, dès que le Magistrat les y appelle.

Les bourses ne sont données que pour une année, mais les allocations peuvent être continuées pendant cinq ans, et même au-delà, si le boursier, distingué par ses études, voulait encore en jouir pendant un ou deux ans. Dans le cas de mérite très éclatant, sa bourse pourra même être augmentée. Mais la bourse cesse, dès que le candidat est nommé à des fonctions publiques, ou s'il entre comme gouverneur dans une famille.

Quant au taux de la distribution, l'administration n'est pas tenue à une somme invariable : elle disposera du montant des revenus. S'il y avait diminution de revenus, elle pourrait réduire ou supprimer les allocations.

Pendant le cours du XVIII^e siècle l'administration géra la fondation avec des soins vraiment paternels, en exécutant avec la dernière fidélité les prescriptions et les vœux du testateur. La somme disponible et distribuée flottait entre 300 et 400, et atteignait même le chiffre de 600 livres deniers, (la livre deniers valant 2 florins ou 4 livres tournois). Parmi les boursiers se trouvaient des élèves des quatre Facultés, mais toujours en tête les étudiants en théologie. Après ceux-ci venaient les étudiants en droit, puis les élèves en médecine ; les plus rarement admis étaient ceux de la Faculté de philosophie. Les bourses étaient graduées selon les frais d'études ; celles de la théologie étaient de 24 à 40 livres tournois ; celles du droit, de 40 à 60 ; enfin, celles de la médecine de 36 à 80. Pour les élèves du Gymnase, la fondation payait aux professeurs 60 livres tournois par an ; plus tard cette subvention montait à 80, même à 100 livres. Des subventions étaient accordées à des licenciés faisant des voyages d'instruction ; elles étaient de 300 livres tournois, payables en deux annuités.

Les artistes, les peintres, les sculpteurs, recevaient des secours de 40 livres tournois pendant les années qu'ils passaient à Strasbourg, et des subventions plus fortes, lorsqu'ils séjournaient à Paris (jusqu'à 100 livres). En 1784, un peintre, Melin, qui avait ouvert une école à Strasbourg, s'adressa à la fondation : elle lui accorda, par an, 50 florins pour deux élèves gratuits, dont elle se réservait la nomination. Depuis, les autres bourses pour les artistes furent supprimées. La liste des boursiers contient des noms qui, dans les arts, occupèrent une place distinguée.

Marc Otton laissa aussi une bibliothèque considérable d'ouvrages de Droit. En 1692, cette

collection fut réunie à celle de l'ancienne Université. Lorsqu'en 1772, les arrangements pris pour placer la bibliothèque de M. Schœpflin nécessitèrent un changement complet dans les rayons de la bibliothèque de l'Université, la fondation qui nous occupe contribua à cette opération pour la somme de 1000 fr.

Toute cette prospérité fut troublée par la Révolution. La fondation perdit :

	fr.	c.		fr.	c.
En capitaux : Sur le <i>Pfennighthurn</i>	26,752	—	avec	1,069	28
Sur le Magasin de sel	3,200	—	»	128	—
En rentes sur l'État	1,270	—	»	65	—
Ensemble	51,202	—	»	1,260	28
Et en capitaux, remboursés en assignats	27,558	06	»	1,061	57
Total des pertes	58,760	06	avec	2,321	85

La loi du 24 Août 1793 (art. 84), avait déclaré dettes nationales celles des Communes, mais jamais l'administration ne put obtenir que cette loi fût appliquée à la fondation Otton, non plus qu'aux autres fondations.

En 1808 elle fit de nouvelles réclamations. Le 7 Mars de cette année-là, elle reçut une notification de M. Bigot de Préameneu, alors Ministre des Cultes, qui lui apprenait qu'il avait soumis cette affaire à Sa Majesté, mais qu'Elle n'avait pas accueilli la demande en liquidation.

En réunissant les débris de l'ancienne fortune de la fondation, l'administration trouva :

	fr.	c.
7841 fr. 94 c. en capitaux, portant	374	43
et les loyers d'une maison, de	450	—
Total	824	43

Cette vieille maison a été vendue, et, suivant le compte de 1855, le capital consiste environ en 21,000 fr. — c., qui rapportent 1059 — d'intérêts.

	fr.	c.
Dans cette même année elle a pu donner	800	—
Les autres dépenses ont été de	184	50

Ensemble 984 50

De manière qu'il est resté du corps des revenus 74 70

Comme les autres administrations, celle de la fondation Otton a subi quelques changements dans sa constitution. L'ancien Magistrat n'ayant pas encore été remplacé dans ses *droits épiscopaux*, les administrateurs invitaient à l'audition des comptes le Maire de la Commune. C'est ainsi qu'en 1791, M. de Dietrich y assista; en 1792, ce fut M. de Türkheim, Commissaire de la Commune auprès de l'Université, des fondations et des hospices; son successeur fut M. Weyher (1795). Dans les années III et IV de la République, personne n'y assista. En

l'an V, ce fut M. Saum, administrateur municipal du bien public; en VI, il n'y eut personne; en l'an VII, M. Hohlenfeld, Commissaire délégué, y vint une seule fois. Les séances des années IX, X et XI furent présidées par M. Hermann, Maire, qui, se retira, pour céder la place au Président du Consistoire général, auquel la loi de l'an X avait conféré les *droits épiscopaux*, exercés par l'ancien Magistrat, et en vertu des articles organiques de l'Académie protestante de l'an XI, qui réunissaient à cette institution toutes les dépendances de l'ancienne Université protestante.

L'assistance de l'Inspecteur des bâtiments avait cessé dès 1790. En 1806, M. Zimmer, notaire de l'ancienne académie, étant mort, fut remplacé par le Secrétaire général du Directoire. Depuis, l'administration qui, en 1790, se composait encore de six membres, n'en compte plus que cinq : le Président du Directoire, un professeur de la Faculté de médecine, un professeur de la Faculté de droit, et deux professeurs du Séminaire protestant. Le receveur est chargé de la rédaction des procès-verbaux. Les comptes et les délibérations de l'administration sont soumis à la sanction du Directoire, sans intervention du Séminaire.

Pendant la Révolution les études étant interrompues, il ne se donnait pas de bourses. L'administration s'est empressée de venir en aide à des institutions qui étaient en souffrance. Tant que durait le régime de la Terreur, la Commune ne donnait rien pour l'entretien du jardin botanique; il déperissait complètement. Le professeur Hermann fit un rapport sur les pertes qui pouvaient résulter de cet abandon, et l'administration, pendant 1793 et l'an III, vota des sommes considérables, destinées à l'entretien d'une propriété qui n'était point à elle, mais dont la conservation était un véritable bienfait. C'est le même motif qui fit voter l'an III la somme de 600 fr. pour l'entretien du cabinet des instruments de la Faculté de médecine, 1000 fr. pour celui du cabinet de M. Hermann, et deux fois 200 fr. pour la bibliothèque.

Les ressources du Gymnase étaient insuffisantes pour l'entretien des professeurs attachés à cette école; la rétribution scolaire était insignifiante, et la vie extrêmement chère. La fondation donna des subventions extraordinaires à quelques professeurs, qui n'avaient presque plus de revenu.

Toutes ces dépenses extraordinaires furent votées en l'absence de candidats.

L'an IX, deux bourses furent rétablies, l'une de 200 fr., pour un élève de l'École polytechnique, à Paris, l'autre de 100 fr., pour un élève en théologie. Insensiblement l'administration put augmenter ces subventions, qui sont encore loin d'avoir atteint le chiffre auquel elles étaient arrivées en 1789.

Il faut ajouter quelques mots encore sur certaines prétentions formées par la famille du fondateur, qui était originaire d'Ulm. Elles furent présentées par des personnes établies dans le Wurtemberg, en 1779, 1811 et 1819. Les preuves de parenté n'étaient pas positives d'abord; et lorsque les prétentions menacèrent de se reproduire trop fréquemment, au détriment de la destination de la bourse, l'administration leur opposa le traité de Lunéville, et la confiscation des fonds qui avaient appartenu à Strasbourg, et qui étaient placés sur la rive droite du Rhin.

L'administration de la fondation Otton gérait encore deux autres legs, qui ont perdu tous leurs capitaux dans la Révolution.

Le premier avait été fait par Jean Adam Schiffmann, qui, dans son testament, est qualifié de *candidat en droit*. Ce donateur légua, le 16 Février 1725, un capital de 1000 Rixdalers, dont les intérêts devaient être donnés, à titre de bourse, alternativement à un étudiant en théologie, pendant trois ans, puis à un élève en droit pendant le même nombre d'années; enfin à un élève en médecine, pendant deux ans. En 1789, le capital était de 7219 livres tournois, qui rapportaient environ 289 livres d'intérêts. Tout ce capital, placé sur le *Pfennigthurn* et le magasin de sel de la Ville, a été perdu.

Le second avait eu pour auteur Georges Henri Eisenmann, professeur à la Faculté de médecine. Le testament, du 19 Août 1769, affecte à cette bourse 2000 florins, dont les intérêts devaient être alloués à un étudiant en théologie, qui en jouirait pendant cinq ans. En 1789, le capital était arrivé à 6700 livres tournois, produisant 304 livres d'intérêts.

1900 livres, placés sur le *Pfennigthurn*, ont eu le même sort que les créances des autres fondations; le reste, 4800 livres, placé sur hypothèque, a été remboursé en assignats.

V. La fondation Schenckbecher.

En 1575, le 24 Octobre, Jean Schenckbecher, membre de la Chambre des XIII et du Gouvernement secret perpétuel de la Ville de Strasbourg, transmet à Michel Theurer, notaire impérial dans cette ville, un testament ou acte de donation. Il le fit en présence de treize amis, la plupart membres du Magistrat ou professeurs de l'Université, entre autres le Recteur Jean Sturm, qui signèrent comme témoins. Par cet acte il institue comme *héritiers* les élèves dénués de fortune, nés de parents strasbourgeois, avec exclusion des étrangers; comme *conservateurs* de la fondation, la Chambre des XV, et comme *exécuteurs*, ou administrateurs, un Collège composé de sept personnes.¹⁾

Les *héritiers* doivent avoir terminé les études préparatoires dans les *classes du Gymnase*,²⁾ et être capables d'achever en cinq ans l'étude du droit ou de la médecine, et de prendre à la fin de ces cinq années le grade de docteur.³⁾ Ces élèves doivent se recommander par

¹⁾ (Testament f. 27.) »So habe ich alles dasjenige, das mir der gütige Gott gegeben, ihm wiederum zu Lob und Ehre wollen aufopfern, und seinen Armen ertheilen, wie ich auch diese, wie meine Stiftung ausweist, zu meinen rechten, wahren und einzigen Erben aller meiner Verlassenschaft ernannt, bestimmt, verordnet und instituiert habe.«

²⁾ *Schule* est le Gymnase. Les autres écoles sont désignées à cette époque par *Teutsche Lehrhäuser* (écoles allemandes).

³⁾ »Fromme Jungen, die durch alle Classes, und mit ihren Studus dahin gekommen, dass sie in fünf Jahren doctoriren mögen.«

de la piété, du talent, de l'assiduité, la régularité de leur vie. Il y aura constamment deux boursiers, qui toucheront chaque année 150 florins (500 fr.) et pour les frais du doctorat 50 florins (100 fr.). Ils s'engagent à se vouer au service de la Ville, dès que le Magistrat les y appelle. Ils prouveront leur reconnaissance pour le bienfait dont ils auront joui, les uns comme Conseils gratuits des pauvres, les autres par les soins qu'ils donneront gratuitement aux nécessiteux malades. Ils sont libres de terminer leurs études dans une Université quelconque, soit en Allemagne, soit en France ou en Italie.¹⁾

Le *conservateur* est la chambre des XV, chargée de veiller à la conservation de la fondation et à l'exécution des conditions stipulées. Elle intervient, conformément au testament, d'abord en déléguant deux de ses membres, qui assistent à l'inventaire et à la liquidation de la fortune après la mort du testateur. Elle a un représentant permanent dans le Collège des administrateurs, qui est élu dans le sein de la Chambre, et qui siège jusqu'à sa mort, ou jusqu'à ce que sa position change.²⁾ Elle a le droit d'élire les membres du Collège des administrateurs. Enfin, elle intervient dans les affaires graves, comme dans la privation de la bourse à cause d'indignité, ou de non-accomplissement des conditions, et dans les restitutions qu'il faut faire dans ces cas. C'est là que s'arrête son action; elle ne se mêle jamais directement de l'administration, ne se fait pas présenter les comptes, n'intervient ni dans les acquisitions, ni dans les placements qui sont faits, ni dans la désignation des candidats.

L'*exécuteur du testament* est un Collège composé de sept membres, le délégué de la Chambre des XV et six autres personnes, choisies par cette Chambre dans les six différentes tribus de la bourgeoisie. Tous les sept doivent avoir fait des études. Dans l'ancien Strasbourg, tout citoyen était membre d'une tribu: les lettrés, ne formant pas de tribu spéciale, pouvaient se faire inscrire dans telle tribu qu'ils préféraient. C'est ainsi que nous voyons siéger, au milieu des maîtres de métiers, des pasteurs, des professeurs, des médecins, des légistes. La Chambre des XV était libre de choisir dans six des vingt-huit tribus, sous la condition que l'élu appartiendrait à la classe des savants. Dès le XVII^e siècle, l'usage s'établissait que le Collège des administrateurs proposait les candidats; la liste de proposition en contenait trois, parmi lesquels les XV nommaient dans la règle celui qui était en tête. Il y avait à considérer, certains points qui pouvaient être négligés, ou ignorés de la Chambre des XV, par exemple, la nécessité de faire représenter les différentes Facultés auxquelles les boursiers devaient appartenir. Cette représentation des deux Facultés était dans l'intérêt de la nomination du boursier, et de la surveillance à exercer sur ses études et sur sa conduite. Les privilèges accordés par le testateur à sa famille imposaient aussi l'obligation d'avoir égard aux branches

¹⁾ L'Académie de Strasbourg n'avait pas encore le droit de conférer le grade de docteur. Elle n'eut ce privilège qu'en 1621, par la Charte de l'Empereur Ferdinand II.

²⁾ Ce délégué, en entrant dans la Chambre des XIII, ou en acceptant d'autres fonctions qui lui interdisent de rester dans cette Chambre, donne immédiatement sa démission comme membre de l'administration Schenckbecher.

nombreuses dont elle se composait, afin de lui donner, s'il était possible une influence convenable dans l'administration. Le représentant de la Chambre des XV était élu directement par ses collègues, sans présentation des administrateurs; mais pour les autres membres la présentation était généralement observée, longtemps avant la capitulation.

En consultant la liste des six administrateurs, choisis depuis le milieu du XVIII^e siècle, on y remarque trois séries de professeurs, appartenant l'une à la Faculté de droit, l'autre à celle de médecine, la troisième, soit à celle de théologie, soit à celle de philosophie. C'est toujours un professeur de la Faculté, à laquelle appartenait le membre sortant, qui lui succède. En 1777 on nomma même un second professeur de droit; il était juste de s'adjoindre également un second professeur de médecine, ou un docteur dans cette science. Depuis qu'on a réuni à cette fondation la fondation Goll et d'autres, spécialement destinées aux études de théologie ou à des élèves du Gymnase, la présence de professeurs des deux autres Facultés a été jugée convenable et utile. C'est ainsi que les trois branches d'études, pour lesquelles ces fondations furent faites, sont également représentées.

Depuis la capitulation, le caractère de cette administration n'a été menacé qu'une seule fois. On se souvient que nous avons mentionné, dans la première partie de cette Notice, les instructions subsidiaires données par Louis XIV au Préteur royal, Obrecht, relativement à l'Université. Obrecht était sorti de l'Eglise protestante. Fort de ce crédit et de cette mission, il se laissa aller à certain esprit de réaction et de ressentiment, et demanda le droit de siéger dans une administration intimement liée avec l'Université. Personne ne pouvait s'opposer à la présence du délégué de l'autorité royale dans une administration publique. Le Préteur assista donc à quelques séances, mais sans que son intervention eût un autre résultat, ou qu'elle fût même prolongée.

Son abstention était vraisemblablement la conséquence du refus que le Préteur eut à essuyer de la part du Gouvernement royal, sur une seconde prétention formée à l'égard de cette même fondation. Il voulait la soumettre à l'alternative, principalement pour l'élection du délégué de la Chambre des XV. Or, la lettre où répondait le Ministre déclarait ceci : « que l'alternative ne doit pas avoir lieu dans l'élection des administrateurs de la fondation Schenckbecher, ni dans d'autres du même genre. »

La révolution de 1789 anéantit la constitution de la Ville, et avec elle la Chambre des XV, ce conservateur de la fondation. Pendant les dix années d'anarchie qui pesèrent sur les institutions de l'Eglise protestante, l'administration ne savait à qui s'adresser pour faire remplir le rôle de conservateur. Quelques Maires protestants comparaissaient, il est vrai, par intervalles dans les réunions du Collège d'administration, mais c'était pour déclarer leur incompétence. La loi de l'an X, qui réorganisa le culte protestant, et qui déléguait une partie des droits de souveraineté au Directoire, notamment le règlement administratif du 30 Floréal an XI, soumit au contrôle de cette autorité la fondation Schenckbecher, ainsi que les autres institutions de l'ancienne Université protestante.

Le délégué de la Chambre des XV fut depuis remplacé par le Président du Consistoire

supérieur des églises de la Confession d'Augsbourg. Les nominations des six autres membres se font par le Directoire, sur une liste de présentation arrêtée par l'administration. Il y a plus : la gestion, autrefois indépendante, car les comptes de la fondation n'ont jamais été présentés à l'ancien conservateur, est aujourd'hui contrôlée régulièrement par le Directoire ; et les comptes, ainsi que toutes les délibérations relatives à l'administration, sont soumis à son approbation, sans intervention du Séminaire, dont cette fondation, et celles qui y sont attachées, sont tout à fait indépendantes.

Avant la révolution de 1790, cette fondation possédait un revenu considérable, qui lui permettait d'étendre ses libéralités au delà de deux boursiers, et de donner des subventions temporaires.

Elle avait, en capitaux, 58,588 fr. 78 c., qui rapportaient 2,585 fr. 10 c. d'intérêts, et, en nature sa recette annuelle était

de	hect.
46,95,61	de froment,
60,89,77	de seigle,
12,77,98	d'orge.

	liv.	s.		liv.	s.
Sur ces revenus elle a perdu :					
Capitaux placés sur la Ville. . .	38,888	4	avec intérêts de	1,555	8
Sur le Magasin de sel	2,000	—	»	»	80 —
Et en rentes sur les tailles . . .	1,069	4	»	»	55 8
	41,957	8	»	»	1,686 16

Et par remboursement de capitaux					
en assignats	11,754	2	»	»	467 4

Total des pertes . 53,711 10, (en francs : 53,048 fr. 77 c.) 2,154 —

Il ne restait en capitaux que : 5,540 fr. 01 c., et en intérêts : 251 fr. 10 c.,

Le revenu en grains n'a été diminué que de 14 hect. 71 lit. 62 cent. C'était une rente désignée par le terme de *»Betweizen,«* que les tribunaux ont déclarée féodale.

Une économie soutenue pendant une longue série d'années, la restriction des dépenses aux deux bourses seules, enfin, une administration guidée par une rare prudence, et favorisée par des années de paix, ont permis de reconstituer en partie l'ancien revenu de la fondation.

Il a été, en 1851, en grains :	hect.
125,86,57	de froment,
24,24,62	de seigle,
4,59,80	d'orge.

	fr.	c.
Le revenu, en loyers et intérêts, a été de	1,615	—
qui, ajoutés au prix des grains	2,185	70
ont constitué le corps des revenus à	3,800	70

	fr. c.
Deux bourses entières et une demi-bourse en ont absorbé	1,400 —
Les autres dépenses ont été :	
Contribution pour la maison	72 70
Entretien de la maison	559 68
Contribution de main-morte	127 24
Assurance de la maison	12 95
Frais d'administration et dépenses diverses	426 95
	1,179 50
Total de la dépense	2,279 50

Non seulement l'administration a pu se charger d'une demi-bourse permanente, mais elle a pu accorder des secours extraordinaires à des élèves des deux Facultés, qui n'auraient pas pu être nommés à une bourse même, parce que les bourses étaient occupées, et qui cependant, par leurs études, avaient mérité des subventions, soit pour payer les frais de leur examen, soit pour leur permettre de passer quelque temps dans d'autres écoles célèbres.

Note sur les prétentions formées quelquefois par des candidats catholiques portant le nom de Schenckbecher.

Après avoir fixé, avec d'infinis détails, les conditions des boursiers et leurs obligations, le testateur fait des réserves en faveur de sa famille. Il en cite trois branches : les *Schenckbecher*, les descendants de sa mère, née Meyer, et épouse de *Reisseissen*, et les descendants du frère de sa femme, *Pfeffinger*, de St^e-Marie-aux-mines. Pour la première et la troisième de ces branches, il fait exception de la clause concernant l'origine strasbourgeoise, car des individus, portant le nom de Schenckbecher et tenant à sa famille, devaient se trouver à Obernai, à Niedernai et dans les environs. Il accorde aux descendants de ces parents la préférence pour la jouissance de la bourse, pourvu qu'ils remplissent la condition essentielle et générale : d'avoir des dispositions pour l'étude, (*oder zum Studieren tauglich*), et que la bourse leur soit utile (*oder zum Studiren tauglich*). Il ne les dispense pas des études préparatoires : ils doivent prouver leur capacité. Il n'entend pas non plus leur ouvrir d'autres carrières que celles qui font l'objet de sa fondation.

Il s'est présenté des Schenckbecher, comme des membres d'autres branches ; et les prétentions de candidats, appartenant à l'Eglise catholique, ont embarrassé les administrateurs. Cependant il n'y a aucun doute sur la Confession du fondateur ; il était protestant, et son attachement à la Réformation s'est montré toute sa vie, dans sa position et ses convictions. La

bourse destinée à des élèves d'une école protestante, confiée à des conservateurs et à des exécuteurs également protestants, ne peut avoir été fondée que pour des protestants; et pendant trois siècles ni sa volonté n'a été interprétée autrement, ni cette interprétation n'a été contestée. Elle pouvait s'appuyer spécialement de la destination des bourses restituées, que le testament affecte à l'étude de la *théologie protestante*.

Le fondateur aurait-il voulu comprendre dans ses réserves des Schenckbecher catholiques? Il ne le dit pas. Tandis que la pensée protestante domine dans tout le testament, son auteur qui a songé à l'origine de ces candidats étrangers à Strasbourg, ne mentionne pas pour eux l'exception en faveur du culte catholique.

Ce qui résulte avec assez de vraisemblance du passage même qui en parle, c'est que l'auteur n'a pas connu ces parents.

»Es ist auch mein ausdrücklicher Wille und Meinung, wo von der Schenckbecher Geschlecht »Einer (wie dann noch Viele zu Ober- und Nieder- Ehnheim, und daselbst herum seyn sollen) »sich erfünde, der zum Studiren Lust hätte, guter Hoffnung wäre, aber das Vermögen nit »hätte, dass derselbig, ob er schon kein Strassburger Kind, vor allen andern mit dem Sti- »pendio solle begabt werden¹⁾ etc.

Le fondateur, fils de Laurent Schenckbecher, de Meistratzheim, et chanoine de S'-Thomas, à ce qu'il paraît, ne connaît donc pas spécialement ces branches, dont le nom seul peut l'avoir engagé à faire ces réserves. »On dit,« ce sont ses mots, »qu'il y en a à Obernai et »Niedernai et dans le voisinage.« Suppose-t-il peut-être qu'ils sont protestants? A cette époque il y avait à Obernai une communauté de ce culte, qui comptait environ 80 citoyens de cette ville, et à laquelle on avait concédé l'église de S'-Jean. (Schœpflin, *Ats. ill.* T. II. p. 406.) Lui-même nous raconte dans son autobiographie, qu'il a élevé un jeune Schenckbecher, de Niedernai, en le faisant instruire dans le Gymnase (1575, suiv.); et qu'il lui a fait obtenir plus tard une place dans l'administration de l'hôpital de Strasbourg. Il est certain que ce Schenckbecher était protestant. Ce qui est aussi certain, c'est que le privilège accordé au nom de Schenckbecher, est dominé par la Confession des institutions auxquelles la fondation est destinée, et dans lesquelles les études doivent être faites, ainsi que par toutes les garanties et conditions auxquelles le boursier est soumis. C'est par un respect pieux pour la mémoire d'un homme aussi généreux, que l'administration, de temps en temps, a accordé des subventions extraordinaires à des Schenckbecher appartenant au culte catholique, et suivant des vocations toutes différentes de celles qui sont le but de la fondation.

Une condition commune, imposée à tous les candidats, est le manque de moyens pécuniaires pour faire les études. Cependant le testateur a aussi prévu le cas où les parents d'un

¹⁾ »Ma pensée et ma volonté expresse est aussi, que, s'il y a quelqu'un de la famille Schenckbecher (dont il »doit se trouver à Obernai, Niedernai et dans les environs) qui serait disposé à faire des études, et don- »nerait de bonnes espérances, mais qui n'aurait pas de fortune, celui-là, quoiqu'il ne soit pas enfant de »Strasbourg, doit être nommé, avant d'autres, à la jouissance de la bourse.»

jeune homme doué de talent, malgré la fortune dont ils jouissent, hésiteraient à faire les sacrifices nécessaires. Dans cette hypothèse, l'administration peut nommer le jeune homme à la jouissance de la bourse, mais sous la condition expresse qu'il restituera plus tard les sommes qui lui auront été allouées.

VI. Fondation Heller.

L'heureux effet, produit par la fondation de Schenckbecher, a décidé un grand nombre de citoyens éclairés de la ville de Strasbourg à suivre son exemple, en vouant une partie de leur fortune à l'encouragement des études. Nous exposerons selon l'ordre chronologique, les stipulations essentielles des donateurs, et la situation où se trouvent aujourd'hui ces fondations si utiles.

Voici d'abord un principe commun à presque tous ces legs : ils dépendent tous de l'administration créée pour la fondation Schenckbecher. Moins considérables que ce don opulent, ils ont voulu être protégés par une administration qui promettait durée, bonne conservation et emploi convenable.

La première fondation qui est venue augmenter ces ressources précieuses, est celle de Jean Heller, ancien Ammeister et membre de la Chambre des XIII. Lorsque, le 24 Novembre 1614, lui et son épouse, née Engelhardt, rédigèrent leur testament, ils y énoncèrent déjà, dans l'article 4, la volonté de constituer un legs en faveur des études. L'ancien Ammeister n'en régle les stipulations que le 16 Juin 1621.

La bourse, s'élevant au capital de 2,200 florins, placé en partie sur le Trésor de Strasbourg (*Pfennigthurn*), en partie sur la ville de Wissembourg, devait porter le nom du testateur. Il en confie l'administration et la collation, ou nomination des boursiers, au Conseil créé pour la bourse Schenckbecher, et institue comme conservateur la Chambre des XV. Le receveur et le secrétaire étaient les mêmes que ceux de la bourse Schenckbecher : mais les comptes devaient toujours être distincts. Les étudiants, nommés à deux bourses, chacune de 45 florins, et, si l'augmentation du capital le permettait, de 60 florins, devaient être fils de familles honnêtes de Strasbourg, appartenant à la Confession d'Augsbourg, mais dénués des moyens qu'exigent les frais d'études. Le testament ne fait pas désignation de Facultés. Les collateurs choisiront les candidats parmi les élèves en philosophie qui suivent les cours, ou fréquentent les deux classes supérieures du Gymnase. Ils jouiront de la bourse pendant cinq ans, et, arrivés à ce terme, ils subiront les épreuves pour le baccalauréat ou la maîtrise en philosophie. Ceux qui n'y arriveraient pas, ou qui, par inconduite et par négligence, se rendraient indignes de la continuation de la bourse, seront tenus de restituer les subventions qu'ils auront touchées. Ils ne sont pas aussi strictement liés au service de

Strasbourg que les boursiers de la fondation Schenckbecher; cependant ils doivent toujours préférer un appel adressé par le Magistrat à toute autre vocation qui leur parviendrait du dehors.

Heller fait également des réserves en faveur de deux familles, aux descendants desquelles des liens de parenté assurent un privilège. Ce sont les descendants des Dietrich et des Storck, qui, se présentant pour une bourse vacante, doivent avoir la préférence.

Cette fondation était arrivée, en 1789, à un capital de 15,089 fr. 37 c., portant 616 fr. 20 c. d'intérêts. Elle n'avait pas de propriétés en biens ruraux, aussi fut-elle presque totalement anéantie. Elle a perdu en capitaux, placés sur la Ville 10,800 liv. — s.
en rentes sur l'État, sur les tailles 288 » — »
en capitaux, remboursés en assignats 3,400 » — »

Ensemble . 14,488 liv. — s.

ou en francs : 14,509 fr. 07 c., de manière qu'il n'est resté de ce naufrage que : 780 fr. 50 c., portant des intérêts de 37 fr. 85 c.

A la date de 1850 le revenu de la fondation était remonté à 5 hect. de froment, et à 67 fr. 35 c. Les bourses ont dû être réduites depuis l'époque des pertes : elles étaient, en 1850, de 50 fr. chacune. Le surplus, après déduction de quelques dépenses minimes, de 12 à 14 fr., est destiné à l'augmentation lente et presque imperceptible du capital.

La Commission administrative de Schenckbecher a toujours administré l'œuvre de Heller; elle nomme les boursiers, et ses délibérations, inscrites dans les mêmes procès-verbaux, sont soumises à l'approbation du Directoire de la Confession d'Augsbourg, qui approuve aussi les comptes du receveur.

VII. Fondation de Jean-Jacques Frid.

Le 5 Décembre 1674, Jean Jacques Frid, jurisconsulte, Syndic du Conseil secret de la ville de Strasbourg, et depuis 1662, membre de l'administration de la fondation Schenckbecher, joignit à son testament, fait antérieurement, un acte qui constitue cette bourse. Un article du testament avait donné à sa femme la somme de 6,000 florins, en cas qu'elle vint à survivre à son mari. La mort de cette épouse décida le mari à destiner la même somme de 6,000 florins à une bourse en faveur d'un étudiant en droit. Le candidat peut être Strasbourgeois ou étranger; mais il doit appartenir à l'Eglise de la Confession d'Augsbourg et se consacrer au service de Strasbourg, s'il y est appelé. Il doit être arrivé à la fin de ses études, et prêt à prendre le grade de docteur. Après cet acte il séjournera encore une année soit à Strasbourg, soit dans une autre Université protestante de l'Allemagne, pour s'exercer dans la partie théorique de la jurisprudence. Il passera la seconde année à Spire, où résidait la Chambre impériale, et la troisième année auprès du tribunal Aulique, à Vienne, pour s'initier aux pratiques de cette Cour. A cet

effet il touchera, pour la première année, 100 Rixdalers et pour chacune des deux autres 200 Rixdalers. Il s'engage à restituer les termes touchés, s'il interrompt sa carrière, avant d'avoir rempli les conditions prescrites. Le testateur prie les administrateurs (*Præfecti*) de la fondation Schenckbecher de se charger également de l'administration de cette bourse, de réunir à leurs archives les titres des capitaux légués, et de nommer le boursier.¹⁾

Parmi les candidats, les descendants du fondateur doivent jouir d'une prérogative, mais toujours sous la réserve qu'ils rempliront aussi les conditions voulues.

La préparation au service public était le but de la donation, et les administrateurs doivent même avoir égard à l'extérieur du candidat, puisque l'extérieur le rend plus ou moins apte à sa carrière. Ils doivent aussi préférer le candidat qui aurait fait des voyages, et qui parlerait plusieurs langues modernes.

Le reliquat des revenus doit être capitalisé, afin de réparer les pertes que le capital pourrait éprouver. La prévision du fondateur n'a pas été vaine; la révolution de 1790 a presque détruit cette fondation.

En 1789, la fondation possédait un capital de	27,580 liv.,	portant	1,115 liv.	3 s. d'intérêts.
Elle a perdu le capital placé sur le Trésor de la Ville	16,000 liv. — s.			
Sur le Magasin de sel	1,000 » — »			
Sur la caisse des Bourgeois.	400 » — »			
Sur l'État, rentes sur les tail- les	1,467 » — »			
Capitaux remboursés en as- signats	4,900 » — »			
	24,567 »	avec	989 » — »	»

Il n'est resté que . 3,015 liv., 124 liv. 3 s. d'intérêts.

Au moyen d'économies, l'administration est parvenue à reconstituer une petite fraction de ce fonds autrefois si riche.

En 1851, le revenu était de 10 hect. 15 lit. 59 cent. de froment,	fr. c.	fr. c.
dont la vente a produit	161 05	
et en intérêts de 2,250 fr. capital	111 50	
Total	272 55	
Sur ce revenu elle a payé une bourse, accordée à un élève en droit, de	200 —	
et frais divers	59 64	
Ensemble	259 64	
Il est resté un reliquat actif de	52 91	
qui, joint aux reliquats antérieurs de	289 —	
constitue un en caisse de	321 91	

¹⁾ Il n'est pas question dans cet acte de fondation du conservateur, c'est-à-dire, de la Chambre des XV.

Les comptes, ainsi que les délibérations concernant l'administration de cette fondation, sont soumis à la sanction du Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg.

VIII. Fondation Goll.

Le noble Schenckbecher avait exprimé l'espoir que parmi ceux qui jouiraient de sa bourse, il s'en trouverait un disposé à rendre le bienfait, en constituant une nouvelle fondation en faveur de l'étude de la théologie. Son vœu fut accompli par un des descendants de cette branche des Pfëffinger, que Schenckbecher avait favorisée, par Charles Goll, Docteur en droit, qui déposa son testament le 22 Septembre 1707.

Sa fondation, *Stipendium Gollianum*, est destinée à recevoir un étudiant en théologie, né à Strasbourg, sans fortune, appartenant à la Confession d'Augsbourg, et se vouant au service de l'Evangile. Il jouira de sa bourse pendant six ans, et touchera chaque année 250 florins (500 francs), et de plus pour le doctorat 75 florins (150 francs). Les conditions d'assiduité et de bonne vie, ainsi que l'épreuve du doctorat sont imitées des dispositions formulées par Schenckbecher. Négliger l'une de ces conditions, c'est se priver de la bourse, et se condamner à restituer les annuités déjà touchées. Le candidat-boursier déclare se vouer de préférence au service de Strasbourg, s'il y est appelé. Il a la liberté de compléter ses études dans des Universités étrangères.

Le testateur institue comme héritier le Collège des administrateurs, (*Præfecti, Pfleger*), de la fondation Schenckbecher, qui confieront la gestion à leur receveur, mais en tenant un compte séparé. Son héritage doit faire un corps distinct, qui ne pourra jamais être fondu dans l'avoir du fonds Schenckbecher. Les administrateurs conserveront avec soin les immeubles que possédait le testateur. Ils placeront sur hypothèque les reliquats, augmentés du revenu de la septième année, pendant laquelle la bourse n'est pas accordée, et si, avec le temps, l'accroissement est assez considérable, ils constitueront une seconde bourse ayant même destination.

La conservation de la fondation est recommandée à la Chambre des XV.

Une clause spéciale du testament impose à l'administration la charge de faire confectionner une burette en argent doré, ornée de ciselures, pour la communion dans l'église protestante de l'hôpital civil de Strasbourg. Cette condition fut encore remplie en 1845, l'ancienne burette ayant été confisquée pendant la révolution de 1790. Les ciselures et les inscriptions, prescrites par le testateur, furent alors exécutées par M. Kirstein.

Cette fondation a également fait des pertes considérables en 1790.

	Froment.	Seigle.	Orge.
En 1789 son revenu consistait :			
En grains	14 réaux.	21 réaux 5 boiss.	18 réaux 5 boiss.
Elle en a perdu par le traité de Lunéville, et la loi sur les rentes.	6 »	8 » — »	2 » — »
Il lui est resté	5 réaux.	13 réaux 5 boiss.	16 réaux 5 boiss.
	liv. s.	liv. s.	liv. s.
Elle a possédé en capitaux	54,097 12	portant 2,191 8	d'intérêts.
et en fermage		72 —	»
		Ensemble	2,263 8 »
Elle a perdu en capitaux :			
Sur le Trésor de la Ville	56,547 8	portant 1,461 16	»
Sur l'État, tailles	166 4	» 8 4	» »
Remboursé en assignats	12,748 —	» 508 —	»
Et le fermage perdu par le traité de Lunéville.		72 —	»
		Ensemble	2,050 — »
Il ne lui est resté que	49,461 12		245 8 d'intérêts.
	4,656 —		

Principalement par suite de l'amélioration des baux pour les biens ruraux, les revenus de la fondation, en 1851, sont :

hect.
48,16,14 de froment,
9,95,92 de seigle,
9,95,92 d'orge.

	fr. c.	fr. c.
Dans cet exercice de 1851, les fermages en argent rapportent	449 —	
Les capitaux (6,000 fr., dont 2,000 fr. ne portent pas encore d'intérêts en 1851)	200 —	
La vente des grains a produit	928 56	
Total de la recette	1,577 56	

Les dépenses ont été :

(La grande bourse n'ayant été donnée dans cette année)

Subventions extraordinaires à des étudiants en théologie	700 —
Usufruit de M ^{me} Dahler	264 —
Contributions	70 35
Dépenses diverses	132 60

Total de la dépense 1,166 95

Reste un reliquat actif de 410 65

qui, ajouté aux actifs des exercices précédents 950 87

fait l'encaisse auquel le compte a été arrêté, et qui est de 1,341 50

Cet heureux accroissement est dû principalement à un don fait par feu M. le professeur Dahler, qui a légué à la fondation, à titre de restitution de la bourse dont il a joui pendant la période de ses études, la somme de 7,000 fr.; de laquelle somme il a fallu déduire 500 fr. pour frais de succession. M^{me} Bein, la sœur et l'héritière du défunt, a transmis immédiatement à l'administration la somme léguée, dont l'usufruit était réservé à la veuve, M^{me} Dahler, qui touche le produit du bien acquis pour cette somme.

Lorsque cet usufruit aura cessé, l'administration de la fondation Goll, à laquelle M. Dahler a fait cette donation, devra l'affecter à un étudiant en théologie, qui, de préférence, s'occupera des langues orientales, sans que toutefois ce vœu du testateur exclue les autres branches de la théologie.

Il y a quelques années, la fondation reçut une autre restitution encore de la part d'un candidat, qui n'avait pas pris le grade de Docteur.

Par cet accroissement elle a été mise en état de conformer la jouissance de la bourse aux conditions qui règlent aujourd'hui les études. Le grade de Docteur en théologie est un des lauriers les plus difficiles à cueillir dans la carrière académique; et il est impossible qu'un jeune étudiant, au début de ses études, puisse se présenter pour la bourse, sans risquer de se voir obligé à la restituer. Dans la règle, c'est seulement à des jeunes gens, presque arrivés au terme de la carrière, que la bourse est accordée. Mais alors les boursiers étaient souvent embarassés, lorsqu'il s'agissait, pendant six ans, de vivre avec 500 fr., sans autres fonctions; (dès qu'ils en acceptaient, la jouissance de la bourse cessait). Pour prévenir cette position, qui pouvait avoir des inconvénients, l'administration a cru agir dans l'esprit du fondateur et remplir sa volonté à l'égard d'une seconde bourse, en doublant la subvention annuelle, c'est-à-dire, en payant la somme de 1000 fr., et en ne l'accordant que pour trois ans. Après une année d'interruption, une nouvelle période commence en faveur d'un autre candidat.

Les comptes de cette fondation et les délibérations de l'administration sont soumis à l'approbation de l'autorité supérieure de notre Église.

IX. Legs de Jean Frédéric Frid, professeur de droit naturel et de philosophie morale à l'Université de Strasbourg.
24 Décembre 1772.

Arrière-neveu du Syndic Frid, le professeur avait joui de la bourse de son parent, et pour marquer sa reconnaissance, il mit à la disposition des administrateurs (*Pfleger*) du legs Schenck-becher, ses collègues, un capital de 1000 florins. Il les pria de se charger de l'administration de ce legs, qui devait rester distinct des autres fondations.

Les intérêts annuels, de 40 florins, seront alloués, pendant cinq ans, à un boursier, natif

de Strasbourg, appartenant à la Confession d'Augsbourg, et étudiant le droit, principalement le droit de la nature, joint à la philosophie morale.

Les parents de sa famille et de celle de sa femme, née Heisch, devaient être privilégiés dans la collation de la bourse. Les conditions de privation et de remboursement de la bourse étaient les mêmes que dans les autres fondations.

La sixième année, la bourse ne sera pas donnée; les intérêts de cette année feront face aux dépenses pour l'administration; le reste s'ajoutera au capital. Lorsque, par cet accroissement, les intérêts annuels suffiront pour les autres dépenses, l'interruption de la sixième année cessera.

Par un acte additionnel du 25 Janvier 1786, le donateur ajoute à la fondation un second capital de 500 florins. Sur ces intérêts il veut que l'on perçoive les droits de présence des administrateurs et l'indemnité du receveur. Le surplus, et le revenu de la sixième année, permettront de porter la bourse à 60 florins, d'allouer les bourses sans interruption et d'accorder des subventions extraordinaires à des étudiants qui se trouvent dans la condition prescrite pour le boursier titulaire.

En 1789, cette fondation avait	liv. s.	5,000 —	et	liv. s.	120 —	d'intérêts,
Il lui a été remboursé en assignats		2,000 —	"		80 —	"
Restait		1,000 —	"		40 —	d'intérêts.

Le compte de 1851 présente un revenu de 2 h. 75 l. 95 c. de froment,	fr. c.	49 60
dont la vente a produit		79 —
et de 1,600 fr. de capital, dont l'intérêt est de		
Ensemble		128 60

La bourse, fixée à 100 fr., n'a pas été donnée cette année; il n'y a que des dépenses diverses de		9 55
et le reliquat actif a été de		419 05
Lequel, joint aux reliquats des exercices précédents de		45 02
fait l'encaisse de		162 07

auquel le compte a été arrêté par l'administration, pour être approuvé par le Directoire.

Legs de Cornélius Jacques Weyher, négociant de Strasbourg.

Par l'article 3 de son testament, du 4 Mai 1778, il lègue 500 florins, dont les intérêts sont destinés à un élève pauvre, pieux et assidu des classes inférieures du Gymnase. Ce bour-

sier doit être fils d'un citoyen de Strasbourg, et appartenir à l'Eglise de la Confession d'Augsbourg. Les parents du donateur doivent avoir la préférence, alors même qu'ils jouissent d'une certaine aisance.

Le testateur prie les administrateurs de la fondation Schenckbecher de se charger de l'administration de son legs. Ils ont à nommer le boursier sur une liste de trois candidats présentés par les professeurs des classes inférieures; mais sans que les élèves puissent intervenir et recommander leur candidature.

Le boursier jouira de cette subvention tant qu'il fréquentera les classes inférieures; à moins qu'il n'en soit privé pour cause d'inconduite ou de négligence.

Cette fondation n'a rien perdu pendant la Révolution; au contraire elle a été augmentée, et l'administration accorde, outre la bourse de 40 fr., trois subventions, chacune de 20 fr., qui, comme la bourse principale, sont décomptées sur l'écolage.

Le compte de 1851 présente un revenu de 2 h. 75 l. 95 c. de froment,	fr. c.	fr. c.
dont la vente a produit	43 01	

L'intérêt d'un capital de 1,087 fr. 65 c., est de	54 40
---	-------

Total du revenu	97 41
auquel s'ajoute le reliquat de l'exercice précédent, avec	150 92

Total	248 35
-----------------	--------

La dépense est :

Bourse	40 —
Trois subventions.	60 —
Dépenses diverses.	9 55

Ensemble	109 55
--------------------	--------

Le reliquat est de	158 98
------------------------------	--------

à laquelle somme le compte a été arrêté par l'administration, et approuvé par le Directoire.

XI. Legs de la veuve Marie Salomé Salzmann, née Drackenhoffer.

Dans son testament, daté du 10 Décembre 1786, cette Dame a légué 1000 florins, dont les intérêts doivent être partagés entre trois élèves pieux, pauvres et assidus des classes supérieures du Gymnase. Ils doivent être nés à Strasbourg et appartenir à l'Eglise de la Confession d'Augsbourg. Les administrateurs de la fondation Schenckbecher, auxquels ce legs est confié, donneront la préférence aux parents de la donatrice, lors même que ceux-ci se trouveront dans l'aisance. La nomination se fera sur une liste présentée par les professeurs des

classes supérieures du Gymnase, qui instruiront aussi les administrateurs de l'inconduite d'un boursier, par-là devenu indigne du bienfait. Les boursiers jouiront de la subvention aussi longtemps qu'ils fréquenteront les classes supérieures.

Nous voyons, par le compte de 1851, que ce legs est arrivé à un capital de fr. c. 107 50
2,150 fr., portant intérêts de

Les reliquats des exercices précédents ont été de 107 84

et le total de la recette est de 215 54

La dépense se compose de : fr. c.

Trois bourses à 50 fr. 90 —

Frais divers 4 60

Total 94 60

Reste un excédant actif de 120 74

auquel ce compte a été arrêté par l'administration, pour être approuvé par le Directoire.

XII. Fondation de François Daniel Reisseisen, Docteur en médecine.

Dans son testament M. Reisseisen a légué à l'administration des fondations Schenckbecher et Goll 4,000 fr., dont les intérêts doivent être répartis entre deux ou trois étudiants en théologie, qui en jouiront au sortir du Gymnase et pendant qu'ils fréquentent les cours de philosophie, pour se préparer à l'étude de la théologie. Les administrateurs sont libres de fixer la somme allouée à chacun; ils doivent disposer de tout le montant des intérêts. Il n'y a pas de doute sur la Confession religieuse des boursiers, mais le silence à l'égard de leur patrie semble autoriser le choix parmi les élèves étrangers à la ville, comme parmi les élèves strasbourgeois.

L'administration a reçu le legs en 1828, après le décès du donateur. fr. c. fr. c.

Le compte de 1851 présente le revenu en intérêts de 4,000 fr. 200 —

et les excédants des exercices précédents de 199 81

Total 399 81

La dépense se compose de deux bourses, chacune de 100 fr. 200 —

et pour frais divers 4 50

Total 204 50

ce qui laisse un excédant actif de 195 31

auquel le compte a été arrêté par l'administration, puis approuvé par le Directoire.

Voilà tous les legs et fondations qui subsistent encore, et dont l'administration est réunie, selon le vœu des donateurs, à celle de la fondation Schenckbecher.

Il y en avait encore d'autres; mais la révolution de 1789 n'en a laissé subsister nul débris, qui eût permis de les reconstituer. Nous inscrivons ici les noms de ces donateurs généreux, pour que du moins leur mémoire survive à leurs œuvres.

1. *Mathias Meyer*, Docteur en médecine, légua en 1680 la somme de 1600 livres, dont les intérêts étaient affectés à une bourse en faveur d'un élève des classes supérieures du Gymnase. Placé sur le Trésor de la Ville, tout ce capital fut perdu.

2. *Jean Leitersperger*, membre de la Chambre des XV et de l'administration de la fondation Schenckbecher, légua en 1753 la somme de 8,000 livres, pour trois bourses, dont jouissaient trois élèves pauvres des classes supérieures du Gymnase. En 1789, le capital était de 9088 livres, placé sur le Trésor de la Ville. Il a été perdu.

3. *Marie-Marguerite Hummel*, née Silberrad, légua en 1766 la somme de 1000 livres, pour une bourse à donner à un élève des classes supérieures du Gymnase.

4. Son mari, *Jean-Christophe Hummel*, négociant, fonda en 1772 une bourse sur les intérêts de 8,000 livres. Deux élèves des classes supérieures devaient en jouir. Ce capital, ainsi que celui qu'avait légué la dame Hummel, était placé sur le Trésor de la Ville, et fut donc perdu.

5. *Jean-Christien Treitlinger*, professeur de la Faculté de droit dans l'ancienne Université de Strasbourg, et membre de l'administration de la fondation Schenckbecher, légua la somme de 4724 livres et 11 sols, dont les intérêts devaient être donnés à un étudiant en droit. Cette fondation qui, en 1789, possédait 5427 livres 11 sols, a été perdue, car elle était placée sur le Trésor de la Ville.

6. Le legs du notaire *Jean Daniel Salzmann*, eut le même sort. Fondé en 1785, il se composait de 1200 livres, dont les intérêts étaient destinés à un étudiant en droit, se vouant spécialement au notariat.

XIII. La fondation de M. Schmutz.

M. Philippe-Louis Schmutz, qui après un long séjour dans l'intérieur de la France, était revenu dans sa ville natale et avait accepté les fonctions d'employé à la Mairie, fit un testament le 3 Août 1822. Dans cet acte il légua à différentes personnes une partie de sa fortune (3,360 fr.); le reste, qu'il évalue à environ 50,000 fr., est donné au *Séminaire protestant de Strasbourg*, ou au *Corps enseignant de théologiens protestants en cette ville*, quel que soit le titre officiel par lequel il pût être désigné dans la suite. Il prescrit que le capital, au fur et à mesure des rentrées, «soit employé en acquisition de biens ruraux, ou placé sur première hypothèque, et non autrement.»

L'emploi des revenus est fixé comme il suit :

1. Les intérêts de 22,000 fr. seront donnés, à titre de bourse, à un jeune théologien.
2. L'administration versera annuellement 150 fr. aux gérants du legs dit *Salzmann*, destinés à payer les frais d'apprentissage pour des enfants indigents.
3. Elle versera 150 fr., chaque année, dans la caisse du collège de St-Guillaume, à titre de pension pour des étudiants indigents.
4. La somme de 200 fr. sera payée, chaque année, à la Société de bienfaisance, dont le donateur était un des administrateurs; et en cas de dissolution de cette association, le Séminaire emploiera cette somme à des actes de charité.
5. 400 à 500 fr. seront consacrés annuellement à l'enseignement de musique, donné à un enfant de 9 à 14 ans, qui a des dispositions spéciales pour cet art; ou, si les circonstances le permettent, à la création d'une école de musique.

M. le professeur Dahler est nommé exécuteur du testament.

Une note ajoutée plus tard déclare, que, si pendant les années que le donateur aura encore à vivre, sa fortune devait s'accroître, cet accroissement de revenus servirait à augmenter la bourse.

Une autre addition, qui porte la date du 21 Août 1814, contient les stipulations qui doivent régler la collation de la bourse.

Le donateur, pénétré des malheurs de l'époque, et de la démoralisation qu'ils ont causée dans la société, a la conviction et l'espérance, que le ministère de l'Évangile pourra seul la relever de cet abaissement. Il veut, par conséquent, fournir à de jeunes théologiens, doués de talent, les moyens d'étendre leurs études et d'exercer un jour avec fruit leur utile mission.

Pour s'assurer des capacités du boursier, le testateur fait dépendre la collation de la bourse d'un concours sur un sujet proposé au mois de Mai par les professeurs en théologie du Séminaire. Le sujet sera pris dans la morale chrétienne, dans le dogme, ou dans l'histoire de l'Église. Les mêmes professeurs sont les juges du concours, d'un concours entouré de toutes les garanties nécessaires pour le rendre sérieux et réel. Les travaux doivent être rédigés en français et en allemand. Le nom du vainqueur, ainsi que ceux des concurrents qui mériteront des accessits, sont publiés avec une solennité décrite en détail dans l'acte.

Les élèves qui touchent à la fin de leurs études, et ceux qui ont subi l'examen de candidat, sont seuls admis; mais le droit de se présenter s'éteint à la fin de la troisième année, qui suit le dernier examen. Tout candidat, admis à des fonctions publiques, est également exclu.

La bourse est donnée pour trois ans, dont le candidat passera au moins six mois soit à Paris, soit dans une autre ville de l'Intérieur, ou de la Suisse française. Il constatera les progrès de ses études par des travaux, qu'il présentera au Séminaire avant de toucher le second et le troisième terme de la bourse. Il s'oblige à la restitution, s'il renonce à la carrière théologique, s'il accepte des fonctions en pays étranger, ou si, par inconduite, il se rend indigne du bienfait.

Dans une clause ajoutée à ces actes, le testateur institue le Magistrat de Strasbourg, chargé de l'administration locale, et le Directoire du Consistoire général, conservateurs de la fondation. Sans leur approbation, il ne pourra se faire ni aliénation de fonds, ni placement.

Enfin, il confie la gestion au receveur de la fondation Schenckbecher, qui rendra ses comptes à une réunion des professeurs du Séminaire, à laquelle seront appelés un délégué ou adjoint du Maire, et deux membres du Directoire.

L'ordonnance royale du 21 Septembre 1827 autorise le Directoire du Consistoire général à Strasbourg à accepter ce legs universel, fait au Séminaire protestant en cette ville, par le S^r Philippe Louis Schmutz, *aux charges et conditions exprimées dans le testament.*

M. Schmutz est mort le 3 Août 1826, et la liquidation, soignée par l'exécuteur de son testament, a duré au-delà d'une année. Lorsque le Séminaire entra en jouissance, ce legs se composait de biens ruraux, loués pour 46 h., 87 l., 54 c., de froment et 588 fr.

Après la déduction des legs et des frais, l'actif a été évalué à la somme de .	fr. c.	55,792 12
dans laquelle sont compris les immeubles pour		27,965 12
	Reste capital	<u>25,827 —</u>

portant 1,154 fr. 55 c. d'intérêts.

En 1852, les revenus en grains ont été de 80 hect. 50 lit. 68 cent.	fr. c.	fr. c.
de froment, dont la vente a produit	1,645 76	
et des intérêts de capitaux, 59,718 fr. 16 c., et fermages en argent montant à	2,597 40	
	Total	4,041 16

La dépense de cette année est :

Un terme de la bourse	1,000 —
Deux accessits	1,001 05
Dépenses pour l'enseignement de musique	890 70
Différents legs	504 05
Contribution de main-morte	155 78
Frais d'administration	245 09
Total	3,771 67
Restait disponible	269 49

Depuis 1828, le Séminaire a accordé six fois la bourse et sept accessits. Il a élevé les frais pour l'enseignement de la musique au Gymnase et au collège de St-Guillaume, de 500 fr. à 500 fr., et celui d'élèves spéciaux, de 240 fr. à 560 fr.

Les comptes et les actes administratifs, arrêtés par l'autorité qu'institue le testament, reçoivent la sanction spéciale du Directoire.

XIV. Legs Gœnner.

Jean-Léonard Gœnner, employé à la recette de la fondation de S'-Thomas, a fait, sous la date du 6 Novembre 1835, un testament, par lequel il lègue la jouissance viagère de sa fortune à une Dame, qui le soignait pendant les dernières années de sa vie. Après la mort de la légataire, sa fortune, hormis quelques legs viagers faits à des membres de sa famille, doit être partagée entre différentes institutions. Voici les sommes allouées à ces institutions :

- 5,000 fr. au collège de S'-Guillaume, pour payer la pension de quelques élèves.
- 5,000 » pour payer la rétribution et les livres scolaires à des élèves pauvres du Gymnase.
- 1,000 » pour payer l'écolage d'élèves pauvres fréquentant les classes industrielles du Gymnase.
- 2,400 » pour servir à l'éducation d'enfants pauvres à l'institut du Neuhof.
- 1,600 » pour des élèves pauvres qui fréquentent l'école paroissiale de S'-Thomas.
- 1,000 » dont les intérêts seront partagés entre les pauvres honteux de cette paroisse.
- 2,000 » dont les intérêts seront à payer en rentes viagères à deux parents.

Total: 14,000 fr.

Restait encore une rente de 200 fr., que devait toucher le frère du testateur, depuis l'époque de la liquidation; mais ce légataire mourut avant l'ouverture de la succession.

Par un acte additionnel, daté du 2 Mai 1839, le défunt légua de plus à l'usufruitière un capital de 4,000 fr. « en toute propriété. » Néanmoins il ajoute, mais sans stipuler de garantie, qu'après la mort de l'usufruitière, ces 4,000 fr. seront à partager en parties égales entre l'hospice des orphelins de Strasbourg et l'institut du Neuhof.

Enfin il demande que, dans le cas où la liquidation et l'affranchissement du legs de 2,000 fr., fait à ses parents, dussent augmenter le fonds disponible, cet accroissement soit partagé, dans la proportion des allocations primitives, entre le collège de S'-Guillaume, le Gymnase, l'institution du Neuhof et l'école paroissiale de S'-Thomas.

Une ordonnance royale du 24 Novembre 1844 autorise le Directoire de la Confession d'Angsbourg, la Ville et le Bureau de bienfaisance de Strasbourg, à accepter les legs faits au collège de S'-Guillaume, au Gymnase, à l'école paroissiale et aux pauvres de l'église de S'-Thomas, avec les conditions stipulées dans le testament.

L'institution du Neuhof n'a pas été comprise dans cette ordonnance, parce qu'elle n'était pas autorisée par le Gouvernement.

Le testament institue le receveur du collège de S'-Guillaume exécuteur des stipulations et gérant de la masse, jusqu'au décès de l'usufruitière. Alors le partage des capitaux sera fait entre les différentes institutions, qui les administreront et qui affecteront à leur destination les intérêts produits.

Le testateur décéda le 20 Décembre 1840. La fortune qu'il laissa consistait en une maison estimée à 16,000' —
et en capitaux, et dans le produit de la vente du mobilier, environ 15,644 —

Il y avait à déduire un passif d'environ 3,000' —
les frais de succession, d'enterrement etc., et le legs de 4,000 fr.
en faveur de l'usufruitière, de manière qu'en 1832 le capital se
trouva réduit à environ 6,000 —
plus la maison.

Il y a par conséquent à prévoir, que les legs, maintenus par l'ordonnance royale, pour-
ront être largement délivrés aux ayants-droits, lorsque se fera la liquidation définitive. Jusqu'à
cette époque, le receveur rend compte annuellement à un comité composé de représentants
des trois institutions intéressées.

XV. Fisc Frèreissen.

Jean-Léonard Frèreissen, Ammeister, membre de la Chambre des XIII et Scolarque, a
disposé dans son testament, (sous la date du 18 Décembre 1690), d'une partie de sa fortune
en faveur de différentes institutions de bienfaisance. Parmi ces libéralités se trouve un legs
fait à l'ancienne Université protestante. Ce don consiste dans une partie de sa grande mai-
son, qui longeait la rue du Bâteau, et donnait, d'un côté, sur la rue de l'Ail et de l'autre
sur la rue de la Douane. Le loyer de ce bâtiment était destiné à payer les frais d'un repas
de corps, *Convivium*, auquel devait assister tout le personnel enseignant de l'Université. Le
Recteur avait mission d'y inviter les Scolarques et les assesseurs, ainsi que le Notaire aca-
démique. Des mesures de ce genre, dont l'ancienne organisation de Strasbourg offre plus d'un
exemple, avaient pour but d'entretenir l'esprit de confraternité entre les membres d'une même
corporation. L'Université profita souvent de cette fondation, pour donner une fête à tel
savant distingué visitant la ville. Quand le repas n'avait pas lieu, les professeurs et leurs
hôtes en recevaient chacun 3 florins, c'est-à-dire, l'équivalent de la somme allouée par couvert.

Le donateur avait ajouté une stipulation : c'est que, si un des professeurs voulait se loger
dans la maison Frèreissen, il aurait la préférence sur tout autre locataire, et dans ce cas il se
chargerait de l'administration du legs. Mais comme ceci n'eut jamais lieu, l'administration
alterna toujours entre les professeurs; elle était même attachée aux fonctions de Recteur.
Vers la fin du XVIII^e siècle, le célèbre Blessig en fut très longtemps administrateur.

Le revenu, n'étant pas absorbé par la fête annuelle, servait à l'entretien de la maison et au
paiement des contributions. Après cela même il restait encore un actif, presque à la fin de
chaque année, car la maison était louée à 200 florins. Ces actifs formèrent peu-à-peu des
capitaux qui s'étaient montés, en 1792, à 1800 florins (3600 livres). Ce surplus de reve-

nu était affecté à divers besoins. Le Recteur touchait entre autres une légère indemnité pour les frais de son entrée en fonctions. D'autres sommes étaient accordées à titre de gratification. Depuis que la bibliothèque de Schœpflin était ouverte au public, l'Université assignait sur cette caisse un supplément de traitement alloué au bibliothécaire, et qui, pendant longtemps, s'élevait à 75 florins (150 livres).

La plus grande partie du capital (1500 florins) était placée sur le Pfennigthurn, et fut ainsi perdue dans la Révolution. Il ne resta alors que le loyer de la maison (600 livres), et les intérêts d'un capital de 1000 livres, qui faisaient 40 livres.

Pendant longues années il n'y eut plus de repas. Les seules dépenses soldées concernent l'entretien de la maison et les contributions. Le surplus est destiné à quelques dépenses extraordinaires, à des pensions d'élèves pauvres au collège de St-Guillaume, à l'impression des discours académiques prononcés à la mort d'Obertin, puis à celle de Blessig; et à salarier des professeurs extraordinaires (100 fr. par an). Depuis 1809, le conservateur de la bibliothèque du Séminaire protestant touche sur cette caisse son traitement annuel de 200 fr. Telles sont encore aujourd'hui les allocations votées par le Séminaire sur cette fondation. Les professeurs ont en effet renoncé, depuis nombre d'années, à l'usage des dîners de confraternité et aiment mieux employer les fonds disponibles à des actes de charité. Le revenu était en 1855, de 860 francs, formé par le loyer de la maison 700' —
et par les intérêts de 3.400 fr. de capitaux 160 —

Ensemble . . . 860' —

XVI. Legs de Jean Frédéric Hoppé.

Le fondateur de cette utile institution, originaire de la principauté de Waldeck, a rempli pendant longtemps les fonctions de chef de comptabilité à la Recette générale du Département du Bas-Rhin. Dans son testament, daté du 5 Janvier 1811, il institua supérieure universelle de sa fortune l'Académie protestante de Strasbourg, ou, si l'organisation de cette école devait subir des transformations, l'institution pour les hautes études protestantes qui lui succéderait. Après déduction des legs destinés à quelques familles, avec lesquelles le donateur avait été lié, sa fondation devait être employée à l'avancement des connaissances supérieures parmi la jeunesse protestante, soit en servant à des bourses, soit en satisfaisant à des besoins généraux qu'éveilleraient ou signaleraient les circonstances.

Le testateur y joignit quelques stipulations, dans un acte additionnel, daté du 25 Décembre 1818. Il décéda six ans plus tard, le 10 Février 1824.

L'ordonnance royale du 22 Septembre 1824 autorise le Directoire du Consistoire général de Strasbourg à accepter le legs universel fait au *Séminaire protestant* de cette ville; car telle était à cette époque la désignation officielle de l'ancienne *Académie protestante*.

L'héritage se composait de propriétés rurales (61 arpents), louées pour :

25 hect. 65 lit. 65 cent. de froment, et		
11 » 42 » 45 » d'orge;	fr. c.	fr. c.
d'un mobilier, dont la vente a produit	1,451	25
d'une somme en argent comptant	2,864	40
et de capitaux	65,741	29
Ensemble	70,056	94

La somme des legs particuliers, qui ont été payés de 1824 à 1826,	
montent à	18,260 04
et les frais de succession à	6,716 82

Total 24,976 86

de manière que le legs s'est trouvé réduit à 45,080 08

portant, à 5 %, 2,250 fr. d'intérêts, et le revenu des fermages en nature.

Les rentes viagères ont été payées par les revenus annuels; la dernière ne s'est éteinte qu'en 1854.

L'administration, libre de disposer de ce fonds considérable, a pensé que le meilleur emploi était de l'affecter à des dépenses utiles, pour lesquelles les autres fondations n'offraient pas de ressources, les revenus en étant épuisés par des dépenses annuelles et fixes. Un pareil emploi servirait en même temps à rappeler aux générations à venir le nom du donateur libéral.

Il y a encore plus d'une personne qui se souvient de l'état de vétusté où se trouvaient les bâtiments de l'enclos du Temple-Neuf, renfermant le pensionnat ou collège de S^t-Guillaume, et les salles du Gymnase protestant. Ces bâtiments, dont l'entretien était une charge onéreuse, et qui, malgré tant de frais, étaient presque inhabitables, auraient dû être reconstruits depuis longtemps; mais ni le Collège ni la Haute-École ne possédaient des fonds disponibles et suffisants pour une entreprise aussi dispendieuse. L'administration l'imposa presque en totalité à la fondation Hoppé, dont les revenus ne supportaient aucune charge. Si le capital était entamé, il pouvait être facilement reconstitué par les revenus annuels. Elle vota par conséquent en 1828, pour chacune des deux fondations intéressées, la somme de 10,000 fr., à affecter à cette reconstruction. 20,000' —

La bibliothèque du Séminaire n'avait qu'une allocation annuelle, qui suffisait à peine aux continuations. La partie théologique, indispensable aux études, était très incomplète. L'administration, pénétrée de l'opportunité de conserver la section que formaient les livres de théologie dans la vaste bibliothèque de feu M. le professeur Haffner, fit à ce savant la proposition de l'acquérir. M. Haffner l'accueillit avec empressement, et vit avec satisfaction qu'on conserverait en entier une collection choisie, formée pendant une longue série d'années par des

sacrifices considérables. L'administration l'a payée à ses héritiers avec. . . . 10,400' —
 votés sur la fondation Hoppé en 1831.

Le grand Auditoire, près l'église du Temple-Neuf, se trouvait, depuis la Révolution, dans un état de délabrement, nullement convenable aux réunions solennelles auxquelles il sert habituellement. Les frais de cette réparation furent encore votés, sur cette fondation, en 1839. Ils montèrent à 6,027 29

En 1852, l'instruction plus développée du Gymnase rendait nécessaire la construction de nouvelles salles : c'était la continuation de l'œuvre commencée en 1828. Elle fut acquittée par la même fondation, qui y fournit 14,411 51

Enfin l'instruction plus avancée du Gymnase exigeait l'établissement d'un cabinet d'instruments de physique. Il fut acquis en 1847 et 1852, pour 1,416 70

Toutes ces dépenses extraordinaires ont été faites dans l'intérêt des études, pour l'accroissement de l'institution, à laquelle M. Hoppé avait légué sa fortune. Aussi le Gouvernement, auquel il en a été rendu un compte détaillé, n'a-t-il pas hésité à les approuver.

Comme on l'a déjà dit, pendant plusieurs années, l'administration n'imposa point de charges fixes au budget de la fondation. La première qui y fut inscrite, en 1831, est de 400 fr., votés pour la continuation de la bibliothèque acquise de M. Haffner. Cette allocation fut portée, en 1836, à 600 fr.; et à 1000 fr., en 1844. On y rencontre aussi quelques traitements accordés à des professeurs suppléants du Séminaire, dont l'enseignement complétait le programme; et qui ne touchaient plus rien, dès qu'ils étaient devenus professeurs titulaires. Au moyen des revenus restés en caisse le capital fut toujours reconstitué rapidement.

En 1852, le revenu de la fondation était de : Fermages en nature :	fr. c.	fr. c.
54 hect. 09 lit. 05 cent. de froment, dont la vente a produit	681	80
Intérêts des capitaux (28,667 fr. 50 c.).	4,490	—
Fermages en argent	954	—
Frais d'enchère etc. remboursés	37	10
Ensemble	5,142	90

Les dépenses étaient :

Entretien de la bibliothèque	1,000	—
Frais d'administration et autres	464	47
Contribution de main-morte	80	51
Ensemble	1,544	78
Reste disponible	1,598	12

	fr. c.	fr. c.
En comparant le revenu en 1852, de	5,142	90
avec celui qu'avait la fondation après déduction des legs et des frais, c'est-à-dire, avec 45,080 fr. 08 c. capital à 5 %	2,250	—
A reporter	2,250	—
	5,142	90

	fr.	c.	fr.	c.
Report	2,250	—	5,142	90
Loyer d'un immeuble.	270	—		
et revenu en grains, calculé au prix de 1852, à 20 fr.	640	—		
Ensemble			5,160	—

il se trouve encore une légère différence de 17 10
que l'administration couvrira facilement par l'actif de son budget.

Il est inutile d'ajouter, que la gestion de cette fondation, les budgets, les comptes et toutes les délibérations de l'administration sont soumis au contrôle du Directoire et du Consistoire supérieur.

XVII. Fondation Hartlieb-Kurzlieb.

Cette fondation est la plus ancienne; elle remonte au XIV^e siècle. Le deux des calendes de Juillet 1556 se présenta, devant le Juge de la Cour de Strasbourg, Hartlieb, nommé Kurzlieb d'Erstein, ou Hartlieb de Benfelden, bourgeois de Strasbourg, pour lui remettre un testament. Dans cet acte il déclare, que par affection spéciale pour son frère Jean Wecker, chanoine de S'-Pierre, pour Jeau zu den Storken, Hartlieb d'Osthausen, et Jacques Bapst d'Erstein, il leur lègue tous ses biens, à la condition qu'ils prendront sur les revenus annuels la somme de 150 livres deniers, pour fonder avec ces économies une Prébende. L'argent ainsi cumulé sera placé par eux sur hypothèque, ou en acquisition de biens ruraux.

Les titulaires, nommés à la jouissance de la prébende, doivent être de sa famille. Les collateurs peuvent même la conférer à un candidat qui n'aurait pas encore reçu la consécration, mais celui-ci ne pourra toucher la prébende pendant les années d'études. Les revenus, économisés pendant ces années, seront également joints au capital. S'il n'y avait pas de parent disposé à accepter cette vocation, on pourrait aussi nommer un étranger. Le premier titulaire sera élu par les quatre curateurs ou exécuteurs du testament, auxquels la fortune est léguée. Les collations suivantes du bénéfice sont conférées au Trésorier du Grand-Chapitre, et à son défaut à une longue série de personnes, qui exerceront le droit oublié ou négligé par celles que le testateur y appelle. Si l'un des curateurs venait à mourir, les survivants lui nommeraient un successeur.

C'est donc une véritable fondation de famille, tant à l'égard des curateurs ou administrateurs, qu'à l'égard de ceux qui devaient en jouir.

La Réformation a aboli la prébende, et le 22 Juin 1558, les administrateurs Jacques Voltz d'Altenau, Philippe de Kagenheck, et Lüttelmann Bapst s'unirent aux Scolarques, Jacques Sturm de Sturmek, Nicolas Kniebs et Jacques Meyer, pour donner à ces revenus une destination

conforme aux besoins religieux de l'époque. Dans l'acte rédigé par eux ils déclarent que, pour la gloire de Dieu et pour l'avancement de la parole divine, ils fondent une institution spéciale en faveur de deux jeunes gens, qui ont les talents nécessaires à l'étude des saintes écritures et à l'enseignement de la doctrine de l'Évangile. Ils s'engagent à payer pour chacun d'eux, annuellement, 26 livres deniers, au moyen de laquelle somme ils seront reçus dans le collège que le Magistrat vient de fonder dans le couvent des moines-prêcheurs ou Dominicains, ou dans toute autre institution qui pourrait, dans l'avenir, être substituée à ce collège.

Les curateurs se réservent la présentation des candidats : elle se fera dans une réunion des Scolarques, des Inspecteurs du Gymnase, du Président et des curateurs. Les Inspecteurs et le Président examineront l'aptitude du candidat présenté, et l'assemblée décidera son admission à la bourse. S'il n'est pas jugé apte, les curateurs en présenteront un autre, qui sera soumis à la même formalité.

Un boursier qui se rendra indigne de la subvention, sera dénoncé par les Scolarques aux curateurs, qui le remplaceront. Le boursier promet de se vouer au service de l'Église de Strasbourg. Si plus tard il changeait de carrière, il s'oblige à rembourser la moitié de l'argent qu'il aura touché, et la somme remboursée sera ajoutée au capital.

A cet effet les curateurs présenteront de préférence de jeunes gens de Strasbourg ou de la circonscription diocésaine.

Le candidat présenté ne doit pas être au-dessous de dix ans, et il ne jouira de la bourse que pendant dix ans. Dans le cas où les curateurs négligeraient de présenter dans les deux mois qui suivent la vacance d'une bourse, ce droit appartiendrait aux Scolarques.

Pendant trois siècles la fondation fut administrée conformément à cette destination. Les trois curateurs, quelquefois réduits à deux, appartenaient aux familles nobles de Strasbourg. Nous y voyons figurer les Bapst de Bolsenheim, les Wurmser, les Sturm de Sturmek, les Zorn de Plobsheim, les barons de Berstett etc. Le nombre des bourses est le même, la subvention, affectée à chacune, forme l'équivalent de 26 livres deniers, c'est-à-dire, 52 florins de Strasbourg, ou 104 livres tournois.

La Révolution jeta le trouble dans cette administration. Les familles nobles quittèrent le pays, et une grande partie des capitaux fut annulée. Louis-Ilugues Zorn de Bulach dut s'adjoindre M. Frèreissen, Président de la justice criminelle ; et plus tard, le baron Bernard-Frédéric de Türckheim cut pour collègue le professeur Hermann, auquel succéda le professeur Arnold. La famille n'était plus intéressée à cette fondation. Dans le cours de cinq siècles, le legs des biens avait été oublié, car, du moment où la prébende avait pu être fondée, tout lien entre elle et la donation était rompu. La réduction de la fondation, quelques discussions désagréables, et, comme on l'a indiqué, l'absence des familles ont décidé les deux derniers administrateurs à proposer quelque changement dans l'administration.

Cette réorganisation se trouve inscrite dans son protocole, sous la date du 25 Janvier 1827. Il y est dit, que le nombre des bourses pourra être élevé, en même temps que conformé à l'augmentation des revenus; que les boursiers élèves des classes supérieures du Gymnase et du

Séminaire, qui se présentent, appuieront leur demande de certificats des professeurs, dont ils suivent les leçons; enfin, que ces bourses seront de 104 fr. Le troisième membre de l'administration doit toujours être un professeur du Séminaire. Les nominations des curateurs seront soumises à la confirmation du Directoire du Consistoire supérieur, auquel sont aussi notifiées les nominations de boursiers. Les comptes, ainsi que les délibérations concernant la gestion des fonds, sont également soumis à la sanction de cette autorité.

En 1791, la fondation avait un corps de revenus composé de

	6 réaux de froment,	
	3 » de seigle,	
	3 » d'avoine, et les intérêts de 7,505 florins (15,010	
liv. tourn.) de capitaux, avec	334 florins (668 liv.)	
et le loyer d'une maison	325 » (1,050 «)	
	Total	859 florins (1,718 liv.)

Elle a perdu sur le Pfennighthurn et la caisse des Bourgeois : 1,870 florins capitaux (5,740 liv.) avec 75 florins (150 liv.) d'intérêts. La maison a trouvé des amateurs qui l'ont soumissionnée, et toutes les réclamations de la part des administrateurs n'ont pu la sauver. Une grande partie des capitaux a été remboursée en assignats; enfin, un des administrateurs a emporté dans l'émigration la caisse, avec 3,500 florins. C'est ainsi que le capital s'est trouvé réduit, en 1805, à 4,900 francs.

En 1793, l'administration avait cessé de payer des bourses; elle a supprimé également quelques autres allocations votées autrefois en faveur du culte. En 1819 elle eut le bonheur d'obtenir une partie de la somme empruntée à la caisse au moment de l'émigration : nous disons une partie, parce qu'il a fallu réduire cet emprunt, composé de numéraire et d'assignats, à la valeur qu'avaient alors ces papiers. Après cette réduction, le capital restitué était de 4850 fr. C'était le double du fond de l'institution. C'est alors seulement que les administrateurs ont procédé à des nominations de boursiers (1821).

Au moyen de ces économies, la fondation a pu réunir un revenu assez considérable pour faire des subventions à des élèves du Gymnase, qui continuent d'en jouir jusqu'à ce qu'ils obtiennent d'autres secours.

Le compte de 1852 présente un revenu en grains de 16 hect. 12 lit.	fr. c.	fr. c.
de froment, dont la vente a produit environ	520 —	
et en intérêts de 16,000 fr. de capitaux, faisant	795 —	
	Total	1,115 —
Elle a payé pour treize élèves la somme de	694 —	
La rente viagère à la veuve de M. Walter	100 —	
	A reporter	794 — 1,115 —
		10*

	fr.	c.	fr.	c.
Report	794	—	4,115	—
La contribution de main-morte	11	68		
et les frais d'administration montant à	68	50		
Ensemble			874	18
de manière que le revenu a dépassé la dépense de			240	82

(Cet article, oublié pendant l'impression de la Notice doit avoir la place après le Corps des Penseurs p. 42.)

En 1538, quelques moines de la congrégation formée par l'ermitte S^t-Guillaume s'établirent à Strasbourg. Les *Guillemites*, qui se destinaient à l'instruction de la jeunesse, furent mis en possession d'un oratoire construit en 1500 par la famille de Mülnheim, et c'est autour de cette petite église qu'ils bâtirent leur monastère. L'église même n'avait pas de paroisse : les bateliers et les pêcheurs du quartier étaient paroissiens de S^t-Étienne, couvent de religieuses.

Cette paroisse fut une des premières à se déclarer pour la Réformation. En 1529, elle obtint le changement du culte. L'Évangile avait également trouvé des partisans parmi les Guillemites, qui remirent en 1535 leur église, avec le monastère, à la disposition du Magistrat, lequel conféra l'église à la paroisse de S^t-Étienne. Dans le couvent il n'y avait plus que le Prieur, Jean Rixinger, qui avait demandé à rester dans ces bâtiments, où il avait passé une partie de sa vie. Ce Prieur avait aussi adhéré à la Réformation, mais il préférait le silence du couvent pour poursuivre ses études. Afin de se rendre utile, il accepta en 1539 la mission de diriger quelques élèves des écoles, que les Scolarques logèrent dans les cellules de S^t-Guillaume.

La célébrité de Strasbourg, et des institutions ouvertes par quelques savants, attirait beaucoup d'étrangers, qui suivaient les cours avec les enfants de la bourgeoisie. Dès 1525 le décret du Magistrat, qui créa la grande annuërie de S^t-Marc, eut égard à ces élèves pauvres, et les comprit dans les subventions accordées à l'indigence.¹⁾ Les bourgeois y contribuèrent de leur côté, en se conformant aux usages du temps. Le plus important était de donner un logement à ces élèves, et de les soumettre à la surveillance et à la direction d'une autorité paternelle. Le collège, établi dans le couvent de S^t-Guillaume, offrait tous ces avantages. La véritable fondation de cette institution date de 1543. Neuf élèves, après avoir été soumis à un examen, y furent internés. Ils jouissaient gratuitement du logement et de la table, et étaient habillés. Quelques mois après, douze élèves originaires de Strasbourg furent admis aux mêmes bénéfices. Les étrangers, comme les enfants de Strasbourg, prenaient l'engagement de se vouer au service des églises ou des écoles de la Ville. Rixinger, trop âgé pour cette di-

¹⁾ Cette subvention fut réglée par les décrets du Sénat et des XXI du 8 Mars 1531 et du 15 Mai 1564. Chacun de ces élèves recevait, par semaine, huit livres de pain et un Schilling (20 cent.). La fondation leur fournissait aussi des habits, et cette partie de la dépense montait annuellement de 230 à 240 fr. Un surveillant spécial de ces élèves, (le Pédagogue) touchait un traitement annuel de 4 réaux de blé et de 72 livres tournois. Ces élèves fréquentaient encore le Gymnase, et ne logeaient pas dans le collège même. Le décret du 20 Juin 1694, réduisit leur nombre de 40 à 30, mais en maintenant la charge. Il prescrivit au receveur de S^t-Marc de payer par an 600 livres tournois à la caisse du collège de S^t-Guillaume.

rection, accepta une cure, et reçut un successeur. Hédion et deux Inspecteurs des écoles se chargèrent de l'administration. Dans les premières années, quelques dames dirigèrent l'économiât, confié aux époux Zimmermann, qui s'y étaient voués gratuitement. Aussi out-ils mérités que leurs noms ont été inscrits en tête des tableaux qui contiennent par ordre chronologique la longue série des bienfaiteurs de l'établissement.

L'organisation complète de l'institution est due à l'influence de trois membres du Magistrat, que nous rencontrons dans toutes les créations qui furent provoquées par l'ère nouvelle. Ce sont Jacques Sturm de Sturmeck, Jacques Meyer et Nicolas Kniebis. Les couvents des femmes leur procurèrent le mobilier, devenu inutile par la sortie d'un grand nombre de religieuses. Une association faite parmi la bourgeoisie leur fournit, pendant les premières années, jusqu'à 150 réaux de blé par an; et pour l'habillement uniforme des étudiants les femmes de Strasbourg donnèrent 400 aunes de draps. Des collectes furent faites dans les églises : depuis 1592 elles devinrent annuelles, et elles ont rapporté en moyenne près de 4,000 fr. par an. Le nombre des pensionnaires gratuits était de trente; à l'époque de la guerre de Trente ans ce chiffre fut réduit à 22.

La Réformation avait fait désertir le couvent des Dominicains ou Frères-Prêcheurs. Les cinq moines qui s'y trouvèrent en 1531 abandonnèrent les bâtiments et leurs revenus à l'hospice des lépreux. La lèpre commençait alors à disparaître et l'agrandissement du local devenait inutile. Une décision du Magistrat du 27 Février 1558 destina ce couvent à l'usage de la Haute-Ecole. Les Scolarques y firent arranger des salles pour les cours, et des logements pour des étudiants. Les avantages de cette réunion et l'étendue de ces bâtiments firent peu à peu abandonner le couvent des Guillemites. En 1660 le Magistrat, dont l'intention était de donner à ce dernier une autre destination, ordonna la fusion des deux maisons, qui eurent le titre commun de *Collège de St-Guillaume*.

A cette époque l'administration était déjà telle que nous la trouvons au commencement de la Révolution. L'ancien Magistrat y était représenté par Charles Eggen, de la Chambre des XIII, et par Daniel Wencker de celle des XV; il y avait deux professeurs en théologie, un pasteur et un précepteur du Gymnase. Le changement opéré dans la constitution de la Ville a fait disparaître les membres du Magistrat; mais les autres membres sont pris aujourd'hui encore dans les trois catégories des professeurs en théologie, des pasteurs et des professeurs du Gymnase. Le Consistoire supérieur, en 1853, a prescrit la coopération de laïques, dont l'expérience ne peut que profiter à une administration aussi compliquée.

Les protocoles des administrateurs datent de 1660: ils produisent les listes des élèves qui ont passé les années de leurs études dans cette institution. On y rencontre les noms de presque toutes nos anciennes familles strasbourgeoises, à côté de ceux d'un grand nombre d'étrangers. ¹⁾

¹⁾ La plupart de ces étrangers ont occupé des postes au milieu d'églises formées dans les pays dont les Gouvernements étaient hostiles au protestantisme. Un des premiers pasteurs de Venise, Bertram, a été élève de St-Guillaume.

Pour subvenir aux besoins de l'établissement, le Magistrat imposa les biens *vacants* de couvents délaissés. Depuis le XV^e siècle, le corps de biens de S'-Nicolas-aux-ondes donnait annuellement 25 réaux de froment et autant de seigle;¹⁾ celui de la Chartreuse, 10 réaux de seigle et autant d'orge,²⁾ la seigneurie de Barr, 15 réaux de froment et autant de seigle. Cette prestation fut imposée au corps de biens de l'Eglise rouge en 1677, et plus tard au Corps des Pensions.³⁾ D'autres institutions de l'Eglise s'imposaient volontairement, principalement dans les temps difficiles. C'est ainsi que la fondation de S'-Thomas donna en 1608 trente réaux de froment et cinquante quatre de seigle.

Dans le XVIII^e siècle, la fondation put réunir un capital considérable, dû principalement à des legs. Un statut du Magistrat ayant interdit des placements à l'étranger, ces capitaux ont été placés sur le Trésor de la Ville.

En 1791, la fondation possédait

sur le <i>Pfennighturn</i> un capital de	61,925' — ^s	portant 2,477' — ^s d'intérêts;
sur le Magasin de sel.	9,117 —	» 363 — »
sur la caisse des Bourgeois.	1,100 —	» 44 — »

Ensemble 72,142 — portant 2,886 — d'intérêts.

Tous ces capitaux ont été perdus, comme aussi une partie de ceux qui étaient placés sur des hypothèques, (8,212 fr.) et qui ont été remboursés en assignats.

Cette perte fut très sensible, dans un temps surtout où les collectes furent interrompues, et où fut supprimée une partie des subventions accordées par la Ville. Le compte de l'an VII ne présente qu'une recette de 1,590 fr., et 42 hectolitres de froment et 26 de seigle, au lieu des 10,000 fr. environ qui figurent dans celui de 1791. Il faut faire observer d'ailleurs que, la Terreur ayant suspendu les études, et la jeunesse se trouvant sous les drapeaux, la maison n'eut plus de pensionnaires.

Il a été dit que l'établissement touchait, à titre de contre-rentes et de prestations, des revenus en grains, en vins et en argent sur la caisse de la Ville, et sur quelques autres fondations. L'administration du district, à laquelle les autorités ecclésiastiques s'étaient adressées, pour obtenir la continuation de ces ressources, avait chargé l'administrateur du bien public de l'examen du droit des réclamations. (Séance du 16 Thermidor de l'an II). Un rapport détaillé sur l'origine de toutes ces allocations et les droits du culte protestant se prononçait en faveur de ceux du collège de S'-Guillaume. Peu d'années avant la Révolution, le Magistrat avait ordonné la fusion, avec la recette de la Ville, des différents corps de revenus qui avaient jusqu'alors été administrés séparément : il avait par conséquent été arrêté qu'à l'avenir ces charges seraient inscrites au budget de la Ville. Cependant la situation financière de la Commune

¹⁾ Régulé par le décret du Sénat et des XXI, du 17 Juin 1624.

²⁾ Depuis 1545.

³⁾ Décret du Sénat et des XXI, du 4 Décembre 1683. Voir aussi les arrêtés des 27 Août 1677, 28 Avril 1733, et le règlement général, fait par le Magistrat en 1751.

était trop peu florissante pour permettre que les conclusions du rapport fussent exécutées : il y eut des arrérages considérables. Un règlement fut adopté et sanctionné par le Gouvernement en 1807. Chacun des cinq exercices suivants devait solder le courant et une partie des arrérages. En même temps, et par une espèce de transaction, on supprima des allocations qui pouvaient avoir le caractère de subventions temporaires, et on évalua à une somme fixe les autres charges en nature et en argent. Le Collège de St-Guillaume reçoit ainsi par an 1235 fr. 50 c. Ce chiffre se compose des éléments suivants, qui consistent dans les différentes charges dont le droit a été reconnu.

En argent	200' —
25 réaux de froment, à 17 fr. 51 c.	437 75
25 réaux de seigle, à 11 fr. 65 c.	291 75
25 hectolitres de vin, à 12 fr. 20 c.	305 —
Ensemble	1,235 50

Ce règlement adopté par le Conseil municipal dans sa séance du 14 Avril 1807, est exécuté depuis lors.

Cette allocation est de beaucoup au-dessous du chiffre des prestations de la Ville et des subventions sur les corps de revenus réunis dans sa recette municipale, et qui montaient en 1791,

à 2,556 fr.	
25 hectolitres de froment,	
35 — de seigle,	
10 — d'orge,	
et 400 fagots.	

Il n'y fut pas question des 72,142 livres tournois placés sur la Tour aux *Pfennigs* et sur les autres caisses de la Ville, que la loi du 24 Août 1793 (Art. 84) avait déclarés dette nationale, mais pour laquelle la fondation n'a jamais été indemnisée.

Au commencement de notre siècle le collège fut réorganisé. L'autorité supérieure de l'Église adressa un appel aux Consistoires, pour obtenir leur concours et celui des fidèles à la restauration d'une institution si importante. Au moyen de collectes abondantes, et de legs dus au zèle de nos coreligionnaires, le collège a pu être rendu à sa destination primitive.

Le compte de l'exercice 1852 présente un revenu en nature de 55 hect. 0 lit. 08 cent. de froment, et de 1 hect. 81 lit. 71 cent. de seigle, formant le fermage de 12 h. 93 a. 99 c.

En argent : Fermage	2,301' —	»	»	28 » 35 » 74 »
Loyers de quelques parties du bâtiment.	275 —		Ensemble	42 h. 27 a. 75 c.
Intérêts de capitaux (21,892 fr.)	1,095 —			
Contre-rentes de la Ville de Strasbourg.	1,235 50			
Produit des grains vendus	1,018 88			
Produit des collectes	1,940 63			

A reporter . 7,875 01

	Report	7,875' 01'
Pensions payées pour les élèves	11,407 18 ⁹)	
Recettes diverses	215 35	
Revenu du Fisc	771 12 ⁹)	
Ensemble		20,264' 66'
Les dépenses de l'exercice ont été :		
Pour nourriture	12,585' 79'	
Luminaire et chauffage	1,529 47	
Mobilier, lingerie	635 —	
Contributions à la charge de l'établissement	724 76	
Traitements et gages	5,672 50	
Frais d'administration	111 45	
Entretien des bâtiments	256 76	
Dépenses spéciales du fisc :		
Une rente viagère	156' 40'	
Entretien de la bibliothèque	351 58	
		487 78
Frais de procédure	30 15	
Ensemble		21,651 66

En comparant la recette et la dépense, on trouve un déficit de 1,587' —⁸, qui est couvert par une subvention extraordinaire de la fondation de St-Thomas.

Les legs, constitués depuis la réorganisation, servent à l'entretien des élèves, et sont affectés à la création de bourses spéciales, auxquelles l'administration nomme les titulaires. Tels sont les legs de la Dame Marie-Anne Barth, fait en 1812 6,000' —⁸ de M. le Docteur Reisseisen, en 1826 2,000 —⁸ de feu M. Blessig, Docteur en théologie, et de son épouse, en 1826, environ . 3,000 —⁸ de feu M. Brunner, pasteur, en 1841 2,000 —⁸ Enfin, le legs de M. Gœrner, en 1825 3,000 —⁸ mais qui est encore grevé d'un usufruit. Les autres sommes sont comprises dans le capital de la fondation.

¹) Dans ces pensions sont comprises les bourses de St-Marc, fondées en partie sur le testament de Maurice Ueberheu et autres, les bourses d'Otton, de Goll, de Reisseisen, de Schmutz, de Barth, avec 1300 fr.

²) Le fisc a été principalement fondé par le legs Froreissen, destiné à l'entretien de la bibliothèque du collège, à l'achat de vin, et à quelques gratifications à donner aux domestiques.

³) Le testateur a prescrit que le revenu de la septième année sera ajouté au capital, qui, par cet accroissement, est arrivé à 3546 fr. 07 c.

⁴) Avec la stipulation, que le revenu ne sera dépensé en bourse que lorsque le capital sera devenu assez fort pour produire des intérêts équivalents au montant d'une demi-bourse (200 fr.). Le capital est aujourd'hui de 3673 fr. 11 c.

Le collège entretient environ 40 à 50 élèves du Séminaire, dont une partie est logée dans les bâtiments de S'-Thomas. Pendant trois siècles, rien n'avait été changé aux bâtiments de l'ancien couvent des Dominicains; aussi étaient-ils devenus presque inhabitables. Néanmoins l'entretien des toitures immenses, qui couvraient les vastes corridors et un petit nombre de cellules, coûtait de fortes sommes. Les moyens manquaient pour une reconstruction convenable, qui devint enfin possible par une subvention extraordinaire du legs Hoppé, du Directoire et de quelques dons que la maison reçut pour cet usage. La reconstruction d'une aile coûta environ 35,000 fr., et fut achevée en 1828. Depuis, les besoins du Gymnase motivèrent des reconstructions dans le bâtiment principal; et le collège, qui a la jouissance du premier étage, y eut sa part; de manière que les élèves sont convenablement logés.

Les reconstructions successives de tous ces bâtiments, la cession de la maison curiale du Temple-Neuf ont amené la séparation entre le collège et cette maison, qui, anciennement, était le logement du Président. Ce fonctionnaire avait en même temps la haute surveillance du collège, qui n'était dirigé que par un jeune ministre de l'Évangile, dont le traitement était encore le même qu'au XVI^e siècle. Cependant, par suite des changements indiqués, la mission et la responsabilité du *Pédagogue* étaient devenues plus compliquées. Le Séminaire, pénétré de l'importance de pareilles fonctions et appuyé par l'autorité supérieure, résolut enfin de confier la direction de l'établissement à un homme mûr, dont la position et l'expérience étaient propres à surveiller les élèves, à guider leurs études et à gérer l'économat. Pour atteindre ce but, il fallut changer les conditions du directeur, et remplacer l'indemnité presque insignifiante, accordée aux anciens Pédagogues, par un traitement convenable.

Ces deux mesures, l'agrandissement des logements et une direction plus sérieuse, préparèrent l'exécution de l'ordonnance royale du 13 Février 1838, qui répondit à des vœux exprimés depuis longtemps. Aux termes de cette ordonnance, tous les élèves du Séminaire protestant de Strasbourg, nommés à la jouissance des bourses du Gouvernement, sont tenus de se loger dans les collèges de S'-Guillaume et de S'-Thomas, et de se soumettre au règlement d'études et de discipline, arrêté par le Séminaire le 26 Décembre 1835 et approuvé par le Directoire le 20 Juin 1856. Un statut, qui a pour but de combiner les bourses du Gouvernement avec les subventions que fournissent le collège et d'autres legs et fondations, fut arrêté par la Commission directoriale, le 26 Juin 1849.

Lorsqu'on examine en détail les chiffres dont se composent la recette et la dépense du collège, on trouve que la plus grande partie des revenus de la maison est absorbée par les frais généraux. La pension des élèves est calculée pour le strict nécessaire des frais de table, du chauffage et du logement: elle est acquittée par la modique somme de 400 fr. par an. Il n'y a donc aucun bénéfice à espérer sur ces pensions, et tous les frais généraux, la direction et la surveillance, le service de la maison, l'entretien des bâtiments, les contributions etc., doivent être couverts par le revenu de l'établissement.

En déduisant du total du revenu	20,264' 66"
le montant des pensions payées	11,407 18
il reste, comme revenu de la maison	8,857 48
Les frais généraux sont de	6,854 96

Reste disponible 2,022 52

Mais comme l'administration affecte au paiement des pensions :

Les collectes	1,833' 56"
Les intérêts des legs	530 —
Et sur ses revenus	800 —

Total 3,185 56

Elle dépense 4,165 04

au-delà de ce qu'elle a. C'est de là que vient le déficit, signalé plus haut, en comparant les recettes avec les dépenses.

Il faut faire remarquer : 1^{re}) Que la subvention extraordinaire, donnée par la fondation de S^t-Thomas, n'est pas directement destinée à augmenter les bourses, mais qu'elle est votée spécialement pour les frais généraux, accrus par la création d'un directeur, et dans le but de dégager les revenus de la maison et de permettre à l'administration d'affecter les legs et les collectes à leur destination particulière.

2^{re}) Que les pensions, payées par les élèves, proviennent en grande partie des bourses du Gouvernement, des collectes, des legs et d'autres fondations. Au moyen de ces diverses ressources, les pensions de trente élèves sont entièrement gratuites; et les dix autres pensionnaires n'ont à ajouter que des sommes assez faibles. Les parents ont à supporter le reste des frais qu'entraîne un séjour de cinq années à Strasbourg, l'habillement, l'achat des livres, etc.

Il est peut-être utile de joindre à cette notice l'aperçu général de tous les secours que reçoivent les 60 à 70 élèves en théologie, suivant les cours du Séminaire. Il y a

1 ^{re}) Les bourses du Gouvernement: 12 grandes bourses, à 400 fr.	4,800' —
24 demi-bourses, à . 200 fr.	4,800 —
Ensemble	9,600 —

Cependant, comme il y a toujours des vacances, on ne peut prendre qu'une moyenne, évaluée à 8,800' —

2 ^{re}) Legs de S ^t -Guillaume	550 —
3 ^{re}) Collectes des églises	1,950 —
4 ^{re}) Fondation Goll	500 —
5 ^{re}) Fondation Otton (dans le cas où il ne se présente pas d'élève d'une autre Faculté)	700 —

Ensemble à reporter 12,500' —

	Report	12,500' —
Bourses pour des élèves du Séminaire en cours de philosophie :		
6°) Legs Reisseisen	200' —	
7°) Legs Heller	100 —	
8°) Fondation Hartlieb-Kurzlieb	352 —	
	Ensemble	652 —
Bourses pour des élèves qui ont terminé les études :		
9°) Fondation Goll (bourse accordée pour 3 ans) terme annuel.	1,000 —	
10°) Fondation Schmutz, idem	1,000 —	
	Ensemble	2,000 —
	Total	15,152 —
Bourses pour des élèves qui fréquentent le Gymnase :		
11°) Legs Weyher	80 —	
12°) Legs Salzmann	90 —	
13°) Bourse Maurice.	416 —	
14°) Fondation Hartlieb-Kurzlieb	416 —	
	Ensemble	1,002 —
Bourses pour des élèves en droit :		
15°) Fondation Schenckbecher	450 —	
16°) Deux legs Frid	500 —	
	Ensemble	750 —
Bourses pour des élèves en médecine :		
17°) Fondation Schenckbecher	450 —	
	Total	17,554 —

En déduisant de ce total les bourses du Gouvernement (8,800 fr.) et le produit des collectes (1,950 fr.), il reste comme produit de toutes ces fondations et legs : 6,604 fr.

CONCLUSION.

Nous allons essayer de résumer en peu de lignes les pages qui précèdent, c'est-à-dire, l'abondance de faits dont se compose l'histoire, simple néanmoins et suivie, des fondations administrées par le Séminaire.

Le *Chapitre de S-Thomas*, plus tard *Université protestante*, aujourd'hui *Séminaire de la Confession d'Augsbourg*, a toujours constitué une corporation à part, une personnalité nettement distincte à la fois de l'ancien État souverain et de la Municipalité moderne. Cette forme d'existence, qui remonte bien au-delà de la Réforme, mais qui fut conservée, affirmée même et agrandie par la Réforme, n'a pas cessé, depuis le XVI^e siècle, d'être confirmée par une longue chaîne d'actes publics et officiels, de lois fondamentales et de traités politiques, de titres et de documents très variés, mais également authentiques.

Cette personnalité, d'un genre spécial, n'est-elle pas proclamée, tour-à-tour définie et garantie, par des témoignages de l'ordre le plus élevé, par les monuments les plus imposants du Droit international de l'Europe, par la Paix d'Augsbourg, par le Traité de Westphalie? N'est-elle pas expressément admise, solennellement assurée par quantité de décisions souve-

raînes? Le Magistrat de la Ville Libre de l'Empire germanique la maintient, au XVI^e siècle, par le Traité de Sélestadt et par des *Lettres de protection*. Le roi de France, au XVII^e siècle, la reconnaît par l'acte de la Capitulation. La Révolution, dans deux de ses Assemblées, la consacre par les décrets de 1790 et de 1793. L'Empire français la sanctionne par les *Articles organiques* et par le décret de 1852.

La vie distincte de cette même individualité est enfin attestée par les rapports que la Commune de Strasbourg, à son tour, a soutenus avec l'Université protestante. L'administration municipale a traité avec celle-ci, a passé des obligations envers elle, absolument comme on contracte avec un corps étranger, avec une institution d'un ordre différent, et non d'une condition dépendante.

L'existence séparée, autant que légitime, qui distingue St-Thomas, se peut prouver par un trait général et incontestable : c'est que le chapitre ne fut jamais troublé dans l'exercice de ses attributions diverses. La durée continue, la persistance de son action à travers tant de siècles, est plus qu'évidente. Quel est le Souverain, quelle est l'autorité qui l'ait suspendue ou bornée, supplantée ou détruite? Où est l'interruption, l'interrègne, qui ait entamé la permanence de ses droits, de ses fonctions, de ses libertés?

Ce qui caractérise la personne, caractérise les biens. Le patrimoine de St-Thomas est de même antérieur à la Réforme : il a été constitué longtemps avant 1517. Il n'a pas été formé davantage par l'autorité civile et politique de Strasbourg, par l'État souverain. Nulle dotation, en aucun temps, ne lui a été faite par la Ville. Étant d'origine purement ecclésiastique, il a été seulement protégé par le Gouvernement de la Ville Libre, puis par les autres Souverains qui ont successivement régné sur l'Alsace. Comme le Souverain politique se trouve, d'après le Droit canonique des Protestants, investi des *droits et pouvoirs épiscopaux*, la Ville-État avait un double motif, pour empêcher que les biens propres et héréditaires de la Collégiale protestante ne fussent attaqués par un Souverain catholique, par une Église rivale ou hostile.

Un attribut particulier, inhérent et à sa personnalité et à son patrimoine, c'est que l'Université protestante fut constamment ecclésiastique et confessionnelle. Tous ses professeurs, ceux qui enseignaient les sciences naturelles, la médecine, la jurisprudence, aussi bien que ceux qui cultivaient exclusivement telle branche de la théologie, étaient considérés comme membres d'une corporation religieuse. Tous ses fonds, affectés à l'entretien de serviteurs de l'Église, étaient envisagés comme biens ecclésiastiques. Sous cet aspect encore, personnes et propriétés devaient être tenues pour entièrement distinctes des fonctionnaires civils ou laïques, et du domaine soit de l'État soit de la Commune. Quoique habitant le territoire de l'État, quoique situées dans l'enceinte de la Commune, elles en étaient détachées moralement et légalement.

Aussi l'État ne s'est-il jamais ingéré dans le détail de l'administration de S-Thomas. L'intervention à laquelle il avait droit, en qualité de Souverain, était d'un ordre bien plus élevé : c'était celle du pouvoir suprême, exerçant la haute tutelle administrative. N'ayant rien donné à S-Thomas, il ne prétendit jamais rien à ses revenus, et ne s'attribua point la faculté de régir ses biens : il se bornait à sanctionner en dernière instance la gestion propre et interne de la Collégiale.

Quant à la Haute-École, quant au Gymnase, créé par l'ancien Souverain et doté à l'aide de biens qui étaient tombés dans le domaine de l'État, il porte le même caractère que l'Université protestante : un caractère confessionnel. C'est un petit Séminaire, préparant au grand. Sa destination spéciale et sa dotation, garanties par le Traité de Westphalie et par la Capitulation, n'ont pas cessé d'être respectées par les pouvoirs postérieurs.

Les biens de la Haute-École, de même que ceux de l'Université, ont été exceptés de la vente des biens nationaux, en raison de leur usage ecclésiastique même, ce mot pris dans le sens du droit des Eglises protestantes; et parce que, comme biens appartenant à la communauté protestante, ils avaient été confirmés lors de la réunion de l'Alsace à la France.

Enfin, en ce qui concerne les fondations de moindre valeur, bourses ou

legs, ils ont été faits par des protestants pour des protestants, sous l'autorité et avec le concours du Magistrat Souverain d'une Ville Libre Protestante. Il ne semble donc pas que la jouissance exclusive, par des protestants, des revenus de ces legs puisse devenir l'objet d'une contestation quelconque.

Le contrôle que l'ancien Magistrat, investi des *droits épiscopaux*, avait exercé directement, par des surveillants choisis dans son sein, sur la conduite de toutes ces fondations, a été délégué par le Souverain moderne aux autorités aujourd'hui placées à la tête de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg.

Grâce à la manière dont Napoléon I^{er} acheva d'organiser, de *régénérer* cette Eglise, et d'en reconstituer les établissements d'instruction religieuse, c'est le *Séminaire protestant* de Strasbourg qui se trouve titulaire et administrateur des biens et revenus de nos antiques institutions, sous la surveillance immédiate du *Directoire* et du *Consistoire Supérieur*. » *Les professeurs de cette Académie et du Gymnase*, écrivait en 1806 l'illustre et intègre Portalis, *sont dotés du produit de fondations faites en faveur des églises protestantes; fondations qui ont été conservées, confirmées et respectées depuis la Paix dite de Religion de 1555.* »



FIN DE LA NOTICE.

DOCUMENTS.

DOCUMENT I.

Convention entre les Chanoines protestants et les Chanoines catholiques du Chapitre de St-Thomas.
signée le 27 mars 1528.

Nous, Jean Bock, chevalier, Jacques Sturm, Nicolas Wencker, bailli d'Offenbourg, et Nicolas Meiger, à tous faisons savoir, par les présentes, que nous avons été choisis pour arbitres et amiables compositeurs par les dignes et savants prier, doyen, chanoines et autres personnes attachées au chapitre de St-Thomas, établis soit dans la ville de Strasbourg soit ailleurs, afin de juger le différend survenu depuis quelque temps entre lesdits membres de ce chapitre. Voici de quelle manière a été ménagée la conciliation, avec l'agrément de toutes les parties. Premièrement, attendu que les droits et prérogatives des divers membres se divisent en trois classes, les uns, savoir le docteur Wolfgang Böcklin, Ulric Bertsch et Jean Wetzel, chanoines, ne possédant que des prébendes canoniales; les autres, savoir les vicaires maître Philippe Heiligensteiner, Jean Schachtel et Etienne Lorber, n'ayant que les droits de présence; quelques-uns enfin, savoir le doyen docteur Nicolas Wurmser, et les chanoines Jean Hoffmeister et Sébastien Wurmser; de plus les soumissaires docteur Pierre Wickram, Thibaut Baldner et maître Jacques Schultheiss, et le vicaire Nicolas Geyffuss, jouissant à la fois de prébendes et de droits de présence : nous

Wir Hans Bock, ritter, Jacob Sturm, Nicolaus Wencker, Schultheis zu Offenbourg, unnd Claus Meiger, thunt kundt menigklichen mit dissem brieffe, als sich zwüschen den würdigen hoch unnd wolgelerten ersamen herren Probst, Dechan unnd Capittell, auch anderen sanct Thomas stifts zu Strassburg verwandten personen, so sich zum theil inn der Statt Strassburg, zum theil usserthalb enthalten, etliche zeit har irrung unnd spänne begeben und zugetragen, das durch uns obgenannten als hietzu erbettenen tädingsleuten und frunlichen underhandlern, sie die vorgemelten Stiftherren, uff heut dato, zu allen theilen nachvolgender wyse vereinigt unnd vertragen seindt : Nämlich, diewyl genante Stiftpersonen in dryerley unnderscheid erfunden, das etliche allein umb die corpora, als doctor Wolfgang Böcklin, herr Ulrich Bertsch, unnd herr Johannes Wetzell, canonici; etliche alleyn der presentz, als meister Philips Heiligensteiner, herr Johann Schachtell, unnd herr Stephan Lorber, vicarii, etliche aber der corpora unnd presentz halb, als doctor Nicolaus Wormbsser, dechann, herr Johann Hoffmeister unnd herr Sebastian Wormbsser, canonici; sodann doctor Peter Wickgram, herr Diebolt Ballkner, meister Jacob Sculteti, summissarii, unnd herr Nicolaus

avons décidé premièrement, quant aux revenus du passé, que le chapitre de S'-Thomas s'entendrait à l'amiable avec M. Nicolas Geylfuss, vicair, en tout ce qui concerne ses droits depuis l'époque où, s'éloignant de la ville, il abandonna sa prébende. Cette décision a été adoptée par le doyen de la fondation, le docteur Nicolas Wurmser, au nom de Nicolas Geylfuss. Quant au docteur Pierre Wickram, il a été arrêté qu'on lui remettrait, pour acquitter les années passées, 80 florins, après avoir déduit toutefois ce qu'il pourrait avoir reçu déjà. Pareillement il a été arrêté, concernant M. Étienne Lorber, qu'il rendrait compte au chapitre de tout ce qu'il aurait perçu et dépensé, et qu'ensuite les susdits arbitres prieraient le chapitre de lui accorder une gratification dont ledit vicair se trouverait satisfait. De même, touchant le docteur Wolfgang Bœcklin, M. Ulric Bertsch et M. Jean Wetzel, il est convenu que chacun recevra 30 florins pour chacune des années écoulées depuis leur départ. Concernant le docteur Nicolas Wurmser, doyen, M. Jean Hoffmeister et M. Sébastien Wurmser, chanoines, ainsi que maître Jacques Schultheiss et M. Diebolt Baldner, soumissaires,¹⁾ il est convenu qu'on accordera à chacun d'entre eux, pour le temps de leur absence, 100 florins par an, savoir, 30 pour les prébendes et 70 pour les droits de présence. Il a de même été décidé que 30 florins seraient remis, pour chaque année du temps passé, à maître Philippe Heiligensteiner et M. Jean Schachtel, vicaires. Néanmoins il est expressément stipulé que les personnes sus-mentionnées consentiront à ce qu'on défalque des

Geylfuss, vicarius, in ansproch und vorderung gestanden: ist erstlich, die corpora unnd presentz vergangner zeit belangendt, in der güthlichkeit abgeredt unnd beschlossen, so ver herr Nicolaus Geylfuss, vicarius, vonn der zeit har er sich von der Statt Strassburg entlössert, vor unnd ee er sein pfündt übergeben, corpus unnd presentz halb an den Stifft zu Sanct Thoman forderung thun würde, das dann gemelter Sanct Thomas Stifft sich derenhalb güttlich unnd früntlich mit jme vertragen sollenn, des sich die anwäldt hienach benannt, von des Stiffts wegen erbottenn, welches erbietenn doctor Nicolaus Wurmsser dechan, vonn sein, herr Nicolaus Geylfuss wegegn, also angenommen. So ist doctor Peter Wickram halb abgeredt, das man jme für alle vorderung vergangner jaren, achtzig guldin gebenn soll, doch das daran was er vormalts daruff empfangen, abgezogen werde. Dessglichen herrn Stephan Lorber betreffend, ist abgeredt, das er dem stiftt aller seiner innome und ussgobe ein erbare uffrechte rechnung thun solle, nach welcher beschehen rechnung die gesandten anweldt des stifts der lödingsherren bitt dem capitell antzeigen, jne mit einer vereerung zu bedencken, deren er sich an statt seiner anworderung benügen lassen soll. Hem doctor Wolfgang Bœcklin, herr Ulrich Bertschen, unnd herr Johann Wetzel belangendt, ist abgeredt das man jnen für jre corpora vergangner zeit jrer abwesenheit, yegklichs vergangen jars, yedem drüssig guldin geben soll. Sodann doctor Nicolaus Wurmsser den dechann, herrn Johann Hoffmeister und herrn Sebastian Wurmsser canonicos, dessglichen meister Jacob Schultheissen und herrn Diebolt Balthnern summissarios belangendt, ist abgeredt das man jro yedem die zeit seins abwesens für yedes jare hundert guldin, nemlich drüssig für das corpus, unnd dann

¹⁾ Le Soumissaire était une sorte de suffragant, ou de suppléant, faisant les fonctions du chanoine à son défaut.

sommes ci-dessus déterminées ce que chacune pourra avoir reçu ou perçu déjà, soit pour les droits de présence, soit pour les prébendes.

De plus il a été décidé que les membres du chapitre qui se sont retirés hors de la ville de Strasbourg rendraient aux membres qui habitent la ville un compte sincère et loyal de toutes leurs recettes et dépenses. S'il survenait quelque contestation, sur un ou plusieurs points de ce compte, chaque parti élirait un négociateur, et les deux négociateurs choisiraient un arbitre commun, qui examinerait le débat et concilierait les partis. La décision des négociateurs et de l'arbitre serait considérée comme concluante et définitive. Il est aussi convenu que le chapitre de S'-Thomas s'obligera, envers les personnes sus-mentionnées, à leur payer ce qu'elle leur devra après compte rendu, tant pour les prébendes, tant pour les droits de présence, soit à elles-mêmes, soit à leurs héritiers, aux termes suivants : un tiers à la S'-Jean prochaine, le second tiers à Noël, et le dernier tiers à la S'-Jean de l'année 1529. D'ailleurs, ce que chacun aura dépensé d'après bon compte, ou perdu en faveur de la fondation, devra lui être payé en argent comptant par la fondation. En outre, il est convenu que les membres sus-mentionnés, retirés hors de Strasbourg et ayant dessein de ne pas habiter ladite ville, parce qu'ils ne peuvent pas s'entendre avec le Magistrat au sujet du décret concernant le droit de bourgeoie-

süßentzig für die presentz geben soll. Item meister Philips Heiligensteiners und herrn Johann Schachtels der vicarien halb, ist abgeredt das jro yedem für vergangne zeit jors für jre presentz drüssig guldin geben werdenn; doch ist hierin usstruckenlich bedingt, was alle unnd yede obgeschriben personen vormalts empfangen oder ingenommen hetten uff solliche jre presentz oder corpora, yeder seiner gebür nach, das soltichs jnen an obbestimten summen abkürzt unnd abgezogen werdenn solle.

Wyther ist abgeredt, das alle Stiftspersonen so sich usserhalb der Statt Strassburg enthaltenn, alles jres innemens unnd ussgebens, denenn so inn der Statt wonhaftig, uffrechte redliche rechnung thun sollenn; unnd ob sich begeben, das sie solcher rechnung inn einem oder mer puncten spännig würdenn, das dan yedes theil einen underhandler, welche zwen einen gemeinen obman erwelen sollenn, solchen spanu zu hören, unnd die parthien zu entscheiden; unnd was sie also sprechenn, doby soll es ungeweygert bleybenn. Es ist ouch abgeredt, das sich der gemeyn Stift zu sanct Thoman gegen obgeschriben personen verpflichten und obligieren soll, was sich also an gutter rechnung findt das man jro yedem, so für corpus, so für presentz, wie obluthet, zu geben schuldig weurd, das selbig jnen oder jren erben zu nachgenanten zielen zu betzalen, nemlich einen dritten theil uff sanct Johannis tag zu sonnwenden nechst kunfftig, einen dritten theil uff nechst nachfolgenden wyhen-nachtag, unnd den überigen dritten theil uff sanct Johannis tag zu sonnwenden ime funffzehen hundersten neun unnd zweinzigsten jore. Was aber sunst in zerung unnd andern uncosten, so sich inn gutter rechnung, wie obstat, befindet, ein yeder von gemeines stifts wegen ussgebenn oder gelitten hatt, sol jme ouch von gemeiner stift

sie, se conformeront au règlement suivant. Les trois chanoines, n'ayant que des prébendes et ne résidant pas personnellement près du chapitre, MM. Böcklin, Bertsch et Wetzell, recevront, tant en fruits qu'en argent, ce que reçoit un chanoine en résidence, à ceci près qu'ils n'auront part qu'à la moitié de ce qu'on appelle le *remanet*, c'est-à-dire de ce qui reste après la distribution des fruits et de l'argent. Si, suivant l'ancienne habitude, ils assistaient, le lendemain de la nativité de Jean-Baptiste, à la reddition annuelle des comptes, ils recevraient aussi les deux livres de deniers comptants. Il en sera de même des trois chanoines résidants, Nicolas Wurmser, Jean Hoffmeister et Sébastien Wurmser, puis des trois soumissaires Wickram, Baldner et Schultheiss, à la réserve des deux livres de deniers, auxquelles ceux-ci ne pourraient prétendre. Comme ces six dernières personnes, en qualité de résidants, jouissent aussi de la présence, il a été décidé que chacune recevrait 60 florins par an pour sa présence. A chacun des trois vicaires, Heylgensteiner, Schachtel et Lorber, il est accordé par an 24 florins de présence. Cependant aucune de toutes ces personnes, qu'elle soit chanoine, soumissaire ou vicaire, ne pourra prendre sa présence en deux lieux différents; et si quelqu'une, tôt ou tard, revenait dans la ville, auprès de la fondation, elle jouirait, comme les membres résidants, des prébendes et de la présence.

also bar vernügt unnd betzalt werdenn. Wyther ist abgeredt, ob jemandts vonn den vorgeschribnen stiftpersonen so sich usserhalb der statt Strassburg hallenn, sich mit einem ersamen Raht vylgenanlter statt Strassburg, jr fürgenommen ordnung der burgerschaft halb, nit verglichen konnten, unnd jnen desshalb zu Strassburg zu wonen nit gelegen sein wolte, das es mit denselben uff kunfftige zeit, alle diewyl er sich also usserhalb der statt enthaltet, nachvolgender gestalt gehalten werdenn soll: nemlich das man den obgeschribnen dryen canonicis, denen allein das corpus gebürt, als die jr persönlich residentz bym stift nit haben, mit namen doctor Wolfgang Böcklin, herrn Ulrich Bertsch, und herrn Johannis Wetzell, fürterhin jertlichs jr corpus ab dem spycher, so inn theylung der fruchten, so inn gelt, gleicher gestalt wie ein residierendenn canonico reichen unnd volgen lassen solle, ussgenommen was an sollichen gewentlichen der fruchten unnd gells usstheylungen überblipt, so man das remanet nempt, daran sollent sie nit mer dan ein yeder ein halben theil habenn, unnd so verr sie alter gewonheit nach, den nechsten tag nach natalivaltis Johannis Bapt. by der jarrechnung erschinen, sollent jnnen ouch die zwey pfandt pfennig rechnunggelt gegeben werdenn. Glichen gestalt soll es mit doctor Nicolaus Wormbssern dem dechan, herrn Johann Hoffmeistern unnd herrn Sebastian Wormbssern, dissen dryen residierenden canonicis, sodan mit doctor Peter Wickgram, herrn Dieboltzen Balthner unnd meister Jacob Schultheissen, den dryen summissarien, der corpora halb, ussgenommen das rechengelt, des sie nit tühig, ouch gehalten werdenn; unnd diewyl diesse letztgenannten sechs personen als residentes ouch der presentz gaudieren, ist beredt das man deren yedem jertlich hinfür für sein presentz sechtzig guldin geben

Cet accomodement proposé par les membres du chapitre de S^t-Thomas résidant à Strasbourg, et par les personnes choisies ou autorisées par lui, n'a d'autre but que d'amener et de conserver la paix et l'union, sans que le chapitre y soit obligé en droit; il ne doit être exécuté qu'autant que l'honorable Conseil de la ville de Strasbourg et le chapitre de S^t-Thomas s'entendent en tout au sujet des personnes absentes. Si quelque erreur ou malentendu devait se présenter tôt ou tard sur cette transaction même, les arbitres expliqueraient et décideraient tout, et les deux parties s'en tiendraient à leur intervention et résolution.

Ce rapport et contrat a été accepté par les deux parties, au nom des membres demeurant à Strasbourg, par maître Laurent Schenkbecher, prévôt, et maître Félix Pfeffinger, chanoine, comme délégués munis de pleins pouvoirs; au nom des membres absents par Nicolas Wurmser, Wolfgang Boecklin, Ulric Bertsch, Sébastien Wurmser, chanoines; par Pierre

soll. Item meister Philips Heylgensteinern, herrn Johann Schachteln unnd herrn Stephan Lorbern, dissen dryen vicarien, ist bewilligel, einem yeden jars für sein presentsz vier unnd zweintzig guldin zu geben. Doch so soll kheiner von obgeschribnen personen, er sey canonicus, summissarius oder vicarius, wie sich ouch nil gebürt, an zweyen orten presentsz nemmen; ouch so sich jr einer, über kurtz oder lang, widder inn die statt unnd zu dem stift thelle, so soll er mitt niessung der corpora unnd presentsz, wie annudere so residierenn, gehalten werden.

Welche bewilligung, vorab künftig zeit belangend, vonn nachgenannten sanct Thomas stifts unnd dero personen so sich inn der statt Strassburg haltenn, gesandten anwöltdt unnd bevelchhabern, kheiner annndern gestalt, dan allein zu furderung unnd erhaltung fridens unnd einigkeit, als sie gesagt, unnd nil vonn rechts wegen beschehenn, sol ouch nil anders verstanden werdenn noch statt haben, dann so verr ein ersamer Rahl der statt Strassburg unnd vilgenantler sanct Thomas stift, der abwesenden personen halben, sunst in jrenn spännen zu allen theylen vereinigel unnd vertragen werdenn. Ob ouch einiche irrung oder myssverstand sich diss uffgerichten vertrags halb über kurtz oder lang zwüschen vylgemelten parthien begebe, darüber sollent sie von den obgenannten lüdingsherren lütterung unnd entscheidl nemen, auch beider seits daby blyben.

Disen bericht unnd vertrag, inn mossen obstatt, abgeredt unnd beschlossenn, haben beide parthien, nemlich von wegen der stifttherren so inn der statt Strassburg wonhaftig, die würdigen wolgelerten herren meister Lorenz Schenkbecher probst, meister Bal Foeliz Pfeffinger canonicus, als gesandte volmechtige anwöltdt unnd befelchhaber, sodann die abwesenden stifttherren

Wickram, Diebolt Baldner, soumissaires; par Philippe Heylgensteiner et Étienne Lorber, vicaires; le docteur Wolfgang Bœcklin l'accepte au nom du chanoine Jean Wetzel; Sébastien Wurmser, au nom du chanoine Jean Hoffmeister; le doyen Nicolas Wurmser, au nom du soumissaire Jacques Schultheiss et du vicaire Jean Schachtel. Tous ont consenti et promis d'observer de tout point ladite transaction. Afin que tout soit dûment établi et attesté, nous, les quatre arbitres sus-nommés, avons apposé sur la prière des deux parties, et sans préjudice pour nous et nos héritiers, nos propres sceaux à cette lettre, laquelle est donnée, ce Vendredi après Latare, ce vingtseptième jour du mois de Mars, en l'an 1328, après la naissance de notre Seigneur et Sauveur Jésus-Christ.

unnd anndere der stift verwandten personen, nemlich die wurdigen hoch unnd wolgelernten er-samen herren, doctor Niclaus Wormbsser dechan, doctor Wolfgang Bœcklin, herr Ulrich Bertsch, herr Baslian Wormbsser, canonici, doctor Peter Wickgram, herr Diebolt Balthner, summissarii, meister Philipp Heylgensteiner unnd herr Stephan Lorber, vicarii, alle für sich selbs, unnd von wegenn herrn Johannsen Wetzels, canonici, doctor Wolfgang Bœcklin, von wegen herrn Johannsen Hoffmeisters canonici herr Bastian Wormbsser, von wegen meister Jacoben Schultheissen summissarii unnd herrn Johannsen Schachtels vicarii, doctor Niclaus Wormbsser dechann obgenant, angenommen unnd zu allen theillen zu vortziehen unnd zu halten bewilliget unnd versprochen. Des alles zu offnem waren urkhundt, habenn wir die vier obgenante thädingsleutte, von vorgemelter parthien bitt wegen unnser eigene ingesigell, doch unns unnd unnsern erben inn alle weg onshedlich, öffentlich gethon heneken an dissen brieff, der geben am frytag nach Letare, den süben unnd tzeintzigsten tag des monats Martii nach der geburt Christi unnser herrn unnd heylandts getzalt tuseul funffhundert tzeintzig unnd acht jare.

Traité entre le Magistrat et les Chapitres de St. Thomas, de St. Pierre-le-vieux et de St. Pierre-le-jeune, conclu à Sélestat le 21 janvier 1529.

Nous, Balthasar, par la grâce de Dieu, évêque de Malte, évêque désigné de Hildesheim, coadjuteur du chapitre de Constance, vice-chancelier de S. M. l'empereur romain, notre très gracieux souverain, orateur et commissaire du Saint-Empire, à tous faisons savoir par les présentes qu'ont consenti à notre amiable médiation, et ont comparu aujourd'hui devant nous à Sélestat par leurs envoyés et avocats plénipotentiaires, les vénérables et savants prieur, doyen et chanoines, sortant des chapitres de St. Thomas, de St. Pierre-le-vieux, de St. Pierre-le-jeune à Strasbourg, d'une part, et d'autre part les prudents et sages maîtres et conseillers de la ville de Strasbourg, nos chers seigneurs et bons amis, afin d'accommoder les différends qui les séparent depuis longtemps sur les points suivants. En conséquence, après avoir entendu suffisamment chaque parti et consulté ses intérêts, nous avons décidé, avec leur agrément, leurs contestations diverses dans la forme et la mesure que voici :

Wyr Balthasar von gottes gnadenn Bischof zu Malta, postulierter zu Hildesheim, Coadiutor der stift Costantz, Römischer Keiserlicher Maiestat unnsers aller gnedigsten herren vice cantzler, orator unnd commissarius im heiligenn reich, bekennen unnd thuen khundt allermeniglich mit dissem brieff, als die erwürdigenn hoch unnd wolgelehrten unnd ersammen herren probst dechan unnd capittel der dreyer ussetretener, als zu sannt Thoman, Altenn unnd Jungen sant Peter zu Strassburg stifts personen einer, so dann die strengenn, ernuestenn, fürsichtigenn, ersammen unnd weysenn mäister unnd rhate der statt Strassburg, unnsere besonner liebe heren unnd gutte freinde, anndertheils, unns, uff unnsere güttlich ansinnenn zu beden theilenn, in ihren mishellenn, spennenn, unnd zweytrachtenn, darinn sie nach gemelter puncten unnd artickel halb, gegenneinander gutt zeit, inn unentscheidener rechtfertigung gestandenn, güttliche verhör unnd unnderhandlung gewilliget, unnd uff unnsere vrtagung heutt datum zu bedseitenn, durch ihre gesandten unnd verordneten vollmächtig anwäld vor unns zu Schletstatt erscheinen sindt. Das wir demnach die partheienn, nach genugsamer verhör, jetweders theils anligenn, mit irer aller guttem wissen, willenn unnd annehmen, solcher ihrer missgell, spenn unnd zweitracht, gar unnd gantz, güttlich, mit unnd gegen-

Premièrement, l'honorable conseil de la ville de Strasbourg permettra aux membres des trois chapitres de faire leurs fonctions religieuses, autant que cela est divin, chrétien et droit; et même les y protégera. Mais, puisque les deux parties ne pourraient pas entendre cet article de la même manière, on se conformera à ce qui a été décidé récemment là-dessus à la diète de Spire (à savoir ceci : Nous électeurs, princes et États du Saint-Empire et leurs envoyés, qui sommes maintenant réunis à cette diète, nous voulons jusqu'à la convocation du concile ou d'une assemblée nationale, vivre avec nos sujets, relativement aux choses pour lesquelles un édit de sa Majesté impériale a convoqué la diète de Worms, vivre, gouverner et nous comporter comme chacun espère et doit se comporter à l'égard de Dieu et de l'empereur.)

En second lieu, concernant l'argenterie, les lettres, les bijoux et autres biens mobiliers et immobiliers des trois chapitres. L'honorable conseil de la ville de Strasbourg ou ses délégués, dresseront un inventaire digne de foi des biens mobiliers et immobiliers des chapitres; les chanoines à leur tour s'obligeront encore, pour eux et pour leurs héritiers, sous la forme la meilleure, à n'aliéner aucun de ces biens, à ne les distraire des chapitres et de l'enceinte de la ville, sans en informer le conseil et en ob-

einander vereiniget, vertragen, gericht unnd geschlicht habenn inn form unnd massenn hernach folgende.

Nemlich unnd zum erstenn.

Das ein ersamer rhatt der statt Strassburg der genannten dreyer stifts personenn, mitt singenn unnd lesen, bey allem dem, so göttlich, christenlich unnd recht ist bläbenn lassenn, sie auch dabey handhaben schütten unnd schirmen sollenn. Dieweil aber beidetheil in dissem artickel nitt ein gleichenn verstanndt haben möchten, das es dann bey, dem abscheidt jünngstgehaltenen reichstags zu Spir diss artickels halb ussgangen. (Als nemlich diss jnnhalt: Demnach wir auch churfürstenn, fürstenn unnd stännde des heiligen reichs unnd derselbenn bottschaftenn, unnd jetze allhie auff dissem reichstage einmuetlich vergleichenn unnd vereiniget mittler zeit des concily, oder aber National versamlung nit desto minder mitt unnsern unnderthanen, ein jeglicher in sachenn, so das edict, durch keisserliche Mayestat uff den reichstag zu Wormss gehalten ussgangenn belangen möchtenn, für sich also zu lebenn, zu regieren, unnd zu halten, wie ein jeder solchs gegenn gott unnd keisserlicher maiestat verhofft unnd getrewet zu verantwortenn verbleiben soll.

Zum anderenn.

Der vorbestimptenn dreyer stift silber, brieffe, zleinoter, auch ander beweglichen unnd unbeweglichenn gütter berierndt. Das ein ersamer rhat der statt Strassburg oder ihre darzu verordnetenn, dern stiftenn bewegliche unnd unbewegliche gutter jnventierenn, unnd desshelben ein glaubwürdiges jnventarium zu ihrenn handdenn nemen mögenn, die stifttherren sich auch, für sich unnd ihre nachkommen in bester form capitulariter obligierenn unnd ver-

tenir le consentement ; qu'en-dehors de ceci ils auront la libre administration de ces biens, selon la coutume de tout temps pratiquée.

3^e) Quant au droit de bourgeoisie, ceux des membres des trois chapitres qui ont quitté la ville et qui voudront prendre leur domicile à Strasbourg, pourront s'arranger à cet égard avec le conseil en acceptant ses conditions ; toutefois cela n'obligera en rien ceux qui croiront ne pas pouvoir rester en ville ; ces derniers jouiront de leurs revenus et de leurs droits, autant qu'il est juste.

4^e) Lesdits chanoines donneront à chaque prédicateur, vicaire et sacristain à S^t-Pierre-le-jeune et à S^t-Pierre-le-vieux, pour leur subsistance, 150 florins. Puis, comme le logement des deux pasteurs est petit et étroit, qu'ils le cèdent à leurs vicaires, et que les deux pasteurs aient chacun une demeure convenable, ou que chacun reçoive par an 8 florins pour son loyer. Quant aux pasteurs de S^t-Thomas, de S^t-Aurélien et de S^t-Nicolas, on s'en tiendra au traité fait par les chanoines de S^t-Thomas, résidant dans la ville, avec l'honorable Conseil. Lesdits chapitres ne doivent pas à cet égard être chargés davantage, mais ils doivent, conformément à la convention avec le Conseil, répartir entre les pasteurs et les vicaires ce qui convient. En échange, la propriété du bien curial, constituant les revenus des pasteurs, est maintenue

schreibenn, das sie der genandter stiftgütter one wissenn und willenn eins ersamen rhats, vonn den stiftenn unnd uss der statt Strassburg nit verenderen oder entfremdbenn sollenn noch wöllenn, doch das sie sonst, unnd usserhalb des, wie obstat ire fry administration jnn allen anderen solche gütter belangendt, wie hievor von alter her kommen, haben sollenn.

Zum drittenn.

Der burgerschafft halben ob der dreyer stift ussgetretter personen gelegenheit were oder sein würde, yr hausshabliche wonung jnn der statt Strassburg ze habenn, unnd darumb mit einem ersammen rhatt lut yrer fürgenommenen ordnung vergleichenn, das die anndern, denen solchs nit gelegenn, so vil an inen onverhindert geschehen lassen sollenn, so dann corpora unnd präsentz nit verhinndern, unnd darzu auch an ihrem rechtenn (so vil unnd recht ist) nit irrenn solle —

Zum vierdtenn.

Das die gemeltten stifttherren einen ieden leüttpriester, müttling unnd sigristern zu dem jungen unnd altenn sannt peter für ihre competentz unnd underhaltung, anderhalb hundert gulden, so dann derselbenn zweyen pfarrer behaussung, dweil die etwas klein unnd eng, iren müttlingen zustellenn, unnd den genandten zweyen pfarrerherren, jedem ein ander gelegenn unnd zimliche behaussung, oder aber yr idem, jars, acht gulden für ein hausszinss gebenn, unnd dann der pfarrerherren zu sannt Thoman, sannt Aurelien, unnd sannt Nicolaus halber, soll es bey dem vertrag so die stifttherren zu sannt Thoman in der statt wohnendt, mit ain ersammen rhat abgeredt, blißenn, unnd die berüertenn stift darüber, weiter noch höher nit gesteigt, doch das die drey

aux chapitres par le magistrat; pour que ce bien curial ne puisse jamais être détaché des chapitres, et pour que la cure ne puisse former une institution séparée.

5^e) Toutes les défenses mises par l'honorable Conseil sur les chanoines, leurs serviteurs ou leurs biens, doivent être levées. A chacun doit être remis sa maison avec les biens inventoriés qui s'y trouvent. Les personnes qui y habitent présentement, ne sont pas obligées de la quitter avant la S'-George; toutefois si quelqu'un vendait dans l'intervalle sa propre maison achetée ou héritée, ceux qui l'habitent devront la quitter, sans égard au terme fixé, conformément aux us et droits de la ville de Strasbourg.

6^e) Chaque personne attachée à un chapitre pourra louer sa maison à tout clerc ou laïque, bourgeois de Strasbourg; elle pourra disposer librement des grains ou autres biens meubles qui se trouveront dans son habitation; si ses affaires l'appellent à Strasbourg, elle pourra y séjourner pendant quelques jours; si elle reste plus longtemps, elle se logera dans une hôtellerie, sauf si elle arrive malade à Strasbourg, ou qu'elle tombe malade pendant son séjour; en ce cas, elle sera traitée conformément aux usages.

stift solch obgemeldt unnderhandlung järlichs ein rhatt zustellenn sollenn, sollichs unnder die pfarrherren unnd mütling, so ie zun zeitenn sein werdenn habenn vszuthellenn, dargenn soll denn gemeldtenn stiftenn der pfarren pfarrliche gefelle, einer ieden stift dennselbigenn pfarren zuständig, gegeben, geuolgt unnd vonn ein ersamen rhatt, bey denn genandtenn der pfarren beständigen gefellenn, gehandthabt, unnd darzu von dem kein pfarrer perpetuiert werden solle.

Zum fünfftenn.

Das alle gebott, so ein ersamer rhate, uff der stiftpersonen, ire dienner oder güetler gelegt, absein, auch einem ieden sein hoff unnd behaussung, sampt den darinn jneentiertenn güetleren verfolgt wordenn, doch das die personen, so disser zeit in denen wonhaftig sinnd, die bitz sant Georgenn tag sehier ist künfftig, zu rumen unnd ausszuziehenn, termin habenn, es were dann, das ir einer oder mehr, yr eigenn kauffte, oder ererbten höffe oder behausungen mittler zeit verkaufftenn, so sollen die so darinn sindt, nach der statt Strassburg recht und gebrauch, unangesehenn bestimpt termin weiehenn.

Zum sechstenn.

Das ein jeder stifts verwanter, seine höfe oder behaussung einen geistliehenn oder weltliehenn, so burger zu Strassburg ist, yngeben oder verleihenn darinn zuwonenn, seine frucht, oder andere farende hab so darinn ist, oder fürterhin darinnen subwarenn, æe ander, so nit burger sindt, verkauffenn, oder hinweg führen, unnd so sie irer geschäft halb in die statt Strassburg kommen, das sie ungeuerlich etlich tag iren läger unnd herberg darinn habenn mögenn, doch über dieselbenn tag sonst an einem feylen wirt serenn, es were dann

7°) Les personnes attachées aux chapitres que le conseil a retenues captives ou auxquelles il a demandé des serments, seront relevées de ces serments et rendues à la liberté; d'autres personnes dépendantes des chapitres seront affranchies de toute restriction ou suspicion, de manière à pouvoir agir librement, tant en ville qu'àudehors; toutefois celles qui pendant la captivité auraient fait la paix avec la ville, et qui auraient prêté serment, seront tenues d'observer ce serment.

8°) Les chanoines s'arrangeront avec le Conseil au sujet des constructions dans la maison du docteur Wolff, dès que la présente transaction sera adoptée et qu'ils seront rentrés dans leurs biens; en retour on leur rendra les documents concernant ladite maison, conformément à l'offre faite par les délégués du Conseil à l'entrevue de Kentzingen.

9°) L'argent qui, par ordre du Conseil de la ville de Strasbourg, a été avancé pour payer les pasteurs pendant le temps qu'a duré le différend avec les trois chapitres, sera remboursé par ceux-ci au Conseil, conformément à un compte exact, et dans l'espace de quatre ans à partir de la présente convention. En outre les trois chapitres s'engageront par des obligations écrites, à payer au Conseil, dans le même espace de temps, chacun la somme de 1300 florins à ti-

das ir einer oder mehr kranck dahin kämenn, oder daseibs kranck würdenn, gegenn dennen soll es wie mit andern dergleichen ongeuerlich gehalten werden.

Zum sibendenn.

Das alle personenn so den stiftenn verwandt, unnd vonn einem ersammenn rhat gefangenn, oder zu gelübdenn genommen, yrer eiden unnd gelübdenn entschlagenn, auch andere stifts verwandtenn uss sorgen gelassen werdenn sollenn, damit sie frey hanndlenn unnd wandlenn mögenn, jnn unnd ausserhalb der statt Strassburg, doch sollen die urphedenn, die sie irer gefengkis halber gethan, hierinn nit ussgelescht, sonder vestiglich vollzogenn werden, so ferr das gewönlich urphedenn, unnd dissen vertrag nit abreuchig seyenn.

Zum achtenn.

Denn baw, doctor Wolffenn hauss belangdt, das die stifttherrenn irem zusagenn nach, so sie disser sachenn vertragen werdenn, unnd wider anheimisch kommenn, sich deshalbenn mit einem ersamen rhat nach ihrem willenn vergleichenn, doch das ynen die brieffe, uber sollich hauss wsende, wie sich dann vormals die gesandten eins ersamen rhats des zu kentsingen erbotten habenn, wider zu handen gestellt werdenn sollenn.

Zum neündtenn.

Des gelts halbenn, so durch befehl eines ersamenn rhats der statt Strassburg, vonn den pflegereyenn, die pfarrenn jn den schwäbennenden jrrungenn zu unnderhaltenn, dargelihehn, das solchs, so vil sich des bits auff annemmen disses vertrags, jn gutter reitung erfündenn wirt, von denn dreyenn stiftenn ieder zu gebüerendem theil, zu vier jarenn, den nechstenn nach dato disses vertrags einem ersamen rhat

tre d'indemnité pour les frais occasionnés au Conseil par ledit différend.

10°) Les trois membres exclus des chapitres, à savoir Jacques Schultheis et Thibault Bakdner, de St-Thomas, et Sixt Hermann, de St-Pierre-le-vieux, seront admis de nouveau sans condition, et pourront jouir, de même que les autres, du bénéfice de la présente transaction.

11°) Les grands et petits sceaux des doyens de St-Thomas et de St-Pierre-le-jeune, ainsi que les documents concernant la maison des Béguines, et en général tout ce qu'ils avaient entre les mains avant cette transaction, sera restitué par nous aux commissaires impériaux.

12°) La convention faite entre les deux parties par Jean Bock et Jacques Sturm, d'un côté, Nicolas Meiger et Nicolas Wencker, de l'autre, demeurera en vigueur, tandis que le récent mandat impérial est déclaré annulé par nous au nom de sa Majesté impériale et moyennant le présent document. En foi de quoi nous, susdit évêque de Malthe, orateur et commissaire impérial, nous avons fait expédier deux copies du présent traité, auquel ont consenti les prieurs,

aider uberantwortt unnd bezalt; so dann auch zu fürderung des vertrag einem ersamen rhatt, zu ergötzlichkeit ires kostenns unnd schadenns, so sie in alle weg, disser irrung halb erlitten, funffzehenn hundert guldenn, auch zu denn obgemelten vier jaren, vonn iedem stift gleich gereicht, bezalt unnd gegeben werdenn, unnd darüber sie die stift solchs zu vollstreckenn, Capitularter sich gegenn einem ersammen rhat obligierenn unnd verschreibenn sollenn.

Zum zehennenn.

Das auch zu fürderung disses vertrags die drey aussgesprochenen personen gleich so wol, als die andern stifttherrn one condition unnd fürwort eingelassenn sein, sich des frewenn unnd gebrauchenn sollenn; nota: die ussgeschlossenenn sinndt gewessen, zu s. Thomman, M. Jacob Schultheis unndt herr Theobaldt Baltner, zum altenn sannt Peter, M. Sixt Hermann.

Zum elftten.

So soll des decanats zu sannt Thoman auch jungen sant Peter gross unnd klein einsigel, auch brieffe uber das Beginenn hauss, unnd alles anders, so sie bey iren hannden habenn, vor dissem vertrag, von unns denn keiserlichen commissarien restituirt, damit ein mitt dem andern beschlossen werdenn.

Zum zwelftten.

So soll der vertrag, durch herren Hanssen Bockenn, unnd Jacobenn Sturmen, Clausen Meigern, unnd Clausen Wenckern, schultheissen zu Offenburg hie vor zwischenn vorernandten partheyenn abgeredet unnd auffgericht inn kräftten sein unnd bleiben, auch das jüngst ussbracht römischer keiserlicher Maiestat mandat, durch unns den vilernandten keiserlichenn commissarien gantz abge-

doyens, chanoines et autres personnes attachées aux trois chapitres et résidant dans la ville de Strasbourg, et nous y avons attaché notre sceau. Fait à Schlestadt le 21 janvier de l'année 1529 après la naissance de notre Seigneur Jésus-Christ.

thon, unnd von unwürden zuachtenn unnd zuhalten verschafft werdenn, wie wir dann das inn nammen unnd von wegen römischer keiserlicher Mayestat unnsers aller gnedigstenn herrn, ictz als dann unnd dann als ictz, abthundt unnd vernichtenn jnn unnd mitt krait diss brieffs, des zu warem urkundt habenn wir obgemelter bischoff zu malten keiserl. Mayestat orator unnd commissarius, disser verträg zwen gleichförmig darin probst, dechan, capitel unnd annder der dreier obgemelten stiften verwandten personen so sich inn der statt Strassburg enthalten, gleicherweiss gewilliget unnd angenommen verfertigt, unnd unnsers insigel darann gehangenn, der geben jst zu Schlettstatt am ein unnd zwentzigstenn tag january nach Christi unnsers liebenn herren geburt, tausent fünffhundert unnd imm neun unnd zwentzigstenn jare.

DOCUMENT III.

Convention faite entre le Magistrat et l'Évêque, à cause de l'Interim, le 23 novembre 1549.

Attendu que dans l'application de la déclaration, faite l'année dernière, 1548, à la diète d'Augsbourg, par sa Majesté romaine et impériale, notre très gracieux souverain, dans le but de réconcilier les partis qui divisent l'Église et de régler les affaires du culte jusqu'à la réunion prochaine du grand concile dont il a été fait mention, il s'est élevé des malentendus et discussions entre sa Grâce le prince et Seigneur Erasme, évêque de Strasbourg et Landgrave d'Alsace d'un côté, et les puissants, honorables, magnifiques et illustres Seigneurs le Magistrat de la ville de Strasbourg de l'autre, les deux

Als vonn wegen der anstellung römischer keiserlicher Maiestat unnsers allergnedigsten hern Declaration, so jünngstverschinen, acht unnd vierzigstem jarr, auff dem Reichstag zu Augspurg, zue christenlicher vergleichung, der zwispaltigen religion, unnd wie es dernihalt, biz auftrag des kunfftigen genannten concilii gehalten werden soll, ausgangen, etwas jrungen unnd misverstand zwischen dem hochwürdigem furstem und hern, hern Erasmussen, Bischouen zu Straspurg und Landegrauen zu Elsas, So dann den gestrengen, ernstesten, furnemen unnd weysen, hern meister unnd rath der statt Straspurg sich gehalten. Derwegen bedeiheil, auf uns Jörgen vonn

parties se sont adressées à nous George de Wickersheim, prévôt de Selz et Henri de Fleckenstein, baron de Dagstul, sous-avoyer d'Alsace, pour nous exposer à l'amiable leurs griefs et nous prier de les accommoder sans préjudice de leurs droits respectifs. A ces fins nous leur avons proposé une transaction pacifique acceptée par les parties qui se sont présentées devant nous, les intermédiaires, cejourd'hui, en la ville de Strasbourg, pour par nous être entendues à l'amiable et sous la réserve de tous droits respectifs. Après que les mandataires et fondés de pouvoir des parties nous eurent longuement exposé leurs plaintes et griefs pour et contre, par écrit et de vive voix, nous avons reconnu que ces plaintes et dissentiments portent sur quatre points, savoir : le droit de bourgeoisie du clergé et des prêtres en général, en suite duquel depuis quelques années ces derniers se trouvaient dans des rapports de sujétion à l'égard de la ville de Strasbourg, en second et en troisième lieu la reconstruction et la consécration des autels et la réconciliation des églises; enfin en quatrième lieu, la collation des cures et la démission des prédicateurs et des curés. Après que nous, les négociateurs susnommés, avons suffisamment entendu et pesé les raisons et motifs des parties et bien établi les droits respectifs d'icelles et, dans le but d'exécuter le plus soigneusement possible les dispositions de la déclaration impériale sus-indiquée, nous avons proposé aux parties les voies et moyens suivants pour apaiser les difficultés entre elles existantes et arriver à l'entente et l'union entre elles.

Premièrement concernant le droit de bourgeoisie du clergé en général et de ses administrés, sommes d'avis que pour mieux garantir la paix, les prieurs, doyens et chapitres, les chanoines, vicaires et prébendiers de S^t-Tho-

Wickersheim, probst zu Selz, unnd Heinrich von Fleckenstein, freyherr zu Dagstul, unnderlandvoigt in Elsas, zu unvergriffenlicher gutlicher verhör unnd underhandlung derselben, zwischen jnnen bederseits gehallner jrrung unnd verhinderung halb gewilligt, unnd dernihalt unnsrer ausgangner guetlicher verlung nach, an heut dato, jnn der statt Straspurg, vor uns den unnderhandler, zu guetlicher unvergriffenlicher verhör erschinen sein, unnd nachdem bederseits geordnete rechte, unnd bevelchabere, jrer beschwerden unnd verhinderungen, bericht unnd gegenbericht, hien unnd wider schriftlich unnd mündlich nach lengs fürpracht, unnd eingeben, wölliche jrrungen furnemlich uff vier puncten beruhen. Nemlich denn burgrecht gemeiner clerissey unnd priester-schaft, damit sit ettliche jar herr einem ersamen rath der statt Straspurg verwandt gewesen, zum andern unnd dritten, der widererbaung der altarien, auch derselben consecration, unnd der kirchen reconciliation, so dann zum vierden collation der stiftspfarrren, auch abschaffung der prediger, unnd pfarrer. Nachdem nuhn wir die benanten unnderhandler, auff gnugsame erinnerung, abhörung unnd erwegung alles beschehenen furpringens, bey bedertheill geordneten recht, die friedlich anrichtung hochsterndanter keyserlicher maiestat declaration, mit altem vleis gesucht, Habenn wir gedachte partheien, diltmal solcher jrer surgefassten jrrungen unnd apene uff nachvolgende mittell, mit bederseits guetenn wissen, willen unnd gedulden, vereinigt unnd verglichen, wie hernachvolgt.

Erstlich belangen das burgrecht der gemeinen clerisei unnd deren zugewandten, ist bedacht, Das umb merer ruhe unnd uffgangs willen, probst, dechan unnd cappittel, canonicken, vicarien unnd prebendarien der stift sannt Thomman, zum jungen

mas, de S'-Pierre-le-Jeune, de S'-Pierre-le-Vieux, de la Toussaint, de même les vicaires du chapitre de la cathédrale de Strasbourg, ainsi que leurs descendants avec leurs familles, continuent pendant dix années consécutives à partir de ce jour, à être placés comme auparavant sous la haute protection de l'honorable Conseil de la ville de Strasbourg. De tout cela doit être dressé acte conformément aux anciennes lettres de protection; et en raison de cette protection le Conseil doit percevoir un droit fixe annuel à la fin de chacune des dix années fixées. Savoir doivent payer: le chapitre de S'-Thomas, quatre vingts florins, le chapitre de S'-Pierre-le-Jeune, quatre vingts florins; le chapitre de S'-Pierre-le-Vieux, quarante florins; la Toussaint, douze florins, et les vicaires du chœur de la cathédrale soixante et dix florins, le tout en bonne monnaie de Strashourg. En retour, eux et le clergé en général dans la ville de Strasbourg et ses dépendances, ainsi que les deux officiaux et les deux notaires collatéraux des consistoires de Strasbourg devront être, en vertu de la présente convention, dégagés du droit de bourgeoisie, de toute charge et obligation comme bourgeois, à condition toutefois que suivant les coutumes de la ville ils payent en sa trésorerie soit en personne, soit par leurs représentants et au *pro-rata* des impositions générales la somme échue jusqu'à ce jour. Si au contraire l'un ou l'autre d'entre les membres des chapitres nommés tient à conserver son droit de bourgeoisie à titre de particulier, ou si plus tard il veut le reprendre ou se mettre à l'égard du Conseil dans une position de dépendance quelconque, cette permission ne doit pas lui être refusée en tant qu'elle n'est pas contraire aux droits, libertés et usages de la ville de Strasbourg. Toutefois dans ce cas notre gracieux Seigneur l'évêque de Strasbourg

unnd allen sannt Peter, zu allen heilligen, unnd der vicarien des chors hoherstiftt Strasspurg, Auch ire nachkumen, sampt den jeren, zehen jarlang die nechsten nach dato, nacheinander volgend, die anheut dato jren anfang haben, jnn eines ersammen raths der statt Strasspurg gueten schutze unnd schirm, wie hievor sein unnd gehalten; Daruber auch mottwendige verschreibung den allten schirmbriewen gemehts uffgericht werden, unnd sollen derselben schirmverwandtnus halben, Einem rath jerlich, unnd zu ausgang eines jeden der bestimpten zehn jare zu schirmgeltt wiehen unnd geben, Nemlich der stiftt zu sannt Thomman achzig guld., der stiftt zum jungen sannt Peter achzig guld., der stiftt zum alten sannt Peter vierzig guld., Alle heilligen zwölff guld., unnd die vicarien des chorr hoherstiftt siebenzig guld., alles guter Strasspurger werung. Dagegen sollen dieselben unnd die gemeine clerissey inn der statt Strasspurg unnd irren gepiehl sampt den beden officialen auch deren beden collateral notarien der consistorien zu Strasspurg in crafft dieses vertrags der burgrechten, burgerlicher pflicht unnd beschwerdt endschlagen sein, doch das sie zuvor, nach der stat geprauch uff dem stalt unnd am umgeltt durch sich selbs oder andere, nach dem rato bis uff dato abrechnen unnd bezalen, auch damit obberuerter massen aller burgerlichen pflicht unnd beschwerden ledig unnd inn den standt wie hievor gestellt sein sollen; wellicher aber under innen, als ein privat person, sein burgrecht behalten, oder hernacher sich von nuuem inn dasselbig, oder ein andern sondern verstandt oder verwandnuss, gegen ein ersamen rath begeben wölt, dem soll es sovil ein jeder vermöge der rechten oder einer statt Strasspurg freyheit unnd herkommen zugelassen ane benommen sein. Jedoch so hat unnsrer gnediger Herr von Strasspurg seinen fürstlichen gnaden unnd deren stiftt, darzu andern ordenlichen oberren der clerissey inn diesem jr ordenliche jurisdiction, dergleichen ein ersamer rath der statt Stras-

réserve à son chapitre et à d'autres chefs du clergé en général sa juridiction ordinaire, comme de son côté l'honorable Conseil de Strasbourg maintient leurs liberté et justice.

En second et en troisième lieu, en ce qui concerne la réconciliation des églises, l'érection et la consécration des autels, nous, les intermédiaires, sommes d'avis pour de bonnes et valables raisons que la réconciliation des églises n'est d'aucune nécessité et qu'il ne doit pas en être question. Quant à l'érection et à la consécration des autels nous pensons que tous les chapitres peuvent être autorisés à en faire élever à leurs frais autant qu'il leur en faut en vertu de l'*Intérim*, sans qu'ils puissent toutefois s'en prévaloir comme d'un droit et sans préjudice de ceux de la ville. Et en ce qui concerne la consécration des autels, notre gracieux prince et Seigneur (l'évêque) de Strasbourg, est prié, vu l'état des choses, de faire en sorte que ladite consécration des autels et toute autre institution relative au culte se fasse toujours sous toute réserve des droits et soit toujours dictée par la nécessité, laquelle est loin de nous être prouvée par les rapports que nous avons reçus jusqu'à présent. Prions aussi sa Grandeur que la réorganisation du culte catholique en tant qu'elle se fait en conformité de ses arrêts Seigneuriaux s'exécute sans danger pour l'ordre public. De son côté l'honorable Conseil s'engage à veiller à ce que les maîtres et ouvriers, bourgeois de Strasbourg ou étrangers, qui pourront être employés à ces travaux ne soient ni molestés ni inquiétés dans leur ouvrage, qui devra pouvoir s'exécuter sans danger pour la sûreté publique.

En quatrième lieu. Puisqu'il résulte des raisons à nous communiquées que notre gracieux prince et Seigneur, ainsi que son clergé d'un

purg, ir alt herkommen, freiheit und gerechtigkeit inn alle weg vorbehalten.

Für das ander und drit soviel die reconciliation der kirchen, auch erbauung der altarien, unnd deren consecration belangen thut ist durch uns die underhandler aus guten stattlichen ursachen bedacht, das die reconciliation der kirchen von unnöthen und wol underpleiben möge. Sovil aber erbauung der altarien unnd deren consecration belangt, für gut angesehen, dass alle stiftl solliche altaria sovil vermöge des interims von nöten inn irem costen erbauen lassen. Jedoch dass jnen dardurch khein preiudicium entstande oder eingefürt werden sollt. Unnd sovil derselben altaria consecration thut belangen, ist nach gestalt der sachen, unser der underhandler, underthenigs bitten, dass unser gnediger fürst unnd herr von Strasburg unbeschwert sein wölle gnedige fürsehung zu thun, Damit die angeregt consecration unnd sacra vermöge der rechten je von nöten sein wölt, dessen wir doch uss noch bisher empfangenen bericht gantz nit erachten, der kirchen reconciliation durch jrer fürstlicher gn. verordnung one ergerliche weilherung beschehe. Darunter auch ein ersammer rath bey iren bürgern handwerkern unnd einwonern einsehens haben unnd fürsehung thun solle, Dass die werkmeister und arbeiter, so hiez zu geprauchet werden, es seien eingesessene burger, oder frembde, sollicher arbeit halben unbeleidigt und daran unverhindert sein, Damit dieses werk on gefürliche anstöss desto statlicher erfolgen möge.

Zum vierdten. Die weil aus gehörten ursachen vermerckt wurd: dass bei unserm gnedigen fürsten und hern von Strasburg unnd der clerisy, auch einem

côté, et l'honorable Conseil de la ville de Strassbourg de l'autre, ont eu toute espèce de scrupules au sujet de la manière dont doit être célébré le culte et des obligations que ladite déclaration impériale impose à chacune des parties, nous avons pensé que dans l'intérêt de l'union et de la tranquillité il était nécessaire de régler chaque chose à part. Nous sommes convenus de proposer à l'honorable Conseil de permettre à notre gracieux prince et Seigneur de Strassbourg, de réorganiser le culte dans la cathédrale, dans les églises de S'-Pierre-le-jeune, S'-Pierre-le-vieux et la Toussaint, et de réintégrer dans leurs fonctions et emplois les curés attachés autrefois à ces églises, tout cela en conformité de la déclaration de sa majesté impériale.

Mais comme en vertu de ces négociations il se trouve que maître Thiebaut Schwarz, ancien curé de S'-Pierre-le-vieux, jouit d'une prébende et d'un canonicat dans ce chapitre, que les sieurs George Fabri et Laurent Ofner, tous les deux diacres de S'-Pierre-le-jeune, se trouveraient bénéficiés chacun d'un canonicat dans leur chapitre, que les deux chapitres ont produit toutes sortes de plaintes à cet égard, sommés d'avis pour des raisons toutes particulières que lesdites trois personnes soient tenues, sur la demande des prieurs, doyens et chapitres des deux églises mentionnées, de se démettre de leurs prébendes, offices et revenus avec tous droits et privilèges y attachés et de déposer les brefs et lettres qui les concernent, de quitter les presbytères qu'ils occupent en ce moment et d'en faire libre abandon aux deux chapitres mentionnés pour servir d'entretien à leurs curés, avec cette restriction toutefois que les prieur, doyen et chapitre de S'-Pierre-le-vieux soient tenus de faire à maître Thiebaut Schwarz une

ersamen rath der statt Strassburg, allerhand bedenken hin unnd wider fürgefallen: Ob und wie die religion und was die keyserlich declaration jedem theill ufflegt und zugibt inn einer kirchen angestellt und verricht werden möcht, unnd aber dafür gehalten wurd, dass es zu besserer ruhe und einigkeit dienstlich jedes besonder zu verrichten. So ist durch uns bethedingt, dass ein ersamer rath unnserrn gnedigen fürsten und hern von Strassburg gedulden soll jnn irer fürstl. gn. hohensstift, Auch zum jungen und alten saant Peter, und allen heiligen, unnd derselben stift angehörigen pfarren, die kirchendienst unnd ämpter vermöge der keys. Maj. declaration widerumb anzustellen.

Als aber jnn dieser verhandlung befunden dass meister Diebold Schwarz, der gewesen pfarher zum allen saant Peter, ein prebend unnd canonicat uff demselben stift, Darzu herr Jörg Fabri unnd Laurentius Ofner die beiden helfer zum jungen saant Peter, yeder ein vicariat jnn demselben stift besitzen sollen, Derohalb bede stift allerhand beschwerden forbringen lassen, darunter ist auss sonndern bewegenden ursachen bedacht, das dieselben drey personen ire prebenden officia unnd pfründen uff erfordern probsts, dechan cappittels beder ernannten stiftler unnderschiedlich mit allen rechten und gerechtigkeiten resigniren mit ufflegung darüber habende brieve und sigill; Darzu der pfarr behausungen, Dorrinn sie gegenwärtiger zeit irr wonung haben, ausrauhmen, unnd dieselben behausungen beden ernannten stiftlen zu underhaltung irrer pfarrer unverhindert zusten lassen sollen, Doch mit dieser bescheidenheit, Das dagegen probst, dechan unnd cappittel, des allen saant Peters Meister Diebold Schwarzenn zu rechter leibgeding sein lebenlang unnd nit lenger ein hundert guld, So dann probst dechan unnd cappit-

pension viagère (pour sa vie et pas au delà) de cent florins; de même que les prieur, doyen ou chapitre de S^t-Pierre-le-jeune aient à payer annuellement à l'honorable Conseil de la ville de Strasbourg et au nom desdits sieurs George Fabri et Laurent Ofner une somme de cent florins pour leur servir de pension viagère, savoir à chacun cinquante florins (pour la vie et pas au delà), le tout en bonnes espèces de Strasbourg et payable aux Quatre-temps. De tout cela il doit être délivré acte avec sûreté suffisante.

Que le D^r Gaspard Hédion soit entretenu comme prédicateur à la cathédrale pour y prêcher les dimanches et jours de fête, à condition cependant que dans ses prédications il n'attaque ni la fondation ni l'Intérim.

En compensation, notre gracieux Seigneur de Strasbourg est invité à vouloir bien permettre à l'honorable Conseil d'organiser par deux ministres les services et offices dans les paroisses de S^t-Thomas, de S^t-Aurélien, de S^t-Nicolas et de S^t-Guillaume, sous la responsabilité du Conseil à l'égard de la déclaration impériale concernant l'Intérim.

Enfin, sommes d'avis que cette convention entre nous faite et les négociations relatives à l'Intérim, ne contreviennent pas aux ordres futurs de sa majesté romaine et impériale, notre très gracieux souverain, qu'elles n'entravent pas les décisions d'un concile général et ne portent aucun préjudice ni aux juridictions, libertés et droits des deux parties, ni à leurs demandes et conditions conformes ou contraires au droit. Toute cette transaction a été, après délibération, approuvée par notre gracieux prince et Seigneur de Strasbourg et par le Magistrat et Conseil de ladite ville et tous et chacun en particulier ont été invités à l'observer et à s'y conformer. En

tell zum jungen sant Peter einem ersamen rath der statt Straspurg uff obernannte herrn Jürgen Fabri und Laurentium Ofner ein hundert. guld. rechter leigeding, Nemlich ein jedem funffzig guld. sein lebenlang und nit langer, alles gutter Straspurger werung, jedes jars zu den vier quatemberen zeiten. reichen und bezalen, Auch daruber gepurliche verscheibung und sicherheit so von nöten zusten lassen sollen.

Das auch doctor Caspar Hedio an der predicator im Münster an sonntagen, annd andern feirtagen zu predigen underhalten werde, Doch dergestalt das er derselben fundation und dem interim nit ungemehs oder zu wider predieng solle.

Unnd das dogegen unser gnediger herr von Straspurg einem ersamen rath auch gedulden, durch zwei kirchen dienner, die kirchen dienst unnd ministeria jnn den pfarrein zu sannt Thomman, zu sannt Aurelia, sannt Niclausen unnd den Wilhelmern anzuweisen, wie sie es gegen der keys. May., des interim halben, getrauen zu verantworten.

Unnd zu letzt das durch diese unsere beschehne abrede unnd alle gepflegte handlung vom interim, Auch der röm. keys. May. unsers aller gnedigsten herrn fernern bevöle, oder eines gemeinen concilii determination, Unnd dann auch bedenken sonst an jren ordentlichen jurisdictionen, freyheiten und rechten, Auch allen anderen iren hin unnd wider habenden forderungen und sachen, Die seien jnn oder ausserhalb rechts nit preiudicial noch jnn einziehen wege abprüchlich sein soll. Wölches alles hoeherrn unser gnediger fürst und herr von Straspurg, ouch meister und rath zu Straspurg nach gehaptem bedacht bewilligt unnd sollchen allen samt einem jedem theilt diese abred und verglichung uff-

foi de quoi, il a été fait deux copies conformes de cette convention revêtues chacune de notre sceau apposé en tête et copie a été remise à chacune des deux parties. Fait le samedi après la Présentation de Marie, le vingt trois Novembre de l'année mille cinq cent quarante neuf.

legt unnd belangt nachzukommen zusagung gethan haben. In urkund dieses abschieds, deren zwen gleichlautend geschriben unnd under unser beder underhandler furgetruckten secreten, jedem theilleiner ubergeben worden, am Samstag nach Presentionis marie, den drey und zweizigstenn Novembris, im funffzehnhundersten neunundvierzigsten jare.

DOCUMENT IV.

Lettres de protection accordées par le Magistrat aux personnes et aux propriétés du chapitre de St.-Thomas.

Nous, Magistrat et Conseil de la ville de Strasbourg, faisons savoir que, de concert avec nos amis les XXI, à la suite de l'amiable négociation des dignes Georges de Wickersheim, prévôt de Seltz, et Henri de Fleckenstein, baron de Dachstuhl, sous-avoyer d'Alsace, et sur les demandes instantes des prieur, doyen, chapitre, chanoines et vicaires de St-Thomas à Strasbourg, nous avons pris ces derniers sous notre protection, pendant dix ans à partir de ce jour. Les membres dudit chapitre, ainsi que leurs successeurs, tous et chacun individuellement, seront fidèlement protégés, eux et leurs biens. Nous leur promettons de les soutenir dans leur droit, et de les défendre, aussi bien que les autres bourgeois de notre ville. En compensation les membres dudit chapitre, tous et chacun pour sa personne, nous seront fidèles et amis, à nous et à la commune de Strasbourg, s'engageant à contribuer à nous préserver de tout dommage autant qu'il est en eux. En outre ils acquitteront loyalement et exactement, pendant les susdites dix années, annuellement 80 florins strasbourgeois entre les mains des trois préposés

Zu wissen dass wir Meister und der Rath der statt Strassburg, sampt unsern Freunden den Ein und Zwentzigen die würdigen herren Probst, Dechan und Capittel, Thumherren und Vicarien der Stift zu sanct Thomen in der Statt Strassburg, uff freuntlich und vleissig underhandlung der würdigen, wolgebornen Herren Görgen von Wickersheim, Probst zu Seltz und Herren Heinrichen von Fleckstein, Freiherren zu Dachatul underlandtvogts in Elsass, und jr der stiftspersonen emssig und ernstlich bitten und ansuchen die negsten zehen jar nacheinander, von dato volgend, in unsern schirm und verspruch genommen haben, also und dergestalt das wir sie die Stiffttherren obgnant, so jtzo seind und derselben nachkhommen, samptlich und jeden jnsonderheit, mit sampt dem jren getrewlich schätzen, und versprechen, jnen auch zu jrem Rechten berathen und beholffen, auch jnnen gewalts vor sein sollen und wollen, als andren unsern jngessenen burgern ungewerlich. Darumben und hergegen sollen Probst, Dechan und Capittel, Thumherren und Vicarien der Stift ehgemelt samptlich und jr jeder für sein person jnsonderheit uns, auch gemeiner statt Strassburg jres besten vermögen trew und hold sein, schaden war-

à la Tour-aux-Deniers.¹⁾ En foi de quoi nous avons appendu à ce document le petit sceau de notre ville. Fait le samedi après la Présentation de la Vierge, 25 novembre, de l'année 1549, après la naissance de notre Seigneur et Sauveur Jésus-Christ.

¹⁾ La Tour-aux-Deniers, *Pfenningthurm*, est le titre que portait l'administration financière de la Ville.

nen und wenden so verr sie khünden. Und darzu die obgenelten zehen jar. jätlich und jedes jars besonders, zu handen der dreier uff dem pfenningthurn reichen, geben und entrichten achtzig gulden unserer Strassburgischen werung, auch erbarlich. getreulich und one geuerd. Und dessen zu urkhund haben wir unserer statt kleiner insigell gehekt an diuen brieff, der geben ist sampatags nach presentationis marie, den drei und zwentzigsten Nouembris, als man zalt von Christi unsers Herren und seligmachers geburt tausent fünffhundert viertzig und neun jar.

DOCUMENT V.

Extrait du Traité de Passau conclu en 1552.

§. III. Et cependant Sa Majesté impériale, ni Nous, ni les Electeurs, Princes, et États du Saint Empire ne souffrirons point que l'on violente aucuns des États de la Confession d'Ausbourg, par voie de fait ou autrement, à cause de la Religion, contre sa conscience et volonté, ou que l'on insulte ou attaque personne pour ce regard par la force et la voie des armes, et qu'on lui fasse aucun tort, injure, ou mépris, par ordre ou autrement; mais on le laissera vivre librement et paisiblement en sa Foi et en sa Religion.

§. IV. Et réciproquement les États de la Confession d'Ausbourg ne molesteront en aucune manière, pour raison de la présente Guerre, les autres États du Saint Empire de la Religion ancienne, tant ecclésiastiques que séculiers, en leurs Religions, Cérémonies, Constitutions, Biens meubles, immeubles, Domaines, Sujets, Revenus, Cens, Rentes, Supériorités, et Jurisdictions; mais les en laisseront user et jouir paisiblement et tranquillement, sans rien attenter de dessein formé contre eux, par force, voie de fait, ou autrement; et se contenteront de la voie de la Justice ordinaire les uns contre les autres, suivant nos Ordonnances et celles du Saint Empire, les Constitutions, Édits, Décrets, et Recès de la Paix faite; et ce sous la peine contenue dans ledit Traité de Paix renouvelé depuis peu.

(Ordonnances d'Alsace. T. 1. p. XXXVII.)

DOCUMENT VI.

Articles de la Paix de religion conclue à Augsbourg en 1555.

§. VIII. D'autant que quelques Princes, États de l'Empire, et leurs Prédécesseurs ont usurpé et appliqué aux Églises, Ecoles, et à autres Usages quelques Fondations, Monasteres, et autres

Biens d'église, lesquels n'appartiennent point à ceux qui sont immédiatement Sujets de l'Empire, et sont cependant États de l'Empire, et dont les Ecclésiastiques n'avoient pas la possession du tems de la Transaction de Passau, ni ne l'ont pas eue depuis, lesdits Biens seront compris dans la présente Pacification; et l'on en demeurera pour ce regard à la Disposition que chaque État se trouve avoir faite desdits Biens usurpés et aliénés; et lesdits États qui s'en sont emparés ne seront point recherchés ni poursuivis en Justice ni hors de la Justice pour raison de cesdits Biens; et ce en vue de maintenir une Paix constante et perpétuelle. Défendons pour cet effet, par cette présente Constitution, aux Juges et Assesseurs de la Chambre impériale d'en connoltre ni de décerner aucune Sommation ou Citation, Mandement, ou autre Procédure pour raison desdits Biens usurpés et aliénés.

§. IX. Et afin qu'un chacun de l'une et de l'autre Religion puisse être et demeurer ensemble en une parfaite Paix, Concorde, et Sureté, la Jurisdiction ecclésiastique ne s'étendra point ni n'aura aucun lieu contre ceux de la Confession d'Ausbourg, leur Religion et Foi, Conventions, Pactions, Usages, Regles, et Cérémonies d'église déjà établies ou qui pourroient encore s'établir jusqu'à la Réconciliation finale des Religions; ce qui se doit entendre toutefois sans préjudice des Ecclésiastiques, Electeurs, Princes, et États, Colleges, Monasteres, et Religieux à l'égard de leurs Rentes, Cens, Revenus, et Dixmes, des Fiefs séculiers, et des autres Droits et Jurisdiccions; mais à cette Religion et Foi, ses Usages, Regles, et Cérémonies d'église, ses Exercices et Fonctions, sera laissé leur cours ordinaire, comme il sera spécifié ci-après par un article particulier, sans qu'il leur soit apporté aucun trouble ou empêchement; au moyen de quoi, cette Jurisdiction ecclésiastique demeurera, comme il a été dit, sur ce interdite et suspendue jusqu'à la Réunion finale des Religions. Mais en toutes les autres affaires et rencontres qui ne touchent pas la Confession d'Ausbourg, sa Religion et Foi, ses Usages, Regles, et Cérémonies d'église, ni les Fonctions des Ministres, ladite Jurisdiction ecclésiastique sera et pourra être à l'avenir, comme elle l'est à présent, exercée sans empêchement par les Archevêques, Evêques, et autres Prélats, ainsi que l'exercice en a été introduit en chaque lieu et qu'il se trouve en usage, jouissance, et possession.

§. X. Comme aussi aux États qui sont de la Religion ancienne demeureront toutes leurs Rentes, Cens, Censives, Revenus, et Dixmes, ainsi qu'il a été dit, réservant toutefois à chaque État sous la Justice duquel sont situés lesdites Rentes, Cens, Revenus, Dixmes ou Biens, Supériorité, Rentes, et Jurisdiction sur cesdits Biens, en la même manière qu'il l'avait avant le commencement de cette Division de la Religion, et qu'elle était en usage, sans qu'il lui soit fait aucun tort; et ceux qui sont obligés d'administrer les fonctions des Églises, Paroisses, et Écoles, les Aumônes, et les Hôpitaux retireront desdits Biens ce qu'il convient pour y pourvoir, et de même qu'ils faisaient auparavant, ils le feront encore, de quelque Religion qu'ils soient.

§. XVI. Dans les Villes libres impériales où la Religion ancienne a eu cours et usage, aussi bien que celle de la Confession d'Ausbourg, depuis quelques tems, les Bourgeois et autres Habitans, tant ecclésiastiques que séculiers, demeureront ensemble paisiblement et tranquillement, ainsi que lesdits États supérieurs immédiats de l'Empire, en la possession et jouissance de leur Re-

ligion et Foi, de leurs Usages, Règles, et Cérémonies d'églises, de leurs Facultés, Biens, et autres choses, sans s'y troubler, inquiéter, ni donner aucun obstacle les uns aux autres.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. XL et XLI.)

DOCUMENT VII.

Extrait du Traité de Haguenau conclu entre le Magistrat et l'Évêque, le 12 novembre 1604 pour quinze ans .
puis prolongé en 1620.

Art. VI. Quant au différend survenu entre son Em. le Cardinal et son Chapitre, d'un côté, et l'honorable magistrat de la ville de Strasbourg, de l'autre, Son Em. donnera un *revers* écrit, et s'engagera sous serment, ainsi que l'ont fait de tout temps ses prédécesseurs, à laisser la ville, pour elle, sa bourgeoisie et ses alliés, en ville et à la campagne, pour toutes choses, dans la jouissance de ses coutumes, droit et franchises; de même que cela existait du temps de l'évêque Jean, avant la naissance du différend actuel.

Art. VI. Was dann zum sechsten die zwischen des Herrn Cardinals Hochfürstlichen Gnaden, sampt dero Thumcapitel, und einem erbaren Rath der Stadt Strassburg entstandene misverstand und jrrungen berührt, sollen jhr Hochfürstlichen Gnaden einen geschriebenen Revers, neben leistung des Eides von sich geben, wie dero nächsten Vorfahren im stift jede zeit gethan haben, und dann allem und sampt dero Thumcapitel, DIE STADT FÜR SICH, UND IHRE GEMEINE BURGERSCHAFT UND ANGEHÖRIGEN, IN DER STADT UND AUF DEM LAND, IN ALLEN BEI IHREN HERBRINGEN, RECHTEN UND GERECHTIGKEITEN, WIE ES BEY BISCHOFF JOHANSEN REGIERUNGSZEITEN, VOR ENTSTANDENER UNRUH, DAMIT BESCHAFFIN GEWESSEN, DURCHAUS BLEYBEN ZU LASSEN.

DOCUMENT VIII.

Extrait du Traité de Westphalie. 1648

§. I. La Transaction arrêtée à Passau l'an 1552 et la Paix de Religion qui l'a suivie l'an 1555, selon qu'elle a été confirmée l'an 1556 à Augsbourg et depuis en d'autres diverses Diètes du Saint Empire romain, sera maintenue en sa force et vigueur et observée saintement et inviolablement en tous ses points et articles accordés et conclus du consentement unanime de l'Empereur et des Electeurs, Princes, et États des deux Religions. Mais les choses qui ont été arrêtées par le présent Traité, du consentement général des Parties, touchant

quelques Articles de ladite Transaction sur le sens desquels on n'étoit pas d'accord, seront, jusqu'à ce que, par la grace de Dieu, l'on soit convenu de la Religion elle-même, réputées une Déclaration perpétuelle de ladite Paix, pour être observées, tant aux Cours de Justice qu'ailleurs, sans avoir aucun égard à la contradiction ou protestation faite ou à faire par qui que ce soit, Ecclésiastique ou Séculier, soit au-dedans, soit au-dehors de l'Empire, en quelque tems que ce puisse être : toutes lesquelles oppositions sont déclarées nulles et de nul effet en vertu des présentes. Et pour toutes les autres choses, il y aura une égalité exacte et réciproque entre tous les Electeurs, Princes, et États de l'une et de l'autre Religion, et chacun d'eux, selon qu'elle est conforme à l'état de la République, aux Constitutions de l'Empire, et à la présente convention; en sorte le Droit d'une Partie soit aussi le Droit de l'autre; toute violence et voie de fait étant pour jamais prohibées entre les deux Parties ici comme ailleurs.

§. II. Le Terme duquel on doit commencer la Restitution dans les choses ecclésiastiques, et pour ce qui a été changé à leur égard, dans les Politiques, sera le premier jour de janvier 1624; et partant le Rétablissement de tous les Electeurs, Princes, et États de l'une et de l'autre Religion, y compris la Noblesse libre de l'Empire, comme aussi les Communautés et Villages immédiats, se fera pleinement et purement; pour lequel effet toutes Sentences, Décrets, Transactions, Accords, soit par Capitulations, soit autrement, portés, faits, et publiés depuis ce tems-là en ces sortes d'affaires, et toutes exécutions seront cassés et le tout sera réduit en l'état où il étoit au jour et an susdits.

§. VII. Toutefois à chacun des deux Partis sera réservé le soin de leurs Eglises ou Temples, et de leurs Écoles. Mais quant aux Catholiques qui se trouvent en ce tems de la présente Pacification dans quelque Magistrature ou Office au delà du nombre ci-dessus convenu, ils jouiront en tout et partout de l'honneur et de l'avantage dont ils jouissaient auparavant néanmoins jusqu'à ce que leurs places soient vacantes par mort ou par abdication, ou ils se tiendront chez eux, ou s'ils veulent assister quelquefois au Sénat, ils n'y auront point de voix.

§. XIV. Quant aux Biens ecclésiastiques immédiats, soit Archevêchés, Evêchés, Prévôtés, Commanderies, ou libres Fondations séculières, ou autres, avec les Revenus, Rentes, et toutes autres choses, quelque nom qu'elles puissent avoir, situées dedans ou dehors les Villes, que les États catholiques ou ceux de la Confession d'Augsbourg auront possédées le premier jour de Janvier 1624, ceux de la Religion qui en a ou la possession réelle audit tems les posséderont tranquillement et sans trouble, toutes et chacune sans exception, jusqu'à ce qu'on soit d'accord, par la grâce de Dieu, sur les contestations qui regardent la Religion. Et il ne sera permis à aucun des Partis d'inquiéter l'autre par les voies de justice ou autrement, et encore moins de lui causer aucun trouble ou empêchement. Et en cas dont Dieu nous préserve, que l'on ne pût convenir à l'amiable des différens de la Religion, la présente Convention tiendra lieu de Loi perpétuelle, et la Paix durera à jamais.

§. XIX. Si sous le nom d'Annates, de Droit de Pallium, de Confirmation, de Mois du Pape, et de semblables Droits et Réserves, il étoit prétendu quelque chose par qui que ce soit, en quelque

tems et manière que ce puisse être, sur les Biens ecclésiastiques immédiats des États de la Confession d'Augsbourg, tout cela n'aura point de force, et le bras séculier n'en poursuivra point l'exécution.

§. XXV. Les Monastères, Collèges, Bailliages, Commanderies, Temples, Fondations, Écoles, Hôpitaux, et autres Biens ecclésiastiques médiats, ainsi que leurs revenus et droits, de quelque nom qu'ils soient appelés, lesquels les Électeurs, Princes, et États de la Confession d'Augsbourg possédaient l'an 1624 le premier de Janvier, seront tous et un chacun possédés par les mêmes, soit qu'ils aient été restitués, ou qu'ils les aient toujours gardés, on que ces Biens soient encore à restituer en vertu de cette présente Transaction, jusqu'à ce que les différens sur la Religion soient terminés par un accomodement général à l'amiable; et ce nonobstant toutes exceptions ou allégations, que ces Biens ont été réformés et occupés avant ou après la Transaction de Passau ou la Paix de Religion, ou qu'ils n'appartiennent pas au Territoire des États de la Confession d'Ausbourg, ou qu'ils n'y sont point situés, ou qu'ils en ont été rendus indépendants, ou qu'ils ont été affectés à d'autres États par Droit de suffraganat, diaconat, ou d'une autre manière quelconque, l'unique et le seul fondement de cette Transaction, Restitution, et Règlement pour l'avenir étant la possession en laquelle chacun aura été le premier jour de Janvier de l'an 1624, toutes exceptions et défenses que l'on pourrait tirer de l'exercice introduit en quelque lieu par *interim*, ou de quelques Pactes antérieurs ou postérieurs, de Transactions générales ou spéciales, de Procès intentés ou jugés, de Décrets, de Mandemens, de Rescrits, de Paréatis, de Lettres réversales, de Litispendances, ou de tous autres prétextes et raisons quelconques, devant être généralement de nulle valeur.

Ainsi en quelque lieu que l'on ait altéré ou soustrait quelque chose, touchant lesdits Biens, leurs appartenances et fruits, aux États de la Confession d'Augsbourg depuis ce tems-là, en quelque manière ou sous quelque prétexte que ce soit, par la voie ou hors de la voie de la Justice, le tout sera pleinement et entièrement rétabli en son premier état, sans retardement et sans distinction (et entre autres spécialement tous les Monastères, Fondations, et Biens ecclésiastiques en général, et chacun d'eux en particulier, que le Duc de Wirtemberg possédoit le premier jour de Janvier de l'an 1624) avec les revenus, appartenances, et dépendances, en quelque part qu'ils soient situés, ensemble Tous les Titres et Documens qui ont été détournés; en sorte que ceux de la Confession d'Ausbourg ne seront troublés dorénavant, en aucune manière que ce puisse être, dans la possession qu'ils en ont eue ou recouvrée; mais seront à couvert de toutes poursuites de droit et de fait à perpétuité, jusqu'à ce que les Contestations sur la Religion aient été terminées.

§. XXVI. Les Catholiques posséderont aussi de la même manière tous les Monastères, Fondations, et Collèges médiats qu'ils possédaient réellement et de fait le premier Jour de Janvier 1624, quoique situés dans les Territoires et Seigneuries des États de la Confession d'Augsbourg. Cependant ces biens ne passeront nullement à d'autres Ordres de Religieux; mais demeureront à ceux à l'Ordre desquels ils ont été premièrement dévoués, si ce n'est que l'Ordre de tels Religieux fût totalement éteint: car alors il sera libre aux Magistrats des Ca-

tholiques de substituer de nouveaux Religieux d'un autre Ordre reçu en Allemagne avant les dissensions touchant la Religion.

§. XXXIII. Les Pactes, Transactions, Conventions, ou Concessions, qui sont ci-devant intervenus, ou ont été accordés et passés entre de tels États immédiats de l'Empire et leurs États provinciaux et Sujets ci-dessus mentionnés pour introduire, permettre, et conserver l'exercice public ou privé de la Religion, demeureront en leur force et vigueur, en tant qu'ils ne sont pas contraires à l'observance de l'an 1624; et il ne sera aucunement permis de s'en éloigner que d'un consentement mutuel, nonobstant toutes Sentences, Réversales, Accords, et Transactions quelconques contraires à la susdite observance de l'an 1624, lesquelles, attendu qu'elle sert comme de règle, demeureront nuls; et spécialement ce que l'Evêque d'Hildesheim et les Ducs de Brunswic-Lunébourg ont transigé et stipulé par certains Pactes, en 1645, touchant la Religion des États et des Sujets de l'Evêché d'Hildesheim et son exercice; mais seront exceptés dudit terme et réservés aux Catholiques les neuf Monastères situés dans l'Evêché d'Hildesheim, que les Ducs de Brunswic leur avaient cédés la même année à certaines conditions.

§. XXXIV. Il a été en outre trouvé bon que ceux de la Confession d'Augsbourg qui sont Sujets des Catholiques, et les Catholiques Sujets des États de la Confession d'Augsbourg, qui n'avaient, en aucun tems de l'année 1624, l'exercice public ou privé de leur Religion, comme aussi ceux qui après la Paix publiée professeront et embrasseront à l'avenir une Religion différente de celle du Seigneur territorial, soient en conséquence de ladite Paix, patiemment soufferts et tolérés, sans qu'on les empêche de vaquer à leur dévotion en toute liberté de conscience, et sans inquisition ou trouble, dans leurs maisons et en leur particulier, même d'assister dans leur voisinage, lors et toutes les fois qu'ils voudront, à l'exercice public de leur Religion, ou d'envoyer leurs enfans à des Écoles étrangères de leur Religion, ou de les faire instruire dans la maison par des Précepteurs particuliers; à la charge toutefois que tels Landsasses, Vassaux, et Sujets feront en toutes autres choses leur devoir, et se tiendront dans l'obéissance et la sujction due, ne donnant occasion à aucuns troubles.

§. XXXV. Pareillement les Sujets soit qu'ils soient Catholiques, soit qu'ils soient de la Confession d'Augsbourg, ne seront en aucun lieu méprisés à cause de leur Religion, ni ne seront exclus de la Communauté des Marchands, des Artisans, et des Tribus, non plus que des Successions, Legs, Hôpitaux, Léproseries, Aumônes et autres Droits ou Commerces, et moins encore des Cimetières publics, ou de l'honneur de la Sépulture; et il ne sera exigé aucune autre chose, pour les frais de leurs funérailles, que les droits qu'on a accoutumé de payer pour les Mortuaires aux Églises paroissiales; en sorte qu'en ces choses et autres semblables ils soient traités de même que les Concitoyens et sârs d'une justice et protection égale.

§. XLII. Le droit de réformer ne dépendra pas de la seule qualité féodale ou sousféodale, soit que les Fiefs soient mouvans du Royaume de Bohême, ou des Électeurs, Princes, et États de l'Empire ou d'ailleurs. Mais ces Fiefs et Arrières-Fiefs, Vassaux, Sujets, et Biens ecclésiastiques, et tout ce que le Seigneur de Fief y peut prétendre ou y auroit introduit

et se seroit arrogé de fait, seront à perpétuité considérés, par rapport aux affaires de Religion, suivant l'état du premier jour de janvier de l'année 1624; et ce qui aura été innové au contraire, soit par la voie ou hors de la voie de la Justice, sera supprimé et rétabli en son premier état.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. XXII et suivantes.)

DOCUMENT IX.

Traité de Paix de Nimègue. 1679.

§. II. Et parce que la Paix conclue à Munster le 24 d'octobre de l'année 1648 doit faire le plus solide fondement de cette Amitié réciproque et de la Tranquillité publique, elle sera rétablie en sa première force et vigueur en tous et chacun de ces points, et demeurera à l'avenir en son entier, comme si le Traité de la même Paix étoit ici inséré de mot à mot: si ce n'est en tant qu'il y sera expressément dérogé par le présent Traité.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. XLIV.)

DOCUMENT X.

Traité de Paix de Ryswick. 1697.

§. III. Les Paix de Westphalie et de Nimègue doivent servir de base et de fondement à celle-ci, et seront pleinement exécutées, tant pour le spirituel que pour le temporel, aussitôt après l'échange fait des Ratifications, et dorénavant fidèlement observées, si ce n'est en tant qu'il y sera expressément dérogé par le présent Traité.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. XLVII.)

DOCUMENT XI.

Traité de Bade. 1714.

§. III. Les Traités de Westphalie, de Nimègue, et de Ryswick sont la base et le fondement du présent Traité de Paix; et immédiatement après l'échange des Ratifications, ils seront pleinement exécutés et inviolablement observés à l'avenir, tant à l'égard du spirituel que du temporel, si ce n'est en ce dont on est autrement convenu par le présent Traité.

(Ordonnances d'Alsace T. I. p. LIII.)

Capitulation accordée par Sa Majesté à la ville de Strasbourg, contenant les Articles proposés par les Prêteurs, Consuls et Magistrats de la ville de Strasbourg, le 30 Septembre 1681.

1.

Le Roy reçoit la Ville et toutes ses dépendances en sa Royale Protection.

La Ville de Strasbourg, à l'exemple de Mr. l'Eveque de Strasbourg, le Comte de Hanau, Seigneur de Fleckenstein, et de la Noblesse de la basse Alsace, reconnoit Sa Majesté Tres Chretienne pour son Souverain Seigneur et Protecteur.

2.

Accordé.

Sa Majesté confirmera tous les anciens Privileges, Droits, Statuts, et Coutumes de la Ville de Strasbourg; tant Ecclesiastiques que Politiques, conformément au Traité de Paix de Westphalie, confirmé par celui de Nimègue.

3.

Accordé pour jouir de tout ce qui regarde les biens ecclesiastiques, suivant qu'il est prescript par le traité de Munster, à la reserve du Corps de l'Eglise de Nostre Dame, appellée autrement le Dome, qui sera rendu aux Catholiques, S. M. Ironvant bon néanmoins qu'ils puissent se servir des cloches de la dite Eglise, pour tous les usages cy devant pratiques, hors pour sonner leurs prières.

Sa Majesté laissera le libre exercice de la Religion, comme il a été depuis l'année 1624. jusques à present, avec toutes les Ecclesies et Ecoles, et ne permettra, à qui que ce soit, d'y faire des pretensions ny aux biens Ecclesiastiques, fondations et Convents, à sçavoir l'Abbaye de S. Etienne, le Chapitre de S. Thomas, S. Marc, S. Guillaume, aux Touts-Saints et tous les autres compris et non-compris, mais les conservera à perpetuité à la Ville et ses habitans.

4.

Accordé à la reserve que pour les causes qui excéderont mil livres de France en capital, on en pourra appeller au Conseil de Brisac, sans néanmoins que l'appel suspende l'exécution du jugement, qui aura esté rendu par le Magistrat, s'il n'est pas question de plus de deux mil livres de France.

Sa Majesté veut laisser le Magistrat dans le present état, avec tous ses droits et libre election de leurs Colleges, nommement celui de Treize, Quinze, Vingt et un, Grand et Petit Senat, des Echevins, des officiers de la Ville et Chancellerie, des Convents Ecclesiastiques, l'Université, avec tous leurs Docteurs, Professeurs et Etudiants, en quelque qualité qu'ils soient, le College les Tribus et Maitrises, tout comme ils se trouvent à present avec la jurisdiction civile et criminelle.

SA MAJESTE apres avoir veu et examiné tous les susdits articles et leurs apostilles a approuvé, ratifié et confirmé, approuve, ratifie et confirme tout ce qui a esté respondu et promis en son nom par les dits Sieurs Marquis de Louvois et Baron de Monclar, suivant la

teneur desdits apostilles. Promettant en foy et parole de Roy, de les entretenir, garder et observer inviolablement de point en point, et d'empêcher qu'il n'y soit contrevenu directement ou indirectement. En foy de quoy Sa Majesté a signé les presentes de Sa main, et à icelles fait aposer son scel secret. Fait à Vitry le 3^{me} jour d'Octobre 1681. Signé, LOUIS, et plus bas, COLBERT.

DOCUMENT XIII.

Lettres-Patentes portant Confirmation du Séminaire épiscopal de Strasbourg. Septembre 1683.

Louis par la Grâce de Dieu Roi de France et de Navarre :

A tous présens et à venir, Salut. Notre amé et féal Conseiller en notre Conseil d'État le sieur Evêque de Strasbourg, et notre cher et bien-amé le Pere Dez, Recteur du College des Jésuites de Sedan, Supérieur de la même Société à Strasbourg, et député par le Pere Lazare Sauterau, Provincial de la Province de Champagne, Nous ont très humblement représenté, qu'ils ont passé entre eux un Contrat par-devant Notaire à Strasbourg le 8 Juillet dernier, concernant l'établissement d'un Séminaire audit Strasbourg, lequel Contrat, qui contient plusieurs clauses et conditions pour le bien du spirituel et du temporel dudit Séminaire, dont lesdits Peres Jésuites de ladite Province de Champagne doivent avoir la direction, ils désiraient, pour la plus grande validité d'icelui, qu'il Nous plût de vouloir autoriser et confirmer par Lettres-Patentes, qu'ils Nous ont très humblement supplié de leur vouloir octroyer et faire expédier : à quoi ayant égard, et désirant non seulement contribuer tout ce qui dépend de Nous pour l'établissement dudit Séminaire, mais aussi donner moyen d'augmenter le nombre des Séminaristes en icelui, Savoir faisons qu'après avoir fait voir en notre Conseil ledit Contrat, dont copie authentique est ci-attachée sous le contre-scel de notre Chancellerie, Nous, de notre grace spéciale, pleine puissance, et autorité royale, avons icelui Contrat approuvé, autorisé, et confirmé, approuvons, autorisons et confirmons par ces présentes signées de notre main; voulons et entendons qu'il sorte son plein et entier effet, et soit exécuté selon sa forme et teneur, sans qu'il y puisse être contrevenu en aucune manière; voulons au surplus, pour le plus grand bien et édification de nos sujets dudit Diocese de Strasbourg, et pour augmenter et rendre plus célèbre ledit Séminaire par ledit Sieur Evêque de Strasbourg et son Chapitre, que pour servir dans icelui, il y ait encore vingt Prêtres ou Séminaristes, dont Nous nous réservons la nomination, et pour l'entretenement desquels Nous ferons payer annuellement de nos deniers, savoir : pour dix d'eux la somme de 3000 livres et pour les dix autres la somme de 2000 livres qui est 200 livres pour chacun, lesquels seront tenus de suppléer et de fournir aussi chacun 100 livres pour faire 300 livres comme les autres, moyennant quoi, Nous voulons et entendons que le Recteur ou Administrateur dudit Séminaire soit

tenu et obligé de fournir ou faire fournir auxdits vingt Séminaristes¹⁾ dans ledit Séminaire les vivres, habits, et blanchissage, tout ainsi qu'aux Missionnaires ou Séminaristes qui y seront établis par ledit Sieur Evêque de Strasbourg et son Chapitre, et suivant et conformément à ce qui est porté par ledit contrat. Si donnons en Mandement à nos amés et féaux les Gens tenans notre Conseil supérieur d'Alsace séant à Brisac, que ces présentes, avec ledit Contrat, ils aient à faire enregistrer et du contenu en iceux faire jonir et user lesdits Exposans pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens au contraire. Car tel est notre Plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes, sanz en antre chose notre droit et l'autrui en toutes. Donné à Fontainebleau au mois de Septembre, l'an de grace 1683, et de notre Regne le 41^e. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, LE TELLIER. Visa LE TELLIER. Et scellées du grand Sceau en cire verte. — Registrées le 26 novembre.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. 132.)

DOCUMENT XIV.

Lettres-Patentes portant Établissement d'un Collège à Strasbourg pour l'instruction de la Jeunesse. Août 1685.

Louis par la Grâce de Dieu Roi de France et de Navarre :

A tous présens et à venir, Salut. Ayant toujours considéré les Sciences comme l'un des plus beaux et des plus utiles ornemens de notre État, Nous avons estimé qu'il était important pour le bien de notre Service que dans les principales Villes de notre Royaume il y eut des Collèges pour l'instruction de la Jeunesse catholique; et pour cette fin ayant résolu de fonder et établir un Collège en notre Ville de Strasbourg, Nous avons en même tems estimé que Nous n'en pouvions confier plus utilement la direction qu'aux Peres Jésuites de la Province de Champagne, qui ont le soin du Séminaire par Nous établi en ladite Ville de Strasbourg, pour la satisfaction que Nous avons de leur bonne et prudente conduite, ainsi que de leur zèle pour l'accroissement de la Religion catholique, apostolique et romaine. Savoir faisons que pour ces causes et autres bonnes considérations à ce Nous mouvant, Nous de notre propre mouvement, grace spéciale, pleine puissance, et autorité royale, avons fondé, érigé, et établi, fondons, érigeons, et établissons, par ces présentes signées de notre main, un Collège dans notredite ville de Strasbourg pour l'instruction de la Jeunesse en la crainte de Dieu, la former aux bonnes mœurs, et lui enseigner les lettres humaines, ensemble la Philosophie et la Théologie : duquel Collège, que Nous voulons être tenu, censé, et réputé

¹⁾ Par l'acte de fondation de ce Séminaire, M. l'Evêque y avait déjà établi huit places franches, dont six devaient être à sa nomination, et deux à celle du Grand Chapitre; mais en conséquence d'un arrangement postérieur M. l'Evêque nomme également à ces deux dernières places.

de Fondation royale, Nous avons donné et confié la Direction aux dits Peres Jésuites de la province de Champagne qui ont le soin dudit Séminaire. Voulons pour cette fin qu'ils s'emploient, comme dit est, à l'instruction de la Jeunesse, et à leur enseigner les Lettres humaines, avec la Philosophie et Théologie, et qu'ils jouissent dans icelui College, des mêmes honneurs, avantages, privileges, franchises, exemptions, et immunités dont jouissent les autres Colleges de fondation royale établis dans notre Royaume, bien qu'ils ne soient ici particulièrement exprimés ni spécifiés. Et pour donner moyen aux dits Peres Jésuites de se loger audit College et y vivre et s'y entretenir, Nous, de la même puissance et autorité que dessus, avons donné, octroyé et affecté, donnons, octroyons et affectons aux dits Peres Jésuites la maison de Brouderhof, joignant celle dudit Séminaire avec ses dépendances, consistantes en cour, jardin et les petits bâtimens qui y sont construits et qui en dépendent, tant pour leur logement et faire leurs classes que pour y faire bâtir une Chapelle à l'honneur de Saint-Louis, Nous réservant de dédommager les Propriétaires de ladite maison et ses dépendances, ou autres qu'il appartiendra, sans qu'on puisse jamais sur ce sujet inquiéter lesdits Peres Jésuites. Et en outre nous leur avons assigné et assignons, pour leur entretenement dans ledit College, au nombre de 12 Personnes, la somme de 4000 livres par chacun an, à prendre sur les deniers de nos Domaines en Alsace; laquelle Somme Nous voulons leur être payée annuellement en deux termes égaux, de six mois chacun, par le Receveur de nos dits Domaines, à commencer au premier de juillet de la présente année 1685, sur les simples quittances du Recteur ou Supérieur dudit College, rapportant lesquelles avec les présentes ou copie d'icelles dûement collationnée pour une fois seulement, Nous voulons que tout ce que payé, baillé, et délivré leur aura été, à l'occasion susdite, soit passé et alloué en la dépense des comptes du Receveur desdits Domaines, déduit et rabattu de la recette d'iceux par tout où besoin sera sans difficulté; Nous réservant toutefois de jouir de tous les droits de Fondateur, comme les Rois nos Prédécesseurs, et ainsi que Nous avons accoutumé d'en jouir en tous les autres Colleges de Fondation royale desdits Peres Jésuites. Si donnons en Mandement, à nos amés et féaux les Gens tenans notre Conseil Supérieur d'Alsace séant à Brisac, et tous autres nos Justiciers et Officiers qu'il appartiendra, que ces présentes nos Lettres de Fondation, Dotation, et Établissement dudit College ils fassent registrer selon leur forme et teneur, et de tout le contenu en icelles jouir et user lesdits Peres Jésuites pleinement, paisiblement, et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens au contraire: Car tel est notre Plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites présentes, sanz en autre chose notre droit et l'autrui en toutes. Donné à Versailles au mois d'août, l'an de grace 1685, et de notre Regne le 43^e. Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, LE TELLIER. Visa: LE TELLIER. Et scellées du grand sceau en cire verte. Registrées le 27 septembre.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. 151.)

Lettres-Patentes portant Confirmation de l'Union faite au Collège de Strasbourg de la Prévôté et Chapitre de Seltz, aux charges et conditions y portées. Août 1692.

Louis par la Grace de Dieu Roi de France et de Navarre :

A tous présens et à venir, Salut. Ayant considéré la nécessité qu'il y avoit pour le bien du public qu'il soit établi dans le College des Peres Jésuites, par Nous fondé en la ville de Strasbourg, quatre Professeurs, savoir, de Droit canon, de Mathématiques, de la langue françoise et de l'allemande, et d'élever dans ledit College en Philosophie et en Théologie plusieurs jeunes Jésuites français qui y apprendront en même tems l'allemand, afin qu'ils puissent ensuite exercer dans la dite ville de Strasbourg et dans l'Alsace toutes les fonctions de leur Ministère, sans qu'on soit obligé d'avoir recours à des Etrangers, Nous aurions consenti par notre Brevet du 15 août 1691, pour subvenir à cette dépense, que la Prévôté et le Chapitre de Seltz du Diocese de Strasbourg, que Nous avons retirés des mains des Hérétiques, soient unis audit College, ensemble les domaines, fruits, et revenus qui en dépendent, de quelque nature et qualité qu'ils soient, à la charge néanmoins de 3200 livres de pension par chacun an sur les dits revenus, payables au S^r Abbé Dez, qui avait été par Nous pourvu de la dite Prévôté, laquelle pension ledit College sera tenu de lui payer sa vie durant, et demeurera éteinte par sa mort au profit dudit College; à laquelle Union M^r Nicolas Dez, pourvu de ladite Prévôté de Seltz, aurait donné son consentement, même fait sa démission de ladite Prévôté, aux conditions portées par ledit Brevet, par acte du 18 octobre 1691, comme aussi ledit Chapitre de Strasbourg, par acte capitulaire du 20 du dit mois; en conséquence de quoi notre cher et bien amé Cousin le Cardinal de Fürstemberg, Evêque et Prince de Strasbourg, ayant donné sa Commission le 22 Octobre 1691 à Son Grand-Vicaire général et Official de son Evêché de Strasbourg, lue et enregistrée à l'Officialité le 10 Janvier 1692, contenant pouvoir de procéder selon les formes de Droit à l'extinction et suppression desdits Prévôtés et Chapitre de Seltz, ensemble d'en unir les domaines, droits, fruits, et revenus au dit College des Peres Jésuites de Strasbourg, ils auraient présenté leur Requête audit Sieur Grand Vicaire et Official, qui aurait rendu son Ordonnance au bas d'icelle le 17 janvier 1692, portant qu'avant faire droit elle serait communiquée à Son Promoteur; lequel aurait requis le 18 dudit mois, qu'information fût préalablement faite de la commodité et incommodité qui peuvent résulter de ladite Union; suivant laquelle réquisition ledit S^r Grand Vicaire et Official auroit rendu son Ordonnance le 20 dudit mois de janvier, portant que ladite information sera faite, et à cet effet les Témoins assignés pardevant lui pour être ouïs; en suite de quoi l'information auroit été faite audit Strasbourg en conséquence de son Ordonnance du 23 du même mois, et une autre à Seltz du 26 dudit mois; et le même jour procès-verbal fait par ledit S^r Grand Vicaire et Official de l'état des lieux; et assemblée faite pardevant lui, suivant son Ordonnance, des Habitans et

Communauté dudit Seltz, auxquels ayant fait lecture à haute voix dudit Brevet d'Union dudit jour 15 août 1691, et icelui interprété en allemand, auraient tous unanimement déclaré qu'ils n'empêchent en aucune manière ladite Union et Incorporation de ladite Eglise et Chapitre de Seltz audit College des Peres Jésuites, suivant notre intention, même que quant à eux ils y consentoient, pourvu qu'il leur fût établi un Curé perpétuel et un Maître d'Ecole, suivant que l'Eglise et le Chapitre était tenu de tout tems, et en leur payant par lesdits Peres Jésuites leur rétribution et salaires en la manière accoutumée; sur quoi et sur l'état des revenus du Prévôt et Chapitre de Seltz, certifié par le Recteur du College et du Séminaire de Strasbourg le 28 janvier 1692, le S^r Promoteur auroit donné ses Conclusions définitives le 30 dudit mois de janvier, portant qu'il n'empêchait que ladite Union desdits Prévôté et Chapitre de Seltz au College des Peres Jésuites de Strasbourg ne soit faite conformément audit Brevet et aux conditions y contenues; et sur lesdites Conclusions ledit S^r Grand Vicaire et Official dudit S^r Evêque de Strasbourg auroit donné son Décret le 7 Février audit an 1692, par lequel il avait supprimé le titre de ladite Prévôté collégiale et dudit Chapitre de Seltz, et uni les domaines, droits, fruits, et revenus qui en dépendent, de quelque nature et qualité qu'ils soient, audit College des Peres Jésuites de Strasbourg, aux charges et conditions portées par notreudit Brevet du 15 août 1691, d'entretenir dans ledit College de Strasbourg un Professeur de Droit canon, un de Mathématiques, un de la Langue françoise et un de l'allemande, aussi bien que plusieurs jeunes Jésuites françois, étudiants en Philosophie et Théologie, qui apprendront en même tems la langue allemande afin d'être plus en état de servir dans ladite Ville de Strasbourg et dans le reste de l'Alsace, et de payer 5200 livres de pension par chacun an sur lesdits revenus audit Sieur Abbé Dez, laquelle pension le College sera obligé de payer audit S^r Abbé sa vie durant et demeurera éteinte par la mort au profit dudit College, et aussi d'entretenir un Curé et un Maître d'Ecole dans ledit lieu de Seltz; si bien qu'en cet état il ne reste plus, pour l'accomplissement et perfection de ladite Union, que d'avoir nos Lettres-Patentes sur ce nécessaires, que lesdits Peres Jésuites Nous ont très humblement suppliés de vouloir accorder. A ces causes, de l'avis de notre Conseil qui a vu notreudit Brevet dudit jour 15 août 1691, la Commission audit S^r Grand Vicaire et Official dudit S^r Evêque de Strasbourg du 22 octobre 1691, le Consentement à ladite Union dudit S^r Abbé Dez et du Chapitre de Strasbourg desdits jours 18 et 20 Octobre audit an, Requête présentée par lesdits Peres Jésuites audit S^r Grand Vicaire et Official à ce qu'il soit procédé à ladite Union suivant les formes de Droit, Réquisitions du S^r Promoteur étant au bas d'icelle du 18 janvier 1691 à ce qu'information soit préalablement faite de la commodité et incommodité qui peut résulter de ladite Union, Ordonnance audit S^r Grand Vicaire et Official du 20 dudit mois portant que ladite information sera faite et à cet effet les Témoins assignés pardevant lui, information faite à Strasbourg le 25 dudit mois de janvier, autre information faite à Seltz le 26 dudit mois, procès-verbal fait le même jour de l'état des lieux par ledit S^r Grand Vicaire et Official, ledit Acte d'assemblée de la Communauté et Habitans dudit Seltz du même jour 26 janvier contenant leur consentement à la dite Union, Conclusions du S^r Promoteur du 30 dudit mois de janvier

portant qu'il n'empêche ladite Union, l'état des revenus et charges du College de Strasbourg et du Chapitre et Prévôté de Seltz certifié véritable par le Pere Recteur dudit College le 28 dudit mois de janvier, et le Décret d'Union dudit S^r Grand Vicaire et Official desdits Prévôté et Chapitre de Seltz au College desdits Peres Jésuites dudit jour 7 février audit an, le tout ci-attaché sous le contrescel de notre Chancellerie, Nous avons par ces présentes signées de notre main, agréé et approuvé, agréons et approuvons l'Union faite audit College desdits Peres Jésuites de Strasbourg de ladite Prévôté et Chapitre de Seltz, ensemble du domaine, fruits, et revenus qui en dépendent, de quelque nature et qualité qu'ils soient, au College desdits Peres Jésuites de Strasbourg, aux charges et conditions, portées par notre Brevet dudit jour 15 août 1691, d'entretenir dans ledit College de Strasbourg un Professeur de Droit canon, un de Mathématiques, un de la Langue française et un de l'allemande, aussi bien que plusieurs jeunes Jésuites français, étudiants en Philosophie et Théologie, qui apprendront en même tems la langue allemande, et de payer 3200 livres de pension par chacun an audit S^r Abbé Dez, laquelle pension ledit College sera obligé de lui payer sa vie durant, et demeurera éteinte par sa mort au profit dudit College, et aussi d'entretenir un Curé et un Maître d'École dans ledit lieu de Seltz. Si donnons en Mandement à nos amés et féaux les Gens tenans notre Conseil Supérieur d'Alsace, que ces présentes ils aient à faire registrer, et le contenu en icelles garder et observer selon leur forme et teneur, et jouir et user lesdits Peres Jésuites pleinement, paisiblement, et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires : Car Tel est Notre Plaisir ; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles au mois d'août, l'an de grace 1692, et de notre Regne le 50^e. Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, LE TELLIER. Et scellées. Et à côté est écrit : Visa BOUCHERAT. Pour Lettres d'Union de la Prévôté et Chapitre de l'Eglise de Seltz aux Jésuites de Strasbourg.

Registrées le 21 Janvier 1693.

Malgré ces Lettres-Patentes, le College de Strasbourg a souvent été inquiété dans la possession et jouissance de la Prévôté de Seltz ; mais il y a constamment été maintenu par plusieurs Arrêts du Conseil Souverain d'Alsace.

(Ordonnances d'Alsace T. I. p. 203.)

DOCUMENT XVI.

Lettres Patentes qui transfèrent l'Université de Molsheim au Collège des Jésuites de Strasbourg. Novembre 1701.

Louis par la Grâce de Dieu Roi de France et de Navarre :

A tous présens et à venir, Salut. Par une Bulle de notre Saint Pere le Pape Paul V, en date du 1 Février 1617, confirmée par Lettres-Patentes de l'Empereur Mathias du 1 Septembre

ensuivant, le College des Peres Jésuites, fondé et établi par les Evêques de Strasbourg en la petite ville de Molsheim en Alsace, a été érigé en Université des deux Facultés des Arts et de Théologie, sous le Gouvernement et Administration desdits Peres Jésuites, avec pouvoir à eux d'y conférer des degrés, tant de Maître es Arts que de Bachelier, de Licencié, et de Docteur en Théologie, de laquelle érection, le principal objet a été d'empêcher l'accroissement de l'hérésie de Luther en Alsace, dont cette Province se trouvait infectée, et particulièrement la ville de Strasbourg. Mais comme ladite ville de Molsheim n'a été choisie pour l'établissement de cette Université qu'à cause que le Siege épiscopal et le Chapitre de Strasbourg y avait été transféré après que tous les Ecclésiastiques eurent été chassés de la dite ville de Strasbourg par les Luthériens qui s'en étaient rendus les Maîtres, et que cette considération ne subsiste plus aujourd'hui, vu que depuis que Strasbourg a été soumis à notre obéissance, l'exercice de la Religion catholique, apostolique, et romaine y a été heureusement rétabli, aussi bien que le Siege épiscopal et le Chapitre, que d'ailleurs le College royal que Nous avons fondé en la ville de Strasbourg, et dont par nos Lettres-Patentes du mois d'août 1685 Nous avons donné la direction aux Peres Jésuites de la Province de Champagne, y a rendu les Lettres florissantes, qu'au contraire l'Université de Molsheim est presque entièrement tombée, ne s'y faisant que rarement des Docteurs, et le nombre des Étudiants y étant extrêmement diminué : Nous avons estimé qu'il était beaucoup plus utile pour le bien de la Religion, pour celui de notre Service, et pour l'avantage de nos peuples d'Alsace de mettre le Siege de ladite Université dans la ville de Strasbourg, qui est la Capitale et comme le centre de la Province, que non pas de la laisser à Molsheim, qui est une ville de petite étendue, de peu de commerce, et beaucoup moins commode pour les Étudiants, d'autant plus que par cette translation ladite Université deviendra plus florissante, ledit College royal plus célèbre, les Ecclésiastiques du Diocèse plus savans, et plus capables de servir l'Eglise, les Paroisses et les Chapitres remplis de meilleurs Sujets, et enfin la ville de Strasbourg plus riche et plus peuplée, à cause du concours des Écoliers qui y viendront, tant des Provinces de notre Domination que des Pays étrangers. Savoir faisons que pour ces causes et autres bonnes considérations à ce Nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance, et autorité royale, Nous avons, par ces présentes signées de notre main, transféré et transférâmes ladite Université, à présent séante en la ville de Molsheim sous la direction des Peres Jésuites du College de ladite ville, en celle de Strasbourg pour être et demeurer à toujours unie et annexée audit College royal de Strasbourg sous la direction et administration des Peres Jésuites de la Province de Champagne, avec les mêmes pouvoirs et facultés à eux d'y conférer les degrés, tant de Maître es Arts, que de Bachelier, de Licencié et de Docteur en Théologie, et les mêmes droits et privilèges qui avaient été attribués auxdits Peres Jésuites du College de Molsheim par ladite Bulle de notre Saint Pere le Pape Paul V du 1^{er} février de l'an 1617 et Lettres-Patentes de l'Empereur Mathias du 1^{er} Septembre ensuivant. Ordonnons pour cette fin, que les degrés que les Eco- liers prendront audit College royal de Strasbourg, tant de Maître es Arts que de Bachelier,

de Licencié, et de Docteur en Théologie, après avoir étudié le tems et subi les examens accoutumés, soient bons et valables, les déclarons tels dès à présent comme pour lors. Enjoignons auxdits Peres Jésuites du College de Molsheim de faire porter audit College royal de Strasbourg les papiers, registres, et masses de ladite Université. Voulons néanmoins et entendons qu'à l'avenir ceux qui auront étudié dans ledit College de Molsheim puissent être admis auxdits degrés dans ladite Université, après qu'ils auront été jugés capables et qu'ils auront subi les examens nécessaires, tout ainsi que s'ils avoient étudié dans ledit College royal de Strasbourg. Si donnons en Mandement à nos amés et féaux les Gens tenans notre Conseil Supérieur d'Alsace séant à Colmar, que ces présentes ils aient à faire enregistrer, et le contenu en icelle faire exécuter, garder, et observer selon sa forme et teneur, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens au contraire : Car Tel est Notre plaisir; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Fontainebleau au mois de novembre, l'an de grace 1701, et de notre Règne le 59^e.

Registrées le 21 du même mois.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. 326.)

DOCUMENT XVII.

Lettres-Patentes qui confirment l'Union de l'Université de Molsheim au Collège des Jésuites de Strasbourg. aux modifications y portées. Février 1702.

Louis par la Grâce de Dieu Roi de France et de Navarre :

A tous présens et à venir, Salut. Notre très cher et bien aimé Cousin le Cardinal de Fürstemberg, Evêque de Strasbourg, Nous a fait remontrer qu'encore que les Evêques ses Prédécesseurs, après avoir été forcés par la fureur de l'hérésie d'abandonner l'Eglise cathédrale et la ville de Strasbourg, et de transporter le Siege épiscopal et le Chapitre à Molsheim, y ayant fondé et doté richement un College, et érigé, en conformité de la Bulle de notre Saint Père le Pape Paul V, et des Lettres Patentes de l'Empereur Mathias une Université, composée de la Faculté des Arts et de celle de Théologie, sous la direction des Peres Jésuites de la Province du haut-Rhin; néanmoins la ville de Strasbourg étant présentement soumise à notre obéissance, et la Religion catholique, apostolique et romaine, aussi bien que le Siege épiscopal et le Chapitre y étant rétablis, et notre dit Cousin ayant depuis ledit rétablissement encore fondé et doté à grands frais un nouveau Séminaire dans la ville de Strasbourg avec des Etudes de Philosophie et de Théologie sous la direction des Peres Jésuites de la Province de Champagne, il estimoit que la translation que nous avons jugé à propos de faire de ladite Université de Molsheim en la ville de Strasbourg et l'union d'icelle au College que Nous avons fondé de notre part en ladite ville de Strasbourg sous la direction des Peres Jésuites

de la même Province de Champagne étoient si utiles, si avantageuses, et même si nécessaires pour le bien de son Diocèse et celui de la Religion, et pour rendre les Études plus florissantes et ladite Université plus célèbre, qu'il croyoit être de son devoir d'y donner son consentement, tant en ladite qualité de Fondateur qu'en celle d'Évêque, et même pour en faciliter l'exécution, de consentir, en l'une et en l'autre desdites qualités, que les Études de Philosophie et de Théologie fondées par lui dans sondit Séminaire soient sous notre bon plaisir unies audit Collège aux conditions suivantes, et premièrement que notredit Cousin et ses successeurs Evêques de Strasbourg conserveront toujours, ainsi que du passé, la qualité et les droits de Fondateur de ladite Université et du Séminaire de Strasbourg, nonobstant la translation et l'union de ladite Université audit Collège royal; que le Collège de Molsheim non seulement continuera d'enseigner comme auparavant les Études des basses Classes, de Philosophie et de Théologie; mais même que ceux qui y auront étudié recevront à Strasbourg, lorsqu'ils en seront jugés capables dans l'examen qui en sera fait par les Peres Jésuites de Strasbourg conjointement avec ceux de Molsheim, les degrés de Maître ès Arts, de Bachelier, de Licencié et de Docteur; que les Règlements et Statuts que notredit Cousin fera incessamment en ladite qualité d'Évêque, soit pour prévenir les difficultés qui pourroient survenir entre les Peres Jésuites de l'un et de l'autre Collège et les Étudiants en iceux, soit pour rendre ladite Université plus célèbre et plus fameuse, seront exactement observés, et exécutés par les Parties, après qu'ils auront été par Nous approuvés; qu'en cas qu'il arrive à l'avenir quelque différent entre les deux Collèges au sujet des exercices et fonctions, les Parties se pourvoiront pardevant notredit Cousin et les Evêques ses Successeurs, pour y être statué, réglé et décidé ce que de droit il appartiendra; qu'enfin le Séminaire de Strasbourg, suivant l'esprit de la fondation, demeurera entièrement distingué du Collège royal, étant nécessaire pour le bien de la discipline et de l'éducation des Ecclésiastiques du Diocèse que l'Évêque soit Maître de son Séminaire, laquelle distinction convient d'autant mieux que le premier est fondé par Nous, et l'autre par ledit sieur Evêque. Et à l'égard de la Supériorité, le Recteur du Collège et le Directeur du Séminaire seront établis selon l'institut desdits Peres, en sorte que le Recteur du Collège aura seul toute la direction des Études et des Classes, et le Directeur du Séminaire aura seul et indépendamment du Recteur toute la direction du Séminaire pour le spirituel et pour le temporel, dont il ne rendra compte qu'au Provincial, le tout sous l'autorité et suivant les intentions et les ordres de notredit Cousin et de ses Successeurs Evêques. Pour l'exécution de laquelle union audit Collège royal des Études de Philosophie et de Théologie fondées par notredit Cousin dans sondit Séminaire, ainsi que des conditions susdites, notredit Cousin Nous a très-humblement fait supplier de vouloir octroyer nos Lettres-Patentes sur ce nécessaires. A quoi ayant égard, Savoir faisons que pour ces Causes, et celles contenues dans nos Lettres de translation du mois de Novembre dernier, et autres bonnes considérations à ce Nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance, et autorité royale, Nous avons approuvé et confirmé, approuvons et confirmons, par ces présentes signées de notre main, le Décret d'union fait par notredit Cousin des Études de Philosophie et de Théologie par lui

fondées dans sondit Séminaire avec le College royal par Nous fondé en ladite ville de Strasbourg; et en conséquence nous avons de nouveau, en tant que besoin, et du consentement de notredit Cousin, transféré et transférâmes, par cesdites présentes, ladite Université de Molsheim en la ville de Strasbourg pour être et demeurer à toujours unie audit College royal de Strasbourg et auxdites Études de Philosophie et de Théologie fondées par notredit Cousin, le tout sous la direction et administration des Peres Jésuites de la Province de Champagne, avec les mêmes pouvoir et faculté à eux d'y conférer les degrés, tant de Maître ès Arts que de Bachelier, de Licencié, et de Docteur en Théologie, et les mêmes Droits et Privilèges qui avoient été attribués auxdits Peres Jésuites du College de Molsheim par ladite Bulle de notre Saint Pere le Pape Paul V du 1^{er} février 1617, et par les Lettres-Patentes de l'Empereur Mathias du 1^{er} Septembre ensuivant. Ordonnons pour cette fin que les degrés que les Écoliers prendront audit College royal de Strasbourg, tant de Maître ès Arts que de Bachelier, de Licencié, et de Docteur en Théologie, après avoir étudié durant le tems et subi les examens accoutumés, soient bons et valables, les déclarant tels dès à présent, comme pour lors; et que ceux qui auront étudié, et pris des degrés en ladite Université de Strasbourg jouissent de tous les mêmes Droits, Privilèges, et Immunités dont jouissent ceux qui prennent des degrés dans les Universités les plus fameuses de notre Royaume, donnant à cet effet pouvoir auxdits Peres Jésuites de leur expédier toutes Lettres à ce nécessaires. Enjoignons auxdits Peres Jésuites du College de Molsheim de faire porter audit College royal de Strasbourg les Papiers, Registres et Masses de ladite Université, si fait n'a été. Voulons en outre que toutes lesdites conditions sous lesquelles notredit Cousin, èsdites qualités d'Évêque et de Fondateur, a donné son consentement auxdites translation et union soient exécutées de point en point; et en conséquence que notredit Cousin et ses Successeurs Evêques de Strasbourg soient maintenus et conservés à l'avenir, comme Nous les maintenons et conservons par cesdites présentes, dans lesdites qualité et droit de Fondateurs de ladite Université et du Séminaire de Strasbourg, nonobstant la translation et l'union de ladite Université audit College royal; que les Études des basses Classes et de Philosophie et de Théologie soient continuées dans ledit College de Molsheim, et que ceux qui y auront étudié reçoivent à Strasbourg, lorsqu'ils en seront jugés capables dans l'examen qui en sera fait par les Peres Jésuites de Strasbourg conjointement avec ceux de Molsheim, les degrés de Maître ès Arts, de Bachelier, de Licencié, et de Docteur; que les Règlemens et Statuts que notredit Cousin fera incessamment en ladite qualité d'Evêque seront exactement observés et exécutés par les Parties, après Nous avoir été préalablement présentés et avoir été par Nous confirmés; qu'en cas qu'il arrive à l'avenir quelque différent entre les deux Colleges au sujet des exercices et fonctions, les Parties se pourvoiront par-devant notredit Cousin et les Evêques ses Successeurs pour y être statué, réglé et décidé ce que de droit il appartiendra. Comme aussi voulons que pour les causes ci-dessus exprimées le Séminaire de Strasbourg demeure entièrement distingué du College royal, et que le Recteur du College et le Directeur du Séminaire soient établis selon l'institut desdits Peres Jésuites, ensorte néanmoins que le Recteur du College ait seul toute la direction des Études et des Classes, et le Directeur du Séminaire ait seul et indépendamment du Recteur toute la direction du Sé-

minaire pour le spirituel et pour le temporel, dont il ne rendra compte qu'au Provincial, le tout sous l'autorité et suivant les intentions et les ordres de notredit Cousin et de ses Successeurs Evêques. Toutes lesquelles conditions Nous entendons être exécutées, et qu'elles aient la même force et vertu que si elles étoient insérées dans nosdites premières Lettres-Patentes du mois de Novembre dernier, que Nous voulons être exécutées aux clauses, conditions et modifications contenues dans ces présentes. Voulons au surplus et entendons que notredit Cousin soit et demeure conservé dans tous les Droits, Privilèges et Ponvoirs qui lui peuvent ou doivent appartenir en qualité d'Evêque et de Fondateur du College et Université de Molsheim et du Séminaire de Strasbourg. Si donnons en Mandement à nos amés et féaux les Gens tenans notre Conseil Supérieur d'Alsace séant à Colmar, que ces présentes ils aient à faire enregistrer et le contenu en icelles faire exécuter, garder et observer selon leur forme et teneur, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens au contraire: Car Tel est notre Plaisir; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles au mois de février, l'an de grace 1702, et de notre Regne le 59^e. Signé LOUIS. Plus bas est écrit, Par le Roi, CHAMILLART. A côté, Visa PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire verte.

Registrées le 8 Avril.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. 331.)

DOCUMENT XVIII.

Lettres-Patentes pour le rétablissement et maintien des Droits, Privilèges et Immunités de l'Université de la ville de Strasbourg. 21 Mai 1685.

Louis par la Grace de Dieu Roi de France et de Navarre :

A nos amés et féaux les Gens tenans notre Conseil Supérieur d'Alsace séant à Brisac, Salut. Ayant été bien informés de la réputation que l'Université établie par les Empereurs dans la ville de Strasbourg s'est acquise depuis un très long tems; et désirant prendre le même soin de ladite Université que des autres de notre Royaume, afin de la rendre d'autant plus florissante, A ces causes, Nous avons nommé, ordonné, et constitué, nommons, ordonnons, et constituons, par ces présentes signées de notre main, le Sieur Obrecht, Préteur royal de ladite ville de Strasbourg, pour en cette qualité, et conjointement avec les Magistrats d'icelles, veiller et s'employer au rétablissement et maintien des droits de ladite Université, et des Privilèges et Immunités d'icelles; pourvoir pour cette fin à l'administration des Biens et Revenus qui lui appartiennent, empêcher que lesdits Biens et Revenus, aussi bien que les fondations, bourses, et bénéfices destinés pour l'entretien des Études ne soient employés ni divertis à d'autres usages, ni les charges, dignités, et honneurs de ladite Université conférés qu'à des personnes capables et bien intentionnées à notre service. Voulons en outre que ledit Sieur Obrecht prenne soin

de tout ce qui regarde la doctrine de la Jurisprudence, Médecine, Arts, Sciences, et belles Lettres, même de la Bibliothèque publique, des Imprimeurs et Libraires; et au surplus qu'il se conforme à nos intentions au sujet de ladite Université: de ce faire Nous lui avons donné et donnons pouvoir, autorité, commission, et mandement spécial par cesdites présentes. Si Vous Mandons et Ordonnons, que cesdites présentes vous ayez à faire enregistrer, et du contenu en icelles jouir et user pleinement, et paisiblement ledit sieur Obrecht, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens au contraire. Car Tel est Notre Plaisir. Donné à Versailles le 21^r jour de Mai, l'an de grace 1685, et de notre Regne le 43^e. Signé LOUIS. Et plus bas: Par le Roi, LE TELLIER. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées le 25 Juin.

Le contenu ès-Lettres-Patentes ci-dessus a été dans la suite inséré dans les provisions que le Roi a accordées aux Prêteurs de Strasbourg.

(Ordonnances d'Alsace. T. I. p. 149.)

DOCUMENT XIX.

Copie de la lettre de Monseigneur le Marquis de Barbesieux. Ministre d'Etat, écrite à Monsieur le Marquis d'Huxelles, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général de ses Armées, et Commandant en chef pour Sa Majesté en Alsace, en date de Marly du 25 Avril 1698.

Le ROY a veu par la Lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'escire le 14.^{me} de ce mois, et l'Estat qui y estoit joint des Familles, que l'on pretend qui doivent sortir de Strasbourg, allarmées des mauvais discours qu'on leur a tenus, que la plus part des Habitans de cette ville croyent, que Sa Majesté n'est pas dans l'intention d'observer exactement à leur égard, ce qu'elle a bien voulu leur accorder par leur Capitulation, et que vous croyez que pour destruire les préventions qu'on leur a pu donner sur cela, il seroit à propos que le Roy leur accordast un renouvellement de la dite Capitulation, Sa Majesté a paru surprise que des gens, que vous mesme vous citez comme ayant de l'esprit, puissent s'allarmer de pareils discours; s'il y avoit des Exemples de renouveler une Capitulation accordée depuis longtemps, Je suis persuadé qu'elle l'auroit fait avec plaisir, Cependant comme cela ne s'est jamais pratiqué, Elle m'a ordonné de vous escire que son Intention est, que vous les assurez de sa part, qu'elle ne veut point les troubler en rien de ce, qui est porté par la dite Capitulation, et que pourveu qu'ils continuent à vivre comme de fideles sujets doivent faire, Elle leur donnera dans les occasions, qui se présenteront, des marques de sa Bonté. Si Vous croyez que la Copie de cette Lettre, que je vous escris, ou l'Original leur fasse plaisir à garder, le ROY trouve bon, que vous la remettiez à Messieurs du Magistrat, que je ne doute point, après ce que je Vous mande par Ordre de Sa Majesté, qu'ils ne ferment les oreilles aux mauvais Discours qu'on leur tiendra. Je suis etc. Signé DE BARBESIEUX.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Sur la Requête présentée au Roy, estant en son Conseil, par les Preteurs, Consuls et Magistrats de la Ville de Strasbourg, Contenant : Que le 30 Septembre mil six cens quatre-vingt-un, le Sieur Marquis de Louvois, Secrétaire d'Etat, et le Sieur Baron de Montclar, Lieutenant General des Armées du Roy, Commandant en Alsace, en vertu des pleins-Pouvoirs, dont ils étoient chargez par Sa Majesté, firent une Capitulation Solemnelle avec les Supplians lorsque le Feu Roy Louis XIV, de glorieuse mémoire les receut sous sa domination et protection, que Sa Majesté approuva, ratifia et confirma authentiquement le trois Octobre, suivant toutes les clauses et couditions portées par ladite Capitulation, Promettant en Foy et Parole, de Roy de les entretenir, garder et observer inviolablement de point en point, et d'empêcher qu'il n'y fût contrevenu directement ou indirectement: Que cependant on ose entreprendre de temps en temps de donner atteinte à ladite Capitulation; et qu'il se trouve même des gens qui répandent dans le public, qu'elle ne peut avoir lieu depuis le Traitté de Ryswick. Ces entreprises et ces discours allarment les Supplians, qui sont remplis de zele, d'attachement, de soûmission et d'une fidelité inviolable au service de Sa Majesté. A Ces CAUSES requeroient, qu'il plût à Sa Majesté ordonner que ladite Capitulation sera executée selon sa forme et teneur, comme auparavant le Traitté de Ryswick; en consequence maintenir et garder les Supplians dans tous les Droits, Prerogatives, Immunitéz, Franchises, Exemptions et Privileges, de quelque nature qu'ils puissent estre, portez par ladite Capitulation, avec defenses de les y troubler pour quelque cause et pretexte que ce soit.

Où il le Rapport, Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans, Regent, a ordonné et ordonne que ladite Capitulation sera executée selon sa forme et teneur; en conséquence Sa Majesté a maintenu et gardé, maintient et garde les Preteurs, Consuls et Magistrats de ladite Ville de Strasbourg dans tous les Droits, Prerogatives, Immunitéz, Franchises, Exemptions et Privileges portez par ladite Capitulation. Fait Sa Majesté defenses à toutes personnes de les y troubler, et seront à cet effet toutes Lettres expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Monsieur le Duc d'Orleans, Regent, present, Tenu à Paris le vingt-neuvième Juillet mil sept cens seize, Et contre-scélé. Signé, FLEURIAU.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE; A Nos amez et feaux, les gens tenans Nôtre Conseil Superieur d'Alsace, Salut: Nos bien-amez les Preteurs, Consuls et Magistrats de nôtre Ville de Strasbourg Nous ont fait représenter, que le 30 Septembre 1681. le Sieur Marquis de Louvois, Secrétaire d'Etat, et le Sieur Baron de Montclar, Lieutenant General de nos Armées, Commandant en Alsace, en vertu des pleins-Pouvoirs dont ils étoient chargez par le Feu Roy, Nostre très-honoré Seigneur et Bisayeul, firent une Capitulation solennelle avec les Exposans, lorsque Nôtre dit Seigneur et Bisayeul

les receut sous sa Domination et Protection, que Nôtre dit Seigneur et Bisayeul approuva, ratifia et confirma authentiquement le 3 Octobre, suivant toutes les clauses et conditions portées par ladite Capitulation, promettant en Foy et Parole de Roy de les entretenir, garder et observer inviolablement de point en point, et d'empêcher qu'il n'y fût contrevenu directement ou indirectement; Que cependant on ose entreprendre de temps en temps de donner atteinte à ladite Capitulation; et qu'il se trouve même des gens qui répandent dans le public qu'elle ne peut avoir lieu depuis le Traité de Ryswick; et comme ces entreprises et ces discours allarment les Exposants, qui sont remplis de zele, d'attachement, de soumission et d'une fidélité inviolable à Nôtre Service: Ils Nous ont très-humblement fait supplier d'ordonner que ladite Capitulation sera executée selon sa forme et teneur, comme auparavant le Traité de Ryswick; et en consequence de maintenir et garder les Exposants dans tous les Droits, Prerogatives, Immunités, Franchises, Exemptions et Privileges de quelque nature qu'ils puissent estre, portez par ladite Capitulation, avec defenses de les y troubler pour quelque cause et pretexte que ce soit: Sur quoy Nous aurions fait rendre cejourd'huy un Arrest en Nôtre Conseil d'Etat, Nous y estant, dont l'Extrait est cy-attaché sous le Contre-Scel de Nôtre Chancellerie, par lequel Nous aurions expliqué Nos intentions, et pour l'execution duquel Nous aurions ordonné que toutes Lettres nécessaires seroient expédiées. Pour Ces CAUSES voulant traiter favorablement les Exposants, de l'avis de Nôtre très-amié Oncle de Duc d'Orléans, Regent, de Nôtre très-cher et très-amié Cousin le Duc de Bourbon, de Nôtre très-cher et très-amié Oncle le Duc du Maine, de Nôtre très-cher et très-amié Oncle le Comte de Toulouse, et autres Pairs de France, grands et notables Personnages de Nôtre Royaume, Nous avons ordonné, et par ces présentes signées de Nôtre mains Ordonnons, que ladite Capitulation sera executée selon sa forme et teneur; en consequence avons maintenu et gardé, maintenons et gardons par cesdites presentes les Preteurs, Consuls et Magistrats de Nôtre Ville de Strasbourg dans tous les Droits, Prerogatives, Immunités, Franchises, Exemptions et Privileges portez par ladite Capitulation, avec defenses à toutes personnes de les y troubler. Si vous mandons que cesdites presentes vous ayez à enregistrer, et du contenu en icelles, faire jouir et user les Exposants pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements, nonobstant tous Edits, Declarations, Traitez, Arrests et autres choses à ce contraires, auxquelles Nous avons dérogé et dérogeons par cesdites presentes pour ce regard seulement, et sans tirer à consequence: CAR tel est Nôtre plaisir. DONNE à Paris le vingt-neuvième jour de Juillet, l'an de Grace mil sept cens seize, Et de Nôtre Regne le premier. Signé LOUIS; et *plus bas*, Par le Roy, le Duc d'Orléans, Regent, present. Signé, FLEURIAU, et scellé du Grand Sceau sur cire jaune.

*Registrées és Registres du Conseil Souverain d'Alsace,
pour estre executées selon leur forme et teneur,
conformément à l'Arrest du Conseil du vingt Aoust
mil sept cens seize, Collationné, Signé, LE FEVRE.*

Décret de l'Assemblée nationale du 17 Août 1790.

Considérant que les protestants des deux Confessions d'Augsbourg et Helvétique ont toujours joui en Alsace de l'exercice du Culte public, avec Églises, Consistoires, Universités, Collèges, Fondations, Fabriques, paiement des Ministres et des maîtres d'École et que ces droits et autres leur ont été confirmés à l'époque de leur réunion à la France ;

Considérant en outre que la différence dans les opinions religieuses ne doit pas, dans les élections, influer sur les suffrages, et que dans le choix de ceux qui doivent remplir des fonctions publiques on ne doit avoir égard qu'aux vertus et aux talents ;

L'Assemblée nationale

Décète que les protestants des deux confessions d'Augsbourg et Helvétique, habitants d'Alsace, continueront à jouir des mêmes droits, libertés et avantages dont ils ont joui et eu droit de jouir et que les atteintes qui peuvent y avoir été portées seront considérées comme nulles et non avenues ;

Décète sur la pétition des villes de Colmar, Wissembourg, et Landau, relativement aux élections pour les places municipales administratives et judiciaires, *qu'il n'y a lieu à délibérer.*

Le Roi a sanctionné ce décret le 24 Août 1790.

DOCUMENT XXII.

Loi relative aux biens actuellement possédés par les Protestants des deux confessions d'Augsbourg et Helvétique, et qui les excepte de la vente ordonnée pour les biens nationaux. Donnée à Paris le 10 Décembre 1790.

Louis, par la grace de Dieu etc.

Décret du premier décembre 1790.

L'Assemblée Nationale, ouï le rapport qui lui a été fait de la part de ses comités de constitution et des affaires ecclésiastiques, décrète ce qui suit :

Article 1^{er} Les biens possédés actuellement par les établissements des protestants des deux confessions d'Augsbourg et Helvétique, habitants de la ci-devant province d'Alsace et des terres de Blamont, Clermont, Héricourt et Châtelet, sont exceptés de la vente des biens nationaux, et continueront d'être administrés comme par le passé.

Art. 2. Sont comprises dans la classe des dîmes inféodées, dont l'indemnité doit être prise sur les deniers du trésor public, celles actuellement possédées par les mêmes établissements ;

mais il ne leur sera accordé pour indemnité que l'équivalent annuel de leur produit, sur le pied de l'évaluation qui en sera faite, lequel équivalent annuel leur sera payé par les receveurs des Districts dans l'Arrondissement desquels se trouvent lesdits établissements, et d'après la liquidation qui en sera faite par les Directoires de District et de Département, dans l'arrondissement desquels se perçoivent lesdites dîmes, suivant les règles établies par le Titre V du décret sur l'administration des biens nationaux du 28 Octobre dernier.

Art. 3. Les charges dont étaient grevés les biens nationaux en faveur des établissements desdits protestants ou de leurs ministres, continueront d'être acquittées : savoir, celles affectées sur les biens dont jouissent les corps, maisons, communautés et bénéficiers conservés, et auxquels l'administration en a été laissée provisoirement par ces mêmes corps, maisons, communautés et bénéficiers, et celles affectées sur les autres biens nationaux, par les receveurs de District dans l'Arrondissement desquels sont lesdits établissements, d'après les ordonnances des Directoires de Département, données sur l'avis de ceux de District.

Art. 4. Quant aux charges dont peuvent être grevés les biens et les dîmes des établissements protestants, elles continueront d'être acquittées au profit de ceux à qui elles sont dues ; et celles qui le seraient à des bénéficiers, corps, maisons ou communautés supprimés, et des mains desquels l'administration de leurs biens a été retirée, elles seront payées aux receveurs du District où se trouvent les établissements des protestants qui les doivent.

Nous avons sanctionné, et par ces présentes signées de notre main, sanctionnons le présent décret. Mandons et ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs et municipalités etc.

Extrait des Régistres des délibérations du Directoire du Département du Bas-Rhin, (17 Janvier 1794).

Vu la loi du 10 Décembre 1790 et les réquisitions du Procureur-général-syndic ;

Le Directoire du Département du Bas-Rhin a arrêté, que ladite loi serait transcrite sur les Registres, imprimée dans les deux langues, et adressée aux Directoires des Districts et par eux à toutes les municipalités du Département pour être également portée sur leurs registres et pour qu'elles tiennent la main à son exécution, affiche et publication.

POIROT, Président.

HOFFMANN, Secrétaire-général.

(Bulletin des lois T. V p. 138.)

DOCUMENT XXIII.

Décret de la Convention nationale du 8 Mars 1793, l'an II de la République française, relatif à la vente des biens formant la dotation des Collèges et autres établissements de l'instruction publique.

La Convention Nationale, ouï le rapport de ses comités d'Instruction publique et des fi-

nanées, rapporte les quatre premiers articles de son décret du 14 de ce mois relatif aux collèges français et décrète ce qui suit :

Article 1^{er} Les biens formant la dotation des collèges, des bourses et de tous autres établissements d'Instruction publique, seront vendus, sauf les exceptions ci-après énoncées.

Art. 2. Les mêmes biens seront, jusqu'à la vente, administrés par les préposés de la régie des domaines nationaux etc.

Art. 14. Sur la proposition d'un membre, la Convention Nationale décrète que les possessions affectées à l'entretien des établissements d'instruction publique des Protestants des Départements du Haut et Bas-Rhin, leur étant provisoirement conservées par la loi du 5 Mai (10 Décembre) 1790, elle passe à l'ordre du jour motivé sur la loi même.

DOCUMENT XXIV.

Ordre des Commissaires de la Convention Nationale, COUTURIER et DENZEL, pour la vente des biens des Protestants. 27 Février 1793. An II de la République.

Les Commissaires de la Convention Nationale, informés que différentes maisons et chapitres du Culte protestant, notamment celui de *S-Thomas*, possèdent des biens de différente nature; que les uns sont véritablement destinés aux frais du Culte et doivent continuer à leur appartenir, à moins que la Convention Nationale n'en décide autrement; que les autres sont destinés à l'Instruction publique; et quoique les biens de cette nature sont de droit à la disposition de la nation, chargée de l'Instruction publique, que néanmoins ces biens continuent au vu des corps administratifs à demeurer dans la possession et jouissance des maisons et chapitres protestants, notamment une grande quantité de celui de *S-Thomas*, au plus grand préjudice de la République;

En conséquence arrêtent que le Département se fera représenter tous les titres constatant la nature de ces biens, de même que les comptes annuels qui ont dû être rendus, dans lesquels il sera facile de distinguer la nature des mêmes biens; que cette distinction faite, lesdits biens seront régis, administrés et vendus comme tous les autres biens nationaux sous la responsabilité personnelle des administrateurs que les Commissaires chargent de se faire rendre compte de la gestion et administration que lesdites maisons et chapitres en ont eu, pour le produit en être versé dans la Caisse du District, et enjoignent aux administrateurs de leur rendre compte dans trois jours de leur diligence.

Fait et arrêté par les Commissaires de la Convention Nationale à Strasbourg le 27 février 1792 l'an II de la République française une et indivisible.

COUTURIER et DENZEL.

Collationné BARRIER, Secrétaire général.

(Cet ordre arbitraire a été réformé par le décret du 8 Mars 1793).

Extrait de la lettre écrite par la Commission des revenus nationaux aux Administrateurs du Département du Bas-Rhin. Paris, 15 Messidor an II de la République. (3 Juillet 1793.)

Vous demandez si la loi du 13 Brumaire est applicable aux biens des fabriques affectés au Culte des Luthériens, Calvinistes et aux religionnaires.

Nous répondons que *l'affirmative* pour laquelle vous témoignez incliner paraît admissible; mais que cette loi ne s'appliquant que sur les biens qui dépendaient des fabriques des églises cathédrales, paroissiales et succursales, ce serait *l'interpréter* ou l'expliquer, que d'étendre son exécution aux biens des fabriques affectés au Culte des Luthériens, Calvinistes et autres religionnaires : Nous croyons devoir soumettre à la Convention nationale la question que vous nous proposez à cet égard et attendre qu'elle se soit expliquée.

VARNERIN.

DOCUMENT XXVI.

Lettre du Ministre des Contributions publiques aux citoyens Administrateurs du Directoire du Département du Bas-Rhin. Paris, 14 Mai 1793, an II de la République.

J'ai reçu l'expédition de votre arrêté du 1^{er} Avril portant que les *biens des fabriques protestantes* quelconques seront exceptés du séquestre, qui a été ou qui sera mis à l'avenir sur les biens des Princes et Seigneurs, laïcs et étrangers et qu'ils seront régis par les *Conseils généraux des communes* des chefs-lieux de recette, sous la surveillance des corps administratifs auxquels les fabriciens rendront compte de leur gestion dans la même forme que les receveurs des deniers patrimoniaux. Les motifs qui ont déterminé votre arrêté sont : que suivant les principes des Protestants les biens des fabriques sont censés appartenir à la société des fidèles qui composent les paroisses; que *les Princes et Seigneurs ecclésiastiques, qui sous le prétexte d'exercer les droits épiscopaux s'en étaient arrogés l'administration*, n'avaient pas le droit de disposer des biens de ces fabriques, ni d'en employer les revenus à d'autres fins que celles de leur destination originaire; que *suivant la loi du 17 Août et 9 Septembre 1790* les Protestants des deux confessions d'Augsbourg et Helvétique qui ont toujours joui en Alsace de l'exercice du Culte public, ont été maintenus dans cette jouissance;

Enfin que les biens possédés par ces établissements ayant été exemptés de la vente des do-

XLVI

maines nationaux par les décrets du 25 et 28 Octobre 1790 et reconnus par celui de la convention nationale du 12 Mars dernier, leur administration doit être séparée et distincte de l'administration des domaines de la République;

Je ne penx, Citoyens, d'après ces motifs qui sont conformes aux principes et autres décrets intervenus à ce sujet, *qu'approuver votre arrêté* et vous inviter à en surveiller l'exécution.

CLAYÈRE.

DOCUMENT XXVII.

Lettre écrite par le Comité de législation aux Administrateurs du District de Strasbourg. Paris. 7 Prairial an III.

(26 Mai 1795.)

Vous nous demandez, Citoyens, si les dispositions de la Loi du 3 Ventôse portent atteinte aux lois rendues le 17 Août 1790 et 12 Mars 1795 en faveur des Eglises, Consistoires. Universités, Colléges, fondations, fabriques et autres objets relatifs au Culte protestant.

La loi du 3 Ventôse ne parle que de l'exercice des Cultes en général; l'article 8 dit bien que les communes ou sections de communes en nom collectif, ne pourront acquérir, ni louer de local pour l'exercice du Culte, mais comme la Loi du 17 Août 1790 *n'est point rapportée*, elle doit avoir son exécution, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

LAPLAIGNE P.

L. DE GENEVOIS.

(Cette décision du Comité a été consignée sur le registre général de l'administration du district sous le Numéro 57,236, et sur celui du Bureau des Domaines nationaux sous le Numéro 6440.)

DOCUMENT XXVIII.

Lettre du Ministre des finances aux Administrateurs du Département du Bas-Rhin. Paris 3 Messidor IV.

(21 Juin 1796.)

Vous me demandez par votre lettre du 14 de ce mois si les biens affectés au Culte des Protestants des deux Confessions d'Augsbourg et Helvétique peuvent être soumissionnés et vendus comme biens nationaux.

Vous connaissez la correspondance qui a eu lieu avec vous relativement à ces biens, soit de ma part, soit de celle de l'administrateur provisoire des domaines nationaux. Il en résulte que la législation n'offre que des *raisons de doute* sur la question de savoir, si les biens af-

fectés au Culte protestant peuvent être administrés et vendus comme biens nationaux. Telle est encore la situation des choses.

Vous n'ignorez pas que les décrets du 17 Août, 9 Septembre, 1^{er} Décembre (10) 1790, et l'article 14 de celui du 8 Mars 1793 ont été rapprochés de ceux des 30 Juillet, 26 Septembre 1791, 17 Mars, 18 Avril, 17 Septembre 1792, 24 Avril 1793 et 15 Brumaire II, sans que ces lois aient offert aucun moyen de solution.

Je pense donc que jusqu'à la décision générale qui a été demandée, vous ne devez recevoir aucune soumission sur les biens de l'espèce de ceux dont il s'agit, ni donner aucune suite à celle que vous pourrez avoir reçue.

DOCUMENT XXIX.

Déclaration de l'Administration municipale de Strasbourg que les fondations de la Haute École et autres ont toujours été affectées aux Protestants. 18 Ventose an III. (8 Mars 1795.)

Liberté.

Égalité.

Nous les Maire et Officiers municipaux de la Commune de Strasbourg, District de Strasbourg, Département du Bas-Rhin, certifions à tous qu'il appartiendra, que les biens des trois Fondations suivantes, savoir celle de la *hohe Schul*, ou pour l'Université et Gymnase, celle du Stipendium mauritanum, ou bourse de Maurice et celle du Corps des pensions, sont affectés aux Protestants de la Confession d'Augsbourg, et qu'ils sont du nombre de ceux qui leur ont été réservés par le Décret du 17 Août 1790 (v. st.) et exceptés de la vente des biens nationaux par l'article 1^{er} du 1^{er} Décembre de la même année et par celui du 8 Mars 1795 et que, conformément au décret précité du 1^{er} Décembre 1790, l'administrateur et receveur de ces biens est encore dans l'ancienne possession de leur Administration.

En foi de quoi nous avons délivré le présent Certificat auquel nous avons fait apposer le sceau de la Municipalité.

Fait en séance publique à Strasbourg le 18 Ventose an 3 de la république française, une et indivisible.

KEPPLER, Maire.

(Suivent les signatures des officiers municipaux.)

Vu par les administrateurs composant le Directoire du District de Strasbourg, le 29 Ventose l'an 3 de la République française, une et indivisible.

WANGEN, BREU, CHRISTMANN.

XLVIII

DOCUMENT XXX.

Déclaration de l'Administration municipale de Strasbourg que plusieurs fondations ont été attribuées en propriété à la Haute École. Cinquième jour complémentaire de l'an IV. (21 Septembre 1796.)

Nous, les Président et membres de l'administration municipale de la Commune de Strasbourg, certifions par les présentes, que le citoyen Jean Henri Meinel de cette commune est présentement Receveur des fondations Protestantes de la haute école et du Corps des pensions en icelle; qu'en cette qualité il est autorisé au recouvrement de leurs revenus et à la poursuite de leurs droits en justice; que les biens, sécularisés depuis plusieurs siècles, des ci-devant Augustins, des Carmes déchaussés, nommés en langue allemande *Barfüsser*, de S^r-Hélène, et des quatre prébendes dites de Notre-Dame de S^r-Martin, de S^r-Agnès à S^r-Marguerite, de S^r-Jean à S^r-Aurélien, et de Christophe Carlin, ont été attribués à titre de propriété et pleine et entière jouissance à la haute école dès son établissement, ainsi et de même que ceux des Congrégations supprimées, appelées en langue allemande *Sammlungen*, savoir, de la Tour ou église rouge, d'Offenbourg, d'Innenheim ou du S^r-Esprit, et de la troisième règle, l'ont été au Corps des pensions; et que ces fondations ont possédé jusqu'à ce jour et possèdent encore actuellement lesdits biens en toute propriété. En foi de tout quoi nous avons délivré au citoyen Meinel en sa susdite qualité la présente attestation pour lui servir à telles fins que de raison.

Fait à la Maison commune dudit Strasbourg, en séance publique; le cinquième jour complémentaire de l'an 4 de la république française, une et indivisible. (21 Septembre 1796.)

(Suivent les signatures.)

DOCUMENT XXXI.

Délibération du Directoire du Département du Bas-Rhin. 22 Avril 1793

Séance Publique.

Les Administrateurs du Directoire du Département du Bas-Rhin, Considérant que par l'art. 4 de la Loi du 5 Février dernier, tous les fonctionnaires publics non élus par le Peuple ont été tenus de justifier un certificat de Civisme aux Directoires de Départemens. Considérant, que s'il est une fonction importante, qui plus qu'une autre paraisse exiger la preuve d'un patriotisme bien prononcé, c'est celle de personnes chargées de l'Instruction publique. Considérant, que lesdites personnes sont également comprises dans la Loi, en qualité de fonction-

XLIX

naires publics non élus par le Peuple. Oui le Procureur Général Sindic, arrêtent en séance publique, que toutes les Personnes chargées d'un département de l'Instruction publique, tels que ministres de tous les Cultes, Régens, Professeurs, Maîtres et Maitresses d'École et autres, seront tenus dans le délai de quinzaine et dans celui de huitaine seulement pour celles employées dans la Commune de Strasbourg de justifier d'un Certificat de Civisme au Directoire du Département donné par le Conseil Général de la Commune du lieu de leur résidence, vérifié et approuvé par le Directoire du District, passé lequel délai, il sera procédé à leur remplacement par qui et ainsi qu'il appartiendra. Sera le présent arrêté adressé aux Directoires de Districts pour veiller à son exécution et en donner connoissance officielle aux Citoyens qu'il concerne. Signés, BURGER, Vice-Président, BARBIER, Secrétaire Général. Collationné. CHRISTMANN, Secrétaire. Collationné, REMPLER, Secrétaire Greffier.

DOCUMENT XXXII.

Extrait des registres du Corps municipal de la Commune de Strasbourg. 25 avril 1792.

Vu la lettre du Directoire du Département du Bas-Rhin à celui du District de Strasbourg du 22 *Avril*, par laquelle le premier appelle l'attention de l'autre sur l'exécution de l'article 4 du Décret du 5 Février dernier, qui porte que tous les fonctionnaires publics *non élus* par le peuple et les employés des deniers de la République seront tenus de justifier dans la quinzaine d'un certificat de civisme.

J'invite le Directoire du District à prendre tous les renseignemens possibles sur le civisme bien prononcé desdits individus, et de peser avec la plus grande attention, si depuis la révolution, ils en ont donné des preuves non équivoques; et de faire passer en même temps au Directoire du Département *une liste* de ceux qu'après leur civisme éprouvé, intégrité, talents et capacité, il jugerait propres à remplacer ceux à qui les jugemens des Conseils généraux des communes ou ceux du Directoire du District ne seraient pas favorables.

Le corps municipal a chargé le bureau de Police de faire dresser incessamment un état des fonctionnaires publics et employés payés par les deniers de la République qui ont été *nommés* par le pouvoir exécutif et qui sont par conséquent dans le cas de se conformer au Décret cité.

RUMPLER, Secrétaire-greffier.

DOCUMENT XXXIII.

Délibération du Directoire du Département du Bas-Rhin. 29 avril an II. (1792)

Les Administrateurs du Département du Bas-Rhin,

Considérant que s'il est une fonction importante qui plus qu'une autre paraisse exiger la preuve d'un patriotisme bien prononcé, c'est celle des personnes chargées de l'Instruction publique;

Considérant que lesdites personnes sont également comprises dans la loi, en qualité de fonctionnaires publics *non élus* par le peuple;

Arrêtent que toutes les personnes chargées d'un département de l'Instruction publique, telles que *Ministres* de tous les cultes, Régens, Professeurs, Maîtres et Maitresses d'écoles et autres, seront tenues dans le délai de quinzaine de justifier d'un certificat de civisme.

DOCUMENT XXXIV.

Extrait des registres du Corps municipal de la Commune de Strasbourg. 7 mai 1792. an II.

Vu la délibération du Directoire du Département du Bas-Rhin du 22 Avril, portant, que toutes les personnes chargées d'un département de l'Instruction publique seront tenues de justifier dans la quinzaine d'un certificat de civisme;

Le corps municipal a chargé l'Administrateur des établissements publics de notifier le contenu de cette délibération aux Ministres du Culte catholique par la voie de l'Évêque du Bas-Rhin. aux Ministres du Culte protestant par la voie du Président du Convent ecclésiastique, aux Ministres de la Confession helvétique et maitres d'école par la voie du plus ancien des pasteurs, aux membres de l'Université protestante par la voie du Recteur, à ceux du Gymnase protestant par la voie du Gymnasiarque, aux Professeurs et Régens du Collège national, aux maitres et maitresses d'écoles catholiques et aux maitres d'école protestants, aux rabbins et aux maitres d'école juifs.

RUMPLER, Secrétaire-greffier.

La Convention Nationale, sur les observations d'un membre sur les articles 2 et 4 du Décret du 5 de ce mois, concernant les pensionnaires sur les biens des colléges;

Déclare qu'elle n'a point entendu dans ces deux articles, assujettir à rapporter un certificat de civisme pour toucher leurs pensions, ceux des pensionnaires qui n'exercent plus aucunes fonctions, mais seulement ceux qui étant en activité de service, confondent dans les émoluments qui y sont attachés, leurs pensions dans les traitemens qui leur sont assignés.

Déclare pareillement que ceux qui ne sont salariés en aucune manière par le *trésor public*, sont dispensés de représenter un certificat de civisme, tel que sont tenus d'en rapporter les fonctionnaires publics et tous salariés par la nation.

Visé par l'Inspecteur des Procès-verbaux,

JOSEPH BECKER,

et par les Secrétaires de la Convention, Paris ce 21 Mai 1793.

J. A. PENIEREZ, et

C. L. MAZUYER.

Art. 7. Il sera pourvu au traitement des pasteurs des églises consistoriales, bien entendu qu'on imputera sur ce traitement les biens que ces églises possèdent, et le produit des oblations établies par l'usage ou par des réglemens.

Art. 8. Les dispositions portées par les articles organiques du culte catholique, sur la liberté des fondations et sur la nature des biens qui peuvent en être l'objet, seront communes aux églises protestantes.

Art. 9. Il y aura deux académies ou séminaires dans l'est de la France, pour l'instruction des ministres de la confession d'Augsbourg.

Art. 10. Il y aura un séminaire à Genève, pour l'instruction des ministres des églises réformées.

Art. 11. Les Professeurs de toutes les académies ou séminaires seront nommés par le premier Consul.

Art. 12. Nul ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une église de la confession d'Augs-

bourg, s'il n'a étudié pendant un temps déterminé, dans un des séminaires français, destinés à l'instruction des ministres de cette confession, et s'il ne rapporte un certificat en bonne forme, constatant son temps d'étude, sa capacité et ses bonnes mœurs.

DOCUMENT XXXVI.

Articles organiques de l'Académie des Protestants de la Confession d'Augsbourg. 30 Floréal an XI.

Article 1^{er} Il y aura à Strasbourg une des Académies protestantes déterminées par l'article IX. du Titre 1^{er} des articles organiques sur les cultes protestants de la Confession d'Augsbourg.

Art. 2. Les fondations de l'Académie, du Gymnase, des Bourses, Bibliothèque et Bâtiments de l'ancienne Académie, seront affectées à cette Académie.

Art. 3. Les charges dont ces fondations étaient grevées précédemment, continueront à être acquittées.

Art. 4. L'Académie sera subordonnée au Directoire du Consistoire général de Strasbourg.

Art. 5. Les Professeurs de l'Académie seront réduits et fixés au nombre de dix, après les deux premières vacances.

Art. 6. Le Président du Consistoire général est Directeur né de l'Académie, et participera, en cette qualité, aux revenus de la fondation de St-Thomas.

Art. 7. Les Professeurs de l'Académie seront nommés par le Premier Consul, sur la présentation du Directoire du Consistoire général qui prendra l'avis de l'Académie.

Art. 8. L'Académie pourra proposer au Gouvernement des suppléants aux Professeurs.

Par le Conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

Signé : PORTALIS.

Pour copie conforme à l'expédition délivrée par M. Portalis
au Consistoire général de Strasbourg,

L'auditeur au Conseil d'État, Secrétaire général,

Signé : JANZÉ.

DOCUMENT XXXVIII.

Règlement pour le Chapitre de St-Thomas. 5 mars 1762.

Nous Jean-Baptiste Denis de Regemorte, Conseiller d'État, Préteur royal de la Ville de Strasbourg, en cette qualité Protecteur de la même Université, Charles de Bock, Stettmeister, Chancelier de ladite Université, Jean-Henri Faber et Jean-Frédéric Faust, Ammeistres et Scolarches,

savoir faisons : Qu'après avoir examiné avec beaucoup d'attention les différents comptes du Chapitre de S^t-Thomas, nous aurions reconnu qu'on pourrait établir dans la gestion de ses biens une meilleure régie que celle qui a été usitée jusqu'à-présent, que depuis un espace de dix années ses revenus ordinaires n'ayant point suffi pour remplir les charges qui y sont annexées, on a employé des capitaux pour les acquitter, ce qui fait une diminution sur le produit de la masse, qui doit être attribuée à l'impôt des vingtièmes, dont la Recette générale a été chargée seule, et par la suite la mettrait hors d'état de fournir les compétences des Chanoines et des Ministres de leur Eglise; pour empêcher que ladite diminution n'augmente, et pour que les fonds des capitaux soient rétablis dans leur ancien état, nous avons estimé qu'il était nécessaire de prescrire des règles pour l'administration des revenus, de diminuer les dépenses, de retrancher celles qui sont inutiles, de décharger la menue capitulaire des charges qui ne doivent pas la concerner, et de faire en conséquence le règlement qui suit, auquel le Chapitre sera tenu de se conformer.

Article 1^{er}.

Il n'y aura désormais qu'un seul et même compte, qui sera rendu par le receveur de tous les revenus dépendants de la dite Eglise, même ceux qui ont formé jusqu'à-présent la recette appelée *Cista*, dans lequel compte général toutes les recettes et dépenses seront portées, au moyen de quoi et des autres dispositions portées au présent règlement, les émoluments des places de *Cistarii*, *Frumentarii*, *Clavigeri*, ainsi que ceux du *Prefectus pagi*, se trouveront supprimés, lesdites places restantes au surplus dans leurs anciennes fonctions.

Art. 2.

Il ne sera rien porté en dépense dans ledit compte général pour l'assistance au compte, à laquelle MM. les Chanoines ne peuvent pas se dispenser d'assister pour remplir les obligations attachées à leurs Prébendes.

Art. 3.

Le compte sera dressé dans la même forme usitée dans celui de l'hôpital et de S^t-Marc, avec le plus de précision et de netteté que faire se pourra, tant pour la recette que la dépense.

Art. 4.

Les veuves des Chanoines n'auront à l'avenir que six rézaux de grains par gratification, qui n'aura lieu que pour celles qui seront dans l'indigence.

Art. 5.

Tous les baux seront faits par le Chapitre en grande connaissance de cause, pour y parvenir, il sera dressé un état des biens appartenants à l'Eglise, dans lequel seront distingués ceux qui portent rente foncière ou emphytéotique, d'avec ceux qui sont donnés à titre de bail, avec des observations sur la durée, sur l'expiration des baux, et sur le dénombrement des biens qui en dépendent.

LIV

Art. 6.

Les anciennes extances en grains n'étant pas constatées, elles seront liquidées et vérifiées avec les colous, pour être ensuite pris avec eux les arrangements nécessaires pour leur acquittement.

Art. 7.

Le receveur sera chargé de la recette des grains, de leur conservation, et de leur livraison, il lui sera passé deux pour cent par an pour les déchets, à l'égard de ceux seulement qui rentreront réellement, et non pas de ceux qui seront payés en deniers par les fermiers, au moyen de quoi ne seront portés dans le compte que les frais de mesurage et de remuement, tous les autres devant être rayés.

Art. 8.

Toutes les dépenses généralement quelconques à faire pour la réception des nouveaux Chanoines concerneront uniquement le nouveau titulaire, et nullement la mense capitulaire.

Art. 9.

Pour éviter les discussions entre les Chanoines et le Chapitre pour raison des réparations à faire aux maisons canonicales; le Chapitre sera tenu de faire les grosses réparations, comme charpente, maçonnerie, entretien de la toiture, et les Chanoines, en leur qualité d'usufruitiers, seront astreints aux menues réparations, autrement appelées locatives, lesquelles consisteront dans les ramonages des cheminées, vidanges des latrines, entretien des planchers, âtres de feux, fourneaux, lambris, croisées et vitres, qui concerneront uniquement les Chanoines, sans que pour raison de ces menues réparations le Chapitre y contribue en manière quelconque.

Art. 10.

L'impôt des vingtièmes étant une charge qui doit regarder ceux qui jouissent des biens qui y sont assujettis, suivant les ordonnances, il sera retenu pour les vingtièmes, par le receveur sur la compétence à payer aux Chanoines, la somme de soixante quinze livres chacune année par tête, et ce à commencer du premier janvier de la présente année, laquelle retenue finira avec la cessation du vingtième, et diminuera à fur et à proportion que l'imposition sera diminuée. La même retenue pour le vingtième aura lieu sur les autres parties prenantes sur la mense capitulaire.

Art. 11.

Le receveur donnera au Chapitre une caution bourgeoise de six mille livres, il fera rentrer régulièrement les extances survenues depuis sa gestion, sera tenu de prouver ses diligences, faute de quoi, quand elles passeront trois années, elles seront rayées. Sa compétence sera réglée sur le pied de vingt deux réaux de froment, autant de seigle, quatre d'orge, et douze cent livres en argent, bien entendu qu'il aura un commis travaillant dans son bureau conformément à ses instructions, qu'il n'aura que cinq livres en tout par jour pour frais de voyage, et soixante livres pour frais de bureau et reddition de compte.

Art. 12.

Nous nommons trois Chanoines, savoir MM. Frid, Brackenhoffer et Dreitlinger, députés perpétuels, pour veiller particulièrement sur l'administration des revenus du Chapitre, à l'effet de quoi le receveur leur remettra toutes les semaines un état fidèle et exact de recette et de dépense, pour servir de pièces justificatives au compte général, dont l'examen sera fait par lesdits députés avant que d'être remis au Chapitre, si l'un ou l'autre de ces députés venait à manquer, le Chapitre en substituera un autre à sa place.

Art. 13.

Les Chanoines remettront aux Archives et à la Recette toutes les pièces qu'ils en ont tiré, et ce dans la huitaine, laquelle remise nous sera certifiée par les Archivaires : et à l'avenir si aucun des Chanoines veut avoir aucune pièce des Archives, il la demandera au Chapitre, en donnera son récépissé, et la remettra au plus tard dans le mois aux Archives.

Fait à Strasbourg, ce cinquième Mars mil sept cent soixante deux.

REGEMORTE, DE BOCK, FABER, FAUST.

DOCUMENT XXXIX.

Lettre écrite au Préfet de la Sarre le 17 Mai 1806 par Son Excellence le Ministre des Cultes.

Monsieur,

J'ai reçu, en son temps, avec la lettre que Vous me fîtes l'honneur de m'écrire le 7 dernier, l'expédition que je Vous avais demandée de Votre arrêté du 9 Germinal an 15, à laquelle Vous eûtes l'honnêteté de joindre une copie de Votre lettre d'envoi à mon collègue, le Ministre de l'Intérieur, et la copie de celle que le Président du Consistoire général de Mayence Vous avait écrite le 9 Vendémiaire.

Sur l'exhibition de ces pièces on a fait de nouvelles recherches dans les bureaux du ministre de l'Intérieur, mais on n'y a trouvé ni Votre lettre, ni Votre arrêté.

La matière de cet arrêté, m'a déterminé à faire un mémoire historique, pour établir les droits de propriété des églises protestantes de l'une et de l'autre communion dans les départements conquis ou réunis à l'empire français, et tout à la fois, ceux qu'ont les Consistoires de les administrer.

D'après mon travail, on s'est convaincu, dans le ministère de l'Intérieur, que tout ce qui était relatif aux biens des églises protestantes, aux fondations ecclésiastiques et scolastiques, aux fabriques, académies, écoles etc., etc. . . . était étranger à l'administration publique.

En effet, j'ai établi, dans ce mémoire, que tous les biens ecclésiastiques dont les protestants de la communion luthérienne et calviniste des quatre départements réunis étaient en possession en l'année normale 1624, leur appartiendraient à toute perpétuité, que cette pro-

priété avait été reconnue et garantie, jusqu'aujourd'hui, non seulement, par les traités, les capitulations, les lois de l'assemblée constituante, la loi du 18 Germinal an 10, mais encore par les décrets que S. M. a rendus sur ces matières.

Sans remonter aux traités, je me bornerai à Vous faire observer que, par une loi du 17 Août 1790, fondée sur le traité de paix de Westphalie, et d'après la règle de l'année normale 1624, que je Vous ai fait connaître par ma lettre du 5 Mars dernier, il fut dit *que les protestants continueraient de jouir des mêmes droits dont ils avaient eu droit de jouir, et que les atteintes qui pourraient y avoir été portées seraient considérées comme nulles et non avenues.*

Cette loi n'était alors applicable qu'à la ci-devant Alsace; mais depuis la réunion des quatre départements à l'Empire français, réunion qui n'a produit aucune innovation à cet égard aux anciens traités, ces quatre départements ont été rangés dans la même catégorie.

La loi du 18 Germinal an 10, basée sur les traités et sur la loi du 17 Août 1790 dispose, article 20, que les Consistoires veilleront à l'administration des biens de l'église et à celle des deniers provenant des aumônes.

Or, par biens d'église, il faut entendre d'après les traités : les monastères, fondations, académies, collèges, écoles, hôpitaux, rentes, droits de patronage et autres choses semblables, toutes garanties de la manière la plus authentique par la France et par les autres puissances contractantes.

Conformément à ces principes, S. M. I. et R., a rendu, dans sa justice, divers décrets, dont les uns sont conservatoires de ces droits, et dont les autres ont annulé divers arrêtés de préfets lesquels y portaient atteinte.

Par un décret du 25 Floréal an 11 S. M. a établi l'Académie protestante de Strasbourg, à laquelle est attaché un Gymnase ou école de première instruction.

Les professeurs de cette Académie et de ce Gymnase sont dotés du produit de fondations faites en faveur des églises protestantes; fondations qui ont été conservées, confirmées et respectées depuis la paix dite de religion de 1555.

Par un autre décret, le conseil d'état entendu, S. M. a cassé un arrêté, rendu le 22 Brumaire an 15, par le Conseiller d'état, Préfet du Bas-Rhin, et a maintenu le Consistoire de Brumath, dans la jouissance *des revenus des fabriques, aumônes, bourses ou écoles de l'église protestante.*

En effet, les écoles des protestants sont des établissements purement religieux, absolument relatifs à l'instruction évangélique, et les aumônes ne sont proprement chez eux, que ce que les fabriques sont chez les catholiques; elles sont moins destinées à des actes de charité qu'aux frais du Culte etc., etc.

Ces objets, comme Vous voyez, Monsieur, sont donc hors des règles relatives à l'instruction publique, et n'ont aucun rapport à son administration. Ce sont des propriétés qui appartiennent aux églises protestantes, et dont l'administration est exclusivement attribuée aux Consistoires, par l'article 20, section 2, titre 2, de la loi du 18 Germinal an 10.

J'ai cru, Monsieur, devoir Vous transmettre ces instructions pour satisfaire au désir que Vous avez manifesté au Ministre de l'Intérieur par Votre lettre du 30 Vendémiaire, et pour qu'à l'avenir Vous en puissiez faire l'application aux matières qui intéressent le culte protestant de l'une et de l'autre communion, dans les affaires qui pourraient être soumises à Votre autorité.

Puisque les biens et revenus provenant de la fondation ecclésiastique et scolastique établie à Arnoval, Meissenheim et autres, doivent être administrés par les Consistoires des églises protestantes, il suffira de considérer Votre arrêté du 9 Germinal comme non advenu, et d'ordonner que les Consistoires prendront l'administration des biens des églises protestantes qui sont dans leur arrondissement, et que les commissions bénévoles leur rendront compte de la leur.

Vous voudrez bien, Monsieur, me faire parvenir une expédition de l'arrêté que Vous prenez à ce sujet, pour que j'en puisse solliciter la confirmation de S. M.

Je crois devoir Vous adresser une expédition du décret qu'elle a rendu sur les fabriques, bourses ou écoles de Brumath.¹⁾

J'ai l'honneur de Vous saluer avec une considération très distinguée,

Signé : PORTALIS.

Pour copie conforme, le chef de la division des cultes protestants,

Signé : DARBAUD.

¹⁾ Les principes du Ministre étaient conformes à la jurisprudence du Conseil d'État. Dès le commencement de l'année 1806 le décret suivant avait été rendu sur l'avis du Conseil d'État.

Culte protestant de la Confession d'Augsbourg.

Ministère des Cultes.

Extrait des minutes de la Secrétairerie d'État.

Au Palais des Tuileries, le 31 Janvier 1806.

Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie, sur le rapport de Notre Ministre des Cultes, *Notre Conseil d'État entendu*, Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1^{er}.

L'Arrêté du Conseiller d'État, Préfet du Bas-Rhin, du 22 Brumaire an 13, relatif à la fabrique et bourse protestante de l'église consistoriale de la Confession d'Augsbourg de Brumath, est annulé. En conséquence le Consistoire de Brumath est maintenu dans la jouissance des revenus desdites fabrique et bourse.

Art. 2.

Notre Ministre des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : NAPOLEON.

Pour l'Empereur le Secrétaire d'État,

Signé : HUGUES B. MARET.

Pour expédition conforme le Secrétaire général attaché au Ministère.

Signé : PORTALIS fils.

Lettre écrite à M. Kern, Président du Consistoire général, par le Chef de la deuxième division du Ministère des Cultes. Paris. 28 Juin 1806.

Monsieur.

Je Vous adresse une expédition d'un arrêté pris par le Préfet de la Sarre le 17 Avril dernier. Cet arrêté, comme Vous le verrez, est relatif à l'administration des biens et revenus des églises protestantes; il a été rendu d'après les principes que le Ministre des Cultes a établis sur les droits des églises protestantes.

Je Vous adresse également une expédition d'un décret du 11 Juin suivant, par lequel Sa Majesté, en confirmant l'arrêté du Préfet de la Sarre, en prescrit l'exécution.

J'ai présumé, Monsieur, que ces pièces, quoiqu'étrangères aux Départements de Vos églises, pourraient être de quelque utilité à Votre administration, parce que les principes posés par le Ministre des Cultes s'appliquent généralement à toutes les églises protestantes de l'une et de l'autre communion dans les pays anciennement ou récemment conquis ou réunis à l'Empire français.

Recevez, Monsieur, l'assurance de mon zèle et de tous mes sentiments.

Signé : DARBAUD.

DOCUMENT XLI.

Extrait du registre des arrêtés du Préfet du Département de la Sarre. Trèves. 17 Avril 1806.

Vu la lettre de Son Excellence le ministre des Cultes du 5 Mars dernier, qui consacre les principes d'après lesquels les biens des Protestants doivent être administrés;

Paris, le 14 Février 1806

Le Ministre des Cultes, Grand Officier de la Légion d'honneur, à Monsieur le Président du Consistoire général de Strasbourg.

Monsieur le Président, j'ai l'honneur de Vous adresser une expédition d'un Décret rendu le 31 Janvier aux Palais des Tuileries, par lequel Sa Majesté, Son Conseil d'Etat entendu, en annulant l'arrêté pris par le Préfet du Bas-Rhin le 22 Brumaire an 13, relatif à la fabrique et bourse protestante de l'église de Brumath, a maintenu le Consistoire de cette église dans la jouissance des revenus desdites fabrique et bourse.

Je vous invite, Monsieur, à donner des ordres pour que l'on poursuive avec toute la sévérité possible le receveur de la fabrique de Brumath en reddition de ses comptes et en paiement du reliquat, et de m'instruire du résultat de Vos démarches à cet égard.

Je prie le Conseil d'Etat Préfet du Bas-Rhin de Vous prêter appui et assistance si cela est nécessaire. J'ai l'honneur de Vous saluer avec une considération distinguée.

PORTALIS.

Vu la loi du 18 Germinal an 10;

Revu notre arrêté du 30 Vendémiaire dernier qui ordonne la remise aux Consistoires locaux de l'administration des biens et revenus des fabriques des églises protestantes, et maintient provisoirement et jusqu'à nouvelle instruction, les commissions bénévoles dans l'administration des biens et revenus des fondations ecclésiastiques et scolastiques établies à Arnoval, Meissenheim, Cousseil et Birkenfeld;

Le Préfet du Département de la Sarre, membre de la Légion d'honneur;

Considérant que d'après le développement donné par la lettre citée de Son Excellence le Ministre des Cultes, il ne reste plus aucun doute que l'administration des Consistoires ne doive s'étendre aux biens et aux revenus des fondations protestantes sans distinction.

ARRÊTE :

Article 1^{er}.

A compter du 1^{er} Mai prochain, les commissions bénévoles établies pour l'administration des biens et des revenus des fondations ecclésiastiques et scolastiques d'Arnoval, Meissenheim, Cousseil et Birkenfeld, cesseront leurs fonctions, et remettront aux Consistoires locaux respectifs l'administration qui leur était confiée, sauf aux Consistoires d'exiger de ces commissions compte de leur gestion ainsi que cela se pratique pour les propriétés particulières.

Art. 2.

Toutes les dispositions d'arrêtés antérieurs contraires à celles ci-dessus sont abrogées.

Art. 3.

Expédition du présent sera adressée aux Sous-Préfets des arrondissements de Sarrebruck et Birkenfeld pour son exécution.

Une pareille expédition sera également adressée à M. le Président du Consistoire général de la Confession d'Augsbourg à Mayence.

Signé : KEPPLER.

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire général.

Signé : HARUN.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général attaché au Ministère des Cultes,

Signé : PORTALIS, fils.

Arrêté du Maire de la Ville de Strasbourg. 10 Février 1810.

Vu l'état de différentes prestations qu'on était dans l'usage d'acquitter à la fondation de S^t-Thomas, sous la dénomination de rentes foncières affectées sur des immeubles de la Ville et consistant, savoir :

	froment. hect.	seigle. hect.	orge. hect.	argent.
Du bâtiment de la Spitzmühl, en.	6,68,52	4,45,68		
Du Dinghof d'Iltenheim, et de différents biens situés au ban de Schiltigheim, de la fondation de S ^t -Nicolas-aux-ondes, en.	5,11,04	4,53,52		
Des biens situés à Oberhausbergen et Weyers- heim, provenant de la fondation de la Chartreuse, en	9,10,06	15,94,16	5,80,90	6. c. 2,07
	18,89,62	19,95,56	5,80,90	2,07

Le titre d'acquisition d'un tiers de l'usine dite Spitzmühl, du 19 Octobre 1597;

La transaction faite entre le Magistrat et les préposés de la fondation S^t-Thomas, du 15 Mai et 27 Juin 1777;

Ensemble le renouvellement de la rente collongère d'Iltenheim, et le livre terrier du ban d'Adelshoffen;

Considérant qu'il est constaté par le titre d'achat du 19 Octobre 1597, que le tiers de l'usine de la Spitzmühl était grevé d'une contre-rente de froment 6 hect. 68 lit. 52 cent., seigle 4 hect. 45 lit. 68 cent., au profit de la fondation S^t-Thomas, et que la vente a eu lieu avec la charge de servir cette rente;

Qu'il résulte de même de la transaction du 15 Mai et 17 Juin 1597 (*sic*), que le grand bien de la Chartreuse, situé au ban d'Oberhausbergen et Weyersheim, doit au Chapitre de S^t-Thomas une contre-rente de 9 hect. 10 lit. 06 cent., etc. etc.;

Que l'exigibilité du Dinghof d'Iltenheim a été contestée à la Ville par ses débiteurs; que jugement rendu par le tribunal civil de Strasbourg sur cette contestation paraît léser les intérêts de la commune et donner lieu à un recours par appel, de manière que la contestation peut être envisagée comme existante et en plein;

Que dans l'incertitude de la décision à intervenir, il ne serait pas juste d'astreindre la Ville au paiement d'une charge, tandis qu'elle n'est pas sûre de percevoir la rente sur laquelle cette charge est affectée;

Que le livre terrier d'Adelshoffen, seul titre invoqué par la fondation de S^t-Thomas, n'est

point d'accord pour la quotité de la prestation, que cette prestation paraît être d'ailleurs d'origine féodale, vu qu'elle est dénommée au livre terrier, *für Richtung, Zehenden*, et conséquemment supprimée;

Considérant enfin que toutes les rentes foncières sont sujettes à la déduction du cinquième, en exécution des lois du 1^{er} Décembre 1790 et 10 Juin 1791, et que celles ci-dessus indiquées sont en souffrance pour 1808 et 1809;

Le Maire arrête :

Article 1^{er}.

Le paiement de la contre-rente due par la Ville à la Fondation de S^t-Thomas, et affectée sur la collonge d'Itenheim, est ajournée jusqu'à la décision de la contestation levée sur l'acquittement de cette rente collongère.

Est également ajourné le service de la prestation établie au bénéfice de la même Fondation sur des biens de la Ville situés au ban d'Adelshoffen, jusqu'à ce que la quotité et la nature de cette rente soient reconnues sur de nouveaux renseignements, que ladite fondation sera invitée à fournir.)

Art. 2.

Les contre-rentes assises sur la Spitzmühl et sur le grand bien de la Chartreuse à Oberhausbergen, seront payées des greniers de la Ville pour les années 1808 et 1809. Elles subiront la déduction du cinquième.

Art. 3.

Les arrérages des rentes, désignées dans l'article ci-dessus, dues pour 1808, seront acquittées de la même manière qu'en l'an 1807, et en sera compté en dépense de la même manière.

La rente due pour 1809 sera payée en nature des greniers de la Ville, le Receveur sera couvert de cette dépense par un mandat portant évaluation des grains aux taux du budget du même exercice.

Art. 4.

Copies du présent arrêté seront transmises à la fondation de S^t-Thomas et au Receveur municipal.

WANGEN.

1) La prestation sur les biens d'Adelshoffen fut reconnue par arrêté du Maire du 20 Novembre 1810, et acquittée le 21. La fondation de S^t-Thomas venait d'obtenir un jugement qui constatait sa propriété sur la rente contestée par le détenteur de ces biens.

Lettre du Maire de la ville de Strasbourg aux Administrateurs de la fondation de St-Thomas. 28 Mai 1818

J'ai l'honneur de Vous transmettre ci-joint, avec la copie de la délibération du Conseil municipal en date du sept février dernier portant transfert au profit de la fondation de St-Thomas, des rentes foncières, que la ville possède à Ittenheim, approuvée par Monsieur le Préfet du Département le 21 suivant, le renouvellement authentique de la rente collongère à Ittenheim. Je Vous prie, Messieurs, de vouloir bien m'en accuser la réception.

DE KENTZINGER.

Extrait du Registre des Procès-verbaux du Conseil municipal de la ville de Strasbourg. Séance du 7 Février 1818.

Présens MM. Kentzinger, Maire, Président, Reichard, Schertz, Mertian, Chastelain, etc.

M. le Maire reproduit au Conseil municipal le rapport qu'il lui avait déjà présenté dans la séance du 22 Décembre dernier ayant pour objet d'accueillir un projet de transférer à la fondation protestante de St-Thomas, les rentes foncières que la Ville possède dans le village d'Ittenheim, arrondissement de Strasbourg, en compensation de contre-rentes que la Ville lui doit déjà sur ces mêmes rentes et d'autres rentes, qu'elle lui doit également sur de biens passés à la Caisse d'amortissement en vertu de la loi du 20 Mars 1815, projet accepté par le Directoire de la Confession d'Augsbourg et qui débarrasserait utilement l'administration municipale.

Le Conseil municipal légalement convoqué et réuni, considérant que la proposition convient aux deux parties, estime que le transfert peut être autorisé et définitivement conclu, et qu'en conséquence les deux espèces de rentes que la Ville doit à la fondation de St-Thomas montant ensemble à 20 hectolitres, 77 litres, 67 centilitres de froment, 20 hectolitres, 8 litres, 61 centilitres de seigle et 7 hectolitres, 69 litres, 66 centilitres d'orge seront éteintes à son profit moyennant la transmission à ladite fondation de la propriété des rentes de même espèce qu'elle possède dans la banlieue d'Ittenheim et qui consistent en 27 hectolitres, 66 litres, 10 centilitres de froment et 14 hectolitres, 52 litres, 55 centilitres de seigle, mais sans aucune soule de la part de la Ville, la compensation étant admise comme suffisante et complète.

Les mutations et radiations seront en conséquence établies au sommaire de la Ville.

La présente délibération avec les pièces à l'appui est déferée à la ratification supérieure. Suivent les signatures.

Certifié conforme, signé : DE KENTZINGER.

Vu et approuvé Strasbourg le 21 Février 1818 le Préfet, signé : COMTE BOUTILLIER.

Pour copie conforme le Maire de la Ville de Strasbourg,

DE KENTZINGER.

Emprunt contracté par le Magistrat de la ville de Strasbourg auprès de la fondation de St Thomas. Année 1675.

Nous Jacques Christophe Bœcklin de Bœcklinsau, Magistrat et Conseil de la Ville libre impériale de Strasbourg, faisons savoir que pour remédier aux malheurs d'une guerre longue et désastreuse, et aussi pour la conservation de notre cité et de ses libertés, nous nous trouvons dans la nécessité d'emprunter une certaine somme; que le projet en a été communiqué aux échevins, pour avoir leur avis préalable, et qu'ils ont reconnu avec nous que, pour prévenir tous les dangers dont nous pourrions être menacés, et pour le bien de la ville et de ses habitants, le trésor public étant presque totalement épuisé par des dépenses continues, un emprunt était de toute nécessité, et qu'il fallait y pourvoir le plus promptement possible et ne rien négliger de ce qui est profitable au bien public. Nous avons donc, après résolution unanimement prise, et sur le consentement de tous les échevins, emprunté au Chapitre de St-Thomas deux mille florins, (le florin à quinze batz ou soixante kreutzer), qu'il nous a réellement comptés et livrés. Promettant, et nous obligeant pour la ville et en son nom, de rendre et restituer ladite somme après la fin de cette guerre désastreuse, et après qu'un délai de cinq ans se sera écoulé, toutefois après une dénonciation préalable de six mois, que chaque partie contractante est autorisée à faire à l'autre partie, et ce sans frais, ni dommage. En attendant, l'intérêt est à servir au taux de 5 % à la St-Michel, le 29 Septembre de l'année 1676 pour la première fois, sur les revenus de la Caisse de l'impôt sur le sel, sans aucune exception ni ex-

Wir Jacob Christoph Bücke von Bücklinsau der Meister und der Raht des heytigen Reichs freyen Statt Strassburg, thun kundt hiemit: Demnach Wir, bey diesen annoch immerhin anhaltenden betrübten und sehr gefährlichen Kriegsläufften, zu Conservation unserer Statt und dero hergebrachten freyheiten, eine Summam Geldts ohnumbgänglich uffzunehmen genöthigt seind, auch solches Unser Vorhaben, bereits Schöfften und Amman aussführlich communiciren, und deren dabei führende gedanken einholen lassen, und dann selbige, dass zu abwendung aller anscheinenden gefährlichkeiten, für Gemeiner Statt und dero Burgerschaft wohlfahrt, einige auffnahm, in erwegung der Gemeine Seckel bisher ohne das wegen ohnauffhörlicher ausgaben, fast ganz und garschöpfft ist, Höchstens von nöthen seye, zugleich für rathsam befunden, und daher. dass man sichs uffs schleunigste darumb bewerben, und ja nichts, was zu erhaltung unsers gemeinen Staltwesens heylsam ist, underlassen sollte, neben und mit uns fest geschlossen: Alts haben Wir darauff nach einhüllig gefasstem Concluso und der gesampten Schöfften erfolgtem Consens von dem Stifft S-Thomas zwey Tausent Gulden, jeden deren zu fünffzehnen batzen oder Sechzig Kreutzer gerechnet auffgenommen, welche uns derselbe auch baar dargeschossen und wüchlich eingelieffert hat. Geloben und versprechen demnach in Nahmen und von wegen Gemeiner Statt, wann sich der leidige Krieg wider geendet haben wird, und alsdann nach solchem, fünff Jahr verlossen seyn werden. gleiche Summ der zwey Tausend Gulden, jedoch uff eine vorhergehende halbjährige uffsündung, so je ein theil dem andern zu thun befugt seyn solle, wider ohnfehlbar ohne Verursachung einiges

cuse, par quelque nom qu'elles puissent être désignées dans la suite; et avant que le paiement intégral des intérêts ne soit effectué, ledit revenu ne devra pas être affecté à autre chose; à quelles fins les dispositions nécessaires ont été prises et les ordres donnés en conséquence. A cet effet tous les revenus, droits et rentes de la ville généralement quelconques, mais spécialement ladite Caisse du sel avec ses appartenances, ainsi que tous les droits qui ont été assignés pour l'amortissement du capital dit de Schomberg et au profit de la Caisse de guerre, doivent, en vertu des présentes, être engagés et hypothéqués, pour que les créanciers préallégués puissent se couvrir de leurs prétentions en capital, intérêts et frais, au moyen de cette hypothèque spéciale et générale. Déclarant en outre que Nous Magistrat et Conseil, agissant au nom de la ville, nous renonçons en ce cas à nos juges naturels, et expressément et au nom de la ville à toutes exceptions »*non numeratæ pecuniæ, fori incompetentis, inordinati processus, nullitatis,*» ainsi qu'aux bénéfices »*Appellationis, Revisionis, Restitutionis in integrum et competentis, ne videlicet reus conveniatur nisi in quantum facere potest,*» et en somme à tout ce que Nous Magistrat et Conseil nous pourrions produire à cet égard, sous quelque nom que cela fût, rien excepté, et non autrement que comme si tout avait été décrit mot pour mot dans les présentes, le tout en tout bonneur et toute fidélité. En foi de quoi Nous Magistrat et Conseil avons fait apposer le petit sceau de Notre Chancellerie à la présente obligation. Fait à Strasbourg, le 25 Septembre 1675.

Costens und schadens zu erlegen, inmittelst erwehnte Uffnahm jährlichen uff Michaelis den 29 Septembris und Anno 1676 zum erstenmahl auss der Saltz Cassa und dero gefüll, ohne einige Exception und Aussflucht, wie die auch immer en nahmhaben oder bekommen möchten a fünfff pro Cento richtig zu verzinnssen, zumahlen ehe und bevor die jährliche Zinnssreichung erfolgt ist, dieses gefüll nirgends anderst wohin zu verwenden, allermassen dann desswegen bereits absonderliche Vorsehung geschehen, und gehöriger orten befehl ertheilt worden. Dafür erwentem Creditori all unserer Statt Renthen, Einkünfften und Gefüll, wie die nahmen haben mügen, sonderlich aber und in specie erwentte Saltz Cassa cum appertinentiis, wie auch alle diejenige gefüll, so hinbevor zu abtossung des Schoembergischen Capitals, nachgehends zu behueff der Kriegs Cass unserer Müntz von dem Pfennigthurn und anderer Orten assignirt worden, hiemit und in kraft dieses bester form Rechtlens verhaeffet, und verbunden seyn sollen, sich ane solcher Special- und general hypothec widrigen ohnverhofften falls umb Capital, Zinnss und Unkosten mit oder ohne Recht habend zu erhehlen, und die bezahlung darauss zu erheben; Massen dann wir Meister und Raht wegen Gemeiner Statt uns unsers ordentlichen Riehters so fern begeben, auch darüber denen Exceptionen non numeratæ pecuniæ, fori incompetentis inordinati processus, nullitatis; Wie auch der Beneficien Appellationis, Revisionis, Restitutionis in integrum et competentis, ne videlicet reus conveniatur, nisi in quantum facere potest etc. Und in Summa alles dessen so Uns Meister und Raht von wegen gemeiner Statt hierwider fürstündig seyn müchte, es habe nahmen wie es wolle, nichts aussgenommen. nicht anderst, als ob soleshes alles und jedes von Wort zu Wort hierinnen beschrieben, auch Wir über einem Jeden Singulatim und Specialissime verzug gethan hätten, uns wegen Gemeiner Statwissend und wohlbedücht-

lich renunciürt haben, alles bei ehren und trewen. Und dessen zu wahrer Urkund haben Wir Meister und Rath diese ausgestellte Obligation mit Unserm hier zu und fürgetrucktem kleinem Cantzeley Secret Insigel verwahren lassen. So geschehen den 25. Septembris 1675.

L. S.

DOCUMENT XLV.

Emprunt contracté par le Magistrat de la ville de Strasbourg auprès de la fondation de St-Thomas. Année 1693.

Nous Jean Guillaume de Kippenheim, Magistrat et Conseil, avec nos amis les Vingt et Un de la Ville de Strasbourg, faisons savoir par les présentes, qu'après mûre réflexion et après en avoir référé aux Echevins, dont nous avons demandé le consentement qu'ils ont donné, nous avons résolu unanimement, pour l'avantage et le bien-être de la ville, mais principalement pour maintenir plus efficacement nos droits et nos libertés ainsi que celles de toute la bourgeoisie, et aussi eu égard aux frais de guerre extraordinaires, occasionnés dans les années précédentes et qui pourront devenir nécessaires encore dans la suite pour maintenir intactes les frontières de la ville, — d'emprunter une certaine somme d'argent pour l'offrir humblement à Sa Majesté Royale, notre gracieux Souverain, à titre de don volontaire. A cet effet et pour que la somme nécessaire puisse être livrée et fournie le plus tôt possible, nous avons emprunté de notre bourgeois Jean Jacques Moseder, Receveur à la fondation de St-Thomas, avec le consentement de Messieurs les Chanoines, Deux cent soixante et quinze Livres deniers en bonnes espèces ayant cours, qu'il

Wir Johann Wilhelm von Kippenheim der Meister und der Rath sampt Unseren Freunden den Ein und Zwanzigen der Stadt Strassburg, thun kund hiernüt, dass Wir mit zeitigem Rath, guter Vor-betrachtung, und auff gethanen Vortrag an Schöffen und Amman, deroelben eingeholten und erfolgten Consens, einmüthig geschlossen, umb Unserer Statt Nutzen und frommen willen, insonderheit aber zu desto besserer bey-behaltung Unserer und samptlicher Burgerschaft Freyheit-und Gerechtigkeiten. auch in betrachtung der extraordinari grossen Kriegs-Costen, welche in vorigen Jahren angewendet worden, und etwan ferner zur beschützung der Grützen dieser Statt, angewendet werden müssen, eine gewisse Summam Geldes aufzunehmen, umb solche an Ihre Königliche Majestät, Unsern Allergnädigsten Herrn, als eine freywillige Gaab und Geschenck, zu geben und aller unterthänigst abzustatten, haben Wir zu dem Ende, und damit die erfordernde Summ schleunig herbey geschafft und abgerichtet werden müge, von Unserem Burger Johann Jacob Moszeder Schaffnern des Stiffts St. Thomæ, mit Consens der Herren Capitulares daselbst, zweyhundert Siebenzig und fünff Pfundt Pfening in guter gangbarer Müntz auffgenommen, welche Uns der-

nous a réellement comptés et livrés. En échange, Nous Magistrat et Conseil, nous nous obligeons et nous déclarons, tant pour nous qu'au nom de la ville, devoir bien et légitimement ladite somme de Deux cent soixante quinze Livres deniers, et promettons de la payer audit Mosse-der, à ses successeurs dans les fonctions de receveur ou aux détenteurs légitimes de la présente obligation, et ce tous les ans au jour de l'Annonciation de la Vierge, et pour la première fois en 1694, l'intérêt annuel, à cinq pour cent, c'est-à-dire avec treize livres et quinze schillings, sur le revenu annuel et ordinaire de l'impôt dit *Stallgeld*¹⁾. A cet effet ledit revenu ne devra être affecté à aucune autre destination, jusqu'à ce que le montant de ces intérêts en ait été pleinement déduit, réservé et livré au bureau des Recettes de la ville, place des déchaussés, es-mains de la députation qui y réside. Cet intérêt devra en outre être servi à l'emprunteur ou audit Chapitre, en valeurs ayant cours, jusqu'à ce qu'il demande le remboursement du principal, ou jusqu'à ce que nous ayons dénoncé soit à lui, soit audit Chapitre de St-Thomas, pourvu que cette dénonciation ait lieu six mois à l'avance. Durant cet intervalle, et pour sûreté tant du principal que des intérêts, sera engagé et hypothéqué spécialement le revenu de l'impôt extraordinaire qui sera ajouté au *Stallgeld*, indépendamment de tous autres revenus et rentes, sous quelque dénomination qu'ils soient connus, et aucune autre somme que celle dont il est question ne pourra en être distraite, de manière que le bailleur de fonds ait toujours son recours plein et entier, tant pour le capital que pour les inté-

selbe auch baar dargeschossen und wirklich eingeliefert hat; Dannenhero geloben und versprechen Wir vorgemeldte Meister und Rath, für Uns, und im nahmen gemeiner Statt, vor diese Summ der Zwey hundert Siebenzig und fünf Pfundt Pfennig rechte Schuldner und Wehrere zu seyn, und besagtem Moszeder, dessen Ampts-Nachkommen, oder rechtmässigen Inhabern dieses Briefs, ohnfehlbar zu geben und reichen zu lassen, alle Jahr und jedes desselben auff Annunc. Mariæ vndt Anno Ein Tauszendt Seehshundert Neunzig vndt vier zum ersten mahl von und ab Unseren gewöhnlich-Jährlich ordinari Stall-Geldern, den Jährlichen Zinss mit 5 pro Cento, nemlichen dreyzehn Pfundt und fünf-zehen Schilling gestalten dann dieses Gefäll zu nichts anders verwendet werden solle, ehe und bevor die Summ dieser Zinszureichung jeweilen bey der Statt Stall völlig davon abgezogen, innbehalten, und an behörigen Orth auff den Barrfüsser Platz zur angeordneten Deputation allda gelüffert seyn wird: Und solle dieser Zinss so lang und viel in gang- und giebigem Sorten dem darleyher oder besagtem Stifft ge-reicht werden, biss derselbe die ablösung des Haupt-Guts wieder begehren, und an Uns forderen, oder von Uns Ihme oder mehrbemeltem Stifft St-Thomas auffgekündet wird, jedoch dass solche Auffkündung je ein halbes Jahr zuvor geschehen müge: Inzwischen solle sowohl vor die Haupt- Summ, als auch Zinsse und Marzahl, beneben allen Unseren Statt-Einkünften, Renten, und Gefällen, wie sie immer nahmen haben müchten, in Specie und absonderlich die Extraordinari Stall-Gelder, so eingesamlet werden sollen, hiermit verbunden, verhafßt, und zum kräftigsten hypothecirt sein und bleiben, aueh dar- rauss keine andere Capitalien, als diese, abgeblisset werden, an welche, wie auch alle übrige gemeiner Statt Einkünften, Gefälle und Renten, der dar- leyher wiedrigen ohnverhofften falls, umb Capital, Zinss nnd Unkosten, sich zu erholen, und seine be-

¹⁾ Impôt proportionnel sur les revenus.

rêts et les frais, et puisse toujours rentre dans ses fonds.

Et en outre et pour plus de sûreté de ce qui précède, Nous Magistrat et Conseil préallégués, agissant au nom de ladite Ville de Strasbourg, promettons de ne pas nous distraire de notre Juge naturel, déclarant renoncer formellement par les présentes à tous moyens et exceptions de droit tels que les exceptions *non numeratæ pecuniæ, fori incompetentis, inordinati processus, nullitatis*, ainsi que les bénéfices *appellationis, revisionis, restitutionis in integrum et incompetentiæ, ne videlicet reus conveniatur, nisi in quantum facere potest*; et en général à toutes oppositions quelque nom qu'elles portent, et tout ce en pleine connaissance de cause, sur notre honneur, sans fraude ni ruse. En foi de quoi Nous Magistrat et Conseil avons fait apposer le petit sceau de Notre chancellerie à la présente obligation qui a été faite et passée à Strasbourg le 28 Mars de l'an 1693.

zahlung darauss zu nehmen, Jug und Macht haben solle : Derowegen und zu mehrerer Versicherung alles dessen, was obsteht, wollen Wir Eingangs ernannte Meister und Rath, wegen gemeiner Statt, Uns unsers ordentlichen Richters so fern begeben, auch darüber denen exceptionen non numeratæ pecuniæ, fori incompetentis, inordinati processus, nullitatis, wie auch der beneficien appellationis, revisionis, restitutionis in integrum et incompetentia, ne videlicet reus conveniatur, nisi in quantum facere potest, und in Summa aller Schirm und Behelf, Auszügen oder Einreden, aller Gerichten und Rechten, auch alles dessen, so Uns Meister und Rath von wegen gemeiner Statt hierwieder fürständig sein möchte, es habe Nahmen, wie es wolle, nichts ausgenommen, nicht anders, als ob solches alles von wort zu wort hierinn beschrieben, auch wir über einem jeden Singulatum et specialissime Verzug gethan hätten, wissend und wohlbedüchlich renuncirt haben, alles bei Ehren und Treuen, auch ohne Gefährde und Argelist. Und dessen zu wahrer Urkund haben Wir Meister und Rath, diese ausgesetzte Obligation, mit Unserem hier unten fürgetrucktem kleinen Cantzley Secret Insigel verwahren lassen. So geschehen in Strassburg den acht und zwanzigsten Martij Anno Ein Tausendt Sechs Hundert Neunzig und Drey.

L. S.

LXVIII

DOCUMENT XLVI.

Budget de la fondation de St-Thomas pour l'exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1854.*Compte en grains.*

RECETTE.

	Froment. hect.	Seigle. hect.	Orge. hect.	Avoine. hect.
Corps des revenus en fermages.	3756,87,50		44,67,56	
" en rentes	101,54,88	215,42,70	67,90,71	0,27,50
Totaux	5858,42,38	215,42,70	112,58,07	0,27,50

DÉPENSE.

	Froment. hect.	Seigle. hect.	Orge. hect.	Avoine. hect.
I. Traitement du Président du Directoire en sa qualité de Directeur né du Séminaire, et des dix professeurs.	1444 ¹⁾			
II. Charges de la fondation maintenues par Arrêté consulaire du 50 Floréal XI.				
1. Traitement du 1 ^{er} pasteur de St-Thomas .	88			
id. de S ^{re} -Aurélié .	88			
id. de S ^{re} -Nicolas .	88			
2. Traitement représentant les anciennes prébendes du 1 ^{er} pasteur de St-Thomas .	56			
id. de S ^{re} -Aurélié .	54			
id. de S ^{re} -Nicolas .	54			
3. Subvention au 2 ^d pasteur de St-Thomas .	24			
id. au 3 ^e pasteur de St-Thomas .	24			
id. au 2 ^d pasteur de S ^{re} -Aurélié .	24			
id. au 2 ^d pasteur de S ^{re} -Nicolas .	24			
id. aux deux assistants à la sainte Cène à St-Thomas.	4			
4. Subvent. à l'institut. de l'école de St-Thomas .	6			
id. de S ^{re} -Aurélié .	12			
id. de S ^{re} -Nicolas .	12			
à reporter	1942			

1) Selon le compte de 1852, approuvé par l'administration supérieure, la dépense du chap. 1^{er} avait été de 1440 hect.

LXIX

	Froment. hect.	Seigle. hect.	Orge. hect.	Avoine. hect.
Report	1942			
5. Subvent. au sacrist. de l'église de St-Thomas	14			
id. à l'organiste	12			
id. au souffleur d'orgues	6			
id. à l'horloger	7			
6. Contre-rente — Chapellenie Drach . . .	9,29,44	9,29,44 ¹⁾		
III. Frais d'administration.				
Traitement du receveur	56			
id. du commis principal	12			
id. du remueur des grains	8 ²⁾			
IV. Pensions des veuves de professeurs et de pasteurs, 4 pensions à 8 hect. chacune .	32 ³⁾			
V. Grains payés en argent par les fermiers et grains vendus au marché	1689,82,04	158,44,76	96,99,97	0,20 ⁴⁾
VI. Déchet à 2% sur la recette en nature . .	50	5	2	0,02 ⁵⁾
VII. Déduction du cinquième sur les rentes .	20,50,90	42,68,50	13,58,10	0,05,50 ⁶⁾
Totaux	3858,42,58	213,42,70	112,58,07	0,27,50

BALANCE.

	Froment. hect.	Seigle. hect.	Orge. hect.	Avoine. hect.
La recette est de	3858,42,58	213,42,70	112,58,07	0,27,50
La dépense de	3858,42,58	213,42,70	112,58,07	0,27,50

Le reliquat est par conséquent nul.

¹⁾ Selon le compte de 1852, approuvé par l'administration supérieure, la dépense du chapitre 2 avait été de 537 hect. de froment.

²⁾ Ib. Dépense du chap. 3. 76 hect.

³⁾ Ib. Dépense du chap. 4. 24 hect.

⁴⁾ Ib. Grains vendus et payés en argent par les fermiers 1667,55,48 froment.
170,38,81 seigle.
81,14,59 orge.
0,22,00 avoine.

⁵⁾ Ib. Dépense du chap. 6. 30,23,52 froment.
0,79,86 seigle.
0,27,84 orge.

⁶⁾ Ib. Dépense du chap. 7. 19,89,69 froment.
42,24,03 orge.
13,58,14 seigle.
0,05,50 avoine.

Compte en argent.

RECETTE.

RECETTES ORDINAIRES.

	Fr. C.
1. Solde de caisse	Pour mémoire.
2. Intérêts de capitaux	4,295 —
3. Fermages	50,622 55
4. Loyers	1,720 —
5. Rentes	24 02
6. Produit de la vente des grains à 15 fr., 8 fr., 7 fr. et 7 fr.	27,272 40
Total	65,955 77

DÉPENSE.

1. DÉPENSES ORDINAIRES.

	Fr. C.
1. Traitement du Président du Directoire en sa qualité de Directeur né du Séminaire, et de dix professeurs	14,000 — ¹⁾
II. Charges de la Fondation maintenues par l'Arrêté consulaire du 30 Floréal XI.	Fr. C.
1. Traitement du 1 ^{er} pasteur de S ^t -Thomas	1,200 —
id. de S ^t -Aurélié	1,200 —
id. de S ^t -Nicolas	1,200 —
Ensemble	3,600 —
2. Subvention de traitement aux mêmes	845 —
3. Subvention de traitement au 2 ^e pasteur de S ^t -Thomas	600 —
id. au 3 ^e pasteur de S ^t -Thomas	600 —
Ensemble	1,200 —
4. Subvention à l'instituteur de S ^t -Thomas	200 —
Au même pour chauffage des salles de l'école	500 —
Ensemble	500 —
A reporter	20,145 —

¹⁾ Selon le compte de 1851, approuvé par l'administration supérieure, la dépense du chapitre 1^{er} avait été de 13,408 fr.

	Fr. C.	Fr. C.
Report	20,145	—
5. Subvention pour frais de culte à l'église de S ^t -Thomas		
id. à l'organiste	100	—
id. au sacristain	100	—
id. au chantre (Voyez Arrêté du 28 Avril 1845)	120	—
id. à l'horloger	144	—
id. au facteur d'orgues	60	—
id. au souffleur d'orgues	5	20
id. aux sonneurs de cloches	160	—
id. éclairage dans l'église et autres dépenses	500	—
id. à la balayeuse	56	—
Ensemble		1,045 20
6. Entretien de l'église de S ^t -Thomas, de trois maisons de pasteurs, de la maison du sacristain, de la maison d'école de S ^t -Thomas, de deux maisons de pasteurs à S ^t -Aurélien, de deux maisons de pasteurs à S ^t -Nicolas, et des autres bâtiments de la fondation		10,000 —
7. Assurance des bâtiments contre l'incendie		250 —
8. Allocation due à la fabrique de la Cathédrale		256 75 ¹⁾
III. Frais d'administration.	Fr. C.	
1. Indemnité du Vice-Directeur	400	—
id. du secrétaire	100	—
id. de l'édile	500	—
Droits de présence	208	—
Ensemble		1,008 —
2. Traitement du receveur	800	—
Indemnité pour les baux, au même	354	—
Traitement du commis principal	1,150	—
Gratification au commis principal	100	—
Indemnité à l'expéditionnaire	500	—
Gages du garçon de bureau	380	—
Gages du portier, y compris le balayage des trottoirs	200	—
Ensemble		5,464 —
5. Contributions à la charge de la fondation		5,000 —
A reporter	59,168	95

¹⁾ Selon le compte de 1852, approuvé par l'administration supérieure, la dépense du chapitre 3 avait été de 17,674 fr. 41 c.

	Fr. C.	Fr. C.
Report	39,168 95	
62 1/2 centimes de contribution de main morte	6,000 —	
4. Dépenses de bureau et de déplacement.	2,400 — ¹⁾	
IV. Dépenses diverses.		
1. Chauffage et éclairage des salles de cours, du bureau et du portier	800 —	
2. Frais de recurage	150 —	
5. Dépenses imprévues	500 —	
Ensemble	1,450 — ²⁾	
Total des dépenses ordinaires	49,018 95	
3. DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
1. Reliquat passif	— —	
2. Indemnité à M. Baum, pour le cours de littérature ancienne	1,400 —	
Au même pour le cours de littérature allemande, suivant Arrêté du 4 Avril 1855	500 —	
5. Gratification au garçon de bureau pour le chauffage et le logement	200 —	
4. Gratification pour les employés subalternes	200 —	
5. Secours à M. Herrmann, 2 ^e pasteur à S ^t -Thomas, pour l'entretien de son vicaire, Arrêté du 18 Décembre 1850, approuvé par le Directoire, le 20 Mars 1851	400 —	
6. Subventions extraordinaires.		
1 ^{re}) Au Gymnase, une somme totale de 15,000 fr. à payer en trois années, votée extraordinairement à la fondation de la Haute-Ecole, pour couvrir les charges qui résultent des Arrêtés du Séminaire des 25 Octobre, 8 Novembre 1847 et suivants, relatifs à l'enseignement du Gymnase protestant. 1 ^{re} Annuité	5000 —	
2 ^e) A S ^t -Guillaume, subvention extraordinaire en faveur du Collège de S ^t -Guillaume	2000 —	
7. Arrérages.	— —	
8. Remises et Non-valeurs	— —	
Total des dépenses extraordinaires	9700 — ³⁾	
9. Solde de caisse	5214 82	
Total	65,955 77	

¹⁾ Selon le compte de 1852, approuvé par l'administration supérieure, la dépense du chapitre 3 avait été de 16,396 fr. 78 c.

²⁾ Ib. Dépense du chapitre 4. 1,102 fr. 93 c.

³⁾ Ib. Dépenses extraordinaires. 9,828 fr. 89 c.

LXXIII

RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

REBOUSEMENT DE CAPITAUX, DE CONTRIBUTIONS ET AUTRES, ET RECONSTITUTION DE CAPITAUX ETC.

RECETTES.

	Fr. C.
1. Reliquat actif de l'exercice précédent	— —
2. Capitaux remboursés	2,000 —
3. Contributions remboursées	10,000 —
4. Frais de procédure, et autres, remboursés	2,000 —
5. Frais d'enchère remboursés.	600 —
6. Frais d'abornement remboursés	800 —
7. Primes d'assurance contre l'incendie, avancées par la fondation pour les bâtiments des débiteurs hypothécaires, et remboursées par les débiteurs.	800 —
Total	16,200 —

DÉPENSES.

	Fr. C.
1. Reconstitution de capitaux	2,000 —
2. Contributions avancées	10,000 —
3. Frais de procédure, et autres, à recouvrer	2,000 —
4. Frais d'enchères à recouvrer	600 —
5. Frais d'abornement à recouvrer	800 —
6. Primes d'assurances à recouvrer sur les débiteurs hypothécaires	800 —
7. Solde de caisse	— —
Total	16,200 —

	Fr. C.
Solde en caisse des recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires.	5,214 82
id. des recettes et dépenses pour ordre	— —
Total	5,214 82

Arrêté en séance du Séminaire; Strasbourg, le 9 Janvier 1854.

Le Vice-Directeur,
MATTER.Le Secrétaire,
A. STAHL.Vu et approuvé en séance du Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg.
Strasbourg, le 7 Février 1854.Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,
Th. BRAUN.

On a vu que le Magistrat avait d'abord assigné à l'entretien de l'École dite des *Dix classes* le revenu des corps de biens délaissés par les Récollets. L'insuffisance de ces ressources fut cause qu'il fallut y ajouter successivement les corps de biens des Augustins, des quatre Prébendes¹⁾ et de S^{te}-Barbe. Ces dispositions avaient été prises dès le XVI^e siècle. Il convient de choisir les comptes de l'année normale, c'est-à-dire de 1624, pour faire connaître l'état financier de l'institution. Ces comptes, fournis par Élie Mertelius, receveur de la Haute-École, sont distincts, pour les quatre corps de biens.

Le revenu du corps de biens des Récollets consistait en

80 réaux	de froment,
105 —	de seigle,
45 —	d'orge,
9 —	d'avoine,

et en 1518 livres deniers, ou environ 4272 fr.

Les traitements en grains des précepteurs des Dix classes, de quelques maîtres spéciaux, et d'autres personnes sont de

115 réaux	de froment,
115 —	de seigle,
1 —	d'orge.

Les traitements en argent, les dépenses pour chauffage et entretien des bâtiments, s'élèvent à 2541 livres deniers ou 10,164 fr.

La dépense dépasse par conséquent de beaucoup la recette. Le déficit qui en résulte est couvert par le versement des caisses des autres fondations, citées plus haut, qui n'avaient plus à solder que quelques menus frais de gestion. Ce versement a donné à la Haute-École

149 réaux	de froment,
271 —	de seigle,
80 —	d'orge,
22 —	d'avoine,

et environ 220 livres deniers ou 880 fr.

Les grains vendus ont produit 858 livres deniers ou 5552 fr. Le corps de revenus des maisons de béguines fournissait 500 fl. ou 600 fr. Enfin il y avait encore les intérêts de onze legs,

¹⁾ Ces quatre prébendes, qui depuis la Réformation n'avaient plus de titulaires, et dont l'administration avait été réunie, sont :

- 1^{re}) La prébende de Notre-Dame, dans l'église de S^t-Martin, démolie en 1530;
- 2^{re}) Ib. de S^{te}-Agnès, dans le couvent de S^{te}-Marguerite;
- 3^{re}) Ib. de S^t-Jean-Baptiste, à S^{te}-Aurèle;
- 4^{re}) Ib. de Christophe Carlin, à Schiltigheim.

et en premier lieu celui de Jacques Sturm, d'un capital de 1000 florins, et qui rapportaient ensemble environ 150 livres deniers ou 600 fr. Tous ces legs, faits en faveur de la Haute-École, dataient des temps de sa fondation.

Lorsque plus tard les revenus de S^{re}-Barbe furent transmis à l'hôpital, la Haute-École reçut pour indemnité le corps de biens de S^{re}-Hélène, avec un revenu à peu près égal à celui qu'elle était obligée de céder, c'est-à-dire 24 réaux de froment,

50 — de seigle,

et 17 livres deniers ou 68 fr.

Le compte de 1772 à 1775 réunit pour la première fois toutes ces fondations, mais en tenant séparés les corps de biens. Les ressources avaient alors considérablement augmenté : il y a un capital de 22,000 livres deniers (88,000 fr.). D'un autre côté il y a aussi augmentation des dépenses, qui montent en argent à 4410 livres deniers (17,640 fr.). Il y a dans la dépense augmentation des traitements et d'autres frais, rendus nécessaires par le développement de l'ins-truction. Ce développement progressif est aujourd'hui parvenu à un point, qui nécessite des dépenses au-dessus des ressources de la fondation.

Voici quelques détails dont se compose la somme totale portée au budget pour traitements et autres frais :

	HAUTE-ÉCOLE.		CORPS DES PENSIONS.	
	Froment. hect.	Argent. fr.	Froment. hect.	Argent. fr.
Le directeur.	8	500	—	—
Un professeur émérite	—	—	56	1700
Six professeurs de première classe	288	6268	—	—
Quatre de deuxième classe	—	6900	—	—
Deux maîtres élémentaires	—	2500	—	—
Trois professeurs spéciaux	—	5800	—	500
Quatre professeurs des classes industrielles	—	7500	—	—
Trois professeurs suppléants.	—	600	—	—
Professeurs de dessin, de calligraphie, de mu- sique.	8	1520	5	760
Salles d'étude, maîtres, éclairage, etc.	—	5700	—	—
Dépenses diverses, prix, bibliothèque, cabinets, gymnastique, élèves pauvres, etc.	—	2260	—	—
Service du portier, etc.	—	400	—	—
Totaux	304	55,608	41	2960
La fondation paye de plus :				
A l'inspecteur ecclésiastique, membre du Di- rectoire,	—	800		
A reporter	304	56,408		

LXXVI

		HAUTE-ÉCOLE.	
		Froment.	Argent.
		hect.	fr.
Report	.	504	56,408
A la bibliothèque du Séminaire	.	—	500
A un professeur agrégé	.	—	600
Au personnel de l'administration	.	54	1108
A l'appariteur	.	15,10,52	—
		<u>355,10,52</u>	<u>58,416</u>
Dans le compte de 1852 arrêté par l'autorité supérieure, ces dépenses étaient			
pour la Haute-École	.	362,03,65	et 55,770 15
pour le Corps des Pensions.	.	41,00,00	et 2,885 —

Budget de la fondation de la Haute-École. pour l'exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1854.

Compte en grains.

		RECETTE.			
		Froment.	Seigle.	Orge.	Avoine.
		hect.	hect.	hect.	hect.
Corps des revenus en fermages.	.	628,66,95	16,29,44	4	
» en rentes.	.	48,15,62	78,59,99	15,05,99	4,51,45
Totaux	.	<u>676,82,55</u>	<u>94,89,45</u>	<u>19,05,99</u>	<u>4,51,45</u>

		DÉPENSE.			
		Froment.	Seigle.	Orge.	Avoine.
		hect.	hect.	hect.	hect.
1. Traitements suivant tableau annexé	.	355,10,52 ¹⁾			
2. Grains payés en argent par les fermiers et grains vendus au marché	.	305,72,25	78,89,45	15,05,99	5,44,48
3. Déchet à 2 % et déduction du cinquième	.	18	16	4	0,86,95
Totaux	.	<u>676,82,55</u>	<u>94,89,45</u>	<u>19,05,99</u>	<u>4,51,45</u>

Reliquat nul.

¹⁾ Dans le compte de l'exercice de 1852, arrêté par l'autorité supérieure, cette dépense est de 362 hect. 03 lit. 65 cent. de froment.

Compte en argent.

RECETTE.		Fr. C.	Fr. C.
1. Reprises			— —
2. Corps de revenus en intérêts de capitaux		6,533 45	
id. en rentes		— 41	
id. en loyers		828 —	
id. en fermages		5,045 40	
Ensemble			12,425 26
3. Produit des grains		5,788 —	
4. id. des chapons		2 40	
5. Droit d'inscription des élèves : 150 à 5 fr.		750 —	
6. Part de la rétribution scolaire des élèves qui est versée dans la caisse de la Haute-École : 200 à 12 fr.		2,400 —	
7. Rétribution des élèves de la VII ^e : 50 élèves à 60 fr.		3,000 —	
8. id. de la VIII ^e : 50 élèves à 50 fr.		2,500 —	
9. id. de la IX ^e : 20 élèves à 50 fr.		1,000 —	
10. Rétribution des élèves des classes spéciales industrielles : 100 élèves à 60 fr.		6,000 —	
11. École de dessin		700 —	
12. Leçons de chant.		180 —	
13. Élèves de la gymnastique.		240 —	
14. Rétribution des élèves des salles d'études : 50 élèves à 72 fr.		3,600	
id. id. 15 élèves à 45 fr.		675	
Ensemble			4,275 —
15. Legs Barth et Kast, pour des élèves pauvres		135 —	
16. Legs Maurice et Meisner, pour les prix		72 —	
Subvention de la Ville pour les prix		300 —	
17. Rétribution des élèves pour les dépenses diverses		200 —	
18. Subvention extraordinaire de la fondation de St-Thomas, 1 ^{re} annuité.		5,000 —	
19. Objets recouverts		400 —	
20. Recettes diverses.		200 —	
Total			45,567 66

LXXVIII

DÉPENSE.

	Fr. C.	Fr. C.
1. Reprises.	— — —	
2. Traitements et autres dépenses, suivant tableau annexé	58,416 — ¹⁾	
3. Contribution à la charge de la fondation	250 —	
62 1/2 centimes de contribution de main-morte	1,100 —	
Ensemble	1,550 — ²⁾	
4. Entretien des bâtiments et du mobilier.	2,000 — ³⁾	
5. Frais d'administration et d'abornement	600 — ⁴⁾	
6. Chauffage et éclairage.	1,900 — ⁵⁾	
7. Objets à recouvrer	600 — ⁶⁾	
8. Dépenses diverses	120 — ⁷⁾	
9. Solde en caisse	581 66	
Total	45,567 66	

RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

CAPITAUX ET CONTRIBUTIONS REMBOURSÉS, RECONSTITUTION DE CAPITAUX ET CONTRIBUTIONS AVANCÉES.

RECETTES.

	Fr. C.
Solde en caisse	— — —
Capitaux remboursés	2,000 —
Contributions remboursées	2,400 —
Total	4,400 —

DÉPENSES.

	Fr. C.
Capitaux reconstitués	2,000 —
Contributions avancées	2,400 —
Solde en caisse	— — —
Total	4,400 —

¹⁾ Dépense en 1852 : 33,770 fr. 15 c.²⁾ Ib. 1212 fr. 38 c.³⁾ Ib. 2901 fr. 73 c.⁴⁾ Ib. 440 fr. 25 c.⁵⁾ Ib. 1900 fr.⁶⁾ Ib. nulle.⁷⁾ Ib. 3976 fr. 25 c.

	Fr. C.
Solde en caisse des recettes et dépenses ordinaires.	581 66
id. des recettes et dépenses pour ordre	— —
Total .	581 66

Arrêté en séance du Séminaire; Strasbourg, le 9 Janvier 1854.

Le Vice-Directeur,
MATTER.

Le Secrétaire,
A. STAHL.

Vu et approuvé en séance du Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg.
Strasbourg, le 7 Février 1854.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire
TH. BRAUN.

DOCUMENT XLVIII.

Corps des Pensions. Comptabilité.

Quand les habitants des monastères eurent abandonné au Magistrat leurs maisons et les corps de biens qui en dépendaient, l'administration de ces revenus fut confiée à quatre membres du gouvernement de la Ville, appelés *Klosterherren*, ou administrateurs des couvents. Le décret du Sénat et des XXI, qui créa cette administration, est du 30 Décembre 1527. Le Mardi après S'-Luc, (19 Octobre), 1529, les *Klosterherren* présentèrent un rapport sur l'état des revenus, et provoquèrent une délibération par laquelle une partie de ces mêmes revenus fut affectée à l'instruction publique. Quatre établissements restèrent en dehors de ces dispositions : c'étaient des maisons de *béguines*, ou de femmes, qui, tout en se rattachant à l'ordre de S'-François, refusaient de se soumettre à la discipline monastique, et formaient une espèce de milieu entre les religieuses et le monde. Ces béguines étaient le plus souvent des veuves, qui se réunissaient dans une maison destinée à la retraite et successivement dotée par des sœurs auxquelles pareil refuge avait été offert. Dans Strasbourg ces retraites étaient connues sous le nom de *Sammlungen*, (pensions pieuses). Il y en avait quatre : les retraites d'Innenheim, d'Offenbourg, de la Tour, (*Zum Thurn*) et de la Troisième Règle.

Après la Réformation, ces réunions continuèrent à subsister, quoique les sœurs se fussent déclarées pour le culte nouveau. Mais le Magistrat, tant pour éviter les désordres dont parfois on avait eu à se plaindre, que pour conserver les fondations, y attacha des receveurs spéciaux. Au XVII^e siècle, les besoins de l'instruction donnée au Gymnase, réclamèrent une dotation supérieure à celle qui était fournie par les fondations réunies à la *Haute-École*. Le

Magistrat affecta alors à l'enseignement de cette école les revenus attachés à ces établissements de retraite, à cette sorte de *pensions*.

Voici les décrets qui promulguent cette affectation.

Extrait des délibérations des membres du Sénat et du Conseil des XXI de la ville de Strasbourg de l'an 1653. Samedi le 28 Avril.

Messieurs les Membres délégués à cet effet, ainsi que les Sclarques, rapportent que les professeurs des Classes ont présenté une pétition dans laquelle ils réclament un arrérage de 600 fl. dû sur leur traitement, en priant Messieurs les membres du Conseil de vouloir bien les faire payer par voie extraordinaire, parce que le fonds de l'école n'en a pas les moyens, et cela d'autant plus que l'état de leur fortune ne leur permet pas d'attendre plus longtemps; ils prient aussi ces Messieurs de prendre des mesures pour qu'à l'avenir ils touchent leur traitement sans être obligés de solliciter l'intervention de Messieurs les membres du Conseil. Quoique des décisions antérieures aient incorporé jusqu'à un certain point la maison dite à la Licorne et les revenus du Béguinage de la Tour aux propriétés de l'école, il est pourtant constant que jusqu'à présent le receveur de l'école n'était pas encore en possession de ladite maison. On a par conséquent jugé à propos d'en faire réclamer les clefs par des membres délégués à cet effet.

Quant aux revenus du Béguinage de la Tour, ils seront incorporés à l'école au fur et à mesure qu'une pensionnaire viendra à mourir; la pension dont elle a joui sera gardée par le receveur, qui en versera le montant au bout de l'année contre récépissé entre les mains du receveur de l'école. Si d'autres pensionnaires viennent à mourir, on procédera de la même manière, et les revenus pourront de cette façon être in-

Die verordneten Herren, wie auch Herren Scholarchen lassen referiren, dass die Praeceptores Classici eine Supplication übergeben, und vermittelt derselben berichtet, was massen einen Besoldungs-Ausstand von 600 fl. sie zu erfordern hätten, mit unterthünigster Bitte Meine Herren wollten sie, weilen bei dem Schul-Corpoire die Mittel nicht vorhanden, extra-ordinarie contentiren lassen, wären des ihrigen äusserst benöthigt, könnlen sich nicht länger patientiren, und dann auch bedenken lassen, woher sie die Mittel in das künfftige herzuziehen, damit sie, Meine Herren ungeloffen, ihrer Besoldung habhaft werden müchten; Ob nun wohl in den vorigen Bedachten das Haus zum Einhorn, und dann die Gefäll zur Sammlung zum Thurn mit gewisser Mast der Schul incorporirt worden, so seye es gleichwohl an dem dass der Schul-Schaffner das Haus noch zur Zeit nicht in Possess, seye deswegen für gut angesehen worden, man soll per Deputatos die Schlüssel begehren.

Die Gefäll der Samlung zum Thurn betreffend, so müssen dieselbige nach und nach der Schul incorporirt werden, seye ein Weib verstorben, was sie nun empfangen gehabt hat, das soll der Schaffner beisammen behalten, und das Geld dem Schul-Schaffner, wenn das Jahr verlossen gegen eine Quiltung einhündigen, sterben annoch mehr, so wird ein gleichförmiges können practicirt, und also die Gefülle nach und nach der Schul incorporirt

corporés peu à peu au fonds de l'école, jusqu'à l'extinction de toutes les pensionnaires.

Mais comme ces expédients ne peuvent être exécutés que dans l'avenir et que la position actuelle des professeurs des Classes exige un prompt secours, il faut autoriser dès à présent le receveur de l'école de prélever 115 livres sur le produit des fonds du capitaine Bohm, 110 livres sur la nouvelle caisse des aumônes, et enfin 100 livres de la caisse des intérêts étrangers. Avec ces ressources on pourra accorder aux professeurs une satisfaction provisoire. Nous n'avons pas trouvé d'autres expédients. Est soumis à l'appréciation de Messieurs du Conseil.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ qu'il y serait fait droit.

werden: bis dass endlich die Samblung ganz ausgestorben; diese seyen aber solche expeditia, die allererst in das künftige zu practiciren, den Præceptoribus müsse de præsentii geholfen werden, und bestehe das remedium in Celeritate: Seye deswegen für gut angesehen worden, man solle dem Schul-Schaffner folgende Mittel assigniren: 115 Pf. in der Münze von des Rittmeisters-Bohmen Geldtern, 100 Pf. von dem neuen Allmosen, und dann 100 Pf. aus der frembten Zinns-Cassa: mit diesen Mediis werden den Herren Præceptoribus interimseweisz um etwas Satisfaction wiederumb können gegeben werden; Habe keine andere Mittel finden können; Wird zu Meinen Herren gestellt.

ERKANNT: Ist der Bedacht gevolgt worden.

Extrait des délibérations des membres du Sénat et du Conseil des XXI de la ville de Strasbourg de l'an 1658. Samedi le 29 Mai.

Messieurs les membres délégués à cet effet présentent les rapports: 1) sur la déclaration faite par le receveur du Gürtlerhof etc. 2) sur la lettre de S. A. le comte Palatin Frédéric de Deux-Ponts etc. 3) sur la suppression des Béguinages ou *Sammlungen*. Le receveur de la maison dite d'Innenheim, ayant présenté une pétition au sujet d'une dénonciation de capital, ils ont saisi cette occasion pour traiter cette question dans son ensemble, en se rappelant à ce sujet l'arrêté de Sénat portant que les revenus des dites maisons doivent être consacrés à l'usage de la Haute-Ecole, attendu que les autres redevances servant à payer les professeurs des Classes ne reentraient plus réguliè-

Die Verordneten Herren lassen referiren 1) wegen des Schaffners im Gürtler Hof gethanen Erklärung etc. 2) Wegen desjenigen Schreibens, so Ihro Frstl. Gnaden Pfaltzgraf Friedrich von Zweybrücken etc. 3) Wegen Abschaffung der Samblungen hätten Sie occasione derjenigen Supplication, welche der Schaffner der Samblung zu Innenheim wegen Aufkündung eines Capitals übergeben, Anlase genommen, von denselbigen ins gesamt zu reden, und sich darbey Meiner Gnäd. Herren Erkenntnuß, dass nemlich die Gefäll der Samblungen, dieweilen die andern Einkünften, woraus die Herren Præceptores classici elwan haben pflegen bezahlt zu werden, nicht mehr so richtig eingehen, zu der Schul angewendet werden sollen,

rement et que pour cette raison il a été résolu que toutes les dites maisons, exceptée celle dite de la Tour, pourraient subir une modification en ce sens que les femmes pensionnaires qui y sont entretenues en seront éloignées en touchant par semaine une certaine somme pour entretien, que si l'une d'elles venait à mourir, elles ne pourrait plus être remplacée; que les receveurs seront supprimés, les maisons vendues ou louées, que la gestion des revenus serait confiée à un comptable entendu et zélé qui aurait à rendre un compte spécial sur chaque corps de revenus, et pour stimuler son zèle dans l'exercice de ses fonctions, on aurait soin de maintenir les curateurs de ces fonds auxquels le comptable devra soumettre ses comptes, comme cela s'est fait jusqu'à présent par les receveurs, et qui aurait à payer aux pensionnaires leurs secours hebdomadaires; l'excédant de recette serait versé à la haute École. Quant à la rente viagère à servir par semaine à ces pensionnaires, il y a lieu d'en conférer ultérieurement et d'en faire le sujet d'une délibération spéciale. La maison dite de la Tour, renfermant des pensionnaires âgées et infirmes qui selon toutes les probabilités ne pourront plus vivre longtemps et qu'en outre elles sont de bonnes familles, nous avons arrêté qu'il leur serait accordée une dispense permettant aux trois femmes qui se trouvent actuellement dans ladite maison d'y rester et de continuer à toucher la pension dont elles ont joui jusqu'à présent, mais si l'une d'elles ou si toutes venaient à mourir, cette maison ne recevra plus de nouvelles pensionnaires et on procédera à son égard comme envers les autres fondations; l'excédant des revenus devra être consacré à l'usage de la Haute-École.

errinnert, dannehero darvor gehalten; es könnte mit allen Samblungen, ausserhalb deren zum Thurn, dergestalt ein Aenderung vorgenommen werden, dass die darinnen sich befindliche Weiber aus denselbigen gethan, ihnen wochentlich zu ihrem Unterhalt ein gewisses gegeben, wann eine mit Todt abgethet, kein aedere an deren Stell angenommen, die Schafner abgeschafft, die Häuser entweder verkauft, oder verlehnt, und über die Einkünften ein fleissig und wackerer Mann, welcher über ein jedes Corpus seine absonderliche Rechnung zu halten schuldig seyn solle, gesetzt werden, und damit aber derselbige in seinem Amt desto fleissiger sich erzeigen möchte, als sollten die Herren Pflegern nicht abgehen, sondern gelassen, und ihnen von demselbigen, wie bishero von dem Schafnern beschehen, Rechnung gethan werden; von welchen auch die Weiber ihr Wochen-geld, die Schul aber den Ueberschuss würden erheben können; Was aber und wie Viel den Weibern wochentlich, so lang sie noch leben werden, zu geben seyn möchte, davon würde man annoch mit einander zu reden, und solches a part zu bedenken haben, und dieweilen in der Samblung zum Thurn solche Frauen sich befinden, die nicht allein so alt und baufällig seindt, dass nicht zu glauben, dass dieselbige es mehr lang treiben werden, sondern sie auch von vornehmen Leuten seindt, als hätten sie dafür gehalten, es möchte mit derselbigen sofern dispensirt werden, dass die jetzmalen sich darin befindliche drey Frauen darinn gelassen, und wie seithero unterhalten werden, wann aber eine von denselbigen sterben, oder sie samtllich mit Todt abgehen sollten, keine ferners darein genommen, sondern gleich wie mit den andern beschèhen, auch mit dieser Samblung verfahren werden sollte, jedoch aber sollte der Ueberschuss von den Einkünften auch jetzt gleich zu der Schul verwendet werden.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ qu'il y serait fait droit ainsi qu'à la lettre de S. A. le Comte de Deux-Ponts.

ERKANNT: Die Bedücht, samt dem abgelesenen Schreiben an Ihre Fürstl. Gnaden von Zweibrücken gefolgt.

Ces fondations, concentrées pendant quelques années dans les mains du receveur de S-Marc, ont eu jusqu'en 1685 chacune un compte spécial. Ce n'est qu'en 1685 que le receveur Schmidt fondit les quatre corps de revenus dans un seul compte. On l'a vu, la désignation officielle indiquant la destination future, fut celle-ci : *Revenus nouveaux de la Haute-École*. Cependant bientôt après, la fondation reprit et garda le titre de *Corps des pensions*.

Au surplus, ces fonds affectés aux besoins du Gymnase n'étaient pas en 1650 une innovation absolue. Par le compte de 1624, on voit qu'à côté de sept femmes qui sont entretenues à la maison de la Tour, le célèbre Professeur Welper reçoit environ 40 livres deniers, comme traitement annuel; et une subvention annuelle de 50 livres deniers est payée à la recette de la Haute-École. En 1671 le nombre des pensionnaires de la maison de la Troisième Règle est réduite à une seule. En compensation le Professeur Reichelt touche 100 livres deniers et son collègue Vindenius 12 livres 10 schillings (50 fr.)

En exécution de l'arrêté pris en 1681, l'administration du Corps des pensions fut remise au receveur de la Haute-École, mais avec une comptabilité spéciale, parce que ce corps de biens restait au nombre de ceux que le Magistrat faisait surveiller par des administrateurs de la Ville, (*Pfleger*). La recette réunie offrait un revenu en grains de

60 réaux de froment,
135 — de seigle,
26 — d'orge

et 960 livres deniers 18 schillings en argent.

Sur ces revenus on payait en traitements

45 réaux de froment
et 313 livres deniers. (1252 fr.)
70 livres deniers à titre de pension. (280 fr.)
27 livres deniers pour frais d'entretien de cinq maisons (280 fr.)
25 livres deniers au Collège de S-Guillaume. (100 fr.)
100 livres deniers étaient momentanément payés aux diacres du Temple-Neuf.
82 livres deniers formaient les honoraires des Administrateurs du Magistrat pour l'audition des comptes.

En 1792 les revenus étaient à peu près les mêmes.

La dépense pour traitements et autres subventions était plus forte, et l'augmentation portait principalement sur le Gymnase. La fondation payait en grains

53 réaux de froment
37 réaux de seigle.
2109 livres tonnois.

LXXXIV

Les pensions s'élevaient à . . . 410 livres tournois.

Il n'y avait plus d'honoraires pour les *Pfleger*, ou administrateurs.

Le Budget pour l'exercice de 1854 montrera que l'administration a principalement employé cette fondation pour un *éméritat* et pour l'entretien des Classes industrielles.

Budget de la fondation du Corps des Pensions, pour l'exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1854.

Compte en grains:

RECETTE.		Froment.	Seigle.	Orge.
		hect.	hect.	hect.
Corps des revenus : Fermages échus le 11 Novembre 1835		259,65,04		2
Rentes	idem	28,82,89	35,20,79	
	Totaux	268,47,93	35,20,79	2,00,00
DÉPENSE.		Froment.	Seigle.	Orge.
		hect.	hect.	hect.
1. Traitement suivant le tableau annexé au budget de la Haute-École	51 ¹⁾			
2. Grains vendus au marché, et grains payés en argent par les fermiers		209,47,93	24,20,79	2
3. Déchet et déduction du cinquième.		8	9	
	Totaux	268,47,93	35,20,79	2
Reliquat nul.				

¹⁾ Le compte définitif de 1852 approuvé par l'autorité supérieure a arrêté à 51 hectolitres cette dépense, dont les détails ont été donnés au budget de la Haute-École.

LXXXV

Compte en argent.

RECETTE.

	Fr. C.	Fr. C.
1. Reprises	—	—
2. Corps des revenus en intérêts de capitaux.	1,735 —	
id. en fermages	850 20	2,585 20
3. Produit des grains à 17 fr. 10 fr. et 8 fr.		3,624 —
4. Contributions remboursées		650 —
5. Capitaux remboursés		Pour mémoire.
6. Objets recouverts		200 —
7. Recettes diverses		100 —
Total		7,159 20

DÉPENSE.

1. Reprises	—
2. Traitements, suivant le tableau annexé au budget de la Haute-École	4792 — ¹⁾
3. Frais d'administration	250 — ²⁾
4. Contributions avancées et de main-morte	950 — ³⁾
5. Secours annuel à deux veuves de fonctionnaires.	800 —
6. Reconstitution de capitaux	Pour Mémoire.
7. Objets à recouvrer	200 —
8. Dépenses diverses	100 — ⁴⁾
9. Solde en caisse.	67 20
Total	7,159 20

¹⁾ En 1852 ce chiffre était de 4597 fr.

²⁾ En 1852 la dépense était de 143 fr. 46 c.

³⁾ Ib. 888 fr. 63 c.

⁴⁾ Ib. 39 fr. 60 c.

LXXXVI

Arrêté en séance du Séminaire: Strasbourg, le 9 Janvier 1854.

Le Vice-Directeur,

Le Secrétaire,

MATTER.

A. STAHL.

Vu et approuvé en séance du Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg.

Strasbourg, le 7 Février 1854.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,

TH. BRAUN.



FIN DES DOCUMENTS.

TABLE.

INTRODUCTION.

PAGE.

5

PARTIE PREMIÈRE.

I <u>Etat ecclésiastique de Strashourg, au commencement du XVI^e siècle.</u>	11
II <u>La Réformation.</u>	12
III <u>Examen des Candidats pour les Chapitres.</u>	17
IV <u>Traité de Passau et d'Augsbourg. Paix de Westphalie.</u>	19
V <u>Capitulation de la ville. Strashourg se donne à la France.</u>	21
VI <u>Loi du 18 Germinal an X.</u>	27
VII <u>Caractère ecclésiastique de l'ancienne Université protestante.</u>	31
<u>Administration de la Fondation de S^t-Thomas.</u>	

PARTIE DEUXIÈME.

I Le Gymnase protestant ou Collège mixte.	37
II Le Corps des Pensions.	40
III La Bourse Maurice.	62
IV La Fondation de Marc Oton, Conseil et Avocat de la ville de Strashourg.	43
V La Fondation de Schenckbecher.	50
VI La Fondation de Heller.	56
VII La Fondation de Jean-Jacques Frid.	37
VIII La Fondation de Goll.	59

IX Le Legs de Jean-Frédéric Frid, professeur de droit naturel et de philosophie morale à l'Université de Strasbourg.	61
X Le Legs de Cornelius-Jacques Weyher, négociant de Strasbourg.	62
XI Le Legs de la veuve Marie-Salomé Salzmänn née Brackenhoffer.	63
XII La Fondation de François-Daniel Reisseisen, Docteur en médecine.	64
XIII La fondation de Philippe-Louis Schmutz.	65
XIV Le Legs de Jean-Léonard Gienner.	68
XV Le Fidei Commis.	69
XVI Le Legs de Jean-Frédéric Hoppé.	70
XVII La Fondation Hartlieb-Kurzlieb.	75
CONCLUSION.	77

DOCUMENTS.

I Convention entre les Chanoines protestants et les Chanoines catholiques du Chapitre de S'-Thomas, signée le 27 Mars 1528.	I
II Traité entre le Magistrat et les Chapitres de S'-Thomas, de S'-Pierre-le-vieux et de S'-Pierre-le-jeune, conclu à Sélestat le 21 Janvier 1529.	VII
III Convention faite entre le Magistrat et l'Évêque, à cause de l'Intérim, le 25 Novembre 1549.	XIII
IV Lettres de protection accordées par le Magistrat aux personnes et aux propriétés du Chapitre de S'-Thomas.	XIV
V Extrait du Traité de Passau conclu en 1552.	XX
VI Articles de la Paix de religion conclue à Augsbourg en 1555.	---
VII Extrait du Traité de Haguenau conclu entre le Magistrat et l'Évêque, le 12 Novembre 1604 pour quinze ans, prolongé en 1620.	XXII
VIII Extrait du Traité de Westphalie. 1648.	---
IX Traité de Paix de Nimègue. 1679.	XXVI
X Traité de Paix de Riswick. 1697.	---
XI Traité de Bade. 1714.	---
XII Capitulation accordée par Sa Majesté à la ville de Strasbourg contenant les Articles proposés par les Prêteurs, Consuls et Magistrats de la ville de Strasbourg, le 30 Septembre 1681.	XXVII
XIII Lettres-Patentes portant Confirmation du Séminaire épiscopal de Strasbourg, Septembre 1681.	XXVIII
XIV Lettres-Patentes portant Établissement d'un Collège à Strasbourg pour l'instruction de la jeunesse. Août 1683.	XXX

LXXXIX

NUMEROS.	PAGES.
XV Lettres-Patentes portant Confirmation de l'Union faite au Collège de Strasbourg de la Prévôté et du Chapitre de Seltz, aux charges et conditions y portées. Août 1692.	XXXI
XVI Lettres-Patentes qui transfèrent l'Université de Molsheim au Collège des Jésuites de Strasbourg. Novembre 1701.	XXXIII
XVII Lettres-Patentes qui confirment l'Union de l'Université de Molsheim au Collège des Jésuites de Strasbourg, aux modifications y portées. Février 1702.	XXXV
XVIII Lettres-Patentes pour le rétablissement et maintien des Droits, Privilèges et Immunités de l'Université de la ville de Strasbourg. 21 Mai 1685.	XXXVIII
XIX Copie de la lettre de Monseigneur le Marquis de Barbesieux, Ministre d'État, écrite à Monsieur le Marquis d'Huxelles, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général de ses Armées, et Commandant en Chef pour Sa Majesté en Alsace, en date de Marly du 25 Avril 1698.	XXXIX
XX Extrait des Registres du Conseil d'État, Déclaration du 29 Juillet 1716.	XL
XXI Décret de l'Assemblée nationale du 17 Août 1790.	XLII
XXII Loi relative aux biens actuellement possédés par les Protestants des deux confessions d'Alsace et Helvétique, et qui les excepte de la vente ordonnée pour les biens nationaux. Donnée à Paris le 10 Décembre 1706.	—
XXIII Décret de la Convention nationale du 8 Mars 1793, l'an II de la République française, relatif à la vente des biens formant la dotation des Collèges et autres établissements de l'instruction publique.	XLIII
XXIV Ordre des Commissaires de la Convention nationale, Couturier et Dornel, pour la vente des biens des Protestants, 27 Février 1793, an II de la République.	XLIV
XXV Extrait de la lettre écrite par la Commission des revenus nationaux aux Administrateurs du Département du Bas-Rhin. Paris, 15 Messidor II de la République, (5 Juillet 1794.)	XLV
XXVI Lettre du Ministre des Contributions publiques aux citoyens Administrateurs du Directoire du Département du Bas-Rhin. 14 Mai 1793, an II de la République.	—
XXVII Lettre écrite par le Comité de législation aux Administrateurs du District de Strasbourg, Paris, 7 Prairial an III, (26 Mai 1795.)	XLVI
XXVIII Lettre du Ministre des finances aux Administrateurs du Département du Bas-Rhin. Paris, 5 Messidor IV, (21 Juin 1796.)	—
XXIX Déclaration de l'Administration municipale de Strasbourg que les fondations de la Haute-Ecole et autres ont toujours été affectées aux Protestants. 18 Ventôse III, (8 Mars 1795.)	XLVII
XXX Déclaration de l'Administration municipale de Strasbourg que plusieurs fondations ont été attribuées en propriété à la Haute-Ecole. Cinquième jour complémentaire de l'an IV, (21 Septembre 1796.)	XLVIII
XXXI Délibération du Directoire du Département du Bas-Rhin. 22 Avril 1793.	—
XXXII Extraits des registres du Corps municipal de la commune de Strasbourg. 25 Avril 1793.	XLIX

NUMEROS.	PAGES.
XXXIII Délibération du Directoire du Département du Bas-Rhin. 29 Avril an II, (1793)	L
XXXIV Extrait des registres du Corps municipal de la commune de Strasbourg. 7 Mai 1793, an II.	—
XXXV Extrait du Procès-verbal de la Convention Nationale. 21 Mai 1793. An II.	LI
XXXVI Loi organique du 18 Germinal an X.	—
XXXVII Articles organiques de l'Académie des Protestants de la Confession d'Augsbourg. 30 Floréal an XI.	LII
XXXVIII Règlement pour le Chapitre de S'-Thomas. 5 Mars 1762.	—
XXXIX Lettre écrite au Préfet de la Sarre, le 17 Mai 1806 par Son Excellence le Ministre des Cultes.	LV
XL Lettre adressée à M. Kern, Président du Consistoire général, par le Chef de la deuxième division du Ministère des Cultes, 28 Juin 1806.	LVI
XLI Extrait du registre des arrêtés du Préfet du Département de la Sarre, du 17 Avril 1806.	LVII
XLII Arrêté du Maire de la ville de Strasbourg, du 10 Février 1810.	LX
XLIII Lettre du Maire de la ville de Strasbourg aux Administrateurs de la fondation de S'-Thomas, du 28 Mai 1818 et Arrêté du Conseil municipal du 7 Février 1818.	LXI
XLIV Emprunt contracté par le Magistrat auprès de la fondation de S'-Thomas en l'année 1675.	LXII
XLV Idem en l'année 1693.	LXV
XLVI Budget de la fondation de S'-Thomas, pour l'exercice du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre 1854.	LXVIII
XLVII Idem idem de la Haute-École, idem	LXXIV
XLVIII Idem du Corps des Pensions, idem	LXXIX
Extrait des délibérations des membres du Sénat et du Conseil des XXI de la ville de Strasbourg de l'an 1653. Samedi le 28 Avril.	LXXX
Idem de l'an 1658. Samedi le 29 Mai.	LXXXI

